



Projet
soutenu par



LES ADOLESCENTS FACE AUX IMAGES VIOLENTES, SEXUELLES ET HAINEUSES : STRATEGIES, VULNERABILITES, REMEDIATIONS.

Comprendre le rôle des images dans la construction identitaire et les vulnérabilités de certains jeunes

RAPPORT FINAL

Volume 1

24 octobre 2017

Recherche réalisée avec le soutien de la Mission de recherche Droit et Justice, de la Fondation de France, La ligue de l'enseignement, l'UNAF et les CEMEA (pour le CIEME).

Rédactrice du rapport : **Sophie JEHEL**

Maîtresse de conférences en Sciences de l'information et de la communication, Université Paris 8 Saint-Denis, Chercheur au CEMTI, Centre d'études sur les médias, les technologies et l'internationalisation, EA 3388.

Equipe de recherche :

Direction scientifique

Sophie JEHEL MCF en Sciences de l'information et de la communication, Université Paris 8, Laboratoire CEMTI, EA 3388

Patricia ATTIGUI Professeur de Psychopathologie et de Psychologie clinique, Université Lumière Lyon 2, Laboratoire CRPPC EA 653

Rédaction des rapports sur les entretiens par psychologues cliniciens :

Ivana Belouin, psychologue clinicienne

Jean-François CHICA, psychologue clinicien

Angélique GOZLAN, docteure en psychologie clinique, psychologue clinicienne

Geoffroy WILLO TOKE, docteur en psychologie clinique, psychologue clinicien.

Veille documentaire, retranscription, réalisation et traitement des entretiens

avec la collaboration des étudiants en master 2ème année, Culture et communication Université Paris 8 :

Maria Ignacia ALCALA SUCRE, doctorante, Université Paris 8 Saint-Denis, CEMTI ;

Leo JANNOT- SPERRY, diplômé master 2, Information-communication, Université Paris 8 Saint-Denis ;

Sofia POLONIECKI, étudiante en master 1, Information-communication, Université Paris 8 Saint-Denis.

Le présent document constitue le rapport scientifique d'une recherche réalisée avec le soutien du GIP Mission de recherche Droit et Justice convention n° 215-10-12-16. Son contenu n'engage que la responsabilité de ses auteurs. Toute reproduction même partielle est subordonnée à l'accord de la mission.

Introduction

Ce rapport retrace les activités de recherche conduites entre mars 2015 et septembre 2017 sur la réception des images violentes, sexuelles et haineuses par les adolescents. L'objectif général de cette recherche était de comprendre comment les adolescents, dans un contexte d'accès très ouvert aux images violentes, sexuelles et haineuses sur les plateformes numériques, directement accessibles par les smartphones, canalisent ou contiennent les émotions qu'elles peuvent susciter. Cette recherche s'inscrit dans une perspective de socialisation des adolescents avec les plateformes numériques et de mise en place de formes spécifiques d'auto-contraintes (Elias 1969). Les plateformes numériques qui proposent un régime d'images beaucoup moins régulé que celui de l'audiovisuel mettent en effet à l'épreuve, volontairement ou non, la résistance des sociétés pour maintenir le processus de pacification des mœurs propre à la modernité. Les grandes plateformes numériques et leurs modèles économiques ont choisi de favoriser les communications visuelles privilégiant de ce fait les images et vidéos qui suscitent le plus d'échos, via les recommandations, les « j'aime », les partages¹. L'ampleur des vidéos violentes, sexuelles, haineuses rencontrées sont le produit de gouvernances algorithmiques qui privilégient le recueil des données sur les volontés explicites des internautes². Les plateformes numériques proposent aux adolescents des possibilités d'expression et d'accès aux espaces publics à une échelle inconnue auparavant. Ils représentent en ce sens la réalisation d'un droit à l'expression des enfants garanti par la Convention internationale des droits de l'enfant (1989) que les médias précédents avaient peu concrétisé. Mais en les exposant massivement à des contenus inappropriés, ils violent des préconisations de la même Convention des droits de l'enfant qui visent à favoriser le développement d'une protection des enfants vis-à-vis de ces contenus (Baudis, Derain 2012).

Les adolescents bénéficient pour y faire face de la médiation de leurs parents, de leurs pairs et des acteurs éducatifs qui les entourent, dont nous savons qu'elle est socialement différenciée. Nous souhaitons identifier des facteurs de vulnérabilité sociaux à ces images, rendant plus difficile pour certains le maintien des auto-contraintes, et de la distance aux images et aux violences représentées. Parmi les jeunes que nous pouvions considérer *a priori* comme les plus vulnérables à ces images se trouvaient les adolescents suivis par la protection judiciaire de la jeunesse (PJJ) et les mineurs en difficulté suivis par l'ASE. Nous souhaitons pouvoir comparer leurs attitudes et leurs stratégies face à ces images, par rapport aux autres, afin de comprendre s'ils pouvaient en être davantage affectés.

¹ Rochelandet F., *Économie des données personnelles et de la vie privée*, La Découverte, Paris, 2010 ; Jehel S. « Les pratiques des jeunes sous la pression des industries du numérique » *Journal des psychologues* (automne 2015).

² Rouvroy A. « Des données sans personne : le fétichisme de la donnée à caractère personnel à l'épreuve de l'idéologie des *big data* », in Conseil d'Etat, *Le numérique et les droits fondamentaux*, 2014, pp 407-434.

Nous avons donc construit des terrains d'enquête nous permettant de rencontrer des adolescents de milieux sociaux différenciés comme l'explicitera le premier chapitre de ce rapport. Il importait en effet de mettre en perspective la réception par les adolescents des images violentes, sexuelles et haineuses avec leurs pratiques numériques des jeunes, et leur contexte social et culturel. Nous avons posé trois hypothèses que nous développons dans le premier chapitre. L'hypothèse globale de ce projet est que certains jeunes sont particulièrement fragiles face au contenu des images violentes, sexuelles et haineuses, qu'ils ont des difficultés à s'en distancier, voire à s'en détacher alors que ces images peuvent nourrir une représentation du monde très éloignée des valeurs de la société globale. Ces difficultés peuvent, aux côtés d'autres sources de vulnérabilité, immaturité par l'âge ou du fait de fragilités psychiques, déficience de l'insight et de la représentation de soi, carence de la régulation familiale des conduites du jeune, les violences subies, consommation de psychotropes, engendrer des consommations intensives, perturber les repères des adolescents. La seconde hypothèse est celle d'une vulnérabilité de certains adolescents dans le rapport aux images, en particulier aux images violentes, sexuelles et haineuses, et dans la capacité à s'en distancier, induite par les défauts de symbolisation (notamment la maîtrise de l'écrit). La troisième hypothèse est celle du potentiel éducatif que représente le travail d'élaboration avec les adolescents autour des images, des émotions qu'elles suscitent, et des contradictions entre les discours qui soutiennent certaines images et les normes de la société globale.

Les entretiens ont été conduits de manière à privilégier la compréhension des logiques de groupe dans les entretiens collectifs, et les logiques individuelles qui pouvaient s'en écarter, combinant normes familiales, normes du groupe de pairs, et l'élaboration de normes personnelles dans les entretiens individuels. Dans la mesure où les questions posées concernaient des images qui pouvaient mettre à mal les défenses psychiques des adolescentes, les entretiens ont été conduits systématiquement avec un-e psychologue clinicien-ne, recruté-e par Patricia Attigui, professeur de psychopathologie et de psychologie clinique. Une position de modestie et de compréhension a été tenue par les chercheur-e-s avec les adolescents afin que les entretiens favorisent un moment de réflexivité pour les participants. La participation des étudiants du master Culture et communication de l'université Paris 8 aux entretiens, à leur analyse et leur retranscription a aidé à conserver cette disponibilité d'écoute.

Nous avons souhaité que le recueil des données s'effectue en deux phases. Une première phase d'entretiens, individuels et collectifs, avec les adolescents, entretiens avec des parents de milieux sociaux proches de ceux des adolescents, et entretiens avec les professionnels travaillant dans les différentes structures qui nous avaient mises en contact avec les adolescents (2015-2016). Les différents entretiens ont eu une durée d'une heure. Des éléments sur le contexte socio-économique des enquêtés ont pu être recueillis lors des différents entretiens, des éléments sur leur compétences scolaires également.

Les éléments recueillis dans la première phase de l'enquête ont permis de consolider les hypothèses et d'en envisager d'autres, issues de la confrontation au terrain. Le rôle de la religion dans le contexte socio culturel n'avait pas fait partie des hypothèses de départ, il s'est cependant avéré très

présent sur certains terrains, favorisant des comportements clivés entre garçons et filles, et entre normes officielles et pratiques réelles, vis-à-vis des images sexuelles. Cela nous a conduits à formuler des hypothèses nouvelles.

Une seconde phase d'ateliers a pu être organisée avec des adolescents fréquentant les mêmes établissements que lors de la première phase, à quelques exceptions près. Lors de ces ateliers nous avons pu recueillir la réaction de nouveaux adolescents sur un certain nombre de résultats de la première phase de l'enquête, sur leur compréhension des enjeux de socialisation que représentent les pratiques médiatiques. Nous avons pu tester également leur capacité d'analyse collective de certains contenus médiatiques et les potentialités éducatives d'un travail sur ces images. Les ateliers ont eu une durée variable entre une heure et deux heures, selon la disponibilité des participants. Au total, à travers les entretiens et les ateliers, nous avons pu rencontrer plus de 200 adolescents, 50 professionnels et 45 parents.

Le chapitre 2 présente la méthodologie, les différents terrains retenus pour l'enquête, l'équipe pluridisciplinaire qui a conduit et analysé les entretiens avec les jeunes, les méthodes d'anonymisation des enquêtés. Le chapitre 3 brosse les grands traits des cultures et pratiques médiatiques des trois groupes d'enquêtés afin de mieux cerner les enjeux collectifs que représentent les médias dans chaque groupe. L'échantillon de l'enquête a été construit pour mettre l'accent sur les différences sociales et scolaires des enquêtés, ce sera le moment d'analyser comment ces différences opèrent dans le champ médiatique. Le chapitre 4 cherche à décrire les rencontres des adolescents avec les images violentes, sexuelles et haineuses, dans l'enfance et à l'adolescence et l'ampleur des perceptions liées au choc ressenti. Le chapitre 5 analyse les stratégies développées par les adolescents vis-à-vis des images violentes, sexuelles et haineuses, leur degré de conscientisation de leurs comportements vis-à-vis d'elles, les modalités retenues. Il s'agira à la fois de construire une typologie de ces modalités, et de montrer comment certaines peuvent être privilégiées selon les groupes. Il s'agit aussi dans ce chapitre d'esquisser les conditions d'émergence des formes d'autonomie développées par les adolescents vis-à-vis des images. Le chapitre 6 présente les formes de médiations parentales mises en œuvre par les parents dans les différents milieux sociaux, leurs inquiétudes ou au contraire leur tranquillité d'esprit vis-à-vis d'internet et des pratiques numériques de leurs adolescents, les difficultés qu'ils rencontrent et les solutions qu'ils envisagent ou qu'ils souhaiteraient voir se mettre en place pour aider les jeunes à y faire face. Le chapitre 7 propose une synthèse des diagnostics posés par les professionnels sur les pratiques numériques des adolescents mais aussi sur les difficultés qu'ils rencontrent dans leurs pratiques éducatives pour les accompagner et développer des formes d'autonomie, enfin les solutions qu'ils mettent déjà en place ou qu'ils souhaiteraient voir réalisées pour favoriser un meilleur accompagnement des adolescents.

Cette recherche n'aurait pas été possible sans le soutien de la Fondation de France qui s'est manifesté dès 2014 dans le cadre d'un appel à projet sur les parents en difficulté. Le GIP Droit et Justice nous a fourni un soutien décisif à partir de 2015 sur la base d'une proposition libre, nous permettant de lancer la recherche. Enfin les associations représentées par la Ligue de l'enseignement, l'UNAF, et les CEMEA, qui sont engagées dans des actions d'éducation aux médias, chacune sur ses terrains d'action

et considèrent que l'action doit être menée dans un dialogue avec les chercheurs, ont contribué utilement nous permettant de boucler le budget grâce à une subvention décidée par le Collectif interassociatif Enfance et Médias peu avant sa dissolution.

Chapitre 1. L'objet de la recherche :

l'impact psycho-social de la diffusion d'images violentes, sexuelles et haineuses dans l'environnement numérique sur les adolescents

1. Prénance des images sexuelles et des violences sexuelles dans l'environnement des adolescents

Les enfants ont accès très jeunes à de nombreux médias. Ils y sont confrontés volontairement et involontairement à des images « trash » que l'on définira dans cette recherche comme des représentations réifiées de l'être humain (pornographiques, violentes, haineuses), en particulier sur Internet auquel ils accèdent de plus en plus par leurs téléphones portables.

Les adolescents font partie des catégories de la population les plus connectées : 100 % des 12-17 ans sont internautes (et ce depuis 2013, vs 48 % des plus de 70 ans), 87 % vont sur internet au moins fois par jour, 79% sont inscrits sur des réseaux sociaux, 85% ont un smartphone en 2016, ce qui représente une progression fulgurante de 30 points entre 2013 et 2015, 97 % avaient déjà une connexion à domicile en 2015³.

L'accès aux images sexuelles est large. En 2011 elle était évaluée par les enquêtes d'EU Kids Online à 20% en moyenne pour les 9-16 ans, à partir de sites en ligne en France (vs 4% en Allemagne, 14% en moyenne sur l'UE), et à 30% à partir de contenus consultés en ligne ou hors ligne (vs 10 % en Allemagne et 23% en moyenne sur l'UE)⁴. Ces chiffres sont d'ailleurs à relativiser, et probablement sous-évalués du fait de la difficulté de catégoriser les images de façon homogène, mais surtout de la

³ Evalué en 2015 par le CREDOC dans le baromètre du numérique, enquête auprès d'un échantillon représentatif de 2200 personnes, dont 200 12-17 ans. Les autres statistiques proviennent du Baromètre du numérique CREDOC 2016.

⁴ Bojana Lobe, Sonia Livingstone, Kjartan Ólafsson, Hana Vodeb et al. Cross national comparison of risks and safety on the Internet 2011 EU Kids Online, 84p.

dimension intime et transgressive que conserve leur consultation par les adolescents et du fait que les questionnaires de EUKO ont été passés au domicile des adolescents et de leurs parents.

D'autres enquêtes ont pu évoquer des pourcentages de consultation bien plus élevés, même si, les tranches d'âge différant dans chaque enquête, les protocoles également, les comparaisons restent difficiles. En 2005, une enquête de Michaela Marzano et Claude Rozier estimait que 58 % des garçons et 45 % des filles avaient vu leurs premières images pornographiques entre 8 et 13 ans⁵. Selon le volet français de l'enquête européenne European School Survey on Alcohol and Drugs, réalisée en 2003 auprès de 10 000 jeunes de 14 à 18 ans, 80 % des garçons et 45 % des filles avaient déjà regardé un film pornographique. Le rapport du HCefh sur l'éducation à la sexualité (2016) reprend ces statistiques en regrettant de ne pas en avoir de plus récentes. Il souligne aussi que ces chiffres sont probablement loin de la réalité actuelle du fait de l'accessibilité de ces images facilitée par les smartphones depuis 2007.

En mars 2017 l'Observatoire de la parentalité a confié à l'IFOP une enquête sur la consommation de pornographie chez les adolescents et son influence sur leurs comportements sexuels « Les adolescents et le porno : vers une 'Génération Youporn' ? » sur la base de laquelle la ministre des familles, Laurence Rossignol, a mis en place un groupe de travail visant à renforcer la protection des mineurs vis-à-vis des sites pornographiques⁶. L'enquête par sondage montrait une forte augmentation de la consultation de sites à caractère pornographique par les garçons et les filles, pour atteindre en février 2017, 63% des garçons et 37% des filles entre 15 et 17 ans, l'outil d'accès le plus fréquent étant le smartphone devant l'ordinateur portable, la télévision n'étant choisie que par une minorité de jeunes. Nous ne disposons pas de statistiques concernant le visionnage des images violentes, ultra-violentes ou racistes accessibles par internet.

Plusieurs recherches internationales ont cherché à mesurer l'impact des images violentes et des images pornographiques sur les mineurs. Elles mettent notamment en évidence une corrélation avec la diminution de la sensibilité à la souffrance des autres, l'anxiété, l'accroissement de l'agressivité relationnelle. Des recherches récentes sur l'impact de la pornographie sur les jeunes attestent notamment d'une transformation des comportements corporels et sexuels, d'une plus grande objectivation du corps de l'autre et d'une plus grande insatisfaction dans les relations sexuelles pour une part d'entre eux⁷. Une revue des recherches récente en Grande-Bretagne montre que la banalisation de l'accès est devenue tellement forte, que l'impact de ces images en est difficilement interprétable⁸. Le lien entre visionnage de pornographie et comportement à risque (rapports non

⁵ MARZANO Michela et ROZIER Claude, *Alice au pays du porno*, Paris, Ramsey, 2005.

⁶ Le Monde 20 mars 2017, Les adolescents sont de plus en plus exposés à la pornographie sur Internet.

⁷ Parmi les travaux les plus récents, à titre d'exemple, Richard Poulin *Sexualisation précoce et pornographie*, Paris, La Dispute 2009; Jochen Peter Patti M Valkenburg journal of communication 2009 vol 59 issue 3 p 407-433 "Adolescents exposure to sexually explicit internet material and notions of women as sex objects assessing causality and underlying processes"; Peter Jochen, Patti M. Valkenburg « processes Underlying the Effects of Adolescents Use of Sexuality Explicit Internet Material: the role of perceived Realism ». Communication Research Jun 2010 vol 37 Issue 3 p 375-399.

⁸ Miranda A.H. Horvath, Llian Alys, Kristina Massey, Afroditi Pina, Mia Scally and Joanna R. Adlerren "Basically Porn is ... everywhere", A Rapid Evidence Assessment on the Effect that Access and Exposure to

protégés ou précoces) y apparaît, même s'il reste encore beaucoup de questions sur le plan de la compréhension des phénomènes de causalité. En effet, d'un côté les jeunes sont soumis à un univers médiatique de plus en plus sexualisé, mais de l'autre, le régime juridique de la société globale et les repères donnés par les parents vont en sens contraire. La répression des actes sexuels non consentis est de plus en plus claire sur le plan législatif et judiciaire. L'augmentation forte du volume des agressions sexuelles - entre 1974 et 2001 « le nombre d'infractions sexuelles enregistrées par les services de police et de gendarmerie [a été] multiplié par 3.5 ⁹ » - est aussi la preuve d'une sévérité plus grande des instances judiciaires : en 2010, « les condamnations pour viol représentent [...] 50,1% des [...] condamnations prononcées pour crime. Dans 98% des cas, pour ces crimes, la peine privative de liberté est la règle. Les peines sont en moyenne de 8,9 ans (perpétuité exclue).¹⁰ » Entre 1996 et 2003 la part des mineurs dans les agressions sexuelles aurait augmenté de 70%¹¹.

En dehors de toute procédure judiciaire, une étude qualitative britannique analyse le développement de pratiques de harcèlement en particulier des filles via les téléphones portables, par l'envoi de message comportant des contenus sexuels, dès la première partie de l'adolescence (12-13 ans), exerçant, d'après leur témoignage, une pression quasi quotidienne sur les filles et s'accompagnant de formes d'appropriation visuelle des corps des filles par les garçons (notamment par les collections présentes sur les téléphones des garçons de photos de différentes filles montrant des parties de leur corps avec l'inscription de leur prénom)¹². Une enquête récente en Ile de France met en évidence la prégnance des victimations verbales (moqueries, menaces, insultes) et sexuelles (attouchements, gestes sexuels, demandes d'actes sexuels) dans l'enceinte des établissements scolaires et sur Internet¹³. L'étude montre qu'elle est significative et sexuée en défaveur des filles. Et parallèlement le droit français, par une loi qui vient d'être adoptée par le Parlement¹⁴, vient de modifier le Code pénal pour renforcer la répression de la publication d'images à caractère sexuel¹⁵.

Pornography has on Children and Young People, Children's Commissioner, may 2013. http://www.childrenscommissioner.gov.uk/content/press_release/content_505

⁹ Rabaux Juliette, « Les mineurs délinquants sexuels », *Journal du droit des jeunes* 5/2007 (N° 265), p. 15-21.

¹⁰ <http://www.haut-conseil-egalite.gouv.fr/violences-de-genre/reperes-statistiques-79/> en s'appuyant sur le *Bilan annuel « Criminalité et délinquance enregistrées en 2012 - Les faits constatés par les services de police et les unités de gendarmerie » ONDRP 2012.*

¹¹ Ibid.

¹² Jessica Ringrose, Rosalind Gill, Sonia Livingstone "A qualitative study of children, young people and 'sexting' A report prepared for the NSPCC", 2012, 76p, accessible sur le site de NSPCC et de LSE (p 28-29).

¹³ Cybersexisme chez les adolescent-e-s (12-15 ans) - Etude sociologique dans les établissements franciliens de la 5e à la 2nde". Centre Hubertine Auclert 2016.

¹⁴ Le texte de la loi « pour une République numérique » a été adopté par le Sénat le 28 septembre 2016, mais la loi n'est pas encore promulguée au 6 octobre 2016.

¹⁵ article 226-2-1 sanctionnant, au titre de l'atteinte à l'intimité de la vie privée, la diffusion, sans le consentement de la personne, de paroles ou d'images présentant un caractère sexuel prises, même si elles sont prises dans un lieu public voire que la victime a consenti à, ou réalisé elle-même par un *selfie*, leur enregistrement.

Le projet de recherche est parti du constat que la proximité avec des images sexuelles ou violentes facilement et précocement accessibles (via le téléphone portable, l'ordinateur ou la télévision) du fait des modifications et de l'allègement de la régulation publique sur ces images, et de l'ampleur de leur diffusion sur le net, constitue depuis une dizaine d'années une rupture dans les conditions de socialisation des adolescents. Nous avons émis l'hypothèse que cela représentait une difficulté particulière pour eux de construire un point de vue personnel sur ces images, qui suppose leur mise à distance.

Leur visionnage suscite en effet une forte excitation pulsionnelle alors que les valeurs qu'elles diffusent sont à l'opposé de celles de la société globale (en termes de construction relationnelle, de parité, de respect du corps de l'autre, voire de dignité humaine). Comprendre la nature de cette difficulté suppose de prêter attention à la façon dont les adolescents réagissent face à leur présence en proximité.

Les études menées dans le cadre européen de EU Kids Online consacrées à l'accès des jeunes à Internet et aux risques engendrés par cet accès, se sont attachées à évaluer le pourcentage des jeunes qui se disent perturbés par les images sexuelles rencontrées en ligne, et ceux qui sont en situation d'usage excessif, et à en analyser les profils¹⁶. Elles mettent en évidence le lien entre les perturbations reconnues par les jeunes et des facteurs de vulnérabilité (notamment liés à l'âge ainsi qu'à des fragilités psychologiques). Mais le fait de se dire perturbé par des images sexuelles n'est pas nécessairement la preuve d'une vulnérabilité, et réciproquement le fait de se dire non perturbé n'est pas non plus la preuve d'une absence de vulnérabilité, entendu comme capacité à construire un point de vue autonome sur ces images. La connaissance fine des attitudes des adolescents vis-à-vis de ces images reste insuffisante pour pouvoir développer des stratégies éducatives de prévention ou de remédiation. Nous avons souhaité comprendre plus précisément les conditions de mise en contact des adolescents avec les images sexuelles ou violentes et leur capacité à y faire face.

2. Origines de l'étude et hypothèses de travail

Aux origines de l'étude une série d'hypothèses ont été formulées, nourries par l'expérience clinique du docteur Claude Aiguesvives, pédopsychiatre et expert devant les tribunaux, et en particulier de 20 cas ayant fait l'objet d'une expertise récente. Il s'agit de mineurs et de jeunes majeurs convoqués devant la justice (et souvent condamnés) suite à des comportements portant atteinte à l'intégrité corporelle d'enfants ou de jeunes presque toujours plus jeunes ou plus vulnérables qu'eux. Au cours de ces 20 expertises, les jeunes ont évoqué un visionnage intensif d'images pornographiques et le pédopsychiatre a diagnostiqué une influence de ces visionnages sur leurs actes. De nombreux experts

¹⁶ Uwe Hasebrink, Anke Görzig, Leslie Haddon, Veronika Kalmus, Sonia Livingstone et al. *Patterns of risk and safety online*, 2011 EU Kids online, 88p; David Smahel, Ellen Helsper, Lelia Green, Veronika Kalmus, Lukas Blinka and Kjartan Ólafsson "Excessive Internet Use among European Children", EU Kids Online nov. 2012, 9p, accessible sur le site de LSE.

en psychiatrie ont également relevé que des mineurs délinquants sont imprégnés d'images de violence et de pornographie¹⁷.

Ces 20 cas ont fait l'objet d'une analyse croisée, anonymisée et dépaylée. Ils indiquent un arrimage entre culture médiatique et psychopathologie. Émergent au moins trois rôles différents de ces images dans la construction identitaire et les comportements des jeunes.

- Elles jouent le rôle de source d'excitation et d'inspiration pour des actes d'agression sexuelle. Les images sont « reproduites » dans la réalité, sans que les jeunes auteurs soient toujours conscients du caractère illégal de leur passage à l'acte (agressions sexuelles, viols, voire inceste). Face à ces images, ils ont tendance à se sentir dédouanés de la responsabilité de leurs actes. Le visionnage des images apparaît comme une préparation au passage à l'acte. La difficulté à comprendre le sens de leurs actes est plus grande pour les plus jeunes qui n'ont pas encore d'expérience sexuelle, mais la difficulté à prendre de la distance vis-à-vis des images se constate aussi chez les plus âgés.
- Les images violentes, sexuelles et haineuses font aussi partie de la culture des jeunes et de leur socialisation, ils y trouvent des occasions de se construire une représentation des goûts sexuels de l'autre sexe, voire de renforcer des stéréotypes sexistes.
- Enfin, le choix de ces images et les goûts que certains développent explicitement pour certaines images peuvent aussi être analysés comme des éléments révélateurs de la personnalité des auteurs d'agression, en ce qu'elles peuvent aussi illustrer un état psychique à travers la recherche d'univers imaginaires virtuels, sources d'excitations spécifiques.

L'objectif de cette recherche n'est pas d'incriminer les images ni les médias de façon générale dans la commission des crimes ou délits sexuels par les jeunes. Ils sont en effet nombreux à y être exposés sans basculer dans la violence agie. Ce projet vise à comprendre quel type de lien se noue, pour des adolescents, qu'ils soient ou non auteurs de violence sexuelle ou d'atteintes aux personnes, entre la consommation d'images violentes, sexuelles et haineuses et la construction de leur identité, selon les attitudes et les stratégies qu'ils développent par rapport à ces images, elles-mêmes favorisées par l'environnement culturel, social de l'adolescent et les modalités de l'accompagnement parental.

¹⁷ À titre d'exemple, Pascal Roman (dir.) « La violence sexuelle et le processus adolescent. Clinique des adolescents engagés dans des agirs sexuels violents », Rapport de recherche, juillet 2008, CNFE PJJ Ministère de la justice, CRPPC Institut de psychologie Université lumière Lyon 2. Le rapport mentionne la rencontre avec les images comme un élément du « contexte d'excitation » de l'environnement des jeunes, et comme potentiellement « traumatique ». Plusieurs rapports officiels l'avaient déjà souligné notamment celui de Claire Brisset, Défenseure des enfants, Les enfants face aux images et aux messages violents diffusés par les différents supports de communication, rapport remis à M. Dominique Perben, Garde des Sceaux, Ministre de la Justice, Paris, Ministère de la Justice 2002. Dix ans plus tard, le Défenseur des droits et la défenseure des enfants, Marie Derain, en avaient repris le thème dans le rapport annuel, *Enfants et écrans, grandir dans le monde numérique*, Paris 2012.

Loin d'une approche en termes d'impact unilatéral des contenus sur les récepteurs (modèle des effets directs invalidé depuis de nombreuses années en sociologie de la réception), le modèle de la socialisation permet de prendre en compte l'environnement médiatique comme un des éléments de l'environnement porteur de messages, de valeurs, voire de normes, et d'analyser les interactions entre les représentations médiatiques, les plateformes numériques et leur fonctionnement, et les comportements développés par les adolescents, leur inscription sur les réseaux sociaux numériques, le choix des contenus médiatiques consultés, leur action ou retrait vis-à-vis de ces contenus, leur propre démarche de publication. Le modèle de la socialisation porte une attention particulière aux médiations qui entourent l'accès des jeunes aux médias, qu'il s'agisse des médiations parentales ou de celle des pairs, voire celle des adultes en position d'éducation (Jehel 2011).

L'hypothèse globale de ce projet, conformément au projet déposé, est que certains jeunes sont particulièrement fragiles face au contenu des images violentes, sexuelles et haineuses, qu'ils ont des difficultés à s'en distancier, voire à s'en détacher alors que ces images peuvent nourrir une représentation du monde très éloignée des valeurs de la société globale. Ces difficultés peuvent, aux côtés d'autres sources de vulnérabilité, immaturité par l'âge ou du fait de fragilités psychiques, déficience de l'insight et de la représentation de soi, fragilité de la régulation familiale des conduites du jeune, les violences subies par le jeune (sexuelles notamment), consommation de psychotropes, engendrer des consommations intensives, perturber les repères des adolescents, voire favoriser des formes de dépersonnalisation, qui font obstacle à la sensibilité et facilitent des comportements inspirés des images, et peuvent donc favoriser le passage à l'acte délinquant.

La clinique indique que ces difficultés sont aggravées par des défauts de symbolisation, qui se manifestent notamment dans les difficultés rencontrées face à l'écrit (dyslexie, illettrisme) et aux autres formes de symbolisation (algèbre, solfège...). Nous souhaitons donc tester aussi cette donnée. La seconde hypothèse est donc celle d'une vulnérabilité de certains adolescents dans le rapport aux images, en particulier aux images violentes, sexuelles et haineuses, et dans la capacité à s'en distancier, induite par les défauts de symbolisation (notamment la maîtrise de l'écrit).

Pour tester ces deux hypothèses, nous avons étudié les modalités de consommation des images violentes, sexuelles et haineuses, leur intensité, voire les formes de dépendance à leur égard, la place de ces images dans leur culture médiatique, les stratégies de distanciation ou les attitudes d'évitement. Une typologie des modalités de relation à ces images a été élaborée.

La troisième hypothèse est celle du potentiel éducatif que représente le travail d'élaboration avec les adolescents autour des images, des émotions qu'elles suscitent, et des contradictions entre les discours qui soutiennent certaines images et les normes de la société globale. Cette dernière hypothèse a été testée dans le cadre des ateliers organisés avec des enseignants, des parents et adolescents sur l'année 2016-2017.

3. Contexte global : dérégulation des espaces numériques, lutte contre le terrorisme et la « radicalisation »

L'étude des pratiques numériques des adolescents qui est au cœur de ce projet intervient dans un contexte macrosocial qui influe sur ces pratiques et sur la réception des résultats de l'enquête. L'accès des jeunes à internet par leur téléphone portable a diminué sensiblement les possibilités de médiation parentale, même si le rôle des parents dans la construction de repères éducatifs reste essentiel, et non nécessairement lié à leur présence au moment des connexions numériques (Fluckiger 2008, Jehel 2011, Plantard 2015). Mais c'est surtout le régime juridique de l'internet qui a modifié les conditions d'accès des adolescents aux contenus considérés comme à risque, et que les modalités de la régulation publique visaient jusqu'à présent à éloigner de leur regard : par des systèmes de classification ou de recommandation, par des horaires de régulation pour leur diffusion à la radio ou la télévision, par la médiation exercée par les médias traditionnels, soumis à la fois à des normes déontologiques, au contrôle social de leur public respectif, et au contrôle a posteriori de l'instance de régulation (CSA) pour les chaînes et les radios.

Sur Internet, les normes s'avèrent différentes. Le droit européen¹⁸ a abaissé les normes de régulation, considérant que la responsabilité de l'internaute est plus grande sur internet, du fait de l'ampleur des choix et de la situation d'interactivité, que sur les médias audiovisuels traditionnels. La directive et les communications de la commission européenne ont mis en avant la nécessaire autorégulation des plateformes et l'éducation aux médias afin de rendre les internautes, y compris les plus jeunes, responsables de leurs navigations. Il reste cependant des interdits : la mise en contact de mineurs avec des messages à caractère violent ou pornographique ou de nature à porter gravement atteinte à la dignité humaine reste répréhensible¹⁹ - même si les systèmes d'avertissement par des bandeaux d'interdiction aux moins de 18 ans sont considérés comme des mesures de protection suffisante- , la diffusion de messages diffamatoires contre des personnes ou des groupes de personnes, provoquant à la haine ou à la discrimination est répréhensible²⁰. Plus largement le droit de la presse s'applique aux contenus publiés par des résidents français sur les espaces publics médiatiques.

Or, la place des sites pornographiques dans l'audience générale d'internet est très élevée, même si les statistiques officielles sont rares. On peut citer à titre d'illustration les chiffres donnés par l'Observatoire européen de l'audiovisuel à partir d'une étude sur la Grande-Bretagne : 25 sites internet représentaient en 2010 81% de l'audience totale ; sur ces 25 sites, 16 (64%) étaient consacrés à la pornographie, et leur audience représentait 50% de l'audience totale²¹.

Les plateformes numériques se doivent également d'agir contre les contenus illégaux, lorsqu'ils leur sont signalés. Facebook et Twitter sont régulièrement mises en cause pour une action insuffisante

¹⁸ Directive européenne Services médias audiovisuels, 2007-2010, en révision en 2017.

¹⁹ Article 227-24 du Code pénal, renforcé en 2007, 2014, 2016.

²⁰ En application de la loi du 28 juillet 1881.

²¹ Statistiques présentées en 2015 par l'Observatoire européen de l'audiovisuel à une réunion du Conseil économique et social européen.

dans ce domaine. Dans le contexte de recrudescence des actes terroristes, depuis 2015, et la diffusion de la propagande de Daech sur les grandes plateformes numériques, leurs politiques de modération ont été largement scrutées, sans que les observateurs puissent toujours comprendre leur fonctionnement. En décembre 2015, une pétition demandant à Facebook de supprimer les messages de propagande de Daech, avait occasionné une réponse ambiguë de Monika Bickert, directrice mondiale de la politique de gestion des contenus de Facebook :

« Nous supprimons dans les plus brefs délais tout contenu, toute personne ou tout groupe véhiculant des propos haineux, violents, ou faisant l'apologie de groupes ou d'actes terroristes. Par ailleurs, lorsque nous supprimons des contenus ou des comptes pro-terroristes, nos équipes utilisent des outils dédiés pour détecter d'autres comptes associés véhiculant des messages similaires. [...] Si Facebook bloquait l'ensemble des contenus choquants, nous empêcherions les médias, les institutions caritatives et d'autres acteurs encore de témoigner et raconter ce qui se passe dans le monde pour inciter au changement et soutenir les victimes. » (Le Monde 9 décembre 2015)

En mai 2016, les associations SOS Racisme, SOS Homophobie et l'Union des étudiants juifs de France (UEJF) ont publié les premiers résultats d'un « *testing* » des pratiques de modération sur Twitter, YouTube et Facebook, mettant en évidence que seule une minorité des contenus haineux qui leur était signalée par les associations était supprimée²² : Facebook en avait supprimé un tiers, YouTube 7%, Twitter 4%. Les grandes plateformes numériques sont régulièrement dénoncées pour leurs politiques de modération à laquelle elles répondent par de nouveaux engagements, dont il n'est pas certain qu'elles soient à la mesure²³, devant traiter des millions de messages par semaine. En mai 2017 un rapport parlementaire britannique mettait en cause la diffusion de propagande djihadiste sur les réseaux sociaux²⁴. On peut faire l'hypothèse que ces occurrences aggravent la difficulté pour les adolescents d'avoir une claire représentation des normes légales sur internet.

Le contexte des attentats et de la lutte contre le terrorisme a pu affecter l'enquête de deux façons. La médiatisation des attentats s'est accompagnée de la diffusion d'images particulièrement choquantes en janvier et en novembre 2015, à un niveau qui a pu être supérieur à ce qu'il peut être dans une situation « normale ». Il sera donc important dans l'analyse des images violentes, sexuelles et haineuses rencontrées et décrites par les adolescents enquêtés de distinguer les images liées à l'actualité exceptionnelle de ces deux périodes, sachant que des entretiens ont pu être menés en

²² Damien Leloup « Des associations étrillent la modération de Twitter, YouTube et Facebook » *Le Monde* 11.05.2016.

²³ Les révélations du Guardian sur les manuels guidant les modérateurs ont entraîné des engagements de doubler le recrutement de personnels, <https://www.theguardian.com/news/series/facebook-files>, en mars 2017. Le retrait de vidéos pédopornographiques circulant sur Facebook posaient encore problèmes en témoigne l'article de Thierry Noisette faisant écho à une enquête de la BBC, <http://www.bbc.com/news/technology-39187929>, <http://tempsreel.nouvelobs.com/rue89/rue89-sur-les-reseaux/20170307.OBS6235/pedopornographie-facebook-encore-a-la-traine.html>.

²⁴ *Hate crime: abuse, hate and extremism online, rapport du Home Affairs Committee*, publié le 1er mai 2017, <http://www.parliament.uk/business/committees/committees-a-z/commons-select/home-affairs-committee/inquiries/parliament-2015/inquiry7/>.

novembre 2015 ont pu en être affectés. Mais cette circonstance a pu permettre en retour de mieux comprendre les réactions des adolescents face à ces images, et de bénéficier d'une bonne mémorisation.

Le contexte de la lutte contre le terrorisme et la « radicalisation » peut également modifier la perception des enjeux de cette recherche. Celle-ci a été conçue à un moment où le traumatisme des attentats de 2015 n'était pas présent, même si des actes intentionnellement terroristes, à l'encontre d'enfants, de personnes désarmées avaient déjà été commis. Les pouvoirs publics sont depuis 2016 très préoccupés de la lutte contre la radicalisation²⁵. Or le protocole de l'enquête et la grille d'entretien ne comportaient pas de questions liées à l'engagement religieux. L'analyse des 20 cas à l'origine du projet n'avait pas mis en évidence de lien entre la réception des contenus médiatiques, les vulnérabilités éventuelles vis-à-vis des images violentes, sexuelles et haineuses et un positionnement religieux. L'année 2015 a révélé, du fait des réticences manifestées à l'occasion de la minute de silence après l'attentat contre Charlie Hebdo, la permanence de malentendus culturels autour de la liberté d'expression et la difficulté d'une partie des jeunes musulmans à comprendre et accepter le droit de critique et de caricature des institutions religieuses comme protégé par la liberté d'expression, dès lors qu'il ne constitue pas un discours discriminatoire contre les populations croyantes. Ces questions, du fait de la forte présence de musulmans parmi les jeunes suivis par la PJJ, et dans les établissements scolaires de milieux populaires en Ile-de-France dans lesquels a été passée l'enquête, se sont imposées dans la recherche. Elles nous conduisent à intégrer dans une certaine mesure l'engagement religieux dans le contexte social et culturel des jeunes et à prendre en compte les risques de fracture culturelle autour des mœurs, dans un pays où les croyances et plus encore les pratiques religieuses sont minoritaires²⁶.

²⁵ En France un « plan de lutte contre la radicalisation » a été mis en œuvre, à travers des activités de formation des personnels de la PJJ notamment ; le CNRS a monté un séminaire de travail sur la radicalisation en septembre 2016. L'Unesco s'est engagé au niveau international par des conférences comme celle qui aura lieu à Québec en juin 2017, « Combattre la radicalisation et l'extrémisme sur Internet ».

²⁶ Cf. article du monde http://abonnes.lemonde.fr/les-decodeurs/article/2015/05/07/une-grande-majorite-de-francais-ne-se-reclament-d-aucune-religion_4629612_4355770.html 63% des français non religieux ou athées, selon Win Gallup International.

Chapitre 2. La méthodologie et la construction du terrain

1. La construction des terrains de l'enquête permettant la réalisation d'entretiens auprès des jeunes, des parents, des personnels enseignants ou encadrant

Pour les jeunes, les entretiens ont eu lieu dans 11 établissements différents. Le choix s'est fait à chaque fois sur la base d'une relation de confiance avec les responsables administratifs des établissements, et selon les cas, des enseignants, des éducateurs, des infirmiers, des surveillants travaillant au sein de ces structures.

Chaque fois que cela a été possible des entretiens ont été réalisés dans les mêmes établissements avec les enseignants et les personnes exerçant différentes professions mais susceptibles de connaître les jeunes et d'avoir des témoignages à confier notamment sur leurs pratiques numériques (infirmier, éducateur, surveillant).

Les entretiens conduits auprès des parents devaient en principe être conduits sur les mêmes terrains. Dans les faits, il a été difficile de recruter des parents pour les entretiens sur les mêmes terrains que les jeunes, pour des raisons qui tiennent à la fois à la difficulté, en dehors d'un contexte institutionnel, d'évoquer des questions intimes à la fois avec des jeunes et leurs parents, mais aussi à la plus grande difficulté de mobiliser des parents d'adolescents dans les milieux populaires, du moins en passant par les institutions scolaires, judiciaires ou même associatives. La décision a été prise en conséquence d'élargir les terrains et de conduire des entretiens avec des parents appartenant à des milieux sociaux-culturels diversifiés et proches de ceux des jeunes ayant participé à l'enquête, en dehors des établissements impliqués dans l'enquête auprès des jeunes.

Les entretiens avec les jeunes, le choix des établissements

L'objectif principal de l'enquête étant de comparer le rapport des adolescents aux images selon leur milieu socio-culturel, selon leurs compétences scolaires et selon leur engagement dans des conduites violentes ou leur forte vulnérabilité, nous avons défini trois types de terrain pour la passation des entretiens auprès des adolescents, qui constitueront chacun un groupe. Les deux premiers groupes ont été recrutés au sein d'établissements de l'Education nationale, le troisième groupe à partir de

structures accueillant des jeunes suivis par la Protection judiciaire de la jeunesse ou par des associations agissant pour l'Aide sociale à l'enfance.

Chaque groupe, même s'il présente une certaine hétérogénéité interne, est suffisamment différent des deux autres, par son recrutement social et scolaire, par le rapport de ses membres aux violences ou aux vulnérabilités, que nous pourrions, dans cette première présentation, mettre l'accent sur les caractéristiques communes aux adolescents qui le composent, telles qu'elles se sont dégagées lors des entretiens.

Si nous avons choisi les différents établissements, les adolescents recrutés l'ont été sur la base du volontariat à l'intérieur de certaines classes. Le contenu de l'enquête leur a été présenté comme portant sur les pratiques numériques des adolescents et le rapport aux images, de façon large, sans évoquer la nature de celles-ci. Le nom de la chercheuse en charge de l'enquête, son téléphone, son adresse mail ainsi que le titre d'un de ses ouvrages ont été donnés aussi bien aux adolescents qu'à leurs parents auxquels il a été demandé de donner leur autorisation. La confidentialité par anonymisation des noms et des lieux leur a été garantie. La même procédure a été utilisée dans tous les établissements. Pour connaître le détail de la composition des entretiens, on se reportera à l'annexe 2.1 (Volume 2 du présent rapport).

Le groupe 1 (établissements 1 et 2)

Il est constitué de 25 adolescents recrutés dans deux établissements d'Ile de France. L'établissement 1 est un établissement réputé pour sa sélection et son niveau d'exigence dans le travail scolaire. Ce choix était important pour mettre à l'épreuve notre hypothèse sur le lien entre les capacités de symbolisation et leur mobilisation lors de la réception des images violentes, sexuelles et haineuses.

Les 13 adolescents avec lesquels nous avons pu faire les entretiens appartiennent aux catégories sociales supérieures. Sans être toujours très favorisés sur le plan du capital économique, ils le sont sur le plan du capital culturel, et bien sûr certains cumulent.

Selon Myriam, dont la mère est cadre dans la fonction publique, et le père chef d'entreprise, « le nombre de parents polytechniciens est très, très élevé. [...] Dans [sa] classe, il y a des élèves dont les parents ont fait Harvard, Stanford, Cambridge, Oxford, ou voilà ». Ça n'a « rien à voir » avec le milieu social qu'elle fréquentait au collège (classé ZEP), mais cela n'a pas été source d'une pression particulière, car les élèves qu'elle fréquente sont « très gentils ». Ce qui l'a surpris, c'est que « rien ne laisse deviner [leur niveau de vie. Même si certains sont très, très riches, milliardaires, mais jamais ils vous regarderont avec un air condescendant, ils le cachent même. [...] Y a plein d'amis, je ne savais pas que leur parents sont riches, c'est juste quand on va chez eux, c'est dans le XVIème, y a trois étages, on se doute bien que ... ».

Ces adolescents ont baigné depuis leur enfance dans des contextes familiaux qui accordent aux études une place importante. Certains ont pu fréquenter des collèges dont le recrutement était bien plus mixte socialement que celui de l'établissement 1, mais manifestent depuis qu'ils y sont un certain plaisir dans l'entre soi et le partage de goûts intellectuels. La compétition entre pairs semble les préoccuper moins que la pression scolaire permanente exercée par des enseignants qui visent parfois, d'après eux, largement au-delà des programmes officiels et les assaillent de devoirs.

Maël : Moi je sais que je refoule mon stress, du coup je ne le sens pas, mais, il se manifeste dans un autre...

Question : autrement ?

Maël : Mais oui, je ne sens pas mon stress, mais je vois, qu'il est là.

La plupart d'entre eux ont cependant maintenu des activités extra-scolaires, sportives, plutôt à titre individuel, ou théâtrales notamment avec un groupe de la classe qui y est engagé. Leur présence dans l'établissement est un choix personnel, autorisé par leur réussite scolaire, soutenu par leurs parents mais parfois indépendant de leur choix. Ils sont en première scientifique (S) option SVT (sciences et vie de la terre).

L'établissement 2 est un établissement qui recrutait il y a une dizaine d'années des élèves issus majoritairement des milieux populaires, et qui a réussi à transformer son recrutement en développant des classes à projet qui attirent une population plus favorisée. La classe dans laquelle les 12 adolescents ont été recrutés est une classe de première ES, sciences économiques et sociales, qui développe des projets autour du théâtre. Grâce à leurs enseignants, les élèves ont pu assister à de nombreux spectacles au cours de l'année et participer à des ateliers de théâtre. Leurs parents appartiennent aux catégories supérieures, cadres et professions intermédiaires, mais ont des profils socio-professionnels plus fragiles socialement que ceux de l'établissement 1. Ils sont nombreux, aux dires de leurs enfants, à ne pas avoir fait de longues études ni dans des filières prestigieuses. Ils ont souvent des profils caractérisés par une certaine débrouillardise, le fait d'avoir réussi à faire carrière dans diverses institutions publiques malgré un faible niveau de diplomation, ou d'avoir créé leur entreprise ou leur activité. Les élèves ont un niveau scolaire moyen, qui leur permettra d'avoir un bac général sans difficulté, si on se fie aux résultats des années précédentes, mais ils ne sont pas perfectionnistes, ni dans des démarches d'excellence comme l'établissement 1. L'établissement 2 ne faisait pas partie de leurs priorités au sortir du collège lorsqu'ils ont dû chercher un lycée, mais ils ont tous manifesté un grand plaisir d'y être. Ils apprécient les relations privilégiées qu'ils peuvent avoir avec les principaux enseignants, ils apprécient l'atmosphère non compétitive, l'absence de pression scolaire et l'ouverture culturelle qui leur est proposée.

Question : Qu'est-ce que vous préférez comme matières ?

Joseph : En fait j'aime beaucoup les profs. Il se passe vraiment pas mal de choses. Mais sinon au niveau des matières... J'aime pas trop. Il y a des profs qui arrivent à être attractifs. (...) Il n'y a pas de cours particulier que je préfère.

Les adolescents des deux établissements ont donc une certaine homogénéité en termes socio-professionnels, ils résident en centre-ville, ils partagent une appétence à la curiosité culturelle, mais ils ont des niveaux de performance scolaire différents. Ils vivent dans des conditions bien plus favorisées que le groupe 2, mais tout en présentant des différences fortes entre les adolescents de l'établissement 1 et ceux de l'établissement 2.

Le groupe 2 (établissements 9, 10, 11)

Le groupe 2 est composé de 33 adolescents recrutés dans trois établissements d'Ile de France de milieu populaire et de niveau scolaire plus faible. Les adolescents qui ont participé aux entretiens résident le plus souvent dans des cités en banlieue. Lors de la constitution de ce groupe, l'objectif a été

de l'orienter sur des terrains proches des milieux sociaux des jeunes délinquants du groupe 3. Le principe du volontariat a eu un effet négatif dans l'établissement 10 où aucun garçon n'a souhaité participer aux entretiens, tandis que 14 filles étaient volontaires. Les relations entre les filles et les garçons sont apparues électriques au fil des entretiens, les mimétismes de groupe intenses. Il est difficile de savoir exactement pourquoi aucun garçon n'a souhaité venir, puisque même celui qui avait participé à un entretien collectif, s'est désisté au moment de l'entretien individuel. Ayant présenté nous-même le projet de l'étude et le principe du volontariat, nous avons souhaité répondre à la demande de toutes les filles qui le souhaitaient. Nous avons dû néanmoins, pour comprendre le point de vue des garçons, choisir un autre établissement (11) présentant des caractéristiques sociales et culturelles proches, à quelques kilomètres de là, et y recruter cinq garçons en première STMG pour compléter l'échantillon. Les adolescents des établissements 10 et 11 sont issus de milieux modestes, les parents relèvent la plupart du temps des catégories ouvrier ou employé, nombreux sont ceux/celles qui ne voient plus leur père. Les adolescents de l'établissement 10 suivent un enseignement général en seconde, avec notamment une option santé-social, le lycée ayant une filière technologique importante. Le niveau scolaire est variable mais l'investissement dans l'école, et l'attente vis-à-vis de l'institution, sont importants, la plupart envisagent des études supérieures, souvent un BTS. Les sorties culturelles sont peu nombreuses, la plupart des activités extrascolaires s'orientent vers le sport, boxe, foot, basket...et très rarement vers les arts, malgré les prédispositions de plusieurs d'entre eux.

Farid fait de la boxe thaï en dehors de l'école. Enfant, il voulait être dessinateur.

Question : Et alors, vous avez fait du dessin ?

Farid : Oui, mais j'en fais juste pour m'amuser, maintenant, c'est pas pour quelque chose de grave.

Question : Vous pourriez prendre des cours ?

Farid : Si je dis à ma mère, elle va dire non. [...] Parce que c'est cher, je pense. [...] C'est pas grave. Pour l'instant je vais bien travailler à l'école, une fois que j'aurai bien travaillé, pourquoi pas, plus tard, mais pour l'instant.... (Etablissement 11)

Iris est passionnée de dessin, au point qu'elle en fait « H24 », mais elle ne suit pas de cours non plus, c'est sur internet qu'elle a trouvé des soutiens à sa passion (Etablissement 9). Douwi est passionné de photographie, mais il ne suit aucun atelier pour développer sa pratique (Etablissement 9).

L'établissement 9 est un lycée professionnel issu du regroupement de deux lycées professionnels préparant à des filières différentes, les élèves ayant participé à l'enquête sont inscrits en première. Etant donné la rareté de ces formations, le recrutement du lycée se fait sur un bassin géographique plus large que pour les établissements 10 et 11, la motivation des élèves semble forte puisque certains sont capables de s'organiser et de se motiver pour supporter plusieurs heures de transport par jour. Cette observation a été renforcée par le fait que les élèves volontaires ont été sélectionnés par l'enseignant qui a privilégié les profils les plus coopératifs dans le contexte scolaire. Pour autant, ce sont des adolescents qui n'ont pas un goût particulier pour les activités scolaires et qui sont surtout intéressés par la dimension professionnalisante des enseignements et l'entrée rapide dans le monde du travail. Les relations filles-garçons ont paru moins tendues que dans les établissements 10 et 11 pourtant voisins. Les élèves rencontrés viennent de milieux sociaux populaires, avec des parents souvent ouvriers ou employés. Plus des deux-tiers des jeunes qui composent le groupe 2 sont

issus de l'immigration, et nombreux sont ceux qui ont évoqué des liens familiaux avec des pays du Maghreb.

Le groupe 3 (établissements 3, 4, 5, 6 suivis par la PJJ, établissements 7,8 suivis par l'ASE)

Le groupe 3 regroupe des jeunes délinquants suivis par la PJJ (25) et des jeunes en grande difficulté, familiale et psychologique suivis par l'ASE (8). Il a de ce fait une grande hétérogénéité. Les spécificités de chaque établissement d'accueil nous ont conduit à étendre les terrains d'enquête jusqu'à six établissements pour trouver un nombre suffisant d'entretiens. Les structures étant de petites tailles, le nombre d'entretiens dans chaque établissement a été plus réduit que dans les établissements scolaires. Il a été en revanche possible d'organiser 12 entretiens dans un établissement pénitentiaire pour mineurs (EPM).

Les jeunes recrutés au sein de l'établissement 3, unité éducative d'activité de jour, étaient suivis plutôt pour des faits de délinquance liés aux trafics de drogue. Ils ont manifesté une grande méfiance au départ pour le principe de l'étude soupçonnant un lien avec des mesures judiciaires. Au sein de l'établissement 4, établissement pénitentiaire pour mineurs, les jeunes enquêtés, marqués souvent par un engagement précoce dans la délinquance, avaient été sanctionnés pour des faits (vols ou violences) de gravité variable mais récurrents. Au sein des établissements 5 et 6, unités éducatives en milieu ouvert, les jeunes rencontrés étaient suivis pour des faits de violence et de violence sexuelle, d'une gravité relative. Au sein de l'établissement 7, les jeunes étaient suivis par des éducateurs de rue en raison de leurs difficultés familiales et de leur immigration récente. Au sein de l'établissement 8, les jeunes étaient hébergés et suivis par des éducateurs spécialisés pour des difficultés familiales et psychologiques. Dans l'ensemble, les adolescents du groupe 3 appartiennent à des milieux sociaux précaires, souvent traversés par des violences familiales, et leurs parents sont souvent issus de l'immigration maghrébine ou africaine.

Au total l'échantillon des jeunes est composé de 91 adolescents dont les différences de milieu social sont fortes, même si l'essentiel de l'échantillon a été recruté en Ile-de-France. Les différences de compétences scolaires, d'orientation et d'attentes vis-à-vis du système scolaire sont également marquées et leur rapport à la violence agie très variable.

Les ateliers avec les jeunes

A partir de novembre 2016 jusqu'en juin 2017 ont été organisés 15 ateliers avec des adolescents en revenant dans la mesure du possible dans les établissements déjà enquêtés. L'objectif était à la fois d'avoir une continuité dans l'échantillon mais aussi de faire un retour aux enquêtés sur les premiers résultats. Les adolescents qui ont participé aux ateliers ne sont cependant pas ceux qui ont participé aux entretiens de la 1^{ère} phase. Cela aurait rarement été possible car peu d'entre eux étaient encore dans les mêmes établissements, mais cela n'était pas recherché pour des raisons de sécurité affective et des risques de rupture de l'anonymat.

Dans le groupe 2, il n'a pas été possible d'organiser des ateliers dans les établissements 9 et 11. Les raisons invoquées ont été d'ordre calendaire. D'autres établissements ont alors été recherchés dans des contextes socio-culturels proches (milieux populaires, revenus modestes, filières scolaires professionnalisantes) en Ile-de-France. Au final trois établissements ont accepté l'organisation d'ateliers : l'établissement 10, lors d'une séance spéciale, à laquelle des élèves volontaires de seconde ont été invités, dans une classe habituée à des séances d'éducation aux médias, au profil différent de celui des entretiens réalisés l'année précédente, les jeunes étant destinés à deux exceptions près à des filières générales et non professionnelles ; l'établissement 13, avec une partie importante d'une classe de seconde option SES ; l'établissement 14 avec deux demi-groupes d'une classe de Première dans une filière technologique. Situé dans un département limitrophe, l'environnement proche de l'établissement 14 était cependant plus ouvert et plus favorisé que celui des établissements 10 et 11. Pour le détail de l'organisation des ateliers avec les jeunes, on se reportera à l'annexe 2.3 (volume 2 de ce rapport).

Les entretiens avec les parents

L'objectif de départ était de connaître le point de vue des parents sur les enjeux des pratiques numériques de leurs adolescents sur chaque terrain d'enquête auprès des jeunes. Ils ont été contactés pour donner leur autorisation aux entretiens avec leurs adolescents et leur proposer un entretien avec eux. La réalité du terrain a montré qu'il était difficile d'obtenir leur participation dans tous les établissements. Dès le premier établissement, les parents qui ont accepté l'entretien n'étaient pas toujours ceux dont les enfants avaient participé à l'enquête. Mais la bonne volonté scolaire et une bonne compréhension des enjeux d'une recherche qui caractérise les milieux sociaux fréquentés par l'établissement 1 ont facilité les entretiens et favorisé la confiance. Dans l'établissement 2, le nombre de parents favorables aux entretiens s'est rétréci. Tenant compte de cette résistance du social, il a été décidé de disjoindre les entretiens des jeunes et ceux des parents mais de conserver l'objectif d'entretiens avec des parents de milieux différenciés socialement. L'ampleur des difficultés vécues par les adolescents des milieux populaires sur les espaces numériques nous a fait rechercher des parents vivant dans des quartiers populaires. L'aide de centres sociaux et d'associations agissant dans des quartiers sensibles en Ile-de-France nous a été particulièrement précieuse. L'aide d'une « maison des adolescents » regroupant des parents ayant des préoccupations liées au numérique (addiction aux jeux vidéo, notamment) nous a permis également de rencontrer des parents de milieux sociaux variés vivant néanmoins des situations difficiles avec le numérique.

Il a été difficile d'obtenir des entretiens avec des parents de jeunes délinquants, mais cela a néanmoins été possible pour 3 parents grâce à l'aide des structures de la PJJ. Une mère rencontrée dans un autre contexte a évoqué la situation de son fils délinquant que nous adjoignons donc au groupe (voir la composition des entretiens parents en annexe).

La plupart des parents (26 sur 30) résidaient en Ile-de-France.

Les ateliers organisés avec les parents

Lors de la seconde phase de l'enquête, le recrutement des parents a été encore plus compliqué. Alors que beaucoup de parents étaient volontaires *a priori*, ils n'ont généralement pas donné suite. Il leur était proposé d'aborder collectivement les questions relatives aux médiations parentales sur le numérique, ce qui représentait des contraintes de temps et de lieu plus grandes que pour des entretiens individuels. Nous avons pu néanmoins organiser deux ateliers dans deux centres sociaux, un en région Rhône-Alpes, un dans les Hauts de France, dont toutes les participantes étaient des femmes. Ces ateliers ont permis de diversifier géographiquement notre échantillon de parents jusque-là centré sur l'Île-de-France. Dans l'un des centres sociaux, les participantes relevaient de milieux populaires, mis à part la personne qui travaillait dans la structure elle-même (profession intermédiaire), ce qui est représentatif des populations qui fréquentent ce type d'établissement. Mais dans l'autre atelier, les participantes étaient toutes rattachées à l'animation, l'une était même responsable du service (voir la composition des ateliers en annexe).

Les entretiens avec les professionnels dans chaque terrain

Sur chaque terrain, il a été possible d'organiser des entretiens avec les enseignants et les adultes accompagnant les jeunes, issus des différentes professions présentes dans les institutions. Nous avons conduit des entretiens individuels avec des enseignants, des éducateurs, des personnels administratifs, dans tous les établissements dans lesquels nous avons pu mener des entretiens avec des adolescents. Nous avons pu rencontrer 30 professionnels pour des entretiens d'une heure (voir annexe).

Les ateliers organisés avec les professionnels

Durant la seconde phase, nous avons prévu l'organisation d'ateliers dans les mêmes établissements. Nous avons pu en réaliser un grand nombre dans l'environnement de la protection judiciaire de la jeunesse (6), dans quatre régions différentes (Hauts de France, Rhône Alpes, Île de France, Normandie). Cela a été plus compliqué dans le cadre de l'Éducation nationale. Nous n'avons pu trouver de dates correspondant aux contraintes des établissements scolaires que dans un établissement, et ils se sont avérés plus difficiles à mobiliser pour cette facette de l'enquête. Nous avons pu également organiser deux ateliers dans le cadre d'une association agréée par l'ASE agissant en Île-de-France. Tous les ateliers ont eu lieu entre novembre 2016 et mai 2017 (Voir le tableau de répartition en annexe).

Les ateliers étaient destinés à organiser une réflexion collective sur les premiers résultats de l'enquête. Afin cependant que ces réunions permettent d'engager une réflexivité sur les pratiques professionnelles et ne se réduise pas à la présentation de l'enquête sans lien avec leurs propres pratiques, nous avons modifié l'organisation des ateliers, dès le troisième atelier. Nous avons alors réservé une première partie à un tour de table des participants sur les pratiques médiatiques des adolescents, l'émergence de questionnements liés à ces pratiques dans leurs activités professionnelles et leurs activités éducatives relatives à ces pratiques. Nous leur avons dans une seconde partie de

l'atelier présenté les hypothèses de la recherche, et quelques résultats de la première phase de l'enquête concernant les terrains proches de leur activité professionnelle, tout en les anonymisant. Nous mettons en évidence les spécificités des pratiques médiatiques selon les contextes sociaux, les rencontres avec des images violentes, sexuelles ou haineuses apparues dans les entretiens avec les adolescents, les différentes modalités de réception par les adolescents, les images que nous leur avons proposé à analyser en atelier et les pistes éducatives que les adolescents avaient formulées. Ces ateliers ont eu une durée variable entre une heure et deux heures (voir composition des ateliers en annexe).

Au total nous avons donc rencontré 50 professionnels exerçant des fonctions diverses (surveillants en EPM, infirmiers dans le cadre scolaire, CPE, enseignants, éducateurs spécialisés, psychologues) ayant tous des responsabilités éducatives vis-à-vis des adolescents avec lesquels nous avons mené des entretiens ou organisé des ateliers. Certains ont participé à la fois aux entretiens puis aux ateliers.

Les entretiens et les ateliers ont été acceptés sous couvert d'un engagement de confidentialité, qui sera respecté ici, nous ne mentionnerons pas le nom des personnels, ni celui des établissements, et les situerons par rapport aux trois groupes que nous avons définis lors de la première phase (1, 2 ou 3) qui désignent des terrains aux caractéristiques socio-culturelles relativement homogènes.

2. Méthode d'enquête

Dans une approche soucieuse de la complexité du rapport aux médias tel qu'établi par la sociologie des médias et la clinique, une attention a été portée dans les entretiens au contexte social et culturel, à l'organisation familiale, au rôle des parents dans l'accès aux médias (sous forme de mise à distance ou au contraire d'initiation à des comportements à risque), à la nature des contenus médiatiques privilégiés par les adolescents, ainsi qu'aux caractéristiques psychopathologiques des personnalités étudiées.

Les entretiens avec les jeunes

Une méthode d'enquête hybride a été employée, à mi-chemin entre l'entretien semi-directif et l'entretien compréhensif. Une grille d'entretien définissant les principales questions à poser a été établie avant les premiers entretiens²⁷. Mais en fonction des contextes locaux ou de l'actualité, certaines questions donnaient lieu à des échanges plus ou moins longs et certaines questions n'ont pas pu être posées, pour des raisons de temps. Priorité a été donnée à l'établissement de la confiance avec les enquêtés et à la fluidité de l'entretien, sur un mode conversationnel. Nous avons donc suivi chaque fois que cela était possible leur propre raisonnement. La confiance a été établie par l'importance accordée à ce qui était déclaré aux enquêteurs, en présupposant leur bonne foi. C'est donc une écoute bienveillante qui a été mise en place dans des contextes délicats parfois du fait des expériences de

²⁷Voir en annexe.

jeunes dont la parole a pu être retournée contre eux, ou de jeunes délinquants qui se sont construits dans la méfiance, et le silence. Il a d'ailleurs parfois été difficile d'en vaincre les résistances. Sur l'ensemble de l'échantillon, seuls deux adolescents ont refusé d'être enregistrés, l'entretien a donc dû être pris en note manuellement, mais les échanges ont été au moins aussi approfondis qu'avec les autres.

Parler de ses pratiques numériques conduit à évoquer des questions qui relèvent de l'intimité, notamment quand il s'agit de visionnage d'images sexuelles. Afin d'en préserver la confidentialité, ces questions n'ont été abordées que dans le cadre des entretiens individuels. Des inquiétudes ont pu se manifester dans différents contextes : aussi bien dans l'établissement 1 marqué par un contrôle extrême des conduites sociales pour ne pas dévier de l'idéal du groupe, que dans les établissements du groupe 2 marqués également par un contrôle extrême des conduites liées à la sexualité, allant parfois jusqu'à ne pouvoir aborder du tout le sujet. Dans le groupe 3, plusieurs adolescents (établissements 3 et 4) se sont étonnés qu'on vienne parler avec eux de ces sujets. Par modestie et éloignement des activités de la recherche universitaire, ils ont expliqué qu'ils n'étaient pas les plus compétents pour en parler, manifestant aussi une certaine inquiétude d'être pris pour des adolescents marginaux, et d'être stigmatisés, se défendant d'être « comme tout le monde ».

Ces réserves mises à part, qui font partie des constats de l'étude, les entretiens se sont tous bien passés, et la plupart du temps les adolescents ont marqué leur reconnaissance d'avoir pu partager ce moment d'écoute et d'échange. Certains éducateurs ont su d'ailleurs utiliser ces entretiens pour valoriser certains adolescents et les aider à vaincre leur timidité (notamment dans l'établissement 7). Nous avons pu en avoir des échos *a posteriori*, grâce aux entretiens avec les éducateurs.

Priorité a été donnée également aux éléments de contexte local entrant en résonance avec les thèmes de l'enquête. C'est ce à quoi a servi notamment, dans les entretiens avec les jeunes, l'articulation entre l'entretien collectif et l'entretien individuel. Nous avons pu revenir à l'occasion des entretiens individuels sur les thèmes abordés dans les entretiens collectifs : en particulier quand le groupe avait évoqué des phénomènes de violence liés aux réseaux sociaux, afin de donner l'occasion aux jeunes de donner un point de vue qui ne soit pas soumis à la pression du groupe. La comparaison et parfois le constat d'une divergence des points de vue exprimés dans les deux contextes se sont révélés riches d'enseignement.

Les entretiens avec les jeunes ont donc été de deux sortes : des entretiens en petit groupe (entre 5 et 7 selon les cas) puis des entretiens individuels. L'entretien de groupe a porté sur leurs cultures médiatiques actuelles (télévisuelles, cinématographique), leurs équipements et leurs pratiques (téléphones portables, ordinateurs, RSN et applications) et la rencontre de problèmes sur les réseaux sociaux. Il permettait également de nous informer sur les normes médiatiques du groupe, et l'intensité de la « tyrannie de la majorité ». Les entretiens individuels ont été centrés sur leurs pratiques médiatiques pendant l'enfance, les styles de médiation parentale, le parcours scolaire et les projets de vie, les contextes de consommation des images violentes, sexuelles et haineuses, les difficultés émotionnelles rencontrées dans l'enfance et récemment. Ils nous permettaient par différence avec les entretiens collectifs de mesurer leur distance au groupe.

Ce dispositif a été plus difficile à tenir dans les terrains concernant des jeunes suivis par la PJJ ou l'ASE. Pour des raisons qui pouvaient tenir à leur disponibilité, il a été souvent difficile d'organiser des entretiens collectifs. Lorsque ceux-ci ont pu avoir lieu, les jeunes qui avaient participé à l'entretien collectif ne sont pas toujours ceux qui sont venus aux entretiens. Chaque fois que cela a été possible et selon la disponibilité des personnes accueillant l'enquête dans le cadre de l'établissement, une présentation des objectifs de l'étude et de la méthodologie qui serait employée a été faite aux jeunes. Elle a été précédée chaque fois d'une rencontre avec les personnels encadrant les jeunes. En EPM, une journée organisée le 2 juillet 2015 a permis la présentation du projet de recherche à 4 groupes différents, composés de 4 ou 5 jeunes. Mais, étant donné la lourdeur administrative de l'organisation des entretiens dans le contexte carcéral, et du fait des risques de dispersion de l'attention des jeunes en groupe, l'étape de l'entretien collectif n'a pas été réalisée. La grille d'entretien a été pour ce faire adaptée pour intégrer certaines questions qui devaient être évoquées dans les entretiens collectifs.

Les ateliers avec les jeunes

Les ateliers avec les jeunes ont comporté **trois temps différents**. Dans un premier temps, un résumé des résultats intermédiaires a été proposé aux jeunes qu'ils ont pu commenter, lors de tour de table. Les commentaires ont permis de connaître la nature de leur culture médiatique, de mettre à l'épreuve leur capacité d'analyse et de distanciation de leur rapport aux médias, par le commentaire de verbatim, issus du rapport intermédiaire, exposant des points de vue de la réception de certains programmes (séries, dessin animés, émissions d'enquête policières, information, rap...). Dans un second temps, ils ont été mis en situation d'analyser quelques images évoquant de diverses formes de violence. Le choix des images a été dicté par la volonté de travailler le rapport de la représentation des violences à la réalité, en partant de représentation ludiques, issues de jeux vidéo, pour aller vers des formes de représentation plus réalistes, voire issues du réel, et en finissant par l'évocation de formes de violences symboliques reposant sur l'humiliation présentes sur des plateformes numériques ou à la télévision. Pour analyser l'impact et les sens de ces images, il leur était proposé de se projeter en position d'adultes responsables d'enfants de 8-9 ans, ce qui les préparait également au dernier exercice. Lors du troisième temps, il leur a été demandé de travailler en équipe pour déterminer quelles étaient, selon eux, les plus grandes difficultés vécues par les adolescents qui découvrent internet et ses plateformes, et de formuler des propositions pour mieux accompagner leurs premières démarches.

Nous nous sommes adaptés aux conditions de possibilité d'organisation de ces ateliers. Ils avaient un but de vérification et d'approfondissement des résultats, mais ils avaient aussi pour objectif de s'inscrire dans la logique de l'établissement. Dans le contexte de l'éducation nationale, nous avons demandé à disposer d'atelier avec 7 jeunes sur une plage horaire de 1 heure 30, afin que chacun puisse disposer d'un temps suffisant pour s'exprimer. Mais dans certains établissements il nous a été proposé de disposer de 2 heures, quitte à accueillir 14 ou 15 jeunes, nous l'avons accepté. Nous avons alors demandé, pour le second temps de l'atelier, une contribution écrite dans les groupes de plus de 7 jeunes ce qui nous a permis de recueillir une diversité de points de vue individuels sur les images proposées.

Les ateliers se sont terminés par des tours de table permettant d'exposer les solutions envisagées par les différentes équipes, et d'en débattre.

Dans le contexte PJJ ou ASE les effectifs demandés et réalisés ont été moindres, et les durées ont rarement dépassé 1 heure. Tout dépendait de l'organisation des établissements eux-mêmes, de la disponibilité des jeunes et des enseignants ou éducateurs qui nous les confiaient. En EPM, où l'administration de la circulation des jeunes détenus est complexe, les ateliers ont eu une durée de 45 minutes en général, 4 ateliers ont pu être organisés, avec un nombre de participants variable, de 1 à 5. En structure ouverte, il a parfois été possible d'organiser un atelier sur 2 heures (établissement 12, établissement 5), mais une heure dans les autres cas. La plupart des ateliers ont été réalisés en présence d'un enseignant ou plus. Dans quelques cas, en particulier en contexte PJJ et ASE les ateliers se sont déroulés sans la présence des éducateurs. La présence d'adultes connaissant les jeunes a pu modifier la prise de parole, souvent dans le sens d'une inhibition. Nous avons pu évaluer dans certains cas, le poids de cette inhibition, en comparant les propos avec ceux qui avaient été tenus dans le même établissement lors des entretiens collectifs de la 1^{ère} phase (particulièrement dans l'établissement 10, groupe 2), et en constatant le silence de certains jeunes. Il n'était cependant pas inintéressant pour les enseignants ou les éducateurs de découvrir *in vivo* le point de vue des jeunes qu'ils accompagnent sur des démarches éducatives, lorsqu'ils sont sollicités pour témoigner et réfléchir à leurs activités médiatiques. Il leur a été demandé de ne pas intervenir pour favoriser l'expression des jeunes.

Les entretiens avec les parents

L'objectif de départ était de connaître le point de vue des parents sur les enjeux des pratiques numériques de leurs adolescents, que ces derniers aient ou non participé à l'enquête. L'objet de l'étude a été présenté comme portant sur les pratiques numériques des adolescents, leur rapport aux images, sans mentionner une nature d'image en particulier. Il s'agissait de comprendre quel type de médiation les parents avaient installé autour des pratiques médiatiques de leurs adolescents, depuis l'enfance, et d'en comprendre le contexte, c'est-à-dire aussi bien leurs autres activités de loisir, que les perspectives qu'ils construisaient avec eux pour leur avenir. Leurs éventuelles inquiétudes vis-à-vis des images violentes et sexuelles et des problématiques de harcèlement sur internet étaient abordées volontairement si les parents ne les évoquaient pas spontanément. L'entretien était un entretien semi-directif.

Les ateliers avec les parents

Les ateliers ont porté sur leurs pratiques des participants en tant que parents, et se sont avérés riches d'enseignement sur la médiation vis-à-vis des médias telle qu'elle s'exerce dans des milieux populaires, parfois précaires mais très soucieux de faire réussir leurs enfants et ouverts au partage d'information, en participant aux activités d'un centre social. Les parents n'ont pas hésité à exposer leurs difficultés quotidiennes, leurs techniques d'action et se sont entendu sur des pistes d'action possibles. Les ateliers ont été l'occasion principalement de discussions entre les parents sur les problèmes que leur posent les activités numériques de leurs adolescents, ou préadolescents, et contrairement à notre pré-supposé de départ, plutôt que de faire de ces ateliers un retour aux enquêtes

sur nos résultats, nous avons préféré laisser dans la mesure du possible libre-cours à leur discussion et n'avons exposé que dans un second temps quelques résultats de l'enquête auprès des jeunes.

Les entretiens avec les professionnels

Ces entretiens ont été conduits selon une méthode compréhensive laissant les personnes s'exprimer sur les pratiques numériques des adolescents, le rapport des adolescents aux images, ce qu'elles en avaient observé, les questions que cela leur posait éventuellement dans l'exercice de leur activité professionnelle. Nous avons pu également évoquer les cas des jeunes que nous avons rencontrés en entretien afin de compléter notre compréhension des différentes situations. Nous avons donc chaque fois recueilli des éléments de contextualisation de leur action qui débordaient du strict cadre de la question des relations des adolescents aux écrans et aux images numériques. Ces entretiens ont été essentiels pour comprendre le contexte dans lequel les adolescents vivent, les dispositifs existants autour des questions évoquées dans les entretiens avec les jeunes, notamment relations entre les filles et les garçons, les phénomènes de violences voire de harcèlement, et l'éducation à la sexualité. Toutes les questions n'ont pas pu être creusées dans tous les entretiens ni sur toutes les institutions, et les ateliers de la seconde phase de l'enquête ont pu être l'occasion d'y revenir.

Les ateliers avec les professionnels

Les ateliers avec les professionnels avaient été pensés comme un débat autour des premiers résultats de l'enquête. Mais la première expérience que nous avons eue dans l'établissement 1, nous a montré que l'essentiel de l'atelier risquait d'être une présentation des résultats et laisser peu de place au débat, dans l'heure impartie. Nous avons donc préféré orienter les ateliers sur des échanges donnant la parole aux professionnels sur leur appréciation des pratiques numériques des adolescents dont ils avaient la charge et les pratiques éducatives qu'ils pouvaient mettre en place à leur propos. La plupart des ateliers ont duré une heure. Lorsque cela était possible pour les professionnels, nous leur avons proposé un atelier de deux heures, qui nous permettait de leur présenter quelques résultats et d'obtenir leurs réactions.

3. Interdisciplinarité de l'enquête

Le cadre scientifique de la démarche est interdisciplinaire, il combine :

- une approche sociologique, en termes de socialisation, qui étudie le rôle des différents agents de socialisation que sont les parents, les pairs, les institutions légales et les médias auprès des adolescents. Elle tient compte des médiations familiales, essentielles dans la contextualisation et le décryptage des médias, de la régulation sociale des rapports de genre et des contenus médiatiques à risque, mais aussi des caractéristiques des images violentes, sexuelles et haineuses, de leur potentialité de dépersonnalisation ou de réification, des messages et des scénarios véhiculés ainsi que des conditions de la régulation publique de ces images.
- une approche en psychologie clinique qui recouvre le champ des émotions, des affects, des cognitions et des comportements sociaux dans une perspective qui intègre les étapes du

développement psychique de l'enfant et de l'adolescent. Elle s'appuie notamment sur les notions de traumatisme, de vulnérabilité psychologique et de réification, une capacité de verbalisation, de symbolisation, d'élaboration, d'organisation du discours, l'analyse du fonctionnement de la censure psychique sous la pression des pulsions, des angoisses pubertaires et de la nature des défenses psychiques mobilisées contre les images

L'enquête visant à l'analyse des émotions suscitées par les images et du travail des adolescents face à elles, il était important de pouvoir construire un protocole impliquant des psychologues cliniciens expérimentés dans le domaine des médias et des médias sociaux, et dans la psychologie des adolescents. Patricia Attigui, professeur en psychologie clinique, a recruté les psychologues et coordonné l'équipe des psychologues qui ont participé à l'enquête : Angélique Gozlan, docteur en psychopathologie et psychanalyse, auteure d'une thèse sur les « enjeux psychiques des réseaux sociaux chez l'adolescent » et psychologue en CMP²⁸, et Geoffroy Willo, docteur en psychopathologie, auteur d'une thèse sur le surgissement et le virtuel, formateur IRTS, Ivana Belouin, psychologue clinicienne spécialisée en neuropsychologie, exerçant en hôpital, Marion Minari, psychologue en hôpital de jour, ayant une expérience en pédo-psychiatrie. Jean-François Chica, psychologue clinicien, et expert en culture numérique, a pu participer aux premiers entretiens avant d'être accaparé par ses nouvelles fonctions au service social à l'enfance des Hauts de Seine. Les psychologues ont participé aux différentes étapes en fonction de leur disponibilité et de leur proximité géographique avec les terrains de l'enquête.

L'organisation de la collaboration s'est manifestée aux différents temps forts de l'enquête: lors de la formalisation des guides d'entretien en février-mars 2015, et notamment des images proposées à l'analyse à la fin des entretiens des adolescents, lors des entretiens réalisés auprès des adolescents auxquels un psychologue a régulièrement participé en fonction de sa disponibilité, après les séances d'entretien dans le cadre de réunions de *debriefing* organisées chaque fois que cela a été possible et systématiquement lors des premiers entretiens. Après chaque entretien, les psychologues qui y ont participé ont rédigé un rapport de quelques pages synthétisant les pratiques médiatiques, les médiations parentales évoquées, la relation aux images violentes, sexuelles et haineuses, les stratégies et les vulnérabilités psychiques face à ces images, en tenant compte des éléments traumatiques rapportés par les adolescents dans les entretiens, et proposant une conclusion, suivant un guide élaboré en collaboration. Dans la période de traitement des entretiens, à partir de mai 2016, des réunions de l'équipe ont été organisées pour discuter de la construction de la typologie des réactions des adolescents aux images violentes, sexuelles et haineuses, et du profilage des adolescents au regard de cette typologie.

Les entretiens avec les jeunes comme les ateliers ont été conduits par Sophie Jehel selon une méthode sociologique, en présence d'un-e psychologue clinicien-ne, et chaque fois que cela était possible un-e étudiant-e participant notamment à sa retranscription.

²⁸Voir les CV détaillés des psychologues cliniciens ayant participé à l'enquête, en annexe.

4. L'anonymisation des témoignages

Les lieux, les établissements, les jeunes enquêtés, mais aussi les parents et les personnels éducatifs ont été anonymisés dans le présent rapport. Pour que les jeunes se sentent protégés par l'anonymat il leur a été demandé de choisir un pseudonyme pendant l'entretien lui-même. Aucun fichier informatique comprenant leur nom de famille n'a été créé. Les pseudonymes des jeunes n'assuraient cependant pas une fiabilité suffisante en termes d'anonymat car ils ont été partagés dans les entretiens collectifs. Il leur a été donné l'assurance que ces pseudonymes seraient également changés. Ils l'ont été juste avant la remise du présent rapport de façon à ce que les pseudonymes définitifs diffèrent à la fois des prénoms des enquêtés et de leurs pseudonymes, qu'il n'y ait pas de confusion possible avec le prénom ou le pseudonyme d'un autre enquêté. Les pseudonymes définitifs ont veillé cependant à conserver une connotation de l'appartenance culturelle des enquêtés et ont parfois gardé une connotation présente dans les pseudos choisis par les enquêtés (nom d'un personnage de jeu vidéo, de dessin animé, de joueur de foot, de groupe de rap...) quand elle était repérable, afin d'être en phase avec les commentaires qui pouvaient être développés.

Lors de la phase des ateliers, les jeunes ont à nouveau pris un pseudonyme. Ces entretiens étant collectifs et ne donnant lieu à aucune évocation de cas personnel, il ne nous a pas semblé nécessaire de les modifier.

Chapitre 3 Cultures et pratiques médiatiques des adolescents : fortes polarisations selon les contextes socio-culturels

Nous situerons dans ce chapitre les cultures et les pratiques médiatiques des adolescents des différents groupes, afin de mieux saisir leur spécificité propre, avant d'analyser dans le chapitre suivant les modalités de leur rencontre avec les images violentes, sexuelles et haineuses, dans l'enfance puis au moment des entretiens²⁹.

Avant d'évoquer la rencontre des adolescents de notre échantillon avec les images violentes, sexuelles et haineuses, et les définir, il nous faut comprendre le contexte de réception, qui est notamment constitué de leurs habitus médiatiques, marqués par le partage de consommations et d'activités médiatiques communes à la plupart des adolescents, mais aussi par des phénomènes de polarisation et de mimétisme dans les différents groupes autour de consommations spécifiques, constituant des normes à l'intérieur des groupes voire des sous-groupes, mais aussi par des « dissonances » individuelles (Lahire 2004). Ces phénomènes de polarisation rendent d'autant plus visibles les différences de pratiques médiatiques entre les groupes sociaux, que nous avons des groupes et sous-groupes recrutés dans des milieux sociaux et scolaires très différenciés. A l'intérieur de chaque groupe peuvent s'observer néanmoins des formes de dissonances.

1. Cultures partagées par les trois groupes

La plupart des adolescents de notre échantillon partagent certaines consommations et pratiques médiatiques. C'est ce qui conduit certains commentateurs à croire à l'existence d'une « génération Y » ou d'une culture « jeune » quand les sociologues rappellent depuis des décennies l'existence de clivages sociaux entre les jeunes et leur traduction dans les cultures médiatiques³⁰. Ces consommations et ces pratiques communes aux adolescents sont liées à des phénomènes de différenciation vis-à-vis des adultes, mais aussi à la faculté d'appropriation rapide de pratiques nouvelles

²⁹Ce chapitre a été réalisé en collaboration avec Léo Jannot-Sperry.

³⁰Voir, par exemple, Erik Neveu 1999, à propos des pratiques télévisuelles, et plus récemment à propos des pratiques numériques Hélène Bourdaloie 2012, Pascal Plantard et Mickaël Le Mentec 2014.

qui caractérise les adolescents. Cela concerne aussi bien certains programmes télévisés, notamment le goût pour les séries, que l'adoption des plateformes numériques.

Au titre de cette culture partagée, on citera au cinéma la référence dans les différents groupes à des blockbusters états-unis, souvent dans le registre de l'action, type *James Bond* ou *American Sniper*, mais aussi les Marvel, comme les *Spiderman*, dans le registre de l'horreur ou de la science-fiction comme *I am a legend* ou *Hunger Games*. A la télévision, les pratiques sont contrastées mais parmi les références communes on trouvera des séries récentes comme *Game of Thrones*³¹, ou chez les filles la citation de *Pretty Little Liars* et *Gossip Girls*.

Les dessins animés font également partie de la culture adolescente, issus de la culture de l'enfance, les produits Disney restent présents, les plus humoristiques sont partagés entre tous les groupes, même si l'investissement est bien plus faible dans le groupe 1.

Pour les jeux vidéo, les trois groupes ont cité dans leurs pratiques des jeux comme *GTA V*, *Call of Duty*, *Clash of Clans*. Un seul garçon du groupe 1 cite le jeu de foot Fifa, si commun pour les adolescents du groupe 2. Bien sûr, l'absence de citation ne signifie pas que les adolescents du groupe 1 n'y aient jamais joué, mais aussi bien qu'ils n'y accordent pas d'importance ou qu'il soit inconvenant au vu des normes de distinction du groupe de les évoquer publiquement. Dans tous les groupes le désintérêt des filles pour les jeux vidéo est marqué, sauf celles pour qui c'est un mode de communication privilégié avec leurs pères, leurs frères ou leurs cousins.

Ils circulent sur les mêmes plateformes, YouTube, Facebook, Snapchat, Instagram. Mais leurs pratiques sont, sur YouTube très différenciées du fait de l'individualisation que permet la plateforme et de la non convergence des centres d'intérêts et des univers de vie respectifs des enquêtés. Ils connaissent et ont tous plus ou moins fréquenté des « chaînes » d'humoristes, comme Norman, Cyprien, Natoo, le groupe 3 a cité d'autres comiques (Jamel Debbouze, D'Jal, Les Déguns). Dans tous les groupes, les filles ont évoqué des tutoriels de mode ou de maquillage. La polarisation des pratiques médiatiques dans chaque groupe et sous-groupe est cependant plus forte que le partage des contenus fréquentés entre tous les groupes.

2. Groupe 1 : des pratiques stratégiques orientées vers la réussite scolaire et la maîtrise d'une identité sociale valorisante

Plusieurs traits distinctifs apparaissent dans les pratiques médiatiques du groupe 1. Ils sont particulièrement visibles dans l'entretien collectif, quand chacun mentionne devant les autres ses consommations et ses pratiques.

³¹Voir une présentation succincte de ces programmes en annexe.

Un intérêt soutenu pour l'écrit et la médiatisation des savoirs

Alors qu'ils sont inscrits dans une filière scientifique et que les entretiens n'ont pas porté précisément sur leurs pratiques littéraires, le groupe 1 a montré un intérêt bien plus grand que les autres groupes pour la lecture, tant pour des ouvrages que pour la presse papier, souvent disponible à domicile.

Cela s'explique en partie par le fait que pour le Groupe 1, La lecture et les livres apparaissent clairement dès l'enfance comme une activité prisée et partagée avec les parents.

Je fais du théâtre depuis que j'ai trois ans. Mon frère n'a pas aimé donc il a arrêté mais moi j'ai continué. Du coup j'étais avec des gens beaucoup plus âgés, j'avais 3ans et demi et les autres il avait 7 ou 8 ans. Et moi j'étais frustrée parce que je devais demander à ma mère de me lire le texte. Donc je me suis dépêchée d'apprendre à lire (Elvina, établissement 1).

Candice aime bien lire, mais elle le fait seulement pendant l'été : pendant les périodes scolaires elle affirme ne pas avoir le temps. « L'été dernier, j'ai dû lire au moins six livres gros comme ça (elle rit un peu), donc, je fais que lire, que lire, que lire l'été, parce que, de toute façon je n'ai pas Internet ».

Pendant les étés, qu'elle passe chez ses grands-parents, Candice utilise très peu (voire pas) Internet. Elle vit cette déconnexion estivale sans angoisse. Elle la considère comme un moment pour se dédier à d'autres activités : lire, regarder le paysage, faire des tours en vélo, jouer au ping-pong ou au badminton, « vraiment je m'occupe comme je peux et ça ne me manque pas. Après je ne dis pas, quand je rentre à Paris, je suis contente de retrouver Facebook, voir le fil, ce qui s'est passé, mais sur le moment... ». (Candice, Etablissement 2).

Ce rapport au livre, dans un groupe 1 (en particulier l'établissement 1) à l'aise avec l'écrit, se reporte sur leurs usages numériques. Leurs utilisations du web sont plus orientées vers l'écrit et vers le savoir en général que celles des autres groupes. Ainsi, le Groupe 1 est le seul groupe à mentionner un visionnage régulier de vidéos disponibles sur les chaînes de vulgarisation scientifique ou historique (*VSauce*) de YouTube, ou à aller sur des plateformes numériques en anglais, comme « reddit » (voir le compte rendu de l'entretien collectif de l'établissement 1 en annexe). Cela manifeste une forte « compétence informationnelle », c'est-à-dire une capacité à « chercher, sélectionner, comprendre, évaluer, traiter l'information » (Brotcorne et Valenduc, 2009 : 53). Ces pratiques sont moins visibles dans l'établissement 2 qui est davantage orienté vers la culture visuelle et orale, et qui va plutôt consulter le site *konbini* que *reddit*. Réciproquement, les produits audiovisuels renvoient aussi à des lectures, ainsi Pierrick qui tous les matins consulte fébrilement *reddit* dans l'attente que soit publié le nouvel opus de *Game of Thrones*.

L'influence des pratiques parentales reste, à cet âge comme dans tous les groupes très marquée. Mais dans le groupe 1, elles conduisent les adolescents à fréquenter des contenus audiovisuels ou radiophoniques qui ne font pas partie de la culture adolescente souvent orientés vers la connaissance.

Pierrick ne regarde pas la télévision, et ne peut donc citer de programmes. Mais il mentionne qu'il écoute la radio.

SJ : Et la radio, qu'est-ce que vous écoutez comme radio ?

Louis : Celles qu'écoute ma mère. Donc, ça va être France Culture et France Inter. (Entretien collectif, Etablissement 1)

Dans son groupe, Louis n'est pas seul, Olga et Valentine écoutent aussi France culture.

Information : un rapport de curiosité et d'ouverture à l'international

L'information est pour eux quelque chose d'important, notamment quand elle est liée à l'international ou à des événements nationaux spécifiques. La distance qu'ils expriment souvent à l'égard des divertissements télévisuels contraste avec la proximité et la confiance que le groupe entretient avec les contenus informatifs. Certains médias d'information apparaissent même comme associés à un plaisir pour certains enquêtés (Elias, Boris).

« J'ai la télé chez moi, mais je la regarde, fin, pratiquement jamais, excepté pour le 20 heures, voilà, pour les infos du 20 heures, parce que je trouve que c'est de qualité, et que c'est une info facile à comprendre. Ensuite, au niveau de la presse, j'arrive pas du tout à la, fin, j'arrive pas à lire la presse sur écran, du coup, c'est qu'en papier, et pour moi ça a plutôt une valeur divertissante, c'est-à-dire que j'aurais tendance à acheter le journal Le Parisien, parce que, voilà, c'est quelque chose de simple à lire, le matin » (Elias, établissement 1)

Noémie ne lit pas de journaux en français, et regarde peu l'information à la télévision, mais "quelquefois [s]on beau-père ramène des journaux étrangers, *Le New York Times* ou le *Daily News* et [elle] les li[t]" (établissement 1). Pour Alexis, "Le Monde c'est trop centré sur La France, et [il] préférera[t] quelque chose de plus international, donc [il va] sur d'autres journaux, et de plus en plus [il] emprunte, au CDI, des journaux anglais, des magazines comme *The Economist*...". Maël suit les informations sur Arte, parce que c'est la chaîne que ses parents préfèrent (établissement 1).

Dans l'établissement 2, nombreux sont ceux qui comme Laureline s'informent directement sur leur portable (pour sa part, sur le site lepoint.fr). Les comportements changent quand l'actualité est dramatique. Comme le dit Achille :

« Des infos sur la télé on regarde seulement s'il y a quelque chose d'important. Le 9 janvier on a regardé tout le temps la télé, genre, l'information en continu, BFMTV, tout, vraiment, parce que, comme ça avançait très vite, on restait connectés. Mais sinon, moi personnellement, en général l'information c'est plutôt sur mon téléphone, sur Internet... » (Achille, établissement 2)

Leur rapport plus décontracté à l'information que dans l'établissement 1 les conduit aussi à regarder des émissions qui traitent d'actualité sous un mode humoristique, comme *Salut les terriens* ou *Le petit journal* sur Canal Plus. Mais ils mentionnent utiliser aussi les applications de Libération, Le Monde, consulter des sites comme *kombini*, être abonné par exemple aux *Inrocks*, ce qui n'empêche pas Achille d'avoir aussi téléchargé l'application de *L'Equipe*.

Peu de musique dans l'établissement 1, davantage dans l'établissement 2

En termes de musique, le Groupe 1 semble intellectualiser ses pratiques et n'en parle presque pas. Seule Noémie mentionne écouter du jazz sur TSF. Dans l'établissement 2, certains ont des pratiques amateurs régulières, mais souvent sans prendre vraiment des cours, Hugo par exemple va prendre des leçons de batterie en visionnant des chaînes de YouTube, Dugarry fait de la musique le soir quand son père dort, il joue de la musique électronique dans sa chambre. Son père qui est universitaire ne souhaite pas qu'il développe cette pratique, sa mère non plus, pour qui la musique est associée à la prise de drogue, problème qu'a rencontré son fils par ailleurs. Laureline est fan de musique électronique et fréquente régulièrement avec sa sœur des festivals et des concerts. Boris est le seul à mentionner le hip hop dans ses préférences.

Des pratiques cinématographiques éclectiques

La fréquentation du cinéma est prise aussi dans une logique de transmission culturelle parentale, qui les conduit à regarder des films plus anciens (Woody Allen), à regarder des films diffusés sur Arte, des films indépendants (*Wiplash*, *Birdman*), à côté des blockbusters déjà évoqués qu'ils vont voir au cinéma. C'est d'ailleurs le groupe qui mentionne le plus aller régulièrement au cinéma, pratique caractéristique des milieux favorisés. Le rôle des parents est ici important, comme le dit Maël, « mes parents, ils veulent que j'ai une culture ciné ». Leur culture cinématographique est considérée comme une culture légitime, et elle a une dimension d'éclectisme caractéristique des milieux favorisés (Lahire 2004), à l'exception d'un genre particulièrement absent au moins jusqu'au lycée: celui des films d'horreur. Céline l'exprime le plus clairement. Elle ne regarde pas ces films car ils lui font très peur et n'ont pas d'intérêt.

« Moi quand je vais au cinéma c'est, soit pour m'amuser, soit pour regarder des films, on va dire intéressants, et bah, pour moi les films d'horreur tombaient dans aucune de ces catégories » (Céline, établissement 1)

La distinction par les programmes évités : peu de télévision et peu de jeu vidéo

Les films d'horreur ne sont pas les seuls programmes à éviter pour le groupe 1. Les adolescents rencontrés font preuve d'une grande distance vis-à-vis de la télévision, inculquée dès l'enfance par les parents. Dans l'établissement 1, Louis dit par exemple qu'il « n'aime pas ça du tout », Elvina précise qu'elle ne l'a « jamais vraiment regardée », et Maël, dont les parents sont, selon lui, « anti-télé », dit qu'ils ne la regardent ensemble que pour la critiquer ou pour « gueuler contre la télévision ». Seule Noémie, dans l'établissement 1, reconnaît, devant les autres, qu'elle regarde « énormément » la télévision, qu'elle a même un poste dans sa chambre, « constamment allumé » et ressent, au moment où elle le dit, qu'il s'agit là d'une incongruité, par rapport à la norme du groupe. La distance est nettement moins systématique dans l'établissement 2 où Candice, Achille, Jules, Amélie la regardent intensément parfois avec leurs parents (Achille et Amélie notamment).

Le visionnage de certaines séries est cependant conciliable avec un souci permanent de distinction. Il s'agit de séries américaines regardées en V.O. de préférence, qui sont diffusées sur des

chaînes payantes, comme HBO, Canal + ou Netflix (*The Wire*, *Gomorra*, *Les revenants*, *House of Cards*, *Orange is the new black*). Ce sont des séries qui font partie des goûts culturels des cadres, des séries « classantes », mais dont le choix exprime également leur goût pour la langue anglaise. Dans l'établissement 1, plusieurs adolescents ont fait des séjours de plusieurs années à l'étranger en accompagnant leurs parents, ou ont un parent anglophone, le bilinguisme semble la règle. De ce fait, ils aiment retrouver la langue anglaise aussi bien dans des séries que dans des romans (Pierrick).

Aucun programme de télé-réalité n'a été cité dans le groupe 1, ni dans le 1^{er} établissement, ni dans le second. Cela ne signifie pas qu'ils n'en regardent pas, mais qu'il existe une forme de censure autour de ces programmes, qui ne correspondent pas à l'image qu'ils souhaitent donner de leur groupe. Cela indique une place nettement plus faible dans leur culture médiatique. Lors de l'atelier dans l'établissement 1, la question a été posée à nouveau, et certains ont témoigné n'en avoir jamais regardé. Dans l'un des ateliers de l'établissement 2, certains ont reconnu être très attachés à ces programmes au point de les regarder en rattrapage, mais ils ont été minoritaires.

Dessins animés : préférence pour les dessins US humoristiques

Les séries animées humoristiques états-uniennes sont presque les seuls dessins animés que regarde le groupe 1, notamment *South Park*, *Les Simpson*, *American Dad*, *Family Guy*. Achille est le seul à évoquer le *Monde incroyable de Gumball*, qui est vraiment destiné aux enfants. Il dit ensuite que « les filles de 15 ans, 16 ans, elles adorent Disney », bien qu'il ne sache pas « pourquoi ». Les jeunes du Groupe 1 ne mentionnent pas regarder de mangas, mais il leur arrive d'en lire.

Peu de jeu vidéo hors des plus connus

En matière de jeu vidéo les pratiques du Groupe 1 se sont pour beaucoup arrêtées ou ont dû diminuer du fait de la pression scolaire et de la distance parentale vis-à-vis de ces contenus, qu'ils ont intériorisée. Ainsi, les jeux mentionnés par ce groupe se limitent principalement aux plus vendus, comme *GTA V*, *Call of Duty*, des jeux gratuits comme *League of Legends* (sur ordinateur), ou *Clash of Clans* (sur téléphone portable), et un jeu qui nécessite un abonnement mensuel comme *World of Warcraft*. Mais pour se détendre, ils sont plusieurs dans l'établissement 1 à avoir besoin de passer du temps sur un site anglophone comme *9gags* qui leur permet d'oublier leur stress, avec des courtes vidéos d'humour, de détournement, au travers de rubriques assez diversifiées, ou à jouer à *Clash of Clans* d'une façon un peu vulgaire qui les défoule.

Le web et les RSN : contrôle maximal de soi pour construire une carte d'identité numérique valorisante

Les jeunes enquêtés du Groupe 1 construisent une distance avec ces plateformes, s'en servant pour garder le contact avec des proches ou pour se faire une sorte de « carte d'identité » virtuelle. On peut y déceler une « compétence stratégique », définie par Périne Brotcorne et Gérard Valenduc (2009, p. 54) comme « l'aptitude à utiliser l'information de manière proactive, à lui donner du sens dans son propre cadre de vie et à prendre des décisions en vue d'agir sur son environnement professionnel et personnel ». Dès le premier entretien dans l'établissement 1, les adolescents se montrent très à l'aise

pour exposer leur stratégie sur les réseaux sociaux. Ils ont pratiquement tous ouvert un compte sur Facebook, d'autant que le lycée le leur impose depuis la seconde.

Elias : [...] c'est vrai que Facebook ça a maintenant un côté un peu plus officiel, ça veut dire que, bah, ça a été créé en 2004, du coup il y a le temps qui est passé, et, voilà, pour nous je dirai que c'est presque, notre carte d'identité des réseaux sociaux, je pense...

Plusieurs personnes approuvent.

Elias : Ça veut dire que c'est la première étape, fin, le premier réflexe qu'on va avoir quand on découvre quelqu'un au lycée...

Plusieurs autour de lui approuvent.

Elias : c'est qu'on va chercher son nom sur Facebook, et ça voilà, fin, un peu...

Une fille: Ah, c'est elle qui stalk³² (Rires forts de plusieurs personnes).

Elias : Non, mais il y a vraiment ça. Il faut faire attention à ce qu'on poste, et il faut vraiment donner l'image qu'on a envie de donner de nous.

Louis : Ah, oui.

Elias : Et en plus les nouvelles générations, nous, on a beaucoup plus de recul qu'avant, quand on était au collège. Je crois qu'on a un peu déserté Facebook, ou au moins on poste beaucoup moins de choses dessus et on va peut-être changer sa photo de profil une fois tous les cinq mois et après...

Fille : Voilà...

Elias : Et encore, et voilà quoi. Donc du coup... on fait également attention à ce qu'on va « aimer » sur Facebook et tout, pour, voilà, donner l'image qu'on a envie de donner.

Fille : Tu as raison quand tu dis que c'est une carte d'identité...(Entretien collectif, établissement 1)

Ces échanges montrent bien la capacité à élaborer une stratégie numérique et à l'exposer. Il s'agit là d'une norme collective partagée, autour d'un contrôle très fort de son image sociale. Elias qui a un fort désir d'inclusion dans le groupe, explique plus tard comment il est important d'être présent sur les RSN, sans en avoir l'air. Disposant d'une grande habileté dans l'expression orale, il peut expliciter les normes implicites du contrôle social auquel ils font face sur Facebook. Il faut y être sans y être, avec « nonchalance » explique Elias. Une façon d'assurer une présence, sans se mettre en danger, sans s'exposer au ridicule et à la critique du groupe. Ces stratégies fines de sélection des informations, des moments où on apparaît, qui ne doivent être ni trop fréquents, ni trop éloignés, pour rester sur la scène et dans les mémoires.

Elias : Moi je pense qu'il faut un peu de nonchalance au niveau des réseaux sociaux, fin, je pense que c'est la meilleure attitude à avoir, parce que, si les gens voient qu'on est trop impliqué, qu'on va montrer notre vie, etc. eh, ça devient vraiment ridicule, c'est comme si [on] n'a pas de vie et tout...

Quelques-uns rient.

Garçon : Fin, en soi, on se dit c'est un « bolos » et tout...

Fille : Oui, c'est ça.

Plusieurs personnes rient.

Fille : Ça, ça dépend aussi...

Elias : Et [...] quand j'ai un truc, fin, quand, je fais un voyage et [que] j'ai envie de mettre une photo, des fois je me laisse, fin, le temps de la réflexion, et je me dis : non, on va croire que t'as rien fait de ta vie...

Fille : que c'est le seul voyage (elle rit)...

Elias : (Rit) Ouais, c'est ça, que c'est le premier voyage que tu as fait de ta vie et tout (rit)...

Quelques personnes rient.

³²To stalk signifie ici espionner. Le terme est souvent utilisé dans le cadre des réseaux sociaux.

Elias : Et du coup, fin, voilà, donc il faut absolument adopter une position, fin, avoir un regard extérieur des réseaux sociaux, être nonchalant, et montrer qu'on est là sans être là, ça veut dire que, je viens et après je repars, et bah je regarde ce qui se passe, et...

Fille : Parce que j'ai une vie...

Quelques personnes rient pour approuver. (Entretien collectif, établissement 1)

Le fait de ne pas être suréquipé - plusieurs d'entre eux mentionnent en public ou dans les entretiens individuels ne pas avoir de téléphone haut de gamme - leur donne aussi l'occasion de réfléchir avant de publier.

Louis : Bon, et des fois je me dis, pour faire comme tout le monde je pourrais poster ça et puis... en fait non, parce que je me rends compte que c'est pas vraiment utile et que ça sert à rien. Mais, mais quand même Facebook c'est...

SJ : Juste, juste une remarque. Vous dites, je pourrais le poster et finalement je me dis ça sert à rien. Mais, vous avez le temps de penser à tout ça ?

Louis : Oui, bah, fin... je ne suis vraiment pas habitué aux réseaux sociaux donc, quand je, quand je m'apprête à mettre une publication je me dis, est-ce que ça va m'apporter quelque chose ou ..., et généralement non, généralement, fin, des fois je le fais quand même, mais, ça ne m'apporte pas vraiment tant que ça...

Quelques-uns rient.

SJ : Qu'est-ce que vous voulez dire par « m'apporter » ?

Louis : Eh, je ne sais pas, est-ce que je serai plus heureux après avoir mis une photo de moi à telle fête... pour que 150 personnes puissent me voir, ou plus, suivant le nombre d'amis qu'on a. » (Entretien collectif, Établissement 1)

A partir de ces éléments, nous comprenons à quel point le rapport des adolescents de l'établissement 1 à Internet s'inscrit dans des comportements contrôlés, comment certains réussissent à installer dans leurs pratiques numériques des espaces de réflexivité systématiques mettant à distance la dimension pulsionnelle et spontanée. Ce type de comportement ne reflète pas forcément celui de l'ensemble des membres du groupe mais il correspond à l'idéal de comportement des adolescents de l'établissement 1, il définit la représentation qu'ils se font de la bonne pratique de l'internet. Il laisse percevoir un niveau de contrôle de soi et d'exigence de la part du groupe très élevé.

Dans l'établissement 2, le niveau de maîtrise langagière et l'élaboration des stratégies de présentation de soi sont moins exigeants, la diffusion d'une image un peu dévalorisante, qui est un jeu qu'ils ont expérimenté, un de leurs camarades ayant fait remonter sur le fil Facebook des photos anciennes un peu « ridicules » est vécue sur un mode peu dramatique. L'établissement 2 se structure plutôt autour des valeurs de tolérance qui s'accompagnent, à l'opposé de l'établissement 1, d'un certain relâchement. Ainsi Achille explique-t-il qu'il prend beaucoup de photos sur Snapchat pendant un cours dont l'enseignante est si peu exigeante qu'ils ont « l'impression d'être en permanence ». Ils échangent alors un grand nombre de *selfies* « originaux ». Mais le même Achille, raconte une plaisanterie à connotation culturelle qu'il a faite sur Snapchat, dont il est content : lors de la diffusion du film « Intouchables », il a pensé à la caste indienne homonyme, et a taggué l'image avec le mot « parias ». Quand Angèle rend compte de ses publications sur Snapchat, et en particulier de ses stories, elle est un peu gênée, à la différence de Elias elle a du mal à rendre compte de sa stratégie de publication :

SJ : Et vous, qu'est-ce que vous faites comme snap ? Ça vous arrive d'en faire beaucoup, parfois ?

Angèle : Bah quand on m'envoie en privé, je réponds, j'envoie des photos, normalement,

SJ : Un selfie, c'est ça ?
Angèle : Oui, et, oui, je poste régulièrement des stories.
SJ : qu'est-ce que vous postez comme story ?
Angèle : Bon, ce n'est pas très intéressant, mais c'est ma vie, quoi, (Rires). Je ne sais pas...
SJ : Bah, si vous le faites c'est que vous pensez que ça peut intéresser quelqu'un. Alors, qu'est-ce que vous aimez bien faire ?
Angèle : (rit un peu) Bah, voilà le café ! (Rires) [...] Quand on est posé au café.
SJ : Ah oui ! D'accord.
Angèle : Tac ! Après, fin, je ne sais pas, parce que je poste ce que je trouve intéressant, je ne sais pas comment dire.
SJ : Vous savez pourquoi vous postez ? Ce n'est pas forcément l'image qui est intéressante, mais, qu'est-ce que vous visez ?
Angèle : Alors, la représentation qu'on donne de soi, peut-être, je ne sais pas.
SJ : Oui, mais si c'est au café...
Angèle : Non, mais ça montre,
SJ : Que vous êtes au café...
Angèle : Ça montre qu'on a des amis, que, je ne sais pas.
Une autre fille : C'est cool.
Angèle : Non, mais, qu'on n'est pas exclu, fin je ne sais pas.
SJ : Qu'on n'est pas seul ?
Angèle : Ouais. (entretien collectif n°2, établissement2).

On voit que la diffusion de photos est acceptable dans le groupe, et soutenue par les camarades, qu'il s'agit en même temps d'images peu intimes, qui viennent manifester une existence, qui témoignent de « la vie » et de la capacité à avoir une sociabilité.

La culture médiatique du groupe 1 est marquée par un goût pour l'écrit et la médiatisation des savoirs, un certain éloignement des médias audiovisuels, même si ce n'est pas le cas de tous (notamment dans l'établissement 2). Les choix s'expriment aussi bien positivement parce qu'on va consulter volontairement, les séries essentiellement d'origine nord-américaine, jugées classantes, qui les rapprochent des goûts des cadres, une culture cinématographique éclectique, qui n'est pas entièrement centrée sur les *blockbusters*, à l'incitation des parents, et par les contenus qui sont évités, émissions de télé-réalité, films d'horreur notamment. La perspective des études supérieures et la stimulation intellectuelle des parents construisent un rapport aux médias d'information fait de curiosité et d'ouverture à l'information internationale, avec une forte orientation vers le continent nord-américain. Le rapport à internet et les publications qu'on peut faire sur les RSN sont l'objet d'une attention particulière. L'enjeu perçu est celui de la construction d'une identité numérique valorisante, dans un contexte de fort contrôle social et de fort contrôle de soi. Les deux établissements présentaient cependant des différences sur ce point : dans le 1^{er} établissement les jeunes étaient capables de discuter longuement de leurs stratégies, faites de présence et de « nonchalance », travaillant le champ et le hors-champ, pourrait-on dire, travaillant à maximiser la conscience de l'image que les publications peuvent projeter de soi ; dans le second établissement les jeunes développaient une relation plus confiante et décontractée à leur public et faisaient primer le partage d'une représentation de soi sociable, « cool ».

3. Groupe 2 : des pratiques médiatiques principalement distractives et audiovisuelles, un rapport très méfiant aux RSN

En dehors des BD, des lectures orientées essentiellement vers le travail scolaire

La plupart des adolescents rencontrés ont déclaré ne pas avoir de difficultés particulières vis-à-vis de la lecture, et de l'apprentissage de la lecture. Kévin se souvient que sa mère lui a appris à lire avant le CP, Scott que sa mère lui lisait des petits livres lorsqu'il était enfant, Germain qu'il était fier de savoir lire car sa mère lui avait dit que « lire et écrire c'est la base ». Jennifer s'est remémoré que sa mère lui avait appris à lire dès 5-6 ans « pour l'avancer », même si sa scolarité n'a pas été facile, puisqu'elle a par la suite redoublé le CE1. Rares sont ceux qui lisent encore, en dehors des livres recommandés pour l'école. Certains ont eu des difficultés dans l'apprentissage, comme Karine et Gaiden. Rares sont ceux qui aiment lire autre chose que des bandes dessinées. Les livres ont été vite éclipsés dans leurs pratiques culturelles par des écrans, jeux vidéo, télévision puis internet.

TV : sport, télé-réalité et séries familiales

La télévision est très présente dans leurs pratiques médiatiques, en direct ou en rattrapage. La plupart ont une télévision dans leur chambre (Dounia a 3 postes chez elle). A les entendre, les divertissements et en particulier le sport et la télé-réalité dominent largement leurs menus télévisuels. Le sport est principalement regardé par les garçons, mais aussi par des filles (Dounia, Merve, Ouarda), Mourad et Brouli notamment sont abonnés à Beingsport. En matière de télé-réalité, au moins 13 émissions différentes ont été citées.

Zohra regarde Les Anges en rattrapage dans sa chambre car ses parents n'aiment pas. Ce qui lui plaît dans la télé-réalité, c'est « s'immiscer dans leur vie, tout ça, parce qu'il y a plus trop d'intimité à force », elle « aime bien regarder leur vie, la comparer à celle des gens, à la [sienne] ». Elle regarde aussi les Marseillais, « même si c'est pas éducatif, pour le loisir ça détend »

Dans le 1^{er} entretien collectif de l'établissement 9 sont également citées *Cauchemar en cuisine, Cauchemar en coiffeur, Les reines du shopping, Le meilleur pâtissier de France.*

Katy : Oui télé-réalité j'regarde... en ce moment je regardais Secret Story, mais après, là, c'est fini.

SJ : Oui.

Katy : Après, comme j'avais trois émissions, Marseillais, Secret Story et Les Anges alors je pouvais regarder que Secret parce que je pouvais pas regarder les trois à la fois. Et en ce moment je regarde rien. (Entretien collectif, établissement 10)

Les Princes de l'amour comme *les Anges* sont cités par des garçons et par des filles dans les trois établissements (Nicolas, Mourad, Tiana...). La télé-réalité est installée depuis longtemps au cœur de leur culture télévisuelle : Sophie regarde *Secret Story* depuis neuf années, mais « ça commence à être lassant » (établissement 10).

Les séries qu'ils consomment sont souvent orientées vers des univers fantastiques, comme *Haven*, *Vampire Diaries*, *Ghost Whisperer*. Mais parfois aussi vers des univers plus sombres comme *Game of Thrones* ou *The Walking Dead* qu'ils regardent plutôt en streaming. Certaines séries policières sont citées (NCIS) au même titre que des magazines d'enquête policières.

Ce qui frappe dans leur relation aux programmes télévisuels, c'est l'affirmation d'un rapport plutôt naïf, qui fait de programmes sans intention éducative des programmes qui peuvent quand même leur apprendre des choses, informer leur compréhension du monde. Kaleb cite à ce titre *Money Drop* : « des émissions comme *Money drop* par exemple ça cultive. Par exemple quand y'a des questions, t'es pas au courant de tout ça, et ensuite on apprend. » Andrei qui voudrait être policier regarde *Enquête d'action*, pour s'y préparer. Kady regarde avec plaisir « *Les Anges*, parce qu'ils voyagent dans le monde entier, ils découvrent la langue, la culture. » Les attitudes de défiance qui caractérisent au contraire leur rapport aux médias d'information et les informations qui circulent sur les RSN sont sans doute à penser comme le revers de cette ingénuité. Les filles de l'établissement 9 regardent beaucoup d'émissions d'enquêtes, *Capital*, *Zone interdite*, *90 minutes d'enquêtes*, « c'est formidable [dit Malika] ça permet de voir le monde d'une autre façon », comprendre « comment les gens, ils nous perçoivent ». Nous sommes revenus sur cette phrase dans les ateliers, car elle témoigne de la part de Malika une réception au second degré avec un décodage de l'intention des producteurs de ces images, à laquelle tous n'étaient pas sensibles.

C'est aussi une curiosité qui s'exprime dans le rapport à la télévision qui peut les conduire à des découvertes et à la formation d'une culture personnelle. C'est le cas de Marcia et Merve, qui regardent volontiers des programmes coréens, des musiques, des séries mais aussi des documentaires, sur la chaîne Arirang (doublées en anglais), et sur l'application « viki » et qui finissent par se passionner pour cette culture lointaine au point que Marcia aimerait bien en apprendre la langue. C'est le cas de Dounia qui dit ne pas comprendre le turc mais regarder des séries turques parce qu'elle veut « tout savoir » et qu'elle « est une commère ». Elle regarde aussi des séries arabes sur les chaînes marocaines et elle n'est pas la seule.

Cinéma : films d'action et d'horreur

En termes de pratiques cinématographiques, au contraire du groupe 1, les films d'horreur (*L'Exorciste* ; *Annabelle* ; *Insidious* ; *Amityville* ; *Evil Dead* ; *Le cercle de la mort* ; *Conjuring* ; *Le Cercle* ; *The Grudge* ; etc.) constituent le genre dominant parmi les films cités par les adolescents du groupe 2, bien qu'ils aillent au cinéma de façon plus exceptionnelle et préfèrent regarder les films sur le petit écran ou sur celui d'un ordinateur.

Jeu vidéo à tout moment, sur tout support

Les adolescents du groupe 2 sont souvent équipés de console pour jouer aux jeux vidéo, ce qui caractérise les pratiques médiatiques des milieux populaires. Ils jouent comme le groupe 1 aux jeux d'action comme *GTA V* et *Call of Duty*, mais, s'investissant davantage, ils en citent de plus variés. Cette diversité se retrouve aussi dans les plateformes sur lesquels ils jouent, qui vont de la console (*GTA V*) au téléphone mobile (*Subway Surfer*), en passant par les mini-jeux Facebook (*Deer Hunter*).

Les dessins animés : une pratique régressive mais réconfortante dans un univers anxiogène

Les dessins animés sont des références importantes pour les adolescents du groupe 2. Certains ont gardé parmi leurs dessins animés préférés des programmes qui sont proches du monde de l'enfance, c'est particulièrement le cas parmi les jeunes de l'établissement 10 qui sont plus jeunes et inscrits en classe de seconde. La présence de frères et sœurs plus nombreux que dans le groupe 1 et donc de petits frères et petites sœurs avec qui ils ont plaisir à regarder des dessins animés peut aussi l'expliquer. Le fait de les évoquer en entretien collectif a suscité des rires sans doute un peu gênés, comme le dit une jeune fille ils sont « un peu enfantins », mais aussi un peu complices, car elle les trouve « hyper intéressants ». Ouarda (établissement 10) regarde régulièrement la chaîne Nickelodeon, pour ses dessins animés et pour des séries Disney. Plusieurs filles approuvent quand Marion cite *Le monde incroyable de Gumball*, Nouria le regarde aussi avec ses petits frères sur Cartoon network. Pendant l'entretien collectif, des rires éclatent au moment où elle en parle.

SJ : C'est parce que votre camarade l'a dit, ou vous y pensiez déjà... ?

Nouria : Non, j'y pensais déjà, j'le regarde tout le temps.

SJ : Ah oui ?

Nouria : Tous les matins.

SJ : Tous les matins ?

Nouria : Et le soir aussi.

SJ : Et c'est un dessin animé – désolée, je le connais pas – c'est un dessin animé qui est plutôt fait pour les grands, c'est quel genre de dessin animé ?

Une autre : Pour les bébés.

Nouria : Pour les, pff... j'pourrais pas dire à partir de quel âge c'est vraiment. Mais c'est intéressant.

SJ : Vous le regardez avec qui ?

Nouria : Mes petits frères (elle rit). [...]

GW : Qu'est ce qui est intéressant ?

Nouria : Gumball (plusieurs personnes rient). [...]

Nouria : Il est drôle (rires).

SJ : Il rebondit ? (rires).

Nouria : Non c'est un chat qui est bleu.

SJ : C'est un chat, d'accord.

Nouria : Mais ils sont tous différents dans leur famille. [...] Ils sont différents, il a un petit frère, c'est un poisson (rires appuyés) [...] et sa sœur, c'est une lapine. (Établissement 10)

Elle regarde aussi *Bob l'Éponge*. Pour les garçons *Titeuf* ou les *Totally Spices*, relèvent plutôt de souvenirs d'enfance. Mais les mangas font partie des références communes au groupe : Andrei et Farid (établissement 11) regardent *Naruto*, comme Katy, Zohra (établissement 10) et Leïla (établissement 9). Ils citent également *Dragon Ball Z* et *One Piece*, sur la chaîne *Game One* notamment. « Cette surreprésentation du monde de l'animation résonne avec l'hypothèse d'un mouvement régressif généralisé face à un environnement qui serait vécu sur des modalités angoissantes. » commentait, sans vouloir généraliser son interprétation à l'ensemble du groupe, Geoffroy Willo, suite à l'entretien 2 de l'établissement 10.

Musique : un contact permanent, surtout via les téléphones portables

Ils visionnent des clips sur des chaînes comme Trace Africa, Trace Urban, sensibles aussi bien aux musiques africaines, « de chez nous », au raï, qu'au hip hop états-unien (*Rihanna, Beyoncé*) ou au rap français (Jul, Maître Gims...). Mais presque tous ont expliqué qu'ils écoutent en permanence de la musique sur leurs téléphones portables. Karine qui a de longs trajets ne le fait qu'à ce moment. Sakura, elle, écoute de la musique même la nuit, quand elle dort.

Les RSN : des usages généralisés mais très méfiants

A quelques exceptions près, les adolescents du groupe 2 sont très connectés. Sur leurs smartphones, ils utilisent souvent la connexion wifi chez eux. Ce sont des compétences instrumentales très partagées. Ils savent aussi utiliser des applications comme Whatsapp qui leur permet d'économiser sur leurs forfaits, et pas seulement comme le groupe 1 pour échanger avec des personnes à l'étranger. « Exceptées Manoa et Marcia, tous ont ouvert un compte sur les réseaux sociaux, qu'ils utilisent quotidiennement autour du triptyque Facebook, Instagram, Snapchat. Avoir les trois, c'est « normal », affirme Nicolas qui fait partie de ces jeunes utilisant Snapchat sans photo, juste comme messagerie. » (G. Willo, rapport entretien 1 établissement 10). Les cinq garçons de l'établissement 11 se sont tous inscrits sur PériScope.

Cette hyperconnexion s'accompagne cependant d'un très haut niveau de méfiance.

« [...] l'avis général défend l'impératif de la plus grande prudence à observer dans ce qu'il convient de poster [...] A l'image de Mervé qui affirme « qu'on s'est toutes fait pirater ou insulter », on peut ressentir une angoisse rampante autour des réseaux sociaux. Le signifiant « pirater », utilisé à plusieurs reprises par plusieurs participantes du groupe pour évoquer la perte de ses identifiants, fait d'ailleurs écho à cette phobie des réseaux : dans l'environnement du groupe, on ne perd pas son mot de passe, on se le fait nécessairement voler. » (G. Willo, rapport entretien 1 établissement 10).

Les adolescents s'inscrivent sur les réseaux sociaux, mais déclarent ne rien poster « depuis longtemps ». La seule photo que Katy avait posté la semaine précédant l'entretien, « c'était pour rendre hommage [aux victimes des attentats] avec le drapeau français ». C'est d'ailleurs cette méfiance qui explique leur migration sur Snapchat, où les échanges leur semblent plus discrets, parce qu'en principe éphémères, et les réseaux de contacts moins étendus. Sur Facebook, où ils collectionnent les « amis », ils en ont plusieurs centaines chacun, la circulation virale de l'information se transforme en piège et semble les rendre impuissants et silencieux. Plusieurs de ce fait évitent d'y aller ou ont fermé leurs comptes. Au contraire, Germain, grâce à une stratégie fine, a créé une page Facebook consacrée à un club de foot qui cumule 25 000 abonnés.

Ils utilisent largement les vidéos de YouTube pour des conseils de cuisine, de couture, pour écouter de la musique. Abélia est une des rares à mentionner qu'elle regarde aussi des vidéos d'anglais et d'espagnol pour se perfectionner. Iris et Nathalie ont trouvé un site qui les inspire pour dessiner, elles sont même entrées en contact avec la modératrice, une jeune dessinatrice qui leur a donné des conseils pour poursuivre le dessin professionnellement.

L'information : entre un attrait irrésistible au moment des attentats, et un souci d'éviter les informations trop sombres.

Le rapport à l'information est souvent méfiant, qu'elle soit ou non diffusée sur les RSN. Leur information se fait de façon croisée entre les RSN (surtout Facebook), la radio et la télévision, souvent les chaînes d'information en continu (BFM TV) ou TF1. Les chaînes de TV sont en effet souvent regardées avec les parents, le soir. Les garçons s'y intéressent davantage lors des événements « graves », Mourad pense aux attentats, mais aussi à des avalanches dans les Alpes, qui l'ont inquiété alors qu'il avait des copains partis faire du ski. Zohra trouve ça quand même intéressant de regarder les informations, ne serait-ce que pour savoir s'il y a des grèves, par exemple. Mais c'est la crainte de la manipulation qui s'entend dans le discours de Shenron. Il veut s'informer tout en se faisant sa propre opinion et se sent menacé par la volonté des médias de défendre des thèses.

Déjà moi j'aime les informations. Mes parents, ils en parlent beaucoup. Donc quand je vois y'a un truc j'essaye d'aller le regarder. Mais je regarde juste la grosse information. Par exemple y'a eu des morts en France je regarde juste le nom. Parce qu'après les télévisions, ils veulent faire changer nos mentalités. Moi je veux garder la mienne. Je veux pas penser comme eux donc je regarde juste ce qui s'est passé. Je regarde pas les jugements des autres, les témoignages tout ça. Donc je veux juste regarder les informations (Entretien collectif, établissement 11).

Farid au contraire refuse de regarder l'information, il trouve cela « ennuyeux ». Il verra plus tard, quand il aura son propre foyer, qu'il sera adulte. Sophie (établissement 10) exprime une méfiance systématique et désabusée à l'égard de l'information, et en particulier de l'information en boucle :

Sophie : Des fois c'est un peu... des fois ils abusent les médias, c'est pour ça faut pas tout regarder BFM et tout mais...

Manoa : Ouais ou soit 20 Minutes, c'est une application sur le téléphone.

SJ : 20 Minutes ?

Manoa : Mmh. Ou BFM.

SJ : Quand vous dites des fois ils exagèrent, en ce moment ils exagèrent ?

Manoa : Parfois ils...

Sophie : C'est les médias quoi (rires) !

SJ : Ça veut dire ?

Sophie : Bah, ils veulent raconter des choses fausses...

Tiana : C'est pas ça, c'est, ils ont que... comment dire, ils savent qu'une seule chose, et vu qu'ils ont pas encore d'autres informations, ils forcent sur la même chose. (Établissement 10)

Les filles ont également témoigné d'une volonté de se préserver des informations trop sombres que donnent les journaux télévisés et l'actualité en général. Comme le dit Nathalie, « c'est démoralisant de parler de la mort tout le temps, tout le temps, tout le temps ». La méfiance vis-à-vis des médias est alors d'une autre nature, c'est la crainte de se trouver face à face avec des sujets angoissants, « est-ce qu'il y aura une troisième guerre, est-ce qu'on sera toujours vivant » (Nathalie, établissement 10). Face à ce haut niveau d'inquiétude, comme le dit Katy « on va dire que j'essaie de me renseigner mais pas trop, pour pas trop rentrer dans les détails, parce que comme elle l'a dit, bah, c'est démoralisant » (établissement 10, entretien collectif).

La culture médiatique du groupe 2 se caractérise par des pratiques communes aux milieux populaires, la télévision reste très présente même si les pratiques plus individuées sur les téléphones portables, le téléchargement de séries, le visionnage de vidéos sur YouTube viennent s'ajouter à elle et

tendent à la supplanter. Le rapport des jeunes à l'information est ambivalent, marqué par une méfiance à l'égard des médias qui ne diraient pas la vérité, en même temps qu'une curiosité sur le monde auquel les médias donnent accès. Cette curiosité se double parfois d'une certaine naïveté dans la confiance faite à des programmes de divertissement, qui peut coexister avec des discours péremptoirs sur la mauvaise qualité de l'information. Sur les RSN, l'ambivalence est à son comble. Les pratiques semblent principalement de consultation, surtout sur Facebook, le niveau d'anxiété sur les risques liés à une mauvaise réputation est très élevé, du moins pour les filles. Pourtant la plupart cumulent les comptes sur les différents RSN, se réfugiant depuis peu sur Snapchat qui leur semble assurer une plus grande discrétion.

4. Groupe 3 : des pratiques médiatiques audiovisuelles marquées par un désir d'évasion voire de régression et la recherche de ressources identificatoires ; un rapport aux RSN très clivé

Les pratiques médiatiques des adolescents du groupe 3 sont assez proches de celles du groupe 2, ce qui est cohérent avec leurs milieux sociaux d'origine. Mais elles s'en distinguent aussi, parce que le rapport à la culture est moins étayé, souvent plus méfiant, et qu'en même temps la recherche de supports d'identification est aussi plus vive. Des différences apparaissent également entre les jeunes délinquants suivis par la protection judiciaire qui ont des centres d'intérêt liés à la violence en général (établissement 3, 4, 5, 6), et ceux suivis par l'aide sociale à l'enfance qui ont parfois au contraire des pratiques plus enfantines et plus grand public (établissement 7,8).

Au sein des jeunes délinquants, ceux qui vivent l'enfermement dans un établissement pénitentiaire (établissement 4), ont des consommations de télévision plus élevées mais aussi des choix de visionnage et des pratiques de lecture spécifiques, ayant plus de temps à y consacrer que les autres. La bibliothèque présente sur leur lieu de vie leur offre en effet un accès facilité au monde du livre, mais il faut aussi voir dans certaines pratiques le résultat du travail d'accompagnement réalisé par les enseignants et les éducateurs, et l'ouverture culturelle qu'ils favorisent. Certains vont de ce fait développer des pratiques tout à fait dissonantes par rapport aux adolescents de même milieu social. Ainsi, Ignacio (établissement 4) évoque-t-il deux livres qu'il a lus de Tim Guénard, un auteur français qui est sorti de la délinquance, *Plus fort que la haine* et *Tagueurs d'espérance* mais aussi *Des fourmis* de Bernard Werber : « je croyais que c'était pourri et j'ai lu, ils expliquent tout sur les fourmis ». Le sujet l'a tellement intéressé, qu'il a commencé à en lire un autre. Certains vont découvrir des chaînes publiques de contenu plus exigeant comme Arte ou LCP. C'est le cas de Chems qui évoque dans son entretien une émission sur le droit des femmes qu'il a vue sur LCP et d'autres documentaires sur Arte.

Un rapport à l'information qui passe par l'audiovisuel plus que l'écrit entre repli sur soi et curiosité du monde

Les adolescents du groupe 3, comme ceux des autres groupes, ont un rapport à l'information différencié : certains sont très centrés sur eux et ne s'intéressent pas du tout à l'information, d'autres sont ouverts sur le monde. Ils lisent peu les journaux sur papier, ils accèdent aux actualités principalement par la télévision. Ce qui caractérise les jeunes délinquants c'est un rapport instrumental à l'information, comme à d'autres activités. Certains ne souhaitent faire que ce qui représente un intérêt direct, pour ne pas dire monnayable. S'ajoutent aussi d'autres facteurs, comme une certaine dépressivité, notamment en prison, qui fait que certains ne s'intéressent plus à grand-chose, comme Chouib. Crystal s'y intéresse au contraire pour préparer sa sortie, Apollina regarde beaucoup plus le journal que lorsqu'elle était « dehors ». Bunny a développé une curiosité vis à vis des actualités qu'il regarde dans sa cellule au moins 1h30 par jour, il n'a pas tout compris à la crise de la Grèce, mais ça l'intéresse. La richesse des sujets mentionnés dans les bandeaux des chaînes d'info en continu l'impressionne « y a plein de trucs qui se passent ». Wesson partage cette ouverture sur le monde, il critique même l'agenda des médias, et la place qu'ils ont accordé à la « sextape » des footballeurs, après avoir tant parlé des attentats. Le fait d'avoir de la famille à l'étranger peut aussi nourrir cette curiosité, parce qu'ils connaissent d'autres pays, et qu'ils y ont de la famille. C'est notamment le cas de Mustapha, qui passe souvent ses vacances en Tunisie. Dans l'établissement 3, trois des six garçons ont été les protagonistes directs ou indirects de faits divers médiatisés. Ils en ont déduit que les médias « sont des menteurs », ou « ne disent pas tout ». Ces informations-là en tout cas ont retenu particulièrement leur attention.

Forte consommation de télévision et recherche de ressources identificatoires

C'est le groupe qui cite le plus de séries familiales, comme *Malcolm*, *Ma famille d'abord*, *En famille*, sans doute pour y trouver des identités de substitution, le contexte affectif souvent marqué par des carences affectives et parentales pourrait l'expliquer. On perçoit chez plusieurs adolescents un investissement fort dans des séries notamment. A titre d'exemple, Adelaïde (établissement 8) aime beaucoup les séries et a remarqué que de plus en plus de séries offrent des rôles importants à des personnages homosexuels (*Orange is the new black*, *Emire*, *Pretty little Liars*). Elle trouve positive cette adaptation aux changements de société et y est d'autant plus sensible qu'elle a dû faire face à l'hostilité familiale vis-à-vis de sa propre orientation sexuelle. Crystal qui est peu investie dans les médias regarde cependant la télévision, et se rêve en vampire, comme la série qu'elle regarde sur NT1. Elle aime leurs dents, leurs ailes, le fait qu'ils volent et ne puissent vieillir. D'origine rom, elle y puise des identifications protectrices, écartelée entre des langues et des frontières qui séparent sa famille, entre la Serbie, l'Italie et la France, voler lui permet de rêver d'échapper à l'enfermement et aux difficultés du quotidien, sans compter le signifiant du vol qui est à l'origine de sa peine. Apollina (établissement 4) qui développe des identifications viriles et menaçantes, en se prenant en photo avec une « kalach », aime aussi regarder *Joséphine Ange gardien*, à cause de ses pouvoirs magiques. Elle se laisse aller à dire qu'elle aimerait bien avoir les pouvoirs de Joséphine, sortir de sa cellule la nuit, pour aller chez elle, et y revenir le matin.

Plus âgés que le groupe 2, certains adolescents ont cité au titre de leurs goûts culturels actuels des dessins animés pour enfants. Bingoro dans l'établissement 8 aime regarder *Avengers* et *Spiderman*, et les films de superhéros, Calliopée déclare regarder la chaîne pour enfants Gulli pour ses dessins animés (*Race, mes parrains sont magiques, les zinzins de l'espace*) mais visionne tout autant de mangas. Pour elle, les dessins animés sont importants, car ils permettent de « garder notre innocence » alors qu'« avec le monde actuel on a tous perdu notre innocence en quelque sorte ». *Le Roi Lion* est un des films préférés de Camil, qui regarde *les Contes de Grimm* sur Youtube, à côté de séries comme *Breaking bad*, ou *Corleone* sur la mafia (établissement 3).

La télé-réalité occupe cependant une place centrale dans leurs visionnages, plus encore que le groupe 2. Pas toujours par intérêt, souvent pour « passer le temps » (Chouib, établissement 4). Grands consommateurs de télévision en général, les autres types de contenus qu'ils affectionnent sont les émissions d'enquête, d'investigation (*90' d'Enquêtes, 66 Minutes, Zone Interdite, Crime, Enquête exclusive*), des récits d'affaires criminelles, comme *Faites entrer l'accusé*, ou encore des reportages sur la délinquance, les arnaques, les fraudes (sur TMC et W9).

Jeux vidéo : des pratiques intenses (comme le groupe 2), très précoces

Ils jouent également beaucoup aux jeux vidéo, sur des plate-formes variées avec une diversité moindre que celle du groupe 2. Certains sont cependant très passionnés. Dans l'ensemble, les jeux les plus consultés sont ceux déconseillés au moins de 18 ans par la signalétique PEGI, c'est à dire *GTA V* et *Call of Duty*. Ce trait de leur culture médiatique n'est pas différent du groupe 2. Ce qui les spécifie sans doute davantage c'est l'accès à ces jeux d'action et de mafia précocement.

Cinéma : les jeunes délinquants et l'imaginaire des gangs, les jeunes fragilisés dans une culture grand public

Ils vont peu souvent au cinéma, mais les univers recherchés diffèrent entre eux. La proximité des jeunes suivis par la protection judiciaire avec le monde de la délinquance les a conduits à développer une culture « guerrière », au sens où Thomas Sauvadet (2006) avait défini le capital guerrier dans les cités, qui s'exprime particulièrement dans leurs goûts cinématographiques et musicaux. Ils apprécient les films d'action, principalement ceux qui parlent de la mafia, de gangsters, des trafics. Cela s'explique en partie par la source d'identification que ces contenus constituent, notamment pour Ignacio et Samuel, qui sont intarissables et citent *Scarface ; Il était une fois dans le bronx ; Go Fast ; Scarface ; Mesrine ; Spiaggiari ; 36 Quai des Orfèvres ; Usual Suspect ; Corleone*. Les adolescents accompagnés par l'aide sociale à l'enfance préfèrent pour leur part des films grand public, tels que *Titanic, King Kong*, ou d'autres plus récents comme *Pattaya* ou *Good Luck Algeria*.

Musique : éclectisme, rap et recherche identificatoire

A la télévision, ils écoutent aussi beaucoup de musique sur la chaîne de la TNT D17. C'est au sein du troisième groupe que certains (comme Ignacio ou Mustapha) ont les goûts musicaux les plus éclectiques, allant de Tina Turner à Serge Gainsbourg, en passant par Bob Marley, Tupac. Mais, sur

YouTube le plus souvent, le groupe 3 écoute principalement du rap (*PNL, DTF, I Am, Niska, Gradur*, etc.), des groupes qui proposent des musiques de style principalement commercial, parfois aussi des groupes de rap dont ils connaissent les interprètes (*357MP*), avec des textes explicitement orientés vers l'univers de la drogue, des dealers, des armes à feu, même si ce n'est pas le cas de toutes leurs références (*Funky Family* et *I am* notamment proposent d'autres horizons). L'investissement des adolescents dans les textes des chanteurs est particulièrement fort. Ce genre de musique propose des répertoires d'identités et de postures dont ils peuvent se sentir proches, une caractéristique de ce style de musique que Dominique Pasquier avait observé dans des contextes non délinquants, relevant qu'il suscitait le « travail de soi le plus actif » (Pasquier 2005). A force de les écouter, ils en connaissent les paroles par cœur. Ainsi Chouib (établissement 4) était-il resté très défendu lors de l'entretien, Angélique Gozlan notait dans son rapport que :

« L'ensemble de ses réponses est lapidaire, pauvre, minimal. Il adhère aux réponses suggérées, ce qui implique un manque d'authenticité dans l'échange, [...] la récurrence des « je ne sais pas » laisse à penser une inhibition de la pensée ».

Lorsqu'il est sollicité pour donner son avis sur la prégnance de la violence dans la vie, il répond « dans la vie y a de la violence de partout », il ajoute « y a plus de morts que de naissances, donc il y a plus de violence que de joie », citant, sans le dire aux deux chercheuses, des paroles de la chanson *Sombre*, de Sinik :

« Ce soir je gratte le cahier, l'inspiration sortie d'une cage d'escalier [...] N'importe qui peut te descendre dans le 91 y'a plus de morts que de naissances J'ai pas le moral tous les jours c'est l'automne »

Bunny (établissement 4) écoute du rap français (*Lacrim, Jul, Kamikaz, Houari*). Les adolescents du groupe 3 préfèrent souvent le rap français au rap américain dont ils comprennent moins les paroles, du fait précisément que ces paroles disent pour eux quelque chose de leurs vies et jouent un rôle de soutien identitaire. Bunny aime ces chansons car il s'y reconnaît, elles lui « rappellent des histoires qu'[il] a vécues par exemple ». Le désir d'identification est sensible aussi quand « Wesson » choisit comme pseudo le nom d'un groupe de rap. Camil (établissement 3) a même peur du rap, tant le potentiel identificatoire lui semble dangereux.

Camil : J'écoute pas de rap moi.

GW : Y'a rap et rap, y'a le rap comme Gradur et le rap comme I am...

Camil : Les genres de mecs comme Gradur, ils passent même pas par mon cerveau. Ils te ramènent tous à ta chute si tu les écoutes. Tous des menteurs. Ils sont tous débiles. Je m'en fous de leurs vies, moi. Je les calcule pas, moi. Ouais, ils te ramènent tous à ta chute si tu les écoutes.

GW : qu'est-ce que tu veux dire par là ?

Camil : Ça veut dire, vu que y'a des gens qui sont tellement matrixés, ils vont faire que de les écouter, ils vont essayer de faire pareil que la personne, ce qu'elle dit dans ses musiques, mais sauf [que] ce qu'il raconte dans ses musiques, lui, le rappeur, il l'a jamais fait. Ça veut dire que, toi, tu vas aller comme un fou. La prison elle s'ouvre comme ça. [Il mime le geste de l'ouverture en écartant ses deux bras.] ils te ramènent à ta chute. »

Camil reconnaît alors qu'il écoute beaucoup de rap, mais que, pour se protéger de la malédiction des paroles, en quelque sorte, il ne va pas chanter les textes, il va juste écouter la musique, pour « s'ambiancer ». Ibrahima (établissement 4) connaît certaines phrases de rap par cœur, il dit pourtant qu'il n'aime pas ces phrases violentes, qu'il préfère le « vrai rap », celui qui dit des choses, qui dénonce.

Ibrahima n'aime pas en effet les contenus qui ne sont pas réalistes. Ivana Belouin, présente lors de l'entretien a vu dans cette préférence l'expression d'une fragilité psychique.

« Il se sert de programmes ou de jeux dont les codes rappellent ceux de la vie ordinaire, afin de ne pas s'en décaler ; ces médias deviennent alors un modèle de substitution auquel il doit se raccrocher pour maintenir des mécanismes adaptatifs »

Il s'agit là, probablement, d'un constat qu'on pourrait généraliser, au-delà du cas de Ibrahima. La sensibilité particulière que les jeunes délinquants ont manifestée à l'égard des paroles de rap, comme aux représentations qui leur semblent proches de leurs univers, est sans doute à mettre en parallèle avec les structures psychiques fragiles qui sont souvent les leurs, du moins à ce moment de leur vie, et qui sont, comme nous le montrerons plus loin, facilement intrusées par des images . Ils cherchent à les étayer avec des contenus qui les rassurent et construisent un rapport à la réalité stabilisant.

La fonction identificatoire des pratiques musicales est bien connue des sociologues de la culture. Elle est observée dès la préadolescence comme support pour la sortie de l'enfance (Octobre 2011). Ce qui est marquant dans cet échantillon c'est la permanence d'un lien fort à des pratiques qui dans les autres groupes sont devenues non pas inexistantes, mais secondaires par rapport à d'autres expériences d'affirmation de soi et de construction d'identité sociale. C'est aussi la force de ce lien pour un type de musique qui est davantage attaché à la prime adolescence.

Internet et RSN : des pratiques intenses et méfiantes

Le rapport des adolescents du groupe 3 avec internet s'avère particulièrement clivé entre des utilisations intenses, des réseaux atteignant fréquemment plusieurs milliers de contacts et des interruptions brutales du fonctionnement de leur compte, suite à des problèmes rencontrés soit avec la justice, soit des conflits interpersonnels, comme si Internet ne faisait pas partie des espaces de la vie sociale. Ils connaissent tous les réseaux sociaux et ont au moins un moment téléchargé les applications, Facebook, Snapchat, Instagram, Twitter, et parfois Tor. Ils utilisent souvent des pseudos, mais ce n'est pas toujours suffisant pour se protéger, étant donné l'ampleur de leurs réseaux, quand ils publient trop d'information ils apprennent parfois à leurs dépens qu'on peut aussi les retrouver sur ces réseaux, comme Wesson en a fait l'expérience poursuivi par une bande, il en déduit que Facebook, « c'est un annuaire ». On retrouve dans cette analogie le thème de la carte d'identité numérique, évoqué dans le groupe 1, mais sur un mode minimaliste, et principalement défensif qui les conduit parfois au retrait complet.

L'établissement 3 permet d'illustrer ce clivage. La plupart d'entre eux ont le souci d'être conformes à la norme sociale, et le fait « d'avoir tout » c'est-à-dire d'ouvrir des comptes sur toutes les grandes plateformes disponibles relève de cette préoccupation de normalisation. Mais ayant peu d'inhibitions, ils capitalisent un nombre de contacts particulièrement impressionnants. Sur Facebook, Camil a 3000 contacts et 2000 sur Twitter, mais il a un jugement péremptoire sur ces RSN, « ça sert à rien ». Il dit qu'il était « geek » avant, probablement avant ses soucis avec la justice, il savait « tout faire » créer des sites, créer des forums pour écouler des marchandises. Pour lui, internet c'est simple, « il suffit de lire les modes d'emploi », ou de regarder les tutoriels de YouTube, c'est comme ça qu'il

sait craquer des téléphones, débloquent le code d'un iPhone. Il publie très rarement sur Facebook, et pourtant il pense que ce qu'il publie ne pourra pas être retourné comme preuve contre lui. Il publie de ce fait volontiers des images transgressives de lui sur Snapchat, en train de fumer du cannabis. Sur Facebook, il évite ce genre d'image car il a beaucoup de famille dans ses contacts, de la famille de France, mais aussi des cousins du Maroc. Adel, plus taciturne, a donné moins de détails sur ses compétences numériques, mais il est connu des services de la PJJ pour être un geek, et soupçonné de hacker. Effectivement pendant l'entretien, l'informatique et les jeux vidéo sont les seuls centres d'intérêt qui l'animent. Mais il a supprimé son compte sur Facebook, il est conscient d'ailleurs du fait qu'on peut le désactiver et non le supprimer, ce qui manifeste une compétence instrumentale développée. C'est sur YouTube qu'il a appris comment installer un ordinateur, comment installer Windows. Mais il utilise maintenant uniquement son téléphone pour des messages sms ou des appels, et sait désactiver la géolocalisation. Ses parents lui ont supprimé son ordinateur. Les usages qu'ils ont des RSN façonnent leur représentation de ces RSN, ils sont plusieurs à ne pas imaginer l'intérêt social de Facebook, ni son intérêt professionnel. Ils y vont pour parler, Yacine utilise Facetime pour parler avec ses amis, il aime publier des photos et avoir des personnes qui s'abonnent à sa page, sur Snapchat il publie régulièrement des stories qui sont vues par ses copains du quartier. Ils y vont aussi pour collectionner les contacts féminins, mais n'imaginent pas un usage professionnel en dehors des trafics qui sont succinctement évoqués. Yves de ce fait considère que les RSN ne servent à rien, pour lui « c'est des bêtises ». Au collège, il a eu un compte Facebook pendant « une journée » :

Yves : J'ai créé, j'ai rien compris, j'ai arrêté tout de suite.

SJ : Autour de toi, tu as des copains qui y sont ?

Yves : Oui, les gens, ils disent faut aller sur Facebook ? Moi j'aime pas les trucs comme ça. J'aime pas être fixé à rien faire devant un écran. Les gens tu peux les voir directement, avec les réseaux, tu te caches derrière un écran.

SJ : Si tous les gens y sont ?

Yves : Moi, je suis pas intéressé. J'ai des potes, ils me racontent des histoires qu'ils ont sur Facebook. J'en ressens pas le besoin. C'est des bêtises.

Yves a des usages très retréints de l'internet. Ayant développé une méfiance extrême vis-à-vis des médias, il ne veut pas même utiliser les recommandations de YouTube pour découvrir de nouvelles chansons, il préfère écouter les conseils directs de ses copains. « Le monde virtuel ne l'intéresse pas » comme le note Geoffroy Willo dans son rapport. Si l'on suit le raisonnement d'Yves, ne pouvant comprendre immédiatement le fonctionnement de Facebook, il a préféré arrêter. On peut penser que la volonté de contrôle et d'immédiateté l'empêche au final de comprendre l'utilité sociale des RSN, niant par là-même la place de ces espaces publics dans la société.

Le groupe 3 a des pratiques proches de celles du groupe 2, tournées vers la télévision, les programmes de télé-réalité, les séries grand public, la musique hip hop et le rap. Mais ils semblent avoir un rapport plus intense avec les programmes audiovisuels et les chansons de rap, comme si la recherche de ressources identificatoires était pour eux plus vitale, du fait de repères familiaux plus déficients. Les jeunes délinquants cultivent davantage les contenus qui peuvent étayer des identités de toute puissance et de marginalité, à travers des films de gangsters, ou des chansons de rap orientées vers les univers de la drogue, des trafics, des gangs. Sur les RSN les comportements sont plus clivés encore que dans le groupe 2, particulièrement pour les jeunes délinquants. Ils alternent entre des

moments d'activités très intenses, avec des réseaux d'une ampleur impressionnante, destinés avant tout à faire des rencontres et à diffuser une image dans le quartier, et des moments de retrait absolu, comme si on pouvait dénier à ces réseaux tout rôle social. L'idée même d'une régulation des contenus sur les RSN leur semble irréaliste.

Conclusion

La plupart des adolescents de notre échantillon partagent des pans de leur culture médiatique, ils ont cité des blockbusters états-uniens, dans le registre de l'action, des Marvel, comme les *Spiderman*, des films de science-fiction, des dystopies. A la télévision, les pratiques sont contrastées mais certaines séries, les dessins animés humoristiques traversent les barrières sociales. Les jeux vidéo les plus vendus (comme *GTA V*, *Call of Duty*, *Clash of Clans*) ont été pratiqués par la plupart des garçons et une partie des filles. Ils circulent sur les mêmes plateformes, YouTube, Facebook, Snapchat, Instagram. Mais leurs pratiques sont, sur YouTube différenciées même si la plupart connaissent les « chaînes » d'humoristes, comme Norman, Cyprien, Natoo, et que les filles déclarent regarder des tutoriels de mode ou de maquillage. Loin d'une homogénéité des références, les entretiens ont montré une polarisation des pratiques médiatiques dans chaque groupe.

La culture médiatique du groupe 1 est marquée par un goût pour l'écrit et la médiatisation des savoirs, un certain éloignement des médias audiovisuels, même si ce n'est pas le cas de tous (notamment dans l'établissement 2). Les choix s'expriment aussi bien positivement parce qu'on va consulter volontairement, les séries essentiellement d'origine nord-américaine, jugées classantes, qui les rapprochent des goûts des cadres, une culture cinématographique éclectique, qui n'est pas entièrement centrée sur les *blockbusters*, à l'incitation des parents, et par les contenus qui sont évités, émissions de télé-réalité, films d'horreur notamment. La perspective des études supérieures et la stimulation intellectuelle des parents construisent un rapport aux médias d'information fait de curiosité et d'ouverture à l'information internationale. Le rapport à internet et les publications qu'on peut faire sur les RSN sont l'objet d'une attention particulière. L'enjeu perçu est celui de la construction d'une identité numérique valorisante, dans un contexte de fort contrôle social et de fort contrôle de soi. Les deux établissements présentaient cependant des différences sur ce point : dans le 1^{er} établissement les jeunes étaient capables de discuter longuement de leurs stratégies, faites de présence et de « nonchalance », travaillant le champ et le hors-champ, pourrait-on dire, travaillant à maximiser la conscience de l'image que les publications peuvent projeter de soi ; dans le second établissement les jeunes développaient une relation plus confiante et décontractée à leur public et faisaient primer le partage d'une représentation de soi sociable, « cool ».

La culture médiatique du groupe 2 se caractérise par des pratiques communes aux milieux populaires, la télévision reste très présente même si les pratiques plus individuées sur les téléphones portables, le téléchargement de séries, le visionnage de vidéos sur YouTube viennent s'ajouter à elle et tendent à la supplanter. Le rapport des jeunes à l'information est ambivalent, marqué par une méfiance à l'égard des médias qui ne diraient pas la vérité, en même temps qu'une curiosité sur le monde auquel les médias donnent accès, tournée sur des sphères culturelles variées peu rencontrées dans le groupe 1, Corée, Turquie, Maroc. Cette curiosité se double parfois d'une certaine naïveté dans la confiance

faite à des programmes de divertissement, qui peut coexister avec des discours péremptaires sur la mauvaise qualité de l'information. Sur les RSN, l'ambivalence est à son comble. Les pratiques semblent principalement de consultation, surtout sur Facebook, le niveau d'anxiété sur les risques liés à une mauvaise réputation est très élevé, du moins pour les filles. Pourtant la plupart cumulent les comptes sur les différents RSN, se réfugiant depuis peu sur Snapchat qui leur semble assurer une plus grande discrétion.

Le groupe 3 a des pratiques proches de celles du groupe 2, tournées vers la télévision, les programmes de télé-réalité, les séries grand public, la musique hip hop et le rap. Mais ils semblent avoir un rapport plus intense avec les programmes audiovisuels et les chansons de rap, comme si la recherche de ressources identificatoires était pour eux plus vitale, du fait de repères familiaux plus déficients. Les jeunes délinquants cultivent davantage les contenus qui peuvent étayer des identités de toute puissance et de marginalité, à travers des films de gangsters, ou des chansons de rap orientées vers les univers de la drogue, des trafics, des gangs. Sur les RSN les comportements sont plus clivés encore que dans le groupe 2, particulièrement pour les jeunes délinquants. Ils alternent entre des moments d'activités très intenses, avec des réseaux d'une ampleur impressionnante, destinés avant tout à faire des rencontres et à diffuser une image dans le quartier, et des moments de retrait absolu, comme si on pouvait dénier à ces réseaux tout rôle social.

Dans tous les groupes, les jeunes abordent internet à partir de leurs propres sujets d'intérêt, et en profitent pour creuser des pistes qui correspondent à des formes de recherche de soi (dans le graphisme, la présentation de soi, la connaissance scientifique, la découverte de cultures différentes de la leur...). Ils manifestent tous des niveaux d'inquiétude élevés vis-à-vis des conséquences de leurs publications sur les réseaux sociaux. Mais ils l'abordent chacun avec les ressources qui leur sont propres. Le groupe 1 développe les principes d'une stratégie nourrie d'une forte réflexivité pour maîtriser la « carte d'identité » que les RSN donnent de soi et rationaliser les peurs. Le groupe 2 développe une attitude plus souvent méfiante vis-à-vis des RSN tout en restant très attirés par le modèle de communication visuelle et intensive, notamment à travers Snapchat. Le groupe 3 semble plus démuni et adopte des attitudes particulièrement clivées.

Chapitre 4. La rencontre des adolescents avec les images violentes, sexuelles et haineuses

1. Images violentes, sexuelles, haineuses, images « trash »

Définitions et méthode d'identification des images « trash », et des émotions ressenties

Nous avons défini dès le début de ce projet les images « trash » comme des représentations réifiées de l'être humain (pornographiques, violentes, haineuses). Elles ne relèvent donc pas d'un genre en particulier, elles se définissent plutôt par l'impact qu'elles peuvent avoir à la réception, en étant perçues comme une atteinte plus ou moins grave à une forme de dignité humaine. L'atteinte à la dignité humaine sur le plan juridique rejoint la notion de réification au sens le plus fort du terme, il s'agit de traiter l'être humain comme une chose. Cela peut arriver dans le traitement photographique de personnes décédées, ou blessées. L'arrêt célèbre du conseil d'Etat sur le lancer de nain³³ confirmait une dimension attentatoire à la dignité humaine dans le fait de traiter un être humain comme un projectile, du fait de sa petite taille. Monsieur Wackenheim, qui se voyait ainsi privé de travail n'a cessé de contester (en vain) cette décision³⁴. Ceci pour rappeler que la notion de dignité humaine sur le plan juridique peut avoir des effets contraignants. Les arrêts de la Cour européenne des droits de l'homme sur les photographies du préfet Erignac au moment de son assassinat en pleine rue considèrent qu'il y a eu atteinte à sa vie privée, sur la publication d'une photo de Ilan Halimi prise par ses ravisseurs, et considérée comme dégradante, les arrêts du Conseil d'Etat sur l'interdiction du spectacle de Dieudonné du fait des messages antisémites, qualifiés d'atteinte à la dignité humaine, nous donnent une idée de la diversité des formes de réification qui peuvent être considérées par le juge comme dégradantes pour la personne humaine³⁵. Ici, la définition que nous utilisons n'est pas de cette nature, elle est plus large.

³³ CE 27/10/1995 Commune de Morsang s/Orge.

³⁴ ComEDH, Wackenheim c. France, req. n° 29961/96, 16 octobre 1996, et CDH, Wackenheim c. France, Communication n° 854/1999, 26 juillet 20002.

³⁵ CEDH 71111/01, 14/06/ 2007 Filipacchi c France, C. Cassation 1/7/2010, Condamnation du magazine Choc confirmée par

Elle englobe des formes de représentations audiovisuelles qui sans être interdites nécessairement étaient jusqu'au développement du web commercial soumises à un contrôle *a priori* (comme pour le cinéma) ou *a posteriori* (comme pour la télévision) en tant que pouvant porter atteinte à la « protection des mineurs » c'est-à-dire à la sensibilité et à la mise en place des repères de la société globale pendant la période d'acquisition de ces repères. Il s'agissait à la fois de ne pas perturber leur équilibre émotionnel, et de ne pas brouiller leurs repères. Les médias télévisuels et les jeux vidéo continuent de mettre en œuvre ce principe de protection des mineurs. A la télévision, les recommandations du CSA ont renforcé le système de protection des mineurs au début des années 2000, en cherchant à contrer l'augmentation de la diffusion de programmes pornographiques à la télévision par l'édiction de normes visant à en canaliser la diffusion auprès des seuls publics majeurs, en cherchant également à limiter la diffusion de programmes valorisant la violence comme les spectacles de « free fight », en mettant en garde les chaînes lors de la diffusion de programmes de télé-réalité qui risquaient de porter atteinte à la dignité humaine³⁶. Mais les plateformes numériques n'y sont pas soumises et sont animées par une dynamique de surenchère.

Dans les entretiens avec les jeunes, la question des violences causées par les images a été abordée sous trois angles, celui des images « violentes », celui des images « sexuelles », celui des interactions violentes ou haineuses sur les réseaux. La notion de violence n'a pas été définie par les enquêtrices, renvoyant systématiquement à la perception subjective de l'enquêté. La notion d'image sexuelle non plus. Les contenus médiatiques désignés par les enquêtés comme violents ne contiennent donc pas toujours des images que nous qualifierions d'images violentes, sexuelles et haineuses, en particulier lorsqu'il s'agit d'images rencontrées dans l'enfance. Il s'agissait en effet de mesurer le niveau de sensibilité des adolescents, de recueillir leurs émotions lors du visionnage de ces images, leur capacité d'analyse des images, leur perception des enjeux sociaux de leur production et de leur diffusion. Pour comprendre les mécanismes d'insensibilisation ou de banalisation décrits par la littérature, pour comprendre aussi le contexte de médiation parentale dans lequel leur relation avec les écrans a été construite, il leur a été demandé de remonter à leurs pratiques médiatiques enfantines, et aux images violentes et sexuelles rencontrées dans leur enfance, puis leur adolescence. Lorsque les enquêtés décrivaient un univers numérique dans lequel la violence était très présente, il leur a été demandé d'évaluer ces violences au regard des violences qu'ils connaissaient dans leur environnement physique proche. Enfin, chaque fois que l'organisation du temps l'a permis, il leur a été demandé de décrire et de donner leur avis sur 2 images extraites de jeux vidéo et de publicité, l'une mettant en scène une relation de violence, l'autre une relation sexuelle ou à connotation sexuelle. Afin de minimiser

la CEDH 2016 n° 4683/11, 25/2/ 2016. Voir aussi CE 10 janvier 2014 et 11 janvier 2014, Société les productions de la Plume, Dieudonné M'Bala M'Bala, et le commentaires dans la revue AJDA 21 avril 2014, p 867 et suivantes.

³⁶ Recommandation du CSA du 26 juillet 2005 aux éditeurs et distributeurs de services de télévision diffusant dans les collectivités territoriales outre-mer des programmes de catégorie V ; Recommandation du CSA du 20 décembre 2005 sur la retransmission de certains types de combats.

l'impact émotionnel de ces images, elles ont été présentées à partir d'une reproduction en noir et blanc³⁷.

Sensibilité aux images violentes dans l'enfance

Les images qui ont choqué dans l'enfance

Les adolescents du groupe 1 dont la majorité a été très protégée dans leur enfance, ont appris à préserver leur sensibilité, ils vont donc parfois être choqués par des contenus beaucoup plus rapidement oubliés par d'autres. Dans l'établissement 1 qui rassemble un haut niveau de lecteurs, ce sont des livres qui peuvent avoir choqué. Olga se souvient d'une bande dessinée avec Scooby Doo et des vampires dont elle a eu peur pendant des mois. Céline déclare qu'elle a été choquée à 13 ans par un livre qui évoquait le viol d'une jeune fille par son beau-père : « Après pendant deux mois je faisais, ce n'est pas que je faisais des cauchemars mais que je n'arrivais pas à m'endormir parce que, voilà, j'avais peur que quelqu'un vienne... » L'exemple rappelle que les angoisses liées aux médias sont des alertes liées à des processus endogènes et exogènes, la rencontre entre une angoisse pré-existante et un contenu qui vient la représenter sans que « le sujet [ne l'ait] suffisamment cherché et qu'il se soit en conséquence suffisamment préparé à sa révélation. » (G. Willo, entretien avec Céline).

« La « réception » de la violence du jeune adolescent montre donc au travers de ce souvenir rapporté par Céline qu'elle se détermine à l'articulation d'un double mouvement, à la fois endogène et exogène. Cette logique de réception à la fois interne et externe a par ailleurs été évoquée [également] par Maël, qui jugeait que la violence des écrans était pour lui particulièrement active « dans ce qui se devine » et qui conduit le jeune spectateur à créer l'expression manifeste de sa propre violence latente. » (G. Willo entretien avec Céline).

Dans le même registre, et sans que l'on puisse dans le cadre de l'entretien comprendre la nature de cette angoisse endogène, Alexis se souvient qu'il avait peur des petits hommes verts sur une pochette de film à l'aéroport, il se souvient aussi très bien d'une scène de violence contre une femme, qui l'avait angoissé dans *Star Wars* qu'il a vu à 5 ans. Valentine a eu du mal à supporter de voir, enfant, la scène de la cicatrice qui s'ouvre dans le film *Harry Potter*. Achille et Alizée dans l'établissement 2 ont également mentionné une difficulté à regarder *Harry Potter*, Achille ne l'a surmontée qu'en lisant chaque livre « des dizaines de fois ». Angélique Gozlan y voit un mécanisme de réassurance pour répondre à une angoisse de perte liée non au livre lui-même mais au contexte d'un déménagement auquel le livre a été associé.

C'est d'ailleurs au moment du déménagement qu'il commence à lire les Harry Potter. N'y a-t-il pas ici dans la lecture de ces ouvrages une fonction sécurisante permettant de maîtriser les angoisses de perte ? Nous pourrions comprendre cette répétition de lecture comme une tendance restitutive qui serait une tentative de résoudre une tension interne. (A. Gozlan, entretien avec Achille)

Il s'agit là aussi d'un mécanisme qui rappelle que les angoisses suscitées par des contenus médiatiques sont prises elles-mêmes dans les contextes émotionnels que vivent les sujets. Si

³⁷ Voir en annexe.

généralement dans le groupe 1, les parents sont attentifs à ne pas laisser leurs enfants face à des contenus trop violents, les enfants par crainte d'être éloignés des écrans peuvent taire leurs émotions, voire ne pas être entendus. C'est ce qui arrive à Noémie qui regarde avec son père (séparé) et sa grande sœur la série *Medium*, dont une scène l'angoisse particulièrement. Mais son père n'en tient pas compte ou ne s'en rend pas compte. Joseph (établissement 2) est quant à lui particulièrement exposé par son père (séparé) qui regarde en sa présence des films d'horreur probablement depuis qu'il a un an. Ce type de surexposition précoce n'a pas été évoqué par d'autres enquêtés.

Dans le groupe 2 le niveau de protection assuré par les parents semble relativement important pendant l'enfance, du moins par rapport aux programmes audiovisuels, car il semble plus faible vis-à-vis des jeux vidéo sans être inexistant, selon les cas. Mais en l'absence des parents, la présence des cousins et des grands frères ou sœurs peut faciliter l'exposition à des films d'horreur, précocement, c'est ce dont témoignent Ouarda et Tiana dans l'établissement 10. Tiana, qui depuis a vu de nombreux films d'horreur, avait depuis voulu retrouver le film qui l'avait choquée, *Le cercle de la mort*, sans y parvenir.

Elle se souvient assez précisément du film : « Il pleuvait, le mari était dans la voiture, la dame bizarre-là, elle a coupé sa tête en fait, juste cette partie y avait du sang, sinon les autres parties ça faisait peur parce que ... le suspense. »
SJ lui demande si c'est la vision de la tête coupée qui lui a fait peur, elle dit que non.
« Ma sœur elle a peur du sang, moi j'ai pas peur du sang, c'est normal le sang ».
Ce qui lui a fait peur c'est « Comment déjà la femme elle a des longs cheveux jusqu'à ses pieds, et quand un moment la mère de famille elle a porté, et y a une dame dans le placard, ça déjà, cette partie, ça m'a fait peur. Un moment, dans la baignoire, un enfant prend un bain, et elle le noie dans la baignoire. C'est des parties comme ça qui font peur, parce qu'on ne s'y attend pas. »

Nathalie a vu *Blood Diamond* vers 9 ans (film interdit aux moins de 12 ans) et se souvient d'une scène de décapitation. Marcia se souvient d'avoir vu vers 6-8 ans plusieurs films d'horreur, *Le Cercle*, *Destination Finale 1, 2 et 3*, *The Grudge*, elle pense qu'elle n'avait pas eu peur sur le moment, mais maintenant, elle « préfère pas en regarder » parce qu'elle a « peur d'avoir peur ». Pour Abélia, la première fois qu'elle a vu des scènes choquantes est associée au film *La passion du Christ*, dont sa mère avait un DVD. Le sujet religieux du film fait que des personnes de religion chrétienne, comme sa mère, ont pu en minimiser la violence et l'impact émotionnel et mal apprécier le choc que ces images pouvaient représenter.

Dans le groupe 3, l'enfance a été difficile à aborder avec les jeunes délinquants. Ils ont peu de souvenirs, ou ne souhaitent pas trop en parler. Crystal se souvient qu'elle a vu *L'exorciste*, enfant, mais ne peut dire grand-chose de son ressenti. Les jeunes suivis par l'ASE ont davantage pu parler de leur enfance et de leur culture médiatique d'enfance mais n'ont pas évoqué de souvenirs d'images qui les auraient choqués.

Les contenus médiatiques violents dans l'enfance

En dehors des images qui ont choqué les enquêtés dans leur enfance et des souvenirs qui y sont attachés, le menu télévisuel et vidéoludique a apporté des références de violence différentes selon les groupes. La limitation du visionnage de la télévision s'est accompagnée très souvent dans le groupe 1 d'une limitation de l'accès aux jeux vidéo qui sont un des accès privilégiés au contraire de l'accès du

groupe 2 aux univers de violence, avec les jeux de combat comme *Tekken* (classé +12 voire +16 par PEGI selon les versions, pour sa violence contre des personnages humains, 12 quand la mise en scène n'est pas réaliste), les jeux d'aventures dans les gangs, comme *GTA* (classé +18 par PEGI pour la plupart des versions, pour « extrême violence, meurtres gratuits, violences contre des personnes sans défense, langage vulgaire »), ou *Call of duty* (+18 pour « extrême violence, meurtres gratuits, violences contre des personnes sans défense », selon PEGI). Dans le groupe 2, certains ont rencontré une interdiction parentale, qu'ils ont pu détourner, comme Farid, qui se souvient de ses subterfuges pour échapper à la vigilance de sa grand-mère chez qui il vivait alors :

« Farid : je jouais à GTA

SJ : Ah oui, en primaire ?

Farid : Oui, je le piquais à mon oncle, en cachette je jouais (sourire dans la voix)

SJ : Mais je croyais que votre grand-mère vous surveillait un peu ?

Farid : Je jouais pas dans le salon, elle fait la cuisine, elle a pas le temps des fois, elle regarde pas ...Je vais dans la chambre jouer, mais elle, elle comprend pas, parce que elle parle pas bien français, tout ça, elle voyait pas c'était quoi GTA, je faisais attention, quand elle était là, je conduisais une voiture, c'est tout, (il rit). [...] Après, ma mère, quand elle a vu que je jouais à ça, elle me laissait pas jouer.

SJ : Mais vous n'étiez pas chez elle ?

Farid : Mais j'ai ramené la console chez moi [le week end], elle a vu le jeu. Elle m'a dit « tu joues plus », elle l'a gardé. Je sais plus où il est. Je l'ai pas repris. » (entretien individuel Farid, établissement 11)

Avec le recul, Farid est capable de comprendre l'attitude de sa mère, quand on le lui demande.

« Farid : C'est un jeu violent. C'est pas de mon âge, voler des voitures, tuer des gens dans la rue, même si moi je voyais pas de mal, je voyais très bien que c'était un jeu[...] Mais bon, elle a raison, pour un enfant c'est pas bien.

SJ : Mais vous petit, qu'est-ce que vous vous disiez de tuer des policiers dans la rue...

Farid : C'est marrant en fait.

SJ : Ça vous amusait ?

Farid : Je voulais tenter pour voir ce que ça donnait. (ibid.)

Farid qui a été entouré par sa grand-mère et ses oncles, avec des parents éloignés mais bienveillants, a en effet une capacité d'analyse assez développée. En dehors des jeux vidéo, les enquêtes particulièrement dans le groupe 2 ont cité les dessins animés *Dragon Ball Z* et *Fairy Tail* dont les scénarios sont construits sur des combats permanents.

La confrontation récente aux images violentes

Les images violentes rencontrées peuvent l'avoir été au cinéma. Au sein du groupe 1, certains disent avoir vu des scènes de violence dans des films qu'ils regardent car ils connaissent le nom du réalisateur et ont envie de voir les films qu'il sort. C'est le cas d'Olga et d'Candice, qui sont respectivement allées voir des films de Quentin Tarantino et de Stanley Kubrick et sont sorties de ces séances relativement choquées. La pression du groupe est un des moteurs de l'exposition à des images violentes qui relèvent de la culture du groupe. Valentine, qui fait partie du groupe 1, a été marquée par des soirées « Halloween », où, avec des amies, elle regardait des films d'horreur. C'est aussi ce type de film que Sophie, comme d'autres membres du groupe 2, sont régulièrement allés voir au cinéma avec leurs amis. Plusieurs filles expliquent qu'elles doivent résister à une certaine pression du groupe pour faire accepter, quand c'est le cas, qu'elles n'aiment pas les films d'horreur. Manifester sa sensibilité

est en effet toujours difficile pour des adolescents. Même dans l'établissement 1, dans lequel les jeunes sont particulièrement protégés de ces images, ne pas aimer une série à cause de sa violence n'est pas facile à assumer devant le groupe. C'est frappant pour Céline (établissement 1) comme pour Angèle (établissement 2), qui, lors des entretiens collectifs mentionnent qu'elles connaissent *Game of thrones* mais ne la regardent plus, alors qu'elles n'expliqueront qu'en entretien individuel le fait que cette série soit trop violente à leur goût. Toujours dans le registre de la fiction, s'ajoutent les images de violence vidéo-ludique rarement présentées par les adolescents comme leur posant problème. A leur âge, quand ils ne les aiment pas, ils les évitent. Quand ils les aiment, ils les visionnent parce qu'ils aiment le gore, parce que ça les détend, voire parce que ça les défoule de pouvoir tuer virtuellement des gens, même si c'est parfois de façon très réaliste.

Certains se rendent aussi sur des sites spécialisés dans la violence (ont été cités notamment « webchoc », un site russe, « goregrish », un site américain en anglais, « reddit » pour sa page *morbidity*). Cette recherche d'images-chocs est plus systématique dans le groupe 3. Arthur et Yacine visionnent des « vidéos de fou » (évoquant le nom du site videodeouf) qui contiennent notamment des scènes de décapitation, tout comme Ignacio, qui trouve ce genre d'images ainsi que des viols sur le site d'une mafia russe. Toujours dans le même groupe, Chems va en ligne voir des images d'exécution, de lapidation et Apollina consulte régulièrement le site « choc.com » afin de trouver des vidéos de bagarres, qu'elle aime « trop ». La recherche d'images violentes apparaît aussi mais de façon relativement contrôlée et ponctuelle dans les groupes 1 et 2. Dans la section intitulée *Morbide curiosity* du site Reddit, Guillaume et Pierrick (groupe 1) sont allés voir des images de fractures ouvertes, de femmes cancéreuses, dans le but de « comprendre la mort » et d'affronter la peur de la mort.

Mais très souvent il leur suffit de consulter leurs comptes sur les RSN pour se trouver face à face avec des images qui les choquent et les renvoient où non sur des sites externes. Le constat s'est imposé au fil des entretiens, les adolescents sont confrontés à de très nombreuses images violentes sur les RSN et en particulier sur Facebook. Le constat a surpris l'équipe au départ, même si la question du filtrage sur les grandes plateformes revient depuis 2015 régulièrement à l'actualité. Un des paradoxes de Facebook est en effet que le réseau se prétend à la fois être un espace sûr, amical, censurant des tableaux comme *L'origine du monde*, au nom de la pudeur, sur le mur des comptes, alors que des vidéos pornographiques, des vidéos de violences sexuelles, des vidéos de violence peuvent circuler sur les fils d'actualité au motif, quand elles sont signalées, qu'elles ont ou pourraient avoir un caractère informatif (voir la déclaration de Monika Bickert en décembre 2015, déjà citée au chapitre 1).

Ces images-chocs sont probablement parmi les plus partagées, avec les vidéos humoristiques. En effet, face à des images choquantes, pour supporter les émotions qu'elles suscitent, les adolescents ont souvent tendance à les montrer à d'autres, comme le font leurs frères ou sœurs, copains, et même certains parents, quand ils sont choqués eux-mêmes par des images. Sur les réseaux sociaux, les vidéos partagées sont de ce fait souvent des vidéos fortes émotionnellement. En voici quelques illustrations qui permettent de comprendre aussi le trouble qu'elles causent. Kady recevait « parfois » sur son compte des vidéos d'accidents. Elle a préféré fermer son compte depuis, et mais se souvient encore des images qu'elle a visionnées il y a quelques mois sur son fil d'actualité.

Kady : [...] ils montraient une vidéo de quelqu'un, il était monté dans une tour, mais il n'avait pas de protection sur lui, donc après, il est monté jusqu'au sommet, après il est descendu comme ça, donc on le voyait descendre, et on le voyait tomber...

SJ On le voyait tomber du haut d'une tour ?

Kady : Oui, voilà.

SJ : Et s'écraser ?

Elle hoche la tête.

SJ : Ça vous a choquée ?

Kady : Oui, un petit peu. Ils montraient aussi une personne qui s'est fait percuter par une voiture. [...] Une autre aussi par un camion.

SJ : Ce sont des chaînes d'accident ?

GW Ça, c'est sur FB ?

Kady : C'est des gens, ils montrent des vidéos comme ça. [...]

SJ : Que faisiez-vous devant ces images ?

Kady : Je sais pas, je suis choquée.

SJ : Vous regardiez jusqu'au bout ou vous évitiez ces images ? Comment vous faites ?

Kady : Je regarde jusqu'au bout, après je change directement. Je regarde autre chose. Je regarde plus des images et des vidéos comme ça [après l'avoir vue].

Et maintenant, elle ne regarde plus « d'images choquantes ».

C'est le même genre de vidéo qu'Ouarda voit grâce aux recommandations de son frère. Il aime beaucoup « regarder des vidéos d'accident » mais quand il voit des piétons se faire renverser « là, il est choqué ». Redda (établissement 6) en a vu une du même genre sur YouTube. Il raconte la dernière qui l'a choquée, la présentant comme « une vidéo qui fait peur » :

« Une dame qui rentre chez elle avec son téléphone, elle rentre de ses courses normalement », « et quand elle est rentrée, elle a posé ses affaires, elle s'est retournée et y'avait quelqu'un qui lui a fait une blague, qui était derrière elle et qui lui a fait peur. En fait, elle a eu peur, elle a couru, et la blague a mal tourné parce que, elle a couru, elle est sortie de chez elle, elle a traversé la route, et au moment où elle a traversé la route en courant, y'a une voiture qui est venue et qui l'a percutée ».

Redda a vu cette vidéo récemment et cherche à préciser les sentiments qu'il a eus à l'égard de la vidéo, mais aussi de celui qui l'a produite et diffusée.

« Ça m'a pas fait peur ni choqué ni... mais voilà, franchement, j'ai dit le gars, il est complètement débile, parce qu'il a filmé pendant ce temps-là ! En plus il trouve ça marrant de faire peur aux gens qui rentrent chez eux.

SJ : Qu'est-ce que vous, vous en pensez, c'est pas drôle ou c'est plus grave ?

Redda : C'est pas drôle et c'est plus grave parce que, certes c'est un jeu, tu voulais rigoler mais c'est pas marrant, la personne, elle se retrouve sous les roues de la voiture. Y'a rien de marrant là-dedans. Franchement, c'est pas ça m'a choqué, ça m'a plus déçu quoi. Ça m'a déçu, moi je pensais que ça allait être drôle.

Selon Redda, cette vidéo n'est pas un montage mais filme un accident réel, car la personne continue de filmer pendant que les pompiers arrivent. Ce qui l'a le plus choqué c'est le fait de filmer cette scène et ensuite de la publier en ligne sur YouTube, alors qu'une personne est « passée sous les roues » d'une voiture. Il a vu cette vidéo sur la recommandation d'un de ses contacts, en l'occurrence celle de sa cousine. Et s'il n'est pas choqué, car peu de garçons osent avouer qu'ils sont choqués, encore moins ceux qui sont suivis par la PJJ, il sait libérer sa colère contre la diffusion de cette vidéo et désigner un responsable, formulant donc un point de vue personnel qui tient compte à la fois de l'opportunité de médiatiser cet accident, mais aussi de ce qui lui semble insupportable, la confusion entre le drame qui se déroule et la dérision.

Il explique aussi son éloignement vis-à-vis de Facebook par le fait qu'il avait vu, étant « plus petit » la vidéo « d'une fille qui se faisait violer ». « Moi, c'est pas mon délire, c'est pour ça que j'ai arrêté toutes ces bêtises », c'est-à-dire qu'il a pris de la distance vis-à-vis de Facebook. Il dit qu'il n'a pas regardé cette vidéo, car la présentation que lui en avait faite un ami lui a suffi. Il ne souhaite pas regarder ce genre d'images, même pour la dénoncer. La résistance que manifeste Redda vis-à-vis de la pulsion scopique est très claire, mais pas toujours facile à mettre en œuvre pour les adolescents, quel que soit leur milieu social.

Sur les RSN, et en particulier sur FB, les enquêtés rencontrent donc des images violentes, c'est-à-dire relatives à des actions qui recourent à la force au risque de faire souffrir, voire de tuer. Ces images sont souvent trash, c'est-à-dire porteuses de formes de réification. Pour reprendre quelques-uns des exemples cités par eux comme des images qui leur font violence et ont donc un potentiel d'effraction et d'anxiété, ce sont d'abord des vidéos de bagarre qui circulent sur les fils d'actualité des groupes 2 et 3, plus rarement ceux du groupe 1, qui a des réseaux sur Facebook moins étendus, et qui se trouve plus éloigné socialement des petits délinquants, grands amateurs de spectacles de bagarre.

Les images auxquels ils sont sensibles et dont ils se souviennent, qui sont probablement aussi celles auxquelles ils sont les plus exposés, varient selon leur sensibilité. Karine est plus sensible aux images de filles qui se font frapper, ce sont les images dont elle se souvient le plus et qui l'indignent. D'autres vont être davantage envahis par des images d'enfants maltraités, d'autres par des images d'accidents, d'autres encore par des images de suicide etc...

La plupart des enquêtés ont été confrontés également à des images d'attentats, celles du policier, Ahmed Mérabet, assassiné devant Charlie Hebdo, celles du Bataclan et du Carillon, en particulier, nous en avons recueilli des témoignages dans tous les groupes. Les images des attentats font partie de celles qui ont le plus choqué Maël sur son fil d'actualité, Elvina a été heurtée par des images vues à la télévision (tous deux dans l'établissement 1). Au moment des attentats, deux types d'images circulaient d'après Marion (établissement 10), des images sanglantes sans aucun avertissement sur son fil Twitter et, sur FaceBook, des vidéos provenant de sites d'information, accompagnées d'un avertissement. Elle a remarqué la présence de cet avertissement, qui pouvait lui permettre d'être prévenue, et d'éviter de regarder, mais au début, c'est-à-dire pendant les attentats, elle cliquait pour savoir, « pour voir la gravité de la situation ». En revanche, face à d'autres images de violence (décapitation notamment) elle ne cliquait pas. Sakura a été « dégoûtée » par des images de vidéos-surveillance du Carillon, un des cafés touchés par l'attaque du 13 novembre, qui ont circulé sur son compte Facebook, Zohra s'est « énervée » face aux images de ces mêmes attentats (toutes deux dans l'établissement 9).

Ils ont reçu également des images de propagande en provenance de Daech, comme celle du pilote jordanien immolé par le feu dans une cage. Ces vidéos sont plus souvent évoquées par le groupe 2 qui en est horrifié. Nouria a regardé avec une copine une décapitation, réalisée par un « terroriste », l'assassinat de personnes en train de prier aussi. Dans les groupes 2 et 3 ils reçoivent également des images de propagande pro-palestinienne régulièrement. Dans le groupe 2 qui en parle le plus, Marcia et Leïla les ont visionnées sur Instagram, sans savoir toujours si elles sont fiables. Parmi les jeunes

délinquants, Ignacio se souvient d'avoir vu une vidéo où des Israéliens auraient « enterré vivants des enfants » palestiniens « dans un trou ». Bunny est très en colère d'avoir vu des soldats israéliens « lyncher » un palestinien en sang. Ils sont choqués plus généralement par des images de guerre, notamment d'enfants syriens, Marcia a vu un enfant probablement palestinien dont la moitié du crâne avait été enlevé par une bombe. Nathalie considère que c'est sur Instagram que ces images sont plus fréquentes, elle voit souvent des photos d'enfants blessés, elle a parfois vu la photo d'une petite fille dont on voyait battre le cœur mais ne comprend pas pourquoi ces photos circulent :

« Je me dis que c'est débile de poster des photos comme ça. Fin, certaines photos je pense que c'est débile » (Nathalie, établissement 10).

Dans les trois groupes, ont été mentionnées comme particulièrement violents des messages racistes ou haineux représentant des violences des partisans du Front national contre des journalistes, des violences policières à l'encontre de personnes noires aux Etats-Unis, des violences contre des enfants étrangers, contre des clandestins, contre des handicapés, la plupart du temps diffusées pour dénoncer ces violences, mais pas toujours, comme le signale Saïda (établissement 8) à propos de Mojito, un Snapchat connu pour ses vidéos de provocation sexistes.

Ils reçoivent sans trop savoir d'où elles proviennent des images de violences policières américaines ou marocaines, des images choc d'exécution, la décapitation d'une femme par un gang mexicain notamment. Mais ce sont les adolescents du groupe 3 qui rencontrent le plus souvent des images qui vont le plus loin dans la violence, décapitations, lapidations, vidéos de suicides, de bagarre à la hache, scènes d'égorgement (Joachim), de viols (Redda) ou encore d'agressions sexuelles (Martin). L'ampleur de la rencontre avec ces images, vient aussi de leur fréquence : pour les plus gros consommateurs, selon la configuration et la taille de leur réseau de contact, elles leur arrivent tous les jours, ou plusieurs fois par semaine sur leurs fils d'actualité. Face à ces images, de nombreux adolescents se sentent à la fois démunis, et attirés. Un certain nombre nous ont dit régulièrement qu'ils étaient « trop curieux » et ne pouvaient pas s'empêcher de regarder la suite même si certains évoquaient la peine qu'elles leur causaient.

Visionnage d'images pornographiques et sexuelles

Il leur a été souvent plus difficile d'évoquer avec les enquêtés les vidéos sexuelles qu'ils visionnent, parce que ces visionnages relèvent de leur intimité, mais aussi parce qu'ils renvoient à la définition des normes sexuelles, et donc aux pratiques sexuelles elles-mêmes, au-delà de la représentation de la sexualité et que ces normes sont configurées à la fois par les repères parentaux, par des normes sociales, par des normes religieuses, et par la construction des repères personnels que les adolescents sont en train d'effectuer, sous la pression également d'enjeux psychiques. Les différents facteurs de socialisation peuvent agir en écho et se renforcer ou agir en tension dans des directions antagonistes.

Dans les discours vis-à-vis des contenus sexuels et pornographiques, une séparation forte s'établit entre les filles et les garçons. Ces derniers assument plus souvent, notamment dans le groupe 1, le fait d'en regarder régulièrement, parfois sans recul (Elias, Jules) mais aussi avec (Pierrick, Guillaume, Maël, Louis). Dans le groupe 2, Andrei considère la pornographie comme une pratique

banale, tout comme Ignacio et Chouib du groupe 3. Souvent, ces pratiques débutent au CM2 ou au début du collège, par effet de groupe. Plusieurs garçons ont évoqué une vidéo pornographique scatologique qui circulait beaucoup entre le CM2 et la sixième, quelques filles y ont également été confrontées. Pour Joachim, ce sont ses grands-frères qui lui ont fait découvrir ce genre de produit au CM2 dans le but qu'il sache ce que c'était. Des copains, dans la cour du collège, ont initié Dylan, Ignacio et Chouib (groupe 3), alors qu'ils étaient en 6ème ou 5ème. Arthur aussi a découvert cela de cette manière, en regardant des « trucs bizarres » sur le téléphone d'amis. Ignacio continue à regarder des contenus pornographiques avec des amis « après avoir bu », car « c'est marrant ». Les garçons s'initient donc souvent entre pairs, particulièrement dans les milieux populaires (groupes 2 et 3), ils semblent exposés aux images pornographiques de façon plus souvent volontaire que par le fait du hasard.

Pour les filles, c'est souvent par accident qu'elles rencontrent des contenus pornographiques ou sexuels pour la première fois. Saoirse, du groupe 1, en a vu, malgré elle, en permanence au collège, alors que des garçons en regardaient à côté d'elle avec le son activé. Zohra, du groupe 2, en a aussi rencontré via l'historique d'une amie, sans s'y attendre. Dans le groupe 3, Saïda en a regardé avec des amies, ce qui ne l'a pas empêché d'être « choquée ». La rencontre la plus fréquente se fait lors de téléchargement de films ou de séries. Les pop-ups à caractère pornographique ou sexuel ont été évoqués par les filles dans tous les groupes. Nombreuses sont les enquêtées à les fermer automatiquement, comme par réflexe : Sakura, Jennifer, Dounia (car « c'est interdit »), Sophie (qui trouve ça « impur »), Zohra (pour qui « c'est choquant ») et Maëva (qui ne se dit « pas intéressée »).

Rares sont les filles qui ont fait part de leur curiosité vis-à-vis de ces contenus, elles étaient principalement dans le groupe 1. Noémie a regardé la *sextape* de Kim Kardashian, qui l'a « peu marquée », ou encore Valentine, qui a été « dégoûtée » par un film pornographique qu'elle avait regardé pour savoir ce que c'était. Avec la même motivation, Elvina aussi a été choquée quand elle est allée voir ces contenus, puis les pop-ups rencontrés régulièrement, notamment sur les sites de streaming, ont créé une certaine habitude, émoussant le choc, sans créer une envie de les regarder. Aucune fille, même dans le groupe 1 n'est allée au-delà de la curiosité, pour faire part d'un goût affirmé pour ces contenus.

Le petit écran regorge de scènes sexuelles, regardées plus ou moins volontairement par les adolescents, mais qui ont rarement une dimension trash. Ce sont donc des régimes d'image que les filles peuvent accepter regarder. Candice (groupe 1) évoque des zapping TV avec des images érotiques, Dounia et Sophie (groupe 2) des clips musicaux ou de la télé-réalité, Sekou évoque des films ou séries érotiques (groupe 3, établissement 7) qui ont pu l'étonner dans l'enfance, mais depuis il a vu toutes sortes de programmes, évoquant des actes qui peuvent le « dégoûter » comme de la zoophilie, qui peuvent le choquer comme de la pédophilie. A l'inverse, Kévin trouve que le sexe est « très présent dans les publicités et dans les médias » et au final il « trouve ça idiot et triste » de voir la faible inventivité des publicités qui se croient obligées « de mettre une belle fille [...] pour vendre leurs produits » (établissement 9).

Mais la télévision n'est pas le support par lequel les adolescents ont le plus accès aux contenus sexuels, à les entendre les réseaux sociaux en charrient plus encore et moins régulés. D'après leur témoignages de nombreuses vidéos s'affichent sur des pages Facebook qui ne sont pas spécialisées sur la sexualité ni la pornographie. Sur la page Facebook « le squat des ados » ils rencontrent des images violentes ou sexuelles (sexes en érection notamment, selon Noéllie). Saïda voit régulièrement des photos de filles dénudées sur son compte Facebook, tout comme Fatoumata (groupe 3), qui a vu sur son fil d'actualité la vidéo d'une fille pendant ses « ébats », alors que selon elle, « c'est interdit ». C'est aussi sur son fil que Sekou (groupe 3) aurait vu des images de pédopornographie avec des Africains qui auraient autour de 10 ans, et Redda (groupe 3) des bandeaux publicitaires à caractère sexuel. Pour Jennifer (groupe 2), c'est plutôt sur Instagram qu'elle rencontre régulièrement des photos de filles dénudées. Mais les filles ont évoqué aussi des messages sexuels qui leur sont personnellement adressés, sur Snapchat, Candice (groupe 1) reçoit par exemple des photos explicites, tout comme Saïda (groupe 3), sur Facebook Noéllie (groupe 2) voit passer des images de sexe masculin en gros plan.

Sollicités pour parler de sexualité, nombre d'adolescents musulmans ont fait part de leurs convictions religieuses. Certains jeunes d'origine maghrébine, probablement musulmans, n'ont pas évoqué la religion. En dehors de l'islam, les adolescents se sont rarement référés à une religion, seule une fille de l'établissement 1 (Céline) a évoqué la religion chrétienne, pour faire part de sa conception de la sexualité. Le fait d'évoquer la religion musulmane a été presque toujours associé à des postures d'éloignement, de méfiance vis-à-vis de la sexualité et une morale reposant sur un interdit très fort de toute sexualité en dehors du mariage. Nous avons qualifié cette morale d'intégriste, parce qu'elle s'accompagnait également d'une adhésion à des sanctions sévères (retour au pays d'origine, violences physiques, suicide), en cas de transgression.

Au départ, aucune question prévue dans l'entretien ne portait sur la religion. C'est le terrain qui a fait émerger comme une évidence, pour certains jeunes musulmans, le lien entre les interdits relatifs à la représentation de la sexualité et la religion. Comme la question n'a pas été posée aux jeunes, la religion n'est apparue que dans les entretiens où les adolescents souhaitaient légitimer leurs réponses, et surtout leurs non-réponses, par leurs convictions religieuses. Mais les enjeux de pudeur sont également mêlés aux prescriptions religieuses. Ainsi Dounia (établissement 10) dit-elle que regarder ces contenus est interdit « pas par la religion mais par sa tête », consciente de disposer d'une marge d'appréciation et d'intériorisation des normes parentales ou religieuses qui lui est propre.

Dans l'établissement 10 où des comportements intégristes ont été revendiqués par un grand nombre d'enquêtées, les normes en matière sexuelle sont doubles : celles exposées dans l'entretien collectif, celles énoncées dans l'entretien individuel. Les normes affichées en public, ont pu être très strictes, rejoignant à la fois des normes religieuses, présentées comme telles, et des normes traditionnelles, pour ces adolescentes, la sexualité serait interdite jusqu'au mariage, les filles qui s'y adonnent perdraient leur respectabilité. Il s'agit là de normes partagées avec les populations maghrébines ou africaines des pays d'origine qui donnent aux adolescents le sentiment que ces normes sont des références. A propos d'une jeune fille punie pour avoir un comportement trop relâché sur les

RSN et qui a été renvoyée en Algérie par sa famille, Sophie évoque le fait que sa famille a « bien fait », et qu'elle va pouvoir revoir « les bases » là-bas, alors qu'en France, c'est compliqué, parce qu'on a « trop de libertés ». La différence des normes entre les pays du Maghreb ou d'Afrique est donc tout à fait perceptible pour elle, mais la norme plus stricte lui semble la plus souhaitable, et les normes françaises lui sont invisibles.

Sur ce point, la double norme de genre a été largement validée : à entendre les adolescents des établissements 10 et 11 en particulier la honte, en cas d'activité sexuelle connue, est entièrement reportée sur la fille, alors que les garçons peuvent se vanter de leurs conquêtes (réelles ou fantasmées) pour accroître leur popularité. Mais les normes affichées dans les entretiens individuels peuvent être légèrement différentes. Certaines jeunes filles non musulmanes, vont être moins rigoristes, tout en sachant qu'elles doivent se conformer en public à la norme du groupe, Noélie le sait bien pour avoir été harcelée au collège suite à la vengeance d'un ex-petit ami. D'autres, musulmanes et de mœurs familiales plus strictes, vont déclarer faire la part des choses. Dans l'intériorisation des normes du groupe, un tri est fait entre les normes du groupe, fondées sur la religion, et ce que les adolescents en reprennent, qui peut être moins strict.

Il arrive que ce soit le contraire. Ainsi Manoa n'a-t-elle pas pardonné à sa mère d'avoir retrouvé un compagnon, après la séparation d'avec son père. Cette rancœur nourrit une posture très intégriste vis-à-vis de la sexualité, qui est très proche d'autres filles du groupe (Kady par exemple). Elle prétend que la sexualité ne l'intéresse pas et prône un interdit catégorique sur toute dimension sexuelle, mais probablement pour des raisons qui sont d'abord d'ordre affectif et psychique, comme le suggère l'analyse de Geoffroy Willo, présent à l'entretien.

« Manoa n'a [...] jamais croisé la moindre image sexuelle sur Internet, ni n'aurait l'idée d'aller en chercher. « Ça ne m'intéresse pas » ; la jeune fille dénie d'ailleurs en bloc toute curiosité qu'elle éprouverait à l'égard de la sexualité. Elle se défend d'être concernée par la sexualité en général et cela, assure-t-elle, vaut également pour toutes les filles de son entourage. Elle ne trouve pas judicieux d'aborder la question de la sexualité en SVT. « Avoir une relation amoureuse ne sert à rien, c'est inutile », conclut-elle, en invoquant au passage l'interdit religieux. « Pour moi, c'est la famille et les études et c'est tout » [...]

La problématique de Manoa est en ce sens bien névrotique puisqu'il est nécessaire pour elle de trouver les moyens de refuser toute possibilité de désirer.[...] Ces convictions sont enracinées dans une trame œdipienne on ne peut plus classique : le départ du père à 7-8 ans a décidé de la fermeture de la petite fille sur elle-même au monde sur lequel elle était pourtant ouverte et curieuse, pour ne laisser place qu'à une rancune à l'égard de la mère et à celui qui pour elle « remplace son père ». Manoa se trouve donc dans une manière d'être au monde chargée de colère et de rébellion et il ne serait guère surprenant que son attirance pour un Islam très restrictif soit une manière de se rapprocher de son père [...] » (G.Willo, entretien individuel Manoa, établissement 10).

Dans ce cas la religion viendrait en renfort d'un processus de défense psychique, fondée sur le rejet de la sexualité de sa mère, hors mariage, et l'éloignement d'un père qui se soucie peu de sa fille. L'affirmation d'une posture religieuse vient donner un sens plus large et socialement acceptable à un problème au fond très personnel.

L'impact de la religion sur les normes en matière de représentation de la sexualité s'est donc imposé dans les groupes 2 et 3, mais il ne doit pas masquer d'autres facteurs socio-culturels voire

psychiques sous-jacents³⁸. Une fracture nette apparaît entre le groupe 1 et le groupe 2 sur la tolérance vis à vis des mœurs sexuelles et donc des représentations, sans que l'on puisse dire que le groupe 1 soit davantage exposé aux images sexuelles, au contraire. Il s'agit à la fois d'une différence religieuse, car très peu d'enquêtés du groupe 1 ont fait part de leur conviction religieuse, mais aussi d'une différence sociale. Dans le groupe 1, la conviction religieuse évoquée par quelques adolescents (chrétiens ou musulmans) s'accompagnait d'une tolérance vis-à-vis de la sexualité et des représentations sexuelles. Les milieux populaires ont davantage de difficultés à parler de la sexualité, surtout avec des adultes, ils ont aussi des postures plus strictes vis-à-vis de l'homosexualité ou de la sexualité féminine, même si dans chaque établissement des groupes 2 et 3 certains ont pu défendre des points de vue différents et tolérants. Les filles sont apparues souvent plus tolérantes vis-à-vis de l'homosexualité masculine, alors que les garçons semblent y voir, au-delà de toute question religieuse, une menace pour leur identité de genre, même si des nuances seraient à apporter. Entre en jeu également une norme identitaire, plusieurs fois revendiquée comme telle (notamment dans les établissements 10 et 11), partagée par un « nous », parfois « nous, les arabes et les noirs », soutenue par une dimension religieuse plus ou moins explicite « nous, les musulmans », qui vient renforcer l'adhésion à des normes morales plus strictes, dans une stratégie de différenciation vis-à-vis des autres et de la norme majoritaire, et de retournement du stigmate (Goffman). Ce faisant, ils retournent un sentiment de stigmatisation notamment médiatique en revendication³⁹.

2. L'effraction des images

L'objectif ici n'est pas de savoir si la rencontre avec des images violentes, sexuelles ou haineuses peut avoir à court ou long terme un « effet » déterminant sur les comportements, mais de prendre acte du ressenti des adolescents face à cette rencontre. Focaliser l'attention sur l'effraction des images c'est, au-delà des caractéristiques des images elles-mêmes, recueillir les témoignages des adolescents sur leur ressenti et leurs postures. Ces témoignages permettent de donner corps au choc de certaines images et aux émotions qu'elle peut susciter, à en percevoir la diversité. L'absence de souvenir peut aussi bien signifier une capacité d'oubli, qui a pu se rencontrer dans le cas de stratégies d'évitement maximal, qu'une capacité constructive à digérer le choc d'une émotion.

Les enquêtés peuvent aussi témoigner d'une absence d'émotion suite au visionnage d'images qu'ils peuvent dans le même temps qualifier de violentes, ou issues de films d'horreur. Il est alors nécessaire de faire la part de ce qui relève d'un processus de banalisation et d'indifférence, de ce qui

³⁸ Le fait que des jeunes musulmans français puissent partager des valeurs plus strictes et plus religieuses que les autres jeunes a fait l'objet de plusieurs recherches, Une enquête sur 9000 collégiens des Bouches du Rhône conduite dans le projet UPHYC par Sébastien Roché montrait un attachement fort des jeunes musulmans aux prescriptions religieuses. Vincent Tournier à partir d'éléments statistiques qui datent de 2003, met en évidence une tendance des jeunes musulmans à justifier les actes de violence, même si pour ce qui est de la violence agie, les facteurs sociaux, l'environnement urbain et le lien avec l'immigration sont des facteurs plus explicatifs que la religion. Une enquête d'Anne Muxel et Olivier Galland sur la radicalité chez les lycéens montrerait une perméabilité plus grande des jeunes musulmans aux idées radicales, même si la très grande majorité des lycéens quelle que soit leur religion en sont éloignés (voir sa présentation dans le journal du CNRS : <https://lejournal.cnrs.fr/nos-blogs/face-au-terrorisme-la-recherche-en-action/une-vaste-enquete-sur-la-radicalite-chez-les>).

³⁹ Voir l'analyse développée par Nathalie Kakpo (2007).

relève d'une véritable métabolisation des images. Le contexte global de l'entretien donne des indications utiles, notamment la propension à l'indifférence ou la capacité à maintenir une sensibilité et une capacité d'analyse.

Le choc des images

Les adolescents ont témoigné d'un effet durable d'images qui les avaient choqués. Ouarda (établissement 10) a vu très jeune des films d'horreur, à cause de la présence de ses frères et sœurs plus grands qu'elle. Elle se souvient avoir visionné *Chucky* avec eux à 6 ans, et qu'elle ne pouvait plus utiliser le micro-onde, elle ne voulait plus s'en approcher, « c'était traumatisant ». A 12 ans, elle a été perturbée par *Insidious* et la fille qui, possédée par le démon qui hante sa maison, se casse ses propres os. Elle n'aurait pas aimé le voir au cinéma, « surtout pas être dans le noir ». Bingoro (établissement 8) et Sekou (établissement 7) chacun de leur côté ont également fait part de l'impact que certains films d'horreur pouvaient avoir dans leur perception de la réalité, après le visionnage. Bingoro aime voir des films d'horreur, quand c'est gore, comme *Silent Hill*, ou *Resident Evil*, sur le moment il ne sent pas sa peur, mais après, quand il se retrouve seul, il a peur, « un peu ». Sekou a vu aussi pas mal de films d'horreur comme *Paranormal Activity*, ou *Insidious*, dans son adolescence, vers 13-14 ans, parfois sans avoir peur, mais parfois, dans la réalité quotidienne, il avait ensuite l'impression de revivre des scènes du film, et avait peur. Jennifer n'aime pas les films d'horreur, se souvient avoir été « traumatisée après avoir vu *Conjuring (interdit -12 ans)* en troisième :

« Il est horrible le film, j'ai pas réussi à m'endormir le soir pendant au moins un mois. Je suis très sensible à ce qui est images d'épouvante, tout ce qui est monstre etcétera, je sais que c'est du maquillage... »

Ouarda, pour sa part, considère qu'elle a tellement vu de films d'horreur « dans sa vie » qu'elle s'est « insensibilisée à force » et, après avoir été choquée par *Insidious*, a pu « presque » rire en regardant *Saw* : « Ça, ça me fait presque rire de voir comment c'est mal joué, parce que c'est mal joué » et a donc réussi à se créer une protection vis-à-vis du choc des images en le différenciant de la réalité.

Les images de la réalité suscitent en effet une inquiétude bien plus grande à 15-16 ans. Adelaide (établissement 8) a vu les images du Bataclan, des images qui ont circulé ces images l'ont marquée, cinq mois après, elle considère que ces images la hantent encore :

« Une des images qui m'a fait mal je dirai, une des images qui m'a vraiment choquée, jusqu'au jour d'aujourd'hui j'y pense toujours, c'est quand il y a eu l'attentat au Bataclan, une image pendant les attentats, une image de la scène du Bataclan, [...] Y avait des corps, y avait le sang, au jour d'aujourd'hui j'y pense toujours, du coup, je me dis, c'est le genre de choses que j'aurais aimé éviter de voir »

Adelaide a 18 ans, elle réussit à analyser le fonctionnement des pages FB auxquelles elle est abonnée. Elle n'a pas signalé la vidéo, parce qu'elle pense que ce n'était pas nécessaire. Sur la page où elle se trouvait, les commentaires demandaient clairement de stopper la diffusion de cette vidéo, elle pensait donc que les gestionnaires allaient l'enlever, ce qu'ils ont fait et se sont même excusés.

Marcia a vécu un épisode de sidération quand elle a vu la vidéo d'un pilote d'hélicoptère jordanien mis dans une cage par des membres de Daech puis « brûlé vif », « on l'a vu fondre et crier ». Cette image l'a empêchée de dormir ensuite, et lui est restée dans la tête, particulièrement « la scène où son visage a fondu ». Elle a eu les mains qui tremblaient pendant les deux, trois heures qui ont suivies, elle y pensait en étant sidérée, « ça c'était choquant ». La sidération vis-à-vis d'images de ce niveau de violence n'atteint pas seulement les adolescents, puisque si Marcia l'a regardée, c'est au moment où sa mère l'a montrée à ses tantes et Marcia l'a vue en même temps que ses tantes, via Twitter, par un lien vers un site sur les comptes Twitter de Daech. Comme l'indique Geoffroy Willo pendant l'entretien, cette vidéo a beaucoup circulé sur les réseaux sociaux et n'était donc pas difficile à trouver. « C'était pas comme si c'était un film d'horreur, on sait que c'est du faux, ça c'était du vrai. Donc c'est le fait de se dire que c'était vrai qui était choquant en fait, mais sinon après ça [l'a] pas traumatisée », selon elle. Ces images circulent pour « faire peur aux gens, je pense », répond-elle à une question qui lui est posée. C'est la première fois qu'elle en reparlait, depuis qu'elle l'a vu. Sa mère a regardé cette vidéo et l'a montrée à son entourage, car « c'est une commère » selon Marcia : dès qu'elle voit quelque chose, elle aurait besoin de le raconter à ses sœurs qui vivent chez sa mère. Mais elle n'aurait fait aucun commentaire ni pour éviter que Marcia ne la voit, ni après le visionnage. Marcia s'est constitué une capacité d'analyse tout à fait exceptionnelle, liée à sa propre relation à la violence. Elle a très jeune été confrontée à la violence réelle, chez sa grand-mère. Ayant été agressée vers 5 ans par des chiens qui ont labouré le corps de sa sœur cadette, alors qu'elle avait pu, pour sa part, leur échapper. Depuis, elle a développé des stratégies de défense liées probablement à la culpabilité de ne pas avoir pu protéger sa sœur, elle suit un entraînement de karaté et de boxe de haut niveau, s'impose de regarder des images sanglantes, et souhaiterait devenir « infirmière ou chirurgien » :

Il ne fait aucun doute que le désir d'investir le monde médical et plus particulièrement de se trouver dans une prise en charge du corps au sens le plus anatomique (« le sang, ça ne me fait pas peur ») s'inscrit dans une stratégie de conduite contraphobique visant à persuader Marcia pour elle-même qu'elle peut exercer un contrôle sur un corps attaqué qu'autrefois elle n'a pu protéger. La culpabilité d'être restée passive face à cette scène tragique nous paraît donc organiser un désir d'être aujourd'hui active et en maîtrise de ce qui peut venir effracter un corps. Il s'agit donc d'être un homme (la proposition recueille son assentiment : « J'aurais bien aimé être un garçon, pour dominer »), de pouvoir se défendre (le karaté, investi dès son plus jeune âge, « on peut frapper en se contrôlant ») et de pouvoir résister à toutes vidéos ou images qui feraient écho à l'image d'un corps agressé et meurtri. Cette manière d'être au monde de Marcia l'amène donc à pouvoir s'exposer par « bravoure » à des contenus médiatiques plus violents qu'elle ne le voudrait et qui entretiennent une compulsion de répétition trop à l'identique pour pouvoir prétendre à une exploitation du trauma par une métaphore résiliente. (G. Willo, entretien Marcia établissement 10)

Au-delà de sa capacité à résister au traumatisme des images, le témoignage de Marcia nous permet à la fois de percevoir la violence du choc de l'image, la difficulté pour des adultes eux-mêmes de s'en protéger, alors même qu'ils savent que ce sont des crimes commis, comme le dit Marcia, « par des terroristes ».

Le choc peut aussi concerner des messages racistes, Jennifer, qui vit dans un environnement multiculturel, est très sensible au racisme, comme ses camarades. Elle est sensible à l'inflammation

des RSN sur la question du racisme, du fait des actes terroristes, les personnes se sentent agressées facilement :

« Y a tout le monde qui se sent agressé, les personnes noires, les personnes arabes. En ce moment, avec le djihadisme et tout, ah tu dis ça, tu prends ça pour moi. Faut vraiment faire attention, pas blesser, pas vexer, après ça peut partir loin. »

Mais elle est aussi choquée par les commentaires racistes que subit Jigmé, un youtubeur asiatique qu'elle suit sur la plateforme.

Zohra (établissement 9) est choquée des vidéos racistes à l'encontre des musulmans. Elle évoque une vidéo où un « groupe de racistes » brûlait le drapeau de l'Algérie tout en chantant la Marseillaise. Elle trouve le fait de s'en prendre à tout un pays révoltant et avait partagé cette vidéo.

« Ouais, ils parlent de terrorisme dans leur pays, ils disaient que les musulmans – ils faisaient carrément l'amalgame en disant que les musulmans c'étaient des terroristes et après ils vont brûler un drapeau, c'est un symbole fort quand même un drapeau [...] et eux-mêmes commettent des actes quand même qui sont inacceptables ».

Le respect des différents pays auxquels elles sont attachées, n'est pour elles pas antagoniste. Suite aux attentats de novembre, Abélia et Katy ont mis le drapeau français sur leurs comptes, quand Facebook le leur a proposé.

Le silence des émotions

Les garçons ont tendance à se conformer aux stéréotypes de genre, ils ont du mal à exprimer leurs émotions, il s'agit probablement de retenue devant des chercheuses femmes, mais aussi de dispositions intériorisées qui les conduisent plutôt à taire leurs émotions pour répondre aux standards de virilité. Certains comme Alexis dans le groupe 1, qui sont au contraire allés très loin dans l'exposition de leur sensibilité aux images pendant l'entretien individuel, ont pu garder la face en s'assurant que c'était pour le bien de l'enquête, et en ont été remerciés. Dans son entretien, Martin (établissement 6) s'est ainsi contredit à quelques minutes d'intervalle en disant qu'il n'était pas choqué mais qu'il était choqué. Reconnaître qu'on a été choqué c'est reconnaître un état de faiblesse, que les garçons et plus encore les jeunes délinquants ne peuvent pas afficher. Chez Martin, il s'agit d'une indignation morale en même temps que d'un choc émotionnel, il réussit de ce fait à expliquer sa position, tout en évitant de perdre la face. Jules (établissement 2) a beaucoup plus de mal. Il regarde depuis le CM2 beaucoup de pornographie et d'images violentes, et ne peut verbaliser ses émotions. C'est frappant à propos de *Game of thrones*, dont il est fan. Dès que une nouvelle saison est accessible, il a besoin de la regarder au plus vite avant ses parents, « moi, je ne peux pas attendre ». Il aime cette série notamment parce que l'actrice est jolie et qu'il y a des scènes où elle est nue. Mais il reconnaît qu'il y a des scènes choquantes : « la scène des yeux », dans laquelle un des personnages enfonce ses doigts dans les yeux d'un autre. Il parle également d'une scène de viol de la saison 5, épisode 5, et de la scène de l'égorgeage de Stark (saison 1) (A. Gozlan, entretien avec Jules, étab 2). Angélique Gozlan note dans son compte-rendu qu'il ferme les yeux lorsqu'il en parle. Mais il ne pourra rien en dire de plus.

Des garçons ont pu cependant marquer leur rejet de scènes trop violentes, comme des scènes de viols, de viols avec un couteau, des images sexuelles avec des enfants, des violences sado-

masochistes, de la zoophilie, notamment. Le choc dont ils parlaient était pour eux un choc moral, un choc d'indignation, parce que « ça allait trop loin », passant sous silence leurs propres émotions.

Intrusion des images et hypersensibilité

Souvent une grande sensibilité à l'image conduit à des évitements, mais elle peut aussi conduire à un travail sur l'image. C'est le cas de Calliopée, qui est hypersensible aux images, mais aussi très attentive aux effets de l'image sur elle, aux effets énergétiques des couleurs. En dehors de représentations de violence, certaines images peuvent lui donner envie d'être violente, de taper dans quelque chose. De cette hypersensibilité elle a fait quelque chose, parce qu'elle souhaite la transformer en compétence, en source de créativité. Elle a pris des cours de dessin. Elle s'oriente dans des filières à dimension esthétique. Mais depuis, elle a nourri sa connaissance des images, et les analyses qu'elle fait montrent qu'elle sait ne pas être prisonnière d'un stéréotype, faire une place à sa sensibilité. C'est notamment apparu dans son analyse de l'image de la publicité pour Citadium qui lui était présentée et qui comporte un chaste baiser sur la bouche entre deux filles, très jolies, mais aussi très maquillées, comme l'a souligné Calliopée.

Iris qui se fait fort de connaître la réalité des jeunes de la cité, d'affronter les difficultés des adolescents, qu'il s'agisse de drogue ou de dépression, de critiquer les discours médiatiques à leur propos, évoque sa peur de certains scénarios comme si certains scénarios pouvaient infiltrer la réalité. Elle a une grande sensibilité aux images violentes et a dû supporter à son adolescence de regarder *Saw 4* que son oncle et son père, pour s'amuser, l'ont forcée à voir :

GW : A 14 ans, vous avez regardé Saw 4 avec votre père ?

Iris : J'ai pas regardé, c'est lui qui regardait. J'aime pas les films d'horreur, limite je me cache, je reste dans ma chambre, et en fait mon oncle pour m'emmerder un peu, il me retenait exprès, mais je me cachais mais j'entendais les cris. Mais c'est horrible de faire ça quoi. Vous imaginez, c'est horrible, quoi !

SJ : Qu'est-ce qui est horrible, d'obliger quelqu'un à regarder ça ?

Iris : Non, il faisait ça pour m'emmerder, mais quand il voyait que j'avais peur, il m'a lâché, mais je supporte pas de voir d'autres gens mourir comme ça. Vous aimeriez pas mourir comme ça, je sais pas. Votre tête écrasée par d'énormes glaçons. Mais c'était un peu intéressant parce que c'était des énigmes. Du genre n'ouvre pas la porte, si tu l'ouvres, il meurt. Mais ils sont obligés de s'entretuer entre eux pour ne pas mourir. C'est la loi de la jungle quoi !

Le film a été interdit aux moins de 16 ans et son visa s'accompagne d'un avertissement de la commission de classification, selon lequel le « film comporte des scènes de très grande violence particulièrement éprouvantes », en raison des « scènes de très grande violence et de torture, qui ne justifient toutefois pas une interdiction aux mineurs de moins de dix-huit ans en raison d'un rythme d'images et d'un fil narratif qui les différencient de *Saw III* ». Iris qui en a vu, malgré elle, quelques scènes a ressenti la violence du film, comme si elle était exercée contre elle. Dans l'entretien, elle a essayé de la faire ressentir à la chercheuse, avec une interpellation assez poignante, « vous aimeriez pas mourir comme ça ! Votre tête écrasée par d'énormes glaçons », laissant voir que la fiction et la réalité ne sont séparées que d'une fine paroi. Elle supporte encore moins les scénarios qui ont une

dimension superstitieuse, et qui mettent en scène des histoires de morts-vivants. Pour elle, les scénaristes franchissent là un interdit dangereux.

« Le seul film que je suis allée voir avec Jennifer et des potes à nous c'est Lazarus. Mais celui-là il faisait pas peur. Je veux pas être méchante, mais le film il a eu 2.5 sur 10 déjà. [...] En fait [une personne] est morte d'une manière conne, parce qu'en fait ils avaient créé, un liquide nommé Lazarus pour faire revenir les gens à la vie. Mais d'une, ça c'est pas bien déjà, la personne elle est morte, elle est morte, tu touches pas.

SJ : Vous voulez dire que, dans un scénario, c'est pas bien ?

Iris : Oui, mais dans la superstition aussi, on touche pas, on fait pas ça.

SJ : Comment ça ?

Iris : Y en a qui croient aux âmes errantes, par rapport aux religions ou pas, vous voyez, mais moi je crois plus aux fantômes, vous voyez, et je me dis, s'il y a quelqu'un qui est mort, ça sert à rien de le faire revenir à la vie. Et s'il y a des esprits, faut pas jouer avec ça non plus, c'est dangereux. Ça embête les esprits. Y en a qui sont malsains.

SJ : Vous êtes un peu animiste ?

Iris : Oui, désolée, c'est plus fort que moi. Je crois aux âmes, il faut les laisser dans leur dignité. C'est comme vous, si vous êtes pas bien, vous n'avez pas envie que vos amis viennent vous embêter »

A sa propre sensibilité aux images Iris donne un sens plus général en l'intégrant à des croyances aux esprits, mais elle manifeste aussi une perméabilité du monde quotidien à celui de l'image.

Alexis (établissement 1) a montré une hypersensibilité aux images sexuelles. Il a une hypersensibilité aux bruits de façon générale, et supporte mal la télévision que ses parents ont achetée récemment à cause des voix des JT. Il est également inquiet des interactions entre le web et les personnes physiques, mais c'est lorsqu'il aborde les images sexuelles qu'il perd vraiment le contrôle de ses émotions.

« Il semble donc maîtriser les représentations de la violence tant qu'il n'y est pas trop soumis, juggle la pulsion sexuelle de manière beaucoup moins efficace, et se retrouve totalement débordé lorsque violence et sexe apparaissent conjointement. Il admet ainsi que les garçons vont tous sur les sites pornos, mais estime qu'en parler ruinerait sa réputation. Il met ensuite ces sujets à part en les dénigrant, les projetant dans le temps (au collège) ou dans l'espace (d'autres personnes immatures) ou en évoquant le côté « drôle » de ces scènes : en groupe cela peut lui paraître amusant, mais pas seul. Lorsqu'on évoque l'excitation potentielle [des images pornographiques], il se lance dans une nouvelle explication complexe autour des sens, et répète un discours très idéalisé de relation charnelle et de la femme « pure ». Il identifie une forme délibérée de violence dans le porno et revient sur le danger que représentent ces images. (J.F. Chica, entretien avec Alexis, établissement 1)

Voilà en effet comment Alexis explique le caractère insuffisant et limité des films pornographiques, où l'on voit que les sensations de la sexualité, telles qu'Alexis se les imagine car il n'a pas d'expérience sexuelle avec un-e partenaire, sont confondues et entremêlées avec celles que permet le visionnage, alors même qu'il souhaitait, dans son raisonnement, les dissocier. Les analogies qu'il fait entre l'amour et le plaisir culinaire sont également très abstraites et manifestent une coupure forte vis-à-vis de ses propres sensations :

Mais voilà, les films pornographiques c'est uniquement visuel et sonore, ce n'est que deux sens. Y'a rien de sensoriel. Pour moi, dans ce genre de choses-là [dans l'amour] il y a l'ouïe, la vue, je ne crois pas qu'il y a le goût, sauf oui, peut-être dans le rapport buccal, enfin il n'y a pas de saveur, pas comme quand on déguste un plat,

il n'y a pas de goût, pas d'odorat non plus, sauf qu'il a été montré que certains hommes dégagent des odeurs qui attirent les femmes, ah oui il y a le parfum, oui il y a l'odorat aussi si la personne a du parfum, mais sur les sites porno on n'a que la vue et l'ouïe ce qui n'est pas suffisant. Je pense que les personnes qui veulent avoir des bonnes sensations peuvent très bien imaginer plutôt que de voir. (Alexis)

Poursuivant la comparaison entre les films pornographiques et la rencontre amoureuse, il va opposer la violence des situations pornographiques, et la « pureté » qu'il « associe » aux femmes, ce que Jean François Chica appelle un « discours très idéalisé de la relation charnelle ».

« La présence, quand on y est, c'est beaucoup plus agréable, c'est le vrai plaisir de la personne qui s'ouvre à vous. Il y aussi un problème avec le porno c'est qu'il y a une forme délibérée de violence et de vices, on voit qu'il y a quelque chose derrière, ce n'est pas possible d'être aussi dur avec une personne. Il faut faire vraiment attention avec internet. Une personne sensible qui veut se faire plaisir et qui va voir, ça va peut-être voir une scène qui va la choquer profondément. Moi j'associe les femmes à une sorte de pureté et dans le porno il y a une sorte de violation, de viol délibéré de sa personne et de sa pureté, de toute sa chasteté. Et la façon dont ils font les choses parfois c'est révoltant et on n'a plus envie de regarder... » (Alexis)

Au final les efforts d'intellectualisation que réalise Alexis pour surmonter l'excitation sexuelle que lui procurent les images, échouent à la contenir. Devant l'image en noir et blanc d'un strip-tease féminin de dos (voir annexe), il se projette dans l'image, croit sentir la chevelure de la femme, manifestant un écart entre un discours intellectualisé et sa difficulté concrète à analyser l'image de façon détachée. Jean-François Chica concluait :

Il semble qu'Alexis soit encore assez perméable aux représentations de la violence : il n'est pas armé pour y faire face autrement que par l'évitement. Face aux représentations sexuelles crues, ses défenses se montrent fragiles. Dans la dernière partie de l'entretien, quand nous lui soumettons des images, ses défenses s'effondrent et la pulsion prend le dessus, l'excitation le submerge, les tendances qui le cadrent, notamment l'intellectualisation, cédant la place à une pseudo-organisation de la pensée qui l'expose totalement. » (J.F. Chica, entretien avec Alexis, établissement 1)

Adel, dans l'établissement 3, est un adolescent très énigmatique. Les éducateurs le connaissaient à peine et avaient le plus grand mal à le faire parler. Son seul centre d'intérêt tourne autour de l'informatique et de son téléphone portable. En matière d'images violentes, il s'y connaît et nous montre, quand nous lui demandons de nous en parler, un site particulier où se trouvent exposés des meurtres, *goregrish*, un site de « Isis », selon lui. Il s'y connecte pendant l'entretien et nous montre une vidéo où l'on assiste au meurtre d'un homme à terre, le corps à moitié enterré, et dans lequel des hommes plongent des poignards. Il regarde jusqu'au bout la vidéo, sans ciller, sans le moindre mouvement des yeux. Après, il ne peut rien en dire, ne peut ni décrire ce qu'il a vu, ni esquisser la moindre explication. Il peut juste dire qu'avant il en regardait beaucoup, et qu'il en regarde moins, parce que « ça m'intéresse pas trop ». Rien ne peut aller dans le sens d'une hypersensibilité aux images chez Adel, mais on est bien dans un cas où les images font intrusion au point de rendre impossible l'accès à un sens des images, et où probablement la recherche d'images ultra-violentes, conduit à une insensibilité et à une répétition sans fin du visionnage, comme si un sens pouvait s'en dégager, alors même qu'il génère une adhésion à l'image et non la production d'un sens. Tout ce qui a pu être dit par Adel, c'est que ces images faisaient bien partie des images qui choquent mais de ce qu'il en ressent, de la nature de ce choc, tout restera opaque.

Ambivalence du rapport à l'image (représentation de la réalité, fiction)

La violence de la fiction est pour certains parfaitement acceptable, même quand elle est extrême, car elle n'est pas réelle. Il s'agit de montage, de maquillage, de « faux sang »... Les *making off* diffusés par l'industrie jouent un rôle important pour en légitimer la production, diffuser une forme de protection par le démontage des effets spéciaux, et éviter le rejet de la représentation de la violence, alors même que les formes de cette représentation sont toujours plus réalistes et cherchent à impressionner.

Pour Farid cette distinction est essentielle. Cela fait que GTA V pour lui n'est pas violent. Douwi tient d'ailleurs le même raisonnement. C'est un jeu, et non la réalité. Il reconnaît que le jeu est violent : « Ils prennent une voiture, ils foncent comme ça écraser plusieurs personnes. » Mais pour lui ce n'est pas violent si on le compare aux crimes de Daech. « Daech ils font des attentats, y a beaucoup de morts, c'est largement pire que ce qu'on peut voir dans GTA » Il tient le même discours pour *Saw 5*, film interdit aux moins de 16 ans parce que, selon la commission de classification, il utilise « les codes d'usage [des films de genre] (tortures, hémoglobine, lutte pour la survie au prix du sacrifice de l'autre). » Il l'a vu à 9 ans, avec ses oncles et ses tantes, en cachette. Il se cachait sous un drap pour pouvoir le regarder. Il est donc possible qu'il n'ait pas tout vu, et d'ailleurs il reconnaît qu'il ne comprenait pas bien l'histoire, à l'époque. Mais il dit que rien ne l'aurait alors choqué.

Farid : Quand j'étais petit je rigolais un peu de tout. Bon je savais que des fois fallait pas rigoler, mais je savais que c'était un film.

SJ : mais il y a des scènes de torture atroces !

Farid : C'est vrai que c'est dérangeant, mais ça me faisait pas grand-chose. Je savais que c'était faux.

SJ : Vous ne faisiez pas de cauchemars après ?

Farid : Non.

[Pour dédramatiser, ses oncles et tantes lui disaient « que c'était du ketchup ».]

Farid : Après, je comprenais pas trop bien l'histoire, donc je savais pas trop ce qu'il se passait. Je voyais juste des gens qui criaient et qui se faisaient découper, sinon je comprenais pas trop.

Il est rassuré par le fait que ce soit une fausse violence : « oui si on parlait d'un film où les gens sont vraiment à découper, ce serait grave alors, ce serait inquiétant ».

La violence de fiction, même quand elle est interdite à leur âge peut donc avoir été regardée par les adolescents et supportée, parce qu'elle serait « fausse ». Cette grande habitude des films d'horreur peut conduire ceux qui la partagent à regarder des vidéos ultra-violentes sans être vraiment certains de la nature de la violence qu'ils allaient voir. C'est ainsi que Marion (établissement 10) explique qu'elle a regardé les premières images d'une décapitation, prise dans un sentiment de doute : « Je voulais voir ce que c'était, je pensais que c'était une blague ou quelque chose comme ça ». Elle n'est pas la seule qui regarde parce qu'elle croit que c'est faux. « Je voulais voir », c'est aussi ce que déclare Nouria, qui n'a pu s'empêcher de regarder une vidéo de décapitation, « je suis curieuse, j'ai voulu voir, j'ai vu » Elle aussi, au début a cru, ou a voulu croire que la vidéo était la bande-annonce d'un film.

Alors qu'un des moyens de s'assurer de la nature des images consiste à lire les commentaires, elles préfèrent regarder la vidéo. Il est difficile de savoir quel statut accorder à leur hésitation. Dans un premier temps, le « voir pour comprendre ou pour savoir » est une attitude très répandue, particulièrement dans les milieux populaires, qui repose sur l'idée d'une transparence voire d'une vérité de l'information par l'image, alors même que le raffinement des techniques photographiques et la diffusion des pratiques de montage, la banalisation de l'utilisation des filtres aurait pu créer une certaine distance vis-à-vis d'une croyance dans l'authenticité des images. On peut penser en l'occurrence, pour Marion et Nouria, qu'il s'agit d'un alibi qui leur permet de justifier une curiosité dont elles ressentent aussi qu'elle est malsaine.

Mais les vidéos de Daech dont la qualité technique a été reconnue, sont faites pour jouer sur cette curiosité et sur les codes du cinéma hollywoodien. Comme l'explique Jean Louis Comolli, dans *Daech, le cinéma et la mort*, la différence entre les films de Daech et le cinéma est fondamentale : Daech veut, dans une démarche de propagande, tout montrer de ses mises à mort, le faire dans le détail, sans montage, sans trucage, pour diffuser un message de terreur et de puissance, alors que le cinéma est cadrage, montage, trucage. Mais ce faisant ces vidéos placent leurs spectateurs dans une forme de complicité, ou tout au moins d'ambiguïté. S'appuyant sur une définition de la curiosité par Saint Augustin, « toute l'ambiguïté des clips de mort de Daech [tient en ce que] ce sont des images horribles d'actes en eux-mêmes horribles, mais ces images sont montrées et montrées elles sont vues, - le plus souvent je veux bien le supposer avec dégoût et effroi ; parfois il faut bien en convenir dans une 'jouissance de perversion' » (Comolli 2016 :47).

Quand il s'agit de fiction, la violence est excitante. Elias en convient d'ailleurs dans *Sport et violence* (1994). Selon lui, le sport a été inventé dans les sociétés modernes pour proposer des formes d'excitation qui soient détachées d'une forme de violence réelle. On pourrait situer les jeux vidéo d'action dans la continuité. L'excitation du joueur est liée, pour une part, à la dimension mimétique de la réalité mais le joueur a la conscience tranquille parce que la violence y relève de la pure fiction. Bunny (établissement 4) notamment, reconnaît qu'il pouvait passer la nuit à écraser des piétons et à tuer la police dans le jeu, mais que dès que la console s'éteignait il revenait à la réalité. Mais quand les images sont réelles, Bunny peut en être indigné. Il a été très choqué d'une vidéo où l'on voit une fille à terre se faire exploser la tête sous des coups de pieds. Farid va plus loin, il supporte la violence ludique, mais ne supporte aucune image de violence réelle, qu'il évite donc. Il ne veut pas non plus voir de reportages sur Daech :

[...] je sais très bien qu'ils font n'importe quoi, j'ai pas envie de voir les trucs comme ça. Je trouve ça bête.

A propos de vidéos de violences voire de torture qui circulent sur internet :

« j'aime pas trop regarder des trucs comme ça, je trouve ça a un côté malsain de regarder des gens se faire torturer, un peu, quand même. Un film encore ça peut aller, parce que on sait que c'est faux, alors que voir vraiment quelqu'un se faire torturer ça va me faire bizarre »

En fait son évitement des images réelles est systématique, il ne regarde aucun JT.

Le choc culturel : érotisme et pornographie

Les entretiens passés dans l'établissement 3 (jeunes délinquants) puis dans l'établissement 10 (LGT en Ile-de-France, situé à proximité de plusieurs cités) ont fait prendre conscience d'une relation particulière de certains adolescents musulmans qui considèrent la sexualité comme un tabou. Ce qui apparaît implicitement c'est le sentiment que l'exposition des filles sur les RSN serait due à un relâchement des mœurs qui serait étranger à leur culture, quand bien même ce serait des filles de leur connaissance, et issues de la même double culture. Se développe, dans les discours et les pratiques, un écart entre un discours intégriste sur la longueur des jupes des filles censée éviter tout regard concupiscent, comme si le simple regard portait un danger ou une souillure pour la fille regardée mais aussi pour le garçon qui la regarde, et l'omniprésence des images pornographiques.

Yves dans l'établissement 3 était intarissable sur le sujet. Pour lui, une jupe trop courte, pourrait justifier de la violence physique envers sa sœur ou sa copine. Il ne souhaitait d'ailleurs pas associer ce fait à une conviction religieuse, pour lui, c'était un enjeu de « respect » envers lui-même, pas de religion. La longueur de la jupe doit être suffisante pour éloigner les regards, et il trouve donc que le pantalon est plus respectueux, qu'il est même pour lui la conséquence visible de l'égalité entre les hommes et les femmes. Il n'est cependant pas choqué particulièrement par les images sexuelles. Il en a vu en sixième, parce que des garçons lui en ont montré, « en récréation ».

Yves : Ça m'a pas choqué, c'était pas choquant. En sixième, t'es grand déjà. Quand tu regardes la pub, c'est porno, y a des filles à poil. J'en ai regardé dans ma jeunesse, tout ça. C'est pas traumatisant.

Sur la différence entre la réalité et la représentation pornographique, il dit que c'est seulement avec l'expérience qu'on comprend que ce n'est pas la même chose, mais quand on visionne « Tu regardes, tu te dis, c'est ça [...] Quand tu es petit, tu crois que ça s'est vraiment passé, après on t'explique pas. »

Le ramadan exacerbe la sensibilité des garçons vis-à-vis de la sexualité et des vêtements des filles. Pour Mustapha, il n'est pas possible même de parler de sexualité, parce qu'il fait ramadan. Pour Yacine (établissement 3), il faudrait interdire aux filles de mettre des jupes dans les lycées pendant le ramadan, par respect pour les musulmans. Il ne le formule pas ainsi mais c'est ce qu'on peut déduire de ses propos : il est en effet très embêté pour son frère qui est surveillant dans un collège et qui doit voir des filles dans des jupes très courtes, qui pour Yacine relèvent de la « provocation ». Nous lui demandons si c'est parce qu'il doit être prémuni de toute excitation sexuelle, mais pour Yacine, qui accepte de répondre à la question sans difficulté, ce n'est pas de cet ordre. La vue des filles en jupe courte serait en elle-même une atteinte à son ramadan, on peut en déduire que ce serait une atteinte à la pureté de son regard. S'il avait une petite sœur, c'est bien simple il ne l'autoriserait pas à porter de jupe avant sa majorité. Ce discours n'est pas spécifique à Yacine, Kady a dit elle aussi que si elle mettait des jupes trop courtes, elle aurait des remarques de ses cousins.

Le tabou de la sexualité ne pourrait en effet être franchi par les filles, dans cette conception, qu'après leur mariage. La plupart des filles qui ont indiqué avoir des convictions musulmanes dans le groupe 2 ont dit qu'elles ne pouvaient pas voir d'images sexuelles, que cela ne les « intéressait pas »

et leur était interdit. Mais Fatoumata (établissement 8, d'origine africaine) qui partageait cet interdit de visionnage malgré son âge (elle allait fêter ses 18 ans), pouvait envisager d'en voir avec son fiancé, ou après le mariage, s'il le lui demandait.

La proximité des adolescents, y compris les plus intégristes, avec une culture médiatique hypersexualisée crée une tension permanente entre les interdits, les aspirations nourries par l'imaginaire notamment médiatique, et la réalité qui dans l'entre-deux est difficile à partager, voire à assumer. Dans les entretiens, il a été possible notamment d'interroger certaines filles sur le visionnage de clips de hip hop, comme ceux de Rihanna, ou d'émissions de télé-réalité qui évoquent très régulièrement les relations de séduction. Tiana, qui évite de se confronter à toute image sexuelle avait pris comme pseudo le « vrai prénom » de Rihanna. Pour elle, la vie de Rihanna, ses tenues sexualisées, voire son exhibition, ne font pas obstacle à son adulation pour la chanteuse. Elle vit ainsi un grand écart culturel entre des normes pour elle très strictes, et des horizons de séduction qui sont tout à l'opposé.

L'entretien que nous avons pu mener avec un infirmier dans cet établissement nous conduit à porter encore davantage d'intérêt à cet écart culturel. Pour lui, entre le discours des filles sur leur pudeur, et leur idéal religieux et la réalité dont il a à connaître de par sa fonction d'infirmier, « il y a un fossé énorme ». Pour lui les avortements, les opérations de réparation de l'hymen ne sont pas de l'ordre de l'anecdote. Filles et garçons seraient chacun à leur façon perdus par le régime d'image médiatique dans lequel ils baignent. Un garçon était ainsi venu consulter pour obtenir des préservatifs, et, pour le convaincre, n'a pas hésité à montrer à l'infirmier une vidéo sur son téléphone portable d'une relation sexuelle qu'il avait eu avec des filles. On peut y voir l'étendue de la pression du groupe sur l'intimité, et son caractère contradictoire, incitant les garçons à se vanter de leurs hauts-faits sexuels, quand les filles en seront par là-même détruites.

Dans les entretiens individuels, certaines filles ont été tout à fait capables de confirmer cette double norme pour les garçons et les filles, et de relever que cela n'était pas autorisé, selon elles, par la religion. Pour Ouarda, contrairement à ce qu'elle observe, la consommation intense et précoce de pornographie par les garçons ne serait pas conforme aux prescriptions religieuses : « en fait [...] pour les filles et pour les garçons, dans l'Islam, c'est pareil [...] après c'est les gens qui ne respectent pas. [...] C'est comme si c'était normal pour les garçons de [...] Genre, tu regardes pas ça, t'es pas un homme ».

La perte des repères peut aller jusqu'à inciter les filles à tourner dans des clips pornographiques. L'expérience a tourné au drame pour une jeune fille, ainsi que l'a raconté un infirmier scolaire. Pour lui, le choc culturel rend difficilement compréhensible l'attitude des adolescents et leur recours à la religion. Il peine à y voir une démarche authentique. Plutôt choqué par le libertinage des adolescents, il voit dans leurs postures religieuses « une mode », sans prêter attention à la dimension de protection qui y est cherchée par les filles dans l'affichage d'une posture pieuse, pour pouvoir peut-être vivre une forme de sexualité, sans risquer l'opprobre et l'exclusion du groupe. Pour résoudre ce choc, certaines filles vont aussi adopter des postures de garçon, se faire appeler d'un nom de garçon, s'habiller de manière à gommer toute féminité, s'initier à la boxe.

Ce que nous appelons ici « choc culturel » c'est la perturbation des repères des adolescents par le trop plein d'images sexuelles si facilement accessibles qui fait vaciller l'idée de l'existence d'une norme globale, notamment celle qui en interdit l'accès aux mineurs pour en éviter la banalisation. Ces adolescents se retrouvent plus que les autres encore, du fait de leurs attaches affectives pour des cultures plus traditionnelles, écartelés entre des normes qui leur semblent très relâchées et des normes traditionnelles idéalisées et rigidifiées qui leur parviennent d'une façon qui n'est pas seulement trans-générationnelle, qui peut aussi être personnelle, ou au fil des rencontres sur internet, et qui est renforcée par la censure des pairs sur les RSN.

Insensibilité à force d'en voir

A force de regarder des films d'horreur, des vidéos violentes ou des vidéos pornographiques, une insensibilisation advient. Même les filles le disent dans le groupe 2, à force de voir des films d'horreur, elles se sont habituées, à force de voir des vidéos de bagarres, elles ne trouvent plus cela choquant.

Joseph (établissement 2) a été exposé depuis son plus jeune âge aux images d'horreur. Son père militaire avait développé un goût particulier pour ces images. En l'absence de sa mère, dont il était séparé, Joseph les regardait avec lui.

« Mon père il adorait les films d'horreur tout ce qui est épouvante, trash, gore, et depuis tout petit j'allais le voir en vacance, là ça fait longtemps que je l'ai pas vu, mais quand j'étais petit j'allais le voir souvent en vacance, parce qu'on s'est séparé quand j'avais deux ans et il n'avait pas peut-être le réflexe de me dire vas-y, non, ne regarde pas le film, même il laissait le film quand j'étais là et du coup quand j'étais petit, je faisais beaucoup de cauchemars. Et depuis, tout ce qui est images trash, gore, le sang, ben, ça me fait pas beaucoup d'effets. [...] Même quand j'avais un an sûrement il me laissait voir ça. [...] Et ma mère l'appelait souvent et l'engueulait parce que quand j'étais jeune et que je revenais à Paris, bah, je faisais plein de cauchemars la nuit. (Joseph Etablissement 2, groupe 1)

Depuis, Joseph a lui aussi développé un goût particulier pour ce genre de programme, il recherche les films d'horreur mais aussi les images gore sur internet, il regarde également régulièrement des images pornographiques, depuis la 4^{ème}, et a tendance à généraliser sa pratique à l'ensemble de ses camarades. Jean François Chica, présent lors de l'entretien, voit dans cette répétition, et la forme de dépendance vis-à-vis des films d'horreur qu'il a développé, une dimension quasi traumatique.

Modibo (établissement 7) est très exposé aux images violentes, il considère qu'il reçoit une vidéo de meurtre par jour. Depuis la 5^{ème} il visionne des images pornographiques. Au début cela lui a fait « un peu peur », mais il a réussi à ne pas trop y penser. Maintenant il considère qu'il en a tellement visionné, qu'il connaît tout, et s'est habitué. Mais il pense qu'on devrait protéger davantage les enfants, parce que « ça les fait grandir trop tôt. En fait, ils veulent faire comme ils voient à la télé ou sur le net [...] c'est pas la réalité, pour moi, c'est pas comme ça. » Il est donc capable, à l'approche de ses 18 ans, de prendre de la distance vis-à-vis de ces images, au-delà de son insensibilité. Il est lui-même accompagné par des éducateurs de rue et vit dans un contexte familial qui, pour être fragile, n'est pas inexistant.

La situation de Joachim (établissement 4) est beaucoup plus précaire. Joachim que les violences de la rue n'ont pas épargné, et qui, même en prison, doit subir des violences, et se fait sanctionner pour ses propres violences, se décrit comme complètement insensibilisé, « ça va rien changer à ma vie » dit-il. A la question de savoir s'il a vu des images violentes sur Facebook, il répond « j'ai déjà vu, obligé ». Il déclare ne pas avoir vu de vidéos de décapitation. Mais dans sa région d'origine (Caraïbes), il a vu la vidéo d'un égorgement que « des potes » lui ont montrée. Il va alors expliquer que c'est moins violent qu'une décapitation :

« Il a coupé la gorge, il a fouetté dans sa tête, c'est pas très grave ça, ça va encore [...] Décapiter c'est violent, décapiter c'est vraiment violent, comme si tu m'arraches, tu fais éclater comme une [inintelligible] là pchhh, c'est comme [inintelligible], c'est pas bien. Ça c'est pire, moi je trouve, c'est pire que égorger. Égorger au moins tu vois sa tête toujours, mais quand tu te fais décapiter, tu fais éclater, comme un ballon ».

Nous ne connaissons pas le contexte de ce visionnage, qui a pu être une menace plus ou moins directe qui lui était adressée. Ses copains lui ont dit « regarde ça, il s'est fait niquer... ». Il semble s'identifier immédiatement à la victime en se projetant dans la vidéo lorsqu'il dit « tu m'arraches ». Face à la scène d'égorgement, Joachim dit qu'il ne ressent « rien, parce que, moi, je le connais pas moi, ça me fait ni chaud ni froid ». Face à cette extrême violence, Joachim resterait insensible alors même qu'Ivana Belouin, dans son compte rendu, interprète son rapport aux images comme particulièrement confus : « Ainsi, Joachim oscille entre médias et réalité sans déceler une quelconque différence. » L'insensibilité viendrait alors du fait que ces images ne viennent que redoubler, voire mettre en forme une violence intérieure dont sa tête est le théâtre :

« [...] Les images trash semblent en adéquation avec ses vécus internes ; elles ne semblent pas précipiter ou prévenir ses propres images violentes, mais les représenter. En effet, les jeux vidéo, internet, de par leur vitesse, leurs contenus, représentent un support semblable au vécu interne du jeune homme : en mouvement permanent, régi par la violence et sans filtre possible. D'ailleurs lorsque l'on demande à Joachim s'il lui arrive de recevoir des images violentes sur internet, il dira que oui, c'est « obligé » ; puis, il ajoutera, « violentes pour eux » car pour lui, ça ne va « rien changer à sa vie » : nous pouvons entendre par là que le jeune homme est lui-même assailli d'images trash dans sa psyché et, que celles reçues sur internet n'ont finalement aucune conséquence pour lui. » (I. Belouin, entretien avec Yacine)

Ibrahima (établissement 4) reçoit beaucoup de vidéos violentes essentiellement sur son compte Facebook, notamment parce qu'il est abonné à « videodeouf », mais aussi parce que ses contacts semblent aussi apprécier la page. Il associe, comme le fait semble-t-il la page « videodeouf » la violence et la pornographie. Il parle de sa propre insensibilité, mais il est quand même conscient, du fait que ces images peuvent choquer.

« Il y a des vidéos de combat, des vidéos porno, au bout d'un moment, ça choque plus. A force de regarder ça choque même plus. [...] Des bastons quand tu en vois dans la réalité, la vidéo ça fait plutôt rire. [...] Y en a que ça choque, je vais pas dire le contraire. Ils devraient pas les mettre en public. »

L'environnement d'Ibrahima, comme celui de la plupart des jeunes délinquants que nous avons rencontrés est tissé de violences vues, dans l'environnement physique comme dans l'environnement numérique, subies et agies. Les images violentes viennent alors redoubler une violence vécue par

ailleurs sur un mode dramatique. Elles leur semblent moins violentes que la réalité. Au contraire, pour les adolescents rencontrés hors des espaces suivis par la PJJ, la réalité leur semble moins violente que l'environnement numérique, et leur sensibilité est de ce fait plus grande aux violences visionnées.

Insensibilité du fait de l'environnement

Le quotidien des adolescents influence fortement la rencontre avec les images violentes, sexuelles et haineuses de différentes façons. La perception de la violence des images peut être relativisée par la violence vécue ou au contraire être accrue par la protection assurée par ailleurs.

Le contexte de vie, le sentiment de sécurité agit sur la perception de la violence des images. Les habitudes de visionnage aussi. Nous avons vu que globalement, la sensibilité à la violence est plus grande dans le groupe 1, moins grande dans le groupe 2 qui est davantage exposé aux violences des écrans. Elle est globalement bien moindre chez les jeunes délinquants, chez qui l'abrasion des sensations est presque une règle de vie, du fait de la nécessité pour survivre dans les bandes de s'affirmer comme fort et insensible.

L'expérience de la violence n'est évidemment pas réservée aux milieux populaires, notamment lorsqu'il s'agit de violences familiales. L'exemple de Joseph développé plus haut le rappelle. Il n'a d'ailleurs pas été possible dans le cadre d'un entretien de 50 minutes de connaître de façon systématique les blessures de la vie de tous les adolescents. Mais évoquant des représentations de violence, et le lien qu'elles pouvaient avoir avec la réalité, les adolescents ont pu nous confier des expériences traumatisantes. Nous avons déjà évoqué le cas de Marcia, qui menacée par des chiens féroces à l'âge de 5 ans, s'exposait elle-même très souvent à des images sanglantes sans en ressentir de malaise, la plupart du temps, grâce à une posture qui la plaçait davantage dans le rôle de celle qui peut défendre ou réparer les violences que celle qui risque de les subir.

Plusieurs jeunes vivant dans des cités ont évoqué avoir assisté à des échanges violents, parfois avec des armes. Mustapha (établissement 3) a vu plusieurs suicides dans sa cité. Il s'agit à chaque fois de défenestrations. La première fois, il devait avoir 7 ans, « une dame a sauté de la passerelle allant d'un bâtiment à un autre, elle a fait un plongeon du 17 », c'est-à-dire du 17^{ème} étage. Il a également assisté à un accident de voiture en montagne en Algérie, où quatre voitures de police auraient toutes plongé dans le vide, en ratant un tournant. Plus récemment, il est allé, lors d'un suicide près de chez lui, jusqu'à regarder attentivement la situation du cadavre, jusqu'à ce que les pompiers ne viennent. Pendant cette observation il était partagé, comme lorsqu'il regarde des vidéos de violence, entre l'envie de voir et un dégoût profond.

« J'aime trop regarder, j'suis parti voir la dame, la dame elle était par terre, elle bougeait pas elle était à plat carrément. Les pompiers sont venus une heure plus tard, ils l'ont laissé une heure hein, comme ça, comme ça, normal, comme si y'avait rien du tout. Les gens ils passaient normal, ils savent même pas ce qu'il se passe, normal. Une heure plus tard ils sont venus les pompiers ».

ils ont ensuite retourné le corps de la femme, Mustapha dit alors avoir failli « s'évanouir », tant il était « choqué » : « j'vois la dame son visage il était tout plat, on voit même plus son nez, avec les volumes et tout ça, la bouche tout ça, c'était tout plat, tout plat, et y'avait un trou au milieu et y'avait du sang qui giclait, comme ça. J'suis devenu fou carrément là ».

À une violence s'ajoute une suite d'autres violences, car la police aurait alors « gazé » les habitants qui s'étaient regroupés, le mari aurait insulté sa femme décédée, « il a seulement dit 'elle a sauté cette conne ' » sa fille serait ensuite descendue et se serait mise à « crier » et aurait commencé à « devenir folle dans sa tête ».

Sur YouTube, avant même d'avoir vu cette scène, et cela explique peut-être la curiosité qu'il a eue face à la première scène de suicide à laquelle il a assisté, Mustapha avait l'habitude de regarder « des suicides », des « tabassages à coup de hache ». Il lui arrive encore d'en regarder, « quand c'est la galère ». Il regarde beaucoup de « bagarres à la hache, où y'a des gens ils courent et ils se font hacher » sur YouTube. Il ne sait pas pourquoi il regarde, « c'est la réalité, c'est pas GTA ça [...] c'est des vrais moments [...] c'est intéressant aussi ». Se mêlent donc deux motivations au visionnage, l'une qui semble de l'ordre de la répétition, d'une attraction irrésistible, associée à un sentiment d'anxiété, probablement d'origine traumatique, l'autre est de l'ordre d'une vérité du réel, l'image pourrait aider à comprendre le fonctionnement du réel et à se former à la violence réelle. Mustapha est en effet attiré aussi par l'action militaire, et rêve de façon vague à faire son service militaire en Algérie, pour pouvoir être « rapidement sur le terrain ». Dans cet état d'esprit il regarde aussi des vidéos sur le fonctionnement des « kalach' ». L'attrait qu'il ressent pour la violence et le visionnage de vidéos violentes lui apprendrait le maniement des armes. Dans son cas, la violence des images et celle de l'environnement nourrissent le fantasme d'un avenir militaire, pour lequel à l'époque de l'entretien il n'avait entrepris aucune démarche. L'entretien avec Mustapha s'est particulièrement bien passé et il s'est montré très coopératif, tout à fait capable de contenir sa violence et désireux de partager son expérience. Mais la représentation qu'il se fait du monde est tissée de violences léthales, comme s'il sélectionnait dans ses expériences réelles et médiatiques celles qui ont un lien avec la violence et la mort, qui exercent sur lui une curiosité fascinée.

L'endurcissement par les images

L'insensibilité peut aussi être l'objectif recherché de la confrontation aux images violentes ou sexuelles. La confrontation à des images violentes, réelles ou de fiction, peut en effet être utilisée pour construire des protections, des identités-fortresses. Apollina qui est en prison, pour des violences commises sur une autre jeune fille, et qui a elle-même subi des violences, à l'intérieur même de sa famille, aime regarder des vidéos d'accidents, de bagarres. Elle aime aussi beaucoup en produire. Elle a filmé ses propres bagarres. Les images de braquages, de bagarres, semblent constituer pour elle comme un costume de protection vis-à-vis des hommes violents notamment. Quand elle parle des violences auxquelles elle a contribué ou lorsqu'elle peut s'identifier à l'agresseur, son discours témoigne explicitement de formes de jouissance. Elle a ainsi déployé pendant l'entretien un véritable attirail de violence, expliquant combien elle aimait se battre, détruire ses ennemies, et la jouissance qu'elle tirait de ses bagarres, dont les images seraient des trophées. Dans le même temps, la dimension démonstrative de sa violence n'était pas dirigée contre les chercheuses dont elle souhaitait au contraire la reconnaissance, cherchant et redoutant notre peur vis-à-vis d'elle. Les démonstrations de violence, les menaces qu'elle exerce autour d'elle, sont une façon pour elle de constituer une identité qui la protège et vont de pair avec une apparence de garçon, « je suis un gars ». Chez Apollina, la

consommation de violence va de pair avec une exaltation liée aux drogues et à l'alcool qui viennent en redoubler l'excitation, ne laissant émerger aucun sentiment de culpabilité.

Au contraire, dans un environnement protégé, certains vont chercher dans les images violentes ou morbides une prise de conscience de la « vérité du monde ». Visionner des images très violentes d'accident, ou de mort, peut être pour des adolescents une façon de s'habituer, se familiariser avec la mort et de s'endurcir. L'endurcissement n'a sans doute pas le même sens pour Pierrick et Shenron. Pierrick (établissement 1) qui consulte les pages morbidity de reddit veut « penser à la mort », et va être touché de voir des photos postées sur un site par un homme qui est en train de perdre sa femme. La mort est alors sinon apprivoisée, du moins présentée dans un cadre qui reste un cadre d'attachement, qui permet de la situer dans un contexte, non sensationnaliste. Shenron (établissement 11) veut s'endurcir, s'habituer à ce monde, qu'il n'aime pas, parce qu'il ne correspond pas à l'idéal de pureté et de piété que son père cherche à lui inculquer. Il visionne pour ce faire des images violentes sur le site Webchoc, qui d'ailleurs propose aussi bien des images d'accidents, d'affrontements que des images pornographiques. Pour lui, consulter ce site, c'est accéder à la « face cachée qu'on cache au monde ». C'est donc d'une certaine façon accéder à la vérité, même s'il sait bien que tout le monde n'est pas un tueur, il pense que cela peut arriver à tout le monde. Il explique son visionnage comme un moyen de « s'endurcir » pour réussir à réagir si une agression se produisait et menaçait sa famille :

Franchement je vous ai dit pourquoi [je regardais ces vidéos]. Parce qu'un jour y'avait un souci avec mon père [qui avait été agressé en tant que vigile et menotté par des cambrioleurs] et tout ça et moi je me suis dit, mes parents je les aime beaucoup, mon frère, ma mère, je les aime beaucoup, donc je ne veux pas les perdre pour un truc comme ça. Si un jour il y a un cambrioleur, un truc comme ça, je peux réagir.

En réalité, le site propose toutes sortes d'images, dont des images sexuelles, qui ne correspondent pas tout à fait à un entraînement mental d'auto-défense, et les images proposées, de son propre avis, concernent bien souvent des images venues d'Amérique latine, c'est-à-dire d'un contexte de violence différent de ce qu'il peut vivre en Ile-de-France. La notion de réalité semble de ce fait un peu élastique, et si la découverte de la réalité du monde semble jouer un rôle d'alibi pour maintenir une forme de fidélité à l'idéal paternel, une forme de jouissance ou d'adhésion aux images, d'emprise des images semble une cause plus probable de ces visionnages que celle qui est consciente et affichée.

Au-delà des images, les RSN : un environnement médiatique menaçant

La rencontre avec les images violentes, sexuelles ou haineuses se fait en grande part à travers les RSN. Ils n'en sont pas la seule source, puisque nous avons vu que les adolescents connaissent des sites spécialisés où ils peuvent ne voir que des images violentes ou sexuelles. Mais sur les RSN, ils en sont alimentés au-delà de leurs propres recherches, avec des images qui, du fait de la surprise et de leur curiosité, peuvent les sidérer. Pour certains, le choc finit par constituer un mode de divertissement et d'excitation, surtout quand ils sont déprimés.

Les RSN constituent aussi des espaces où des images d'eux peuvent circuler, du fait de leurs propres publications, mais aussi du fait des publications ou des actions des copains. Dans les deux premiers groupes, il est apparu qu'ils avaient des pratiques consistant à constituer des dossiers sur les autres à partir des images volées sur Snapchat. Nous les qualifions de volées, dans le sens où ce sont souvent des images de dérision, envoyées aux proches copains pour susciter le rire et la complicité, à cause de leur caractère éphémère. Le fait de les conserver est une première trahison de la confiance des copains. Les copains peuvent être au courant ou non de cette captation, selon les applications utilisées. C'est Maël qui a semblé le plus sur la défensive, dans l'établissement 1, où tous cherchaient à contrôler au mieux leur image de jeune, branché, détendu, mais lucide sur le fonctionnement des RSN. Il apparaissait que les dossiers qu'il semblait constituer massivement sur ses amis étaient une façon de se protéger de menaces éventuelles ou de révélations sur sa vie privée. Dans l'établissement 2, malgré une ambiance bien moins compétitive, la dimension de menace était encore présente, la constitution de dossiers réelle, et le refus de mettre des photos personnelle sur les comptes partagé par certain-e-s.

Dans les deux établissements ont été évoqués en plus des « dossiers » la pratique de la remontée du fil d'actualité, consistant à refaire circuler des photos des années antérieures, qui pourraient être particulièrement ridicules dans le contexte actuel pour les adolescents concernés. Il s'agit de pratiques que les uns et les autres acceptaient néanmoins avec un certain flegme. Saïda dans le groupe 3, ressentant avec acuité les effets de surveillance que produisent les RSN disait qu'ils, les RSN, cherchaient à inculquer « la peur de soi », en faisant de soi-même son propre ennemi. Il s'agit là d'une violence symbolique que nous devons prendre en compte, au-delà même du caractère violent, sexuel ou haineux des images. Les RSN mettent les adolescents en situation d'être observés, d'être comptables de leurs actions passées, fussent-elles parfaitement légales, mais seulement inappropriées, ou ridicules à un âge plus grand, ou exposées hors de leur contexte. Ils créent un environnement qui incite à la parade, qui peut en faire basculer du côté de la parade violente, par jeu, ou par mimétisme, du côté de la parade sexuelle, en revêtant les insignes de l'hyperféminité, ou de l'hypervirilité, mais qui sous la pression des groupes peut se transformer en piège, porter atteinte à la réputation, aboutir à des formes de menaces voire de harcèlement, pour faire vaciller au final l'estime de soi. Les phénomènes de harcèlement sont à présent assez bien documentés (Debarbieux 2011, Couchot-Schiex S. 2016). Mais nous voudrions insister ici sur la menace diffuse et permanente qui en résulte pour tous les adolescents, même lorsqu'ils ne sont pas directement menacés et qui inspire leur prudence.

Dans le groupe 2 cette menace a été abondamment décrite. La plupart des garçons et des filles ont dépeint la fulgurance du risque de perte de la réputation, pour une épaule découverte, un décolleté trop plongeant, une mise en avant « de ses formes ». Comme le disait bien Jennifer, la jalousie entre filles y trouve un terrain particulièrement favorable. Elle se conjugue à l'expression d'une domination masculine redoublée, aboutissant au final à une pénalisation extrême de conduites parfois anodines, qui vient dénaturer le terrain d'expérimentation que pourrait être le web et transformer des espaces de liberté en espaces de moralisation où les intégrismes peuvent se déployer. Ces témoignages nous incitent à conclure dans le sens d'une violence de ces espaces tant pour ce qui y circule que pour leur dispositif panoptique qui vient décupler les effets du contrôle social.

Conclusion

L'analyse précise faite avec les jeunes, en particulier dans les entretiens individuels, de leur ressenti face à des images violentes, sexuelles ou haineuses (VSH) auxquelles ils avaient été confrontés pendant leur enfance ou leur adolescence, a fait émerger un nuancier très varié d'émotions. Les adolescents ne sont pas insensibles aux images, et quand ils le sont au moment de l'entretien, c'est souvent parce qu'ils le sont devenus, à force d'être confrontés à un environnement réel ou médiatique qui les a surexposés à des violences. Selon les milieux sociaux, selon le caractère plus ou moins sûr de leur environnement, selon l'attention parentale à la violence des images ou à leur degré de sexualisation, les adolescents ont le souvenir d'images qui les ont choquées ou qui leur ont fait honte et qui émanent de contenus plus ou moins anodins ou au contraire considérés comme particulièrement inadaptés aux plus jeunes, selon les classifications officielles. L'analyse de ces émotions a permis de montrer que les angoisses liées aux images médiatiques sont des alertes liées à des processus endogènes et exogènes, ou à des angoisses liées à des événements parallèles qui leur ont été associés. Les adolescents du groupe 1 ont été la plupart du temps préservés des images violentes, et sont restés de ce fait sensibles à des images moins violentes que ceux du groupe 2. Les adolescents du groupe 3 en particulier les jeunes suivis par la PJJ ont généralement peu de souvenirs d'expérience médiatique choquante ou n'ont pas souhaité en parler.

Les adolescents ont tous été confrontés récemment à des images VSH. Il peut s'agir d'images qu'ils vont chercher sur des sites spécialisés, auxquels ils peuvent être plus ou moins préparés, mais ce sont aussi des vidéos qui apparaissent sur leurs fils d'actualité, ou sur les comptes qu'ils consultent sur les différents RSN. Facebook, Instagram ont été particulièrement cités. L'ampleur de l'envahissement par ce type d'image est corrélée aux réseaux de contact, à l'absence de tri des « amis ». Les adolescents suivis par la PJJ semblent les plus exposés à ces images qu'ils recherchent particulièrement. Les adolescents du groupe 2 cliquent plus volontiers sur des vidéos violentes que ceux du groupe 1, alors que certains se sont déclarés être plus éloignés des images sexuelles, en invoquant un interdit religieux pesant sur le sexuel.

Les images VSH peuvent faire effraction pour certains jeunes, qu'il s'agisse de films d'horreur, d'images sexuelles ou de vidéos de crime ou de propagande, nous avons pu l'observer dans tous les groupes. Même s'ils ont été davantage protégés dans leur enfance vis-à-vis de ces images, certains adolescents du groupe 1 présentent également des signes de vulnérabilité aux images. Les images des attentats, en France ou dans le monde, ont pu créer un effet de sidération pendant plusieurs jours pour ceux qui les ont regardées.

Les adolescents qui sont le plus exposés aux images VSH développent une forme d'habitude, et ne les trouvent plus si choquantes. Tel est le cas particulièrement de ceux qui y ont été exposés depuis l'enfance, ou qui ont pris l'habitude de voir des films d'horreur ou de cliquer sur toutes les vidéos qui leur sont proposées sur le fil d'actualité. Les plus exposés sont souvent en grande difficulté pour élaborer une analyse de ces images. Certains, particulièrement parmi les jeunes suivis par la PJJ, vont

rechercher sur internet des images qui font écho à des violences vues ou subies dans leur environnement proche. Les images médiatiques sont alors perçues comme moins violentes ou moins choquantes que la réalité, mais le caractère répétitif de leur visionnage semble marqué d'une certaine compulsivité qui signifierait des formes de traumatismes. Dans d'autres cas, des adolescents s'exposent volontairement à ces images pour s'endurcir, se familiariser au spectacle de la mort ou accéder à une « face cachée du monde ».

Les RSN apparaissent pour l'ensemble des adolescents comme un environnement doublement menaçant : pour les images qui y circulent qui peuvent les exposer à voir des situations de violences, de haine, ou de crudité sexuelle qui ne sont pas recherchées par celui qui les reçoit, mais aussi pour les publications qui peuvent les concerner et qui peuvent les mettre en danger. Des publications qui leur semblaient favorables peuvent déclencher des commentaires haineux et « détruire » leur réputation. Des publications republiées en les détachant de leur contexte d'origine peuvent transformer des preuves d'amitié partagées confidentiellement, en source d'humiliations plus ou moins cuisantes. La surveillance panoptique que permettent les réseaux, favorisent les petites trahisons et la « peur de soi ».

Chapitre 5 Les stratégies observées

dans les trois groupes

Chaque groupe est ancré dans un terreau socio-culturel différent, pas entièrement homogène mais avec des prédominances. L'hypothèse principale d'une vulnérabilité aux images violentes, sexuelles et haineuses associée à des difficultés tant sociales, parentales, qu'aux capacités de symbolisation par l'écriture ou la lecture, conduit à supposer que les stratégies qui sont mises à l'œuvre par les adolescents des 3 groupes sont de nature différente. On pourrait supposer davantage d'autonomie chez les adolescents du groupe 1. Les groupes 2 et 3 sont marqués par des vulnérabilités cumulées plus grandes, en termes de proximité avec des violences physiques, qui induisent dans un certain nombre de cas le sentiment d'un environnement peu sûr et qui viennent renforcer, de par la structure des réseaux de contacts sur les plateformes numériques, la prégnance des images violentes, sexuelles ou haineuses sur les fils d'actualité. Il sera tout à fait important de voir néanmoins qu'avec un capital social et culturel plus faible, certains enquêtés des groupes 2 et 3 manifestent une propension nette à l'autonomie, alors que dans le groupe 1, une tendance au conformisme social et scolaire peut représenter un obstacle à l'autonomie. C'est sur la diversité des stratégies dans chaque groupe que nous chercherons à mettre l'accent. Pour autant, nous avons pu repérer des tendances dominantes dans les types de réactions mises en œuvre face aux images violentes, sexuelles ou haineuses dans chaque groupe.

1. Construction d'une typologie des stratégies et postures mises en œuvre face aux images violentes, sexuelles et haineuses

La catégorie de l'autonomie : catégorie phare de la typologie

L'objectif de la typologie que nous avons cherché à construire vise à évaluer la capacité individuelle des adolescents à prendre de la distance vis-à-vis des images auxquelles ils sont exposés, qu'ils les aient recherchées ou non, et à les analyser comme des représentations, à analyser les formes de violence qu'elles évoquent. Nous avons créé pour ce faire la catégorie de « **l'autonomie** » pour réunir toutes les attitudes mettant en évidence une **capacité de distanciation**, qui recoupe à la fois une **faculté d'individuation** de son comportement **par rapport aux images**, par rapport aux supports de diffusion médiatique, mais aussi **par rapport au groupe**, aux normes du groupe et à la pression qu'il exerce sur ses membres. Les groupes auxquels il est fait ici référence, sont à la fois les groupes de pairs, celui que constitue et réunit l'entretien collectif, mais aussi au-delà, le groupe classe, ainsi que le groupe familial, auxquels on peut ajouter le groupe « social » constitué des contacts avec lesquels

l'adolescent est en contact sur chacun de ses comptes de RSN. Ce sont des groupes de nature distincte, dont les ressorts de pression sur l'adolescent diffèrent. Le fonctionnement des RSN renforce la pression groupale, redouble notamment celle des pairs mais aussi celle de la famille quand elle est présente sur les RSN, dans des sens parfois contraires mais parfois convergents. L'orientation de la recherche a conduit à privilégier les éléments d'autonomie tels qu'ils apparaissent dans les discours des enquêtés. C'est donc une approche performative du discours qui a inspiré nos interprétations, considérant que parler peut être une forme d'acte. Il nous était possible d'apprécier la cohérence du discours, mais non sa conformité aux actes réalisés en dehors de l'entretien. Nous avons donc été attentifs à la **capacité de penser le sens des contenus médiatiques et des conduites effectuées sur les RSN**, de **choisir** les contenus auxquels on accède, d'élaborer des **critères** pour voir ou non des contenus violents, sexuels ou haineux, de discriminer selon leur genre de programme et de **pouvoir en parler**. L'autonomie des adolescents, pas plus que celle des adultes, n'est jamais complète, ce sont des éléments d'autonomie qui ont pu chaque fois être relevés ou non.

L'attention à la capacité des adolescents à construire une posture autonome est cohérente avec les enjeux d'autonomisation des adolescents, en particulier sur les espaces numériques (Chaulet 2009, Martin 2007). Elle est également en phase avec les exigences de la régulation des espaces numériques qui est principalement attribuée aux internautes, au titre de l'« autorégulation ».

L'adhésion : catégorie contraire à l'autonomie

A l'opposé de l'autonomie, nous avons situé l'absence de distance vis-à-vis des images violentes, sexuelles ou haineuses, en créant la catégorie « **adhésion** ». L'adhésion peut se manifester par l'**incapacité d'arrêter le visionnage** d'une vidéo alors même que l'on sait qu'elle risque d'être choquante au regard de ses propres valeurs. Elle se traduit aussi par la **difficulté à commenter** les images de violence, en dehors de leur description la plus simple, la difficulté à envisager l'image comme représentation, prise dans un cadre, produite pour des objectifs liés à sa diffusion et par exemple à donner quelques éléments de différenciation entre la pornographie et les relations sexuelles hors pornographie. Des degrés apparaissent dans la faculté des jeunes à s'immerger complètement dans le spectacle, qui les conduit rarement à oublier qu'il s'agit d'un spectacle mais qui les amène souvent à prendre appui sur la dimension du spectacle pour s'abandonner à la jouissance d'actes qu'ils trouveraient, dans un autre cadre, répréhensibles et à ne pouvoir en parler autrement que pour revendiquer ce plaisir. Ce faisant **nous distinguons l'adhésion pendant le spectacle**, qui est souvent l'indice d'un spectacle réussi, et **l'adhésion après le visionnage**, qui conduit à la défense d'un plaisir et donc des images regardées, voire du genre tout entier, comme si toute prise de distance et analyse du programme venait menacer quelque chose de l'individu lui-même. C'est la limite d'une « fanitudo » qui donne une connaissance intime des œuvres, séries, films, jeux, mais empêche l'accès à l'analyse critique.

L'indifférence ou la suspension du jugement

Sans aller jusqu'à adhérer aux images violentes, sexuelles ou haineuses, la catégorie de « **l'indifférence** » caractérise l'attitude de ceux que ces images laissent **sans voix, sans désir d'agir**

pour s'opposer à leur message, et qu'elles plongent dans une forme **d'apathie**. Les catégories indifférence et adhésion ont une intersection : les enquêtés dans l'adhésion sont souvent indifférents à la dimension violente, à l'impact de la violence sur les victimes, mais, à la différence de ceux qui se sont simplement insensibilisés à ces images, à force d'en voir, ceux qui sont dans l'adhésion peuvent en éprouver une forme de jouissance. L'indifférence ne relève pas d'une complicité active vis-à-vis de la diffusion des images violentes, mais plutôt d'une passivité, souvent liée au **sentiment d'impuissance** de l'individu sur les RSN, écrasé par des ordres de grandeur qu'il ne peut maîtriser.

L'évitement ou la soustraction aux images qui choquent

L'évitement correspond à une **stratégie volontaire de se soustraire aux images qui choquent**. Cette stratégie suppose donc l'**identification** de la catégorie d'images que l'on estime choquantes, et la **volonté** de ne pas y être confronté. Cette stratégie n'est pas réservée à la catégorie « évitement », dans le cadre de conduites « autonomes » les adolescents procèdent aussi à des formes de protection qui leur permettent de se soustraire aux images violentes, sexuelles ou haineuses qui leur déplaisent. C'est quand la stratégie de réception de ces images se limite à des évitements, sans réussir à penser ni à rendre compte de ses choix, que l'attribution de cette catégorie s'est faite.

Nous avons été amenés à distinguer deux formes d'évitement. L'un lié à des expériences personnelles désagréables, des jeunes qui ont observé que tel ou tel type de programme leur donnait des cauchemars ou des sensations déplaisantes, leur créait une « gêne », on pourrait l'appeler un « **évitement basé sur l'expérience** ». Mais d'autres jeunes ont évoqué des **évitements de principe**, liés à des interdits moraux souvent religieux, généralement liés à la représentation ou à l'évocation de la sexualité, nous avons appelé « **évitement intégriste** » ce type de conduite, il crée une difficulté particulière pour les jeunes en leur interdisant de penser ces images, de prononcer certains mots liés à la sexualité. Le qualificatif « intégriste » nous semble pertinent pour sa connotation religieuse, sans être associé à une religion en particulier, et pour sa dimension de radicalité, c'est-à-dire **d'un interdit pris au pied de la lettre**, que l'on ne peut négocier, qui ne concerne pas seulement les images, mais toute sexualité en dehors de cadres institutionnels stricts et par contamination, toute évocation de la sexualité.

A partir de ces quatre catégories, qui constituent une typologie des modalités de réception des images violentes, sexuelles ou haineuses, une analyse des entretiens a pu permettre de situer les enquêtés dans l'une ou l'autre de ces catégories. Mais selon les contenus envisagés, les conduites qu'ils ont décrites peuvent relever de catégories différentes. Dans la mesure du possible leurs attitudes ont été classées en fonction de l'attitude qui semblait la plus représentative de leur comportement vis-à-vis des images et des médias, révélant aussi des traits de leur personnalité. Mais certains comportements se situent clairement dans un entre-deux dont il a été tenu compte pour les placer dans plusieurs catégories. On trouvera en annexe la présentation de cette classification⁴⁰.

⁴⁰ Voir Annexe 3.

2. Illustration des catégories de stratégies à travers les trois groupes

Nous allons illustrer l'efficacité de la typologie pour analyser les modalités de réception construites par les adolescents à travers leur discours. Nous montrerons que chaque groupe a comporté des adolescents développant chacune des quatre stratégies, mais qu'elles prennent selon leur environnement, selon leur capital culturel et social des formes légèrement différentes.

Groupe 1

Le groupe est constitué de 24 enquêtés, leur répartition dans les différentes catégories est assez similaire entre l'établissement 1 et l'établissement 2, dont nous avons pu par ailleurs souligner certaines différences en termes social et scolaire.

Autonomie

Etablissement 1 : 6 adolescents, Valentine, Olga, Elvina, Louis, Pierrick, Saoirse.

Etablissement 2 : 4 adolescents Hugo, Achille, Gaëlle, Laureline et Dugarry, entre autonomie et adhésion.

Il y a différentes formes d'autonomie. Valentine manifeste son autonomie de diverses manières qui témoignent d'une capacité de **réflexivité** dans ses conduites médiatiques. A titre d'exemple, elle sélectionne les informations qu'elle publie. Elle a un compte Facebook depuis la cinquième, mais elle n'y publie pas grand-chose, elle va par exemple partager un message pour une manifestation. Elle est peu exposée aux images violentes sur Facebook et davantage aux images sexuelles quand elle va sur des sites de streaming. Elle a alors une attitude d'évitement, en fermant les vidéos, et elle prétend de ce fait « ne plus les voir ». Elle est cependant déjà allée voir des sites pornographiques, elle peut en parler sans être particulièrement gênée et met en cause l'image de la femme que ces programmes véhiculent, qu'elle qualifie de « réification ». Elle revendique ce faisant l'héritage féministe de sa mère et se pose des questions sur le fait que son petit frère puisse y être confronté trop tôt. Elle fait ainsi preuve de maturité en étant **capable d'assumer sa curiosité tout en réfléchissant aux conditions de production de ces images**, qu'elle ne situe pas dans la continuité d'une réalité universelle des relations sexuelles.

Olga développe une approche assez proche de celle de Valentine. Elle est extrêmement prudente sur Facebook et sait décrypter la surveillance qui s'y exerce. Elle publie peu, et a restreint son réseau au minimum des amis proches et de ses camarades de classe. Elle fait de même sur Snapchat. Elle est peu exposée de ce fait aux images violentes sur son compte. Elle n'aime pas beaucoup les films d'action, mais peut apprécier certaines formes esthétisées de violence, comme dans les films de Tarentino, et sait expliquer les raisons de son choix, pour elle, l'esthétisation et la mise en scène permettent une forme de distanciation. Elle développe également une analyse des images pornographiques, qui lui est personnelle. Elle trouve l'attitude prude des filles excessive, et celle des

garçons qui se vantaient au collège d'aller sur ces sites, inappropriée également. Elle est une des rares adolescentes à observer que les images pornographiques sont « spécifiquement faites pour les hommes »,

« Les femmes étaient très mises en valeur mais en même temps de manière à ce qu'elles ne soient plus du tout attirantes mais seulement objectifiées, objectifiées ». Elle dit que les hommes étaient là « seulement pour utiliser la femme, on va dire ».

Elle considère aussi que la majorité des images qu'on trouve sur Internet « n'est pas du tout réaliste et pas du tout apte à donner une bonne éducation sur la sexualité ». « Après ça donne des idées complètement faussées sur le rôle de la femme, ce qu'on est supposé aimer, ce qu'on est supposé faire ». Elle a personnellement accru sa compréhension de la sexualité en consultant des livres à la bibliothèque.

Hugo (établissement 2) témoigne d'une forme d'autonomie qu'on pourra trouver dans le groupe 2, qui est essentiellement une autonomie par la **capacité d'empathie et de réaction émotionnelle**. Il sait décrire des chocs émotionnels produits par des images qui l'ont sidéré par leur degré de violence,

« [Pour Hugo] les images violentes sont celles qui proviennent de la réalité, de faits réels. Ceci crée, après le premier temps du choc, une pulsion de savoir, de comprendre ce qu'il s'est passé, ce que c'est (il va en parler avec ses copains, il fait de plus amples recherches). Mais il ne peut verbaliser un discours construit dessus. Il y a ici quelque chose qui le laisse sans voix relevant sûrement d'un impensable. Nous pouvons nous demander quel niveau scolaire a Hugo, comment il se situe dans sa classe. Nous pouvons nous demander s'il n'y a pas certaines difficultés d'apprentissage au vu de sa difficulté première à lire, de l'apprentissage de la musique en dehors du conservatoire, de son désintérêt pour la recherche et la lecture d'informations d'actualité, et par la difficulté qu'il présente à écrire sur les images que nous lui donnons. Ceci pourrait expliquer la difficulté à organiser un discours critique sur ces questions. En effet, Hugo reste essentiellement à un niveau émotionnel, affectif (ce qui participe à le rendre touchant). » (A. Gozlan, rapport entretien individuel)

Le degré d'autonomie vis-à-vis des médias qui est celui d'Hugo est donc plus faible que celui d'Olga ou de Valentine. On s'en rend compte également dans les commentaires qu'il a laissés sous les images (n°2 et n°4 voir **en annexe 4**). Ce petit exercice qui leur était demandé à titre de témoignage ne comportait pas de consigne particulière. Sous l'image 2, il écrit « film action, meurtre, psychopathe, dangereux, acteur, conflit avec arme » sous l'image 4 il écrit : « soirée lesbienne, relations amicales qui parfois peuvent entraîner relations sexuelles, => alcool ou pas, tenue de soirée ». son commentaire reste au niveau de la dénotation, il est projeté par l'image dans l'évocation de soirées, amicales, mais ne questionne pas l'utilisation de l'image en tant que telle. Il intègre à son commentaire une compréhension de l'action et des indices qui sont donnés sur son déroulement.

Laureline (établissement 2) en revanche **décrypte les connotations des images** et met en cause l'utilisation de la sexualité féminine par la publicité, elle y voit un « désir de provocation » et un « effet de mode ». Cette capacité d'analyse est compatible avec son attitude très critique sur les parents qui publient des photos intimes de leur bébé sur Facebook (entretien collectif) parce **qu'elle envisage à la fois les intentions des auteurs des images et leurs conséquences**. Elle met aussi en relation les deux images, par-delà leur différence de contexte (jeu de guerre et publicité) avec la simple mention « glamour » qu'elle expose oralement aux enquêteurs, en complément de son texte. Elle désigne par

ce mot une volonté de séduction qu'elle détecte dans les deux images, à travers la sexualisation des personnages. Cette dimension « glamour », dans l'image violente, lui donne à penser qu'il y a un « danger d'identification au personnage », qu'elle associe au « djihad ».

Tous les jeunes ne vont pas réagir de la même façon vis-à-vis de l'image du jeune homme au couteau (image n°2). **Achille** est lui aussi sensible à la séduction, mais il l'évoque à partir de son ressenti. Il trouve que cette image « est belle », que le fait que ce soit un jeu vidéo et non la réalité permet de susciter et de reconnaître sans culpabilité le plaisir qu'elle suscite, et il en vient à écrire « cette image donne envie d'acheter le jeu. » Nous avons cependant détecté chez Achille des conduites autonomes, en ce qu'il manifeste une capacité de réflexion, y compris sur les images pornographiques qu'il a vues, et de réflexivité sur ses propres conduites. Il a une relation assez décontractée avec ses parents, qui pourrait favoriser cette réflexivité. Il regarde souvent la télévision avec eux, mais sans le vivre comme une contrainte, selon son envie de regarder les programmes qu'ils choisissent. Il a un contrôle de ses comportements de publication assez lâche mais qui s'interdit l'agressivité. Il avoue ainsi faire des selfies dans un des cours que les élèves ne trouvent pas très sérieux, ce qui est interdit dans l'établissement, mais il dit ne pas faire de photo de l'enseignant. Il dit aussi qu'il n'a jamais vu quelqu'un publier des photos de soirée, ce qui laisserait entendre un environnement proche assez responsable. Il manifeste lui-même **un sentiment de responsabilité** dans ses usages de Facebook, notamment en triant régulièrement ses contacts, il appelle cela faire des « **purges** » : « je vois tous mes contacts, j'enlève ceux que je ne vois plus, ceux avec qui je n'ai plus d'affinité particulière » (entretien individuel). Pour autant son contrôle n'est pas parfait et il ne vérifie pas ses paramètres de confidentialité.

Ces quelques cas pourraient nous aider ultérieurement à définir une gradation dans les niveaux d'autonomie ; le niveau d'Hugo comme celui de **Hugo** pourraient être classés de degré 1, centré sur leurs propres comportements, alors que celui de **Laureline**, de Valentine ou d'Olga correspondrait à un degré 2, étendu à une analyse des intentions des producteurs des messages.

Adhésion

3 adolescents de l'établissement 1 : Alexis, avec une dimension d'évitement, Maël et Guillaume

3 adolescents de l'établissement 2 : Ameline, Jules et Joseph, Dugarry, entre autonomie et adhésion.

Dans le groupe 1, l'adhésion aux dispositifs médiatiques est toujours limitée par le caractère relatif de leur relation aux médias. Ils disposent de sources d'information multiples, et la culture violente quand elle existe n'occupe qu'une partie de leurs activités médiatiques. Mais alors qu'on aurait pu penser à une généralisation des conduites autonomes, du fait de leur maturité cognitive, de leur relative ou excellente aisance scolaire, on constate chez plusieurs d'entre eux, y compris dans l'établissement 1 des formes d'adhésion.

Nous avons déjà eu l'occasion de montrer comment pour Alexis la différence entre réalité et représentation était confuse dès lors que des émotions fortes étaient en jeu. Chez lui, la dimension d'adhésion semble liée à une forme de porosité face à l'image médiatique et à une fragilité psychique

qui le conduit à se sentir envahi. La rigidité de ses représentations sur la décence, la pureté des filles, la répression des pulsions sexuelles le fragilisent face à des images à connotation érotique (image n°3, annexe 4). Il se retrouve sans outil pour faire face, comme aspiré par l'image avec la même intensité que d'autres jeunes qui ont un bagage culturel et scolaire bien plus faible. Il écrit :

« Image 3 relative au sexe.

Concernant :

La femme qui se déshabille (exclusivement) on ne voit pas se(sic) visage ? (est-il beau). En tout cas des cheveux des magnifiques. Un corps très excitant. Sans la connaître, de ce qu'on voit, on a tout de suite envie d'avoir des relations physiques avec elle.

En revanche :

L'homme est un spectateur. Relation client/entreprise.

Ce contexte dégoûte de tout.

Enervant et révoltant.⁴¹ »

Son habileté d'écriture et d'expression lui a permis de retracer en temps réel ses différentes émotions : un premier temps d'excitation très vive, malgré le caractère très stéréotypé de l'image, un second temps de répression au nom du « dégoût », mais sans pouvoir dire grand-chose de ce qui le dégoûte, en dehors de l'échange tarifé qu'il suppose entre la stripteaseuse et son client, et qui est à l'opposé de son idéal féminin. Alexis était très désireux de nous aider par son témoignage, et le fait de participer à un travail d'ordre scientifique était pour lui une légitimation assez forte pour se livrer ainsi à nu. On voit dans son travail de décomposition de ses émotions, un trait de sa personnalité que nous avons pu observer au cours de l'entretien. Il accentue la rationalisation de l'expression de ses émotions dont il pense qu'elle sera utile à notre observation.

Le commentaire de la seconde image (image n°1) manifeste la même porosité à l'image.

« Je comprends : - un clown ahuri qui a l'air surpris, -un homme déterminé, très violent, qui s'apprête à le frapper (élan, regard précisément sur lui).

Pourquoi ? Complètement irréaliste.

Très étrange ?

Veux-t-on me perturber. (sic)

Qui a pu inventer, penser à cette scène. »

Alexis décrit plus précisément l'image n°1 mais il ne comprend pas ce qu'il voit, un peu comme s'il était à la place du clown, « ahuri », ne comprenant pas la violence imminente qui l'attend. Il ressent alors un sentiment d'étrangeté qui lui fait penser à une manipulation, dont il serait lui-même l'objet (en témoigne son « veux-t-on me perturber »), en tant que spectateur de ce crime qui se prépare. A aucun moment il n'évoque le fait qu'il s'agit d'une image de jeu vidéo.

Nous avons caractérisé l'adhésion par l'absence d'élaboration des émotions et de réflexion sur la nature de la représentation. Mais les émotions ressenties par les enquêtés peuvent être de nature différente. Alexis éprouve de l'attraction qui fait place au rejet pour ces deux images, son émotion principale est le choc, l'excitation puis le dégoût, voire la colère. Maël a trouvé la posture du personnage

⁴¹ La disposition de son texte et l'orthographe ont été ici intégralement retranscrites.

violent « ridicule », tandis que Guillaume a reconnu y prendre du « bon temps ⁴² ». Pour Maël et Guillaume le niveau d'adhésion aux images est un peu différent. Il se traduit également par une adhésion aux injonctions à la surveillance des dispositifs numériques eux-mêmes : une de leurs activités partagée consiste à se retrouver ensemble pour « stalker » les comptes des autres. Pour Maël, l'adhésion à l'image va de pair avec une attention très grande à l'image de soi. Maël a développé sur les plateformes numériques un hypercontrôle : il demande le retrait des images de lui qui lui déplaisent, il veille à ce que ses publications sur Facebook constituent une « belle vitrine », si bien qu'« une personne qui arrive devant cette vitrine ait le moins de préjugés négatifs (entretien individuel) ». Cette attitude sur Facebook tranche avec les moments de publication intense qu'il a connus sur Snapchat (100 par jour). Ces différentes attitudes (hypercontrôle de soi, intense publication, moqueries des comptes des autres, jugement porté sur le personnage violent qui serait « ridicule ») manifestent, au-delà de leur opposition, un investissement très fort dans l'image de soi qui s'accompagne d'une volonté de cacher des traits de personnalité qui pourraient attirer l'hostilité, probablement du côté de l'homosexualité, pas toujours facile à assumer, particulièrement sur internet. La difficulté de Maël à ce moment de sa vie semble être que l'image de soi est prise dans un tissu de normes, d'apparences, et dans un désir de conformation à ces normes. En cela ses attitudes relèvent d'une adhésion, à travers les images, à une norme sociale, qui permet l'intégration, la reconnaissance ou peut susciter le rejet. Sa préoccupation vis-à-vis de l'image iconique est celle de son image sociale et de la conformité à un idéal lisse et opaque à la fois, celui de la « belle vitrine ». Guillaume illustre une autre forme d'adhésion, et de conformisme. Après avoir regardé les deux images, il écrit pour la première image (celle du clown qui va se faire frapper) que c'est « violent mais plus drôle qu'autre chose ». Il y voit l'expression du « burlesque à la GTA », tandis que la séquence de striptease, lui inspire : « forcément avec GTA on attend des images comme ça, mais il n'y a rien de vraiment choquant, tout est dans le sous-entendu ». Il conclut pour les deux images « juste du normal GTA, rien de très fin, mais de quoi passer du bon temps ». Par ailleurs, Guillaume se déchaîne en insultes sur *Clash of clans*, comme si l'espace numérique, *a fortiori* lorsque les actions y sont anonymisées, pouvaient être détachées de toute responsabilité personnelle. L'adhésion chez lui est une adhésion aux normes de plaisir préinscrites par ces dispositifs, la violence et le sexisme, qui sous une forme virtuelle lui semblent source de plaisir « normal ».

On pourrait donc distinguer dans ces trois cas, deux niveaux différents d'adhésion : une adhésion à l'émotion des images (Alexis), presque sans protection psychique et une adhésion à la norme sociale véhiculée par les images, dans un cas (Maël), la norme de la « belle vitrine », dans l'autre (Guillaume) la norme de virilité, autour de la violence et du sexisme, même si elle n'est pas nommée comme telle par Guillaume, qui reste dans le « sous-entendu ». Si l'on se réfère à la théorie peircienne des images, on pourrait sans doute rapprocher l'adhésion d'Alexis à une **adhésion à l'image comme indice**, qui est comme une reviviscence de la réalité, dont elle serait la trace, tandis que les formes

⁴² Ils ne commentent pas les mêmes images, Maël commente les images 2 et 4, comme Alexis, Guillaume commente les images 1 et 3.

d'adhésion de Guillaume et Maël relèvent d'une **adhésion à l'image symbolique**, à l'image en tant que symbole d'une norme sociale, qu'ils interprètent chacun de façon différente.

Dans l'établissement 2, Ameline, Jules et Joseph sont de gros consommateurs d'images violentes et d'images sexuelles pour les deux garçons. Leur familiarité avec ces univers ne les aident pas pour autant à construire un point de vue sur ces jeux, en dehors de leur engagement pendant le temps du jeu. Les commentaires qu'ils ont laissés sur les images se rapprochent de ceux de Guillaume. Ameline qui a été initiée aux jeux vidéo par son père, décrit très factuellement les images sans émotion ni quant à la violence, ni quant à la sexualité. Jules évoque un léger rejet de l'image violente, mais pas de l'image du striptease, « j'aimerais bien voir la suite, du fait que j'aime les vidéos où il y a des stripteases. L'image ne me choque pas particulièrement » écrit-il. Joseph, sans faire de phrases pose une liste de mots qui désignent une transgression : « irrespectueux », « honte », « malsaint » (sic), mais aussi à plusieurs reprises « plaisir ». Initié par son père aux films d'horreur dès sa petite enfance, il ne sait rien en dire, il est dans l'émotion du visionnage, « j'aime ça, je ne sais pourquoi mais j'aime ça », dit-il pendant l'entretien. On peut analyser chez Jules et Joseph une forme d'adhésion qui est à la fois adhésion à la dimension indicelle de l'image et une adhésion à sa dimension symbolique, en tant que ces images véhiculent des normes de plaisir.

Évitement

4 adolescents de l'établissement 1 : Céline, Myriam, Elias (entre évitement et indifférence) et Alexis (entre adhésion et évitement)

2 adolescents de l'établissement 2 : Angèle et Alizée

L'évitement pourrait se comprendre comme un inverse de l'adhésion. Mais si celui qui adhère aux images en général les aime sans trop savoir pourquoi, ou se retrouve envahi par des images auxquelles il a du mal à se soustraire, celui qui fuit ces images, sans toujours savoir pourquoi et ne saurait quoi en dire, s'il y était confronté. C'est en ce sens que, quoiqu'opposé à l'adhésion, l'évitement ne relève pas nécessairement de l'autonomie.

Les quatre filles essaient d'éviter toutes les images qui pourraient leur déplaire. Elles se tiennent pour cela à distance des RSN la plupart du temps. Elles ont ce faisant du mal à interpréter les images et à en percevoir les enjeux sociaux. Myriam ferme les popups de pubs pornographiques, même si elle s'y est habituée depuis le temps qu'elle regarde des séries en streaming. Alizée est très angoissée par certaines images, elle se tient donc à distance notamment des films d'horreur ou des images violentes. Mais elle pratique assez intensément les RSN, et ne sait pas vraiment expliquer les raisons de sa prudence. N'étant pas très assurée dans ses choix, elle pourrait très bien se laisser piéger par des publications trop intimes si un garçon le lui demandait. Céline évite les images violentes et les films pornographiques. Commentant l'image de striptease, elle écrit « un film érotique, de la gêne » et la gêne l'empêche d'en dire davantage sur ses propres émotions. Elle évoque dans l'entretien ses convictions religieuses et son caractère romantique qui l'éloigne de ce type de représentations. Mais elle sait qu'elle est très sensible aux images et en tire les conséquences. Plus généralement d'ailleurs, elle évite les RSN dont elle considère qu'ils ont plutôt tendance à couper les relations. Angèle exprime également un

rejet des images du fait de son caractère impressionnable. Cela constitue une attitude d'autoprotection qui préserve sa sensibilité, mais qui la coupe des références communes à son groupe de pair. Face aux deux images, elle évoque la violence, la pornographie, mais ne peut les envisager que de façon générique, sans s'attacher à la spécificité des images qu'elle a sous les yeux. Elle pense que ces images « plaisent aux adolescents », correspondent « à leurs goûts », s'excluant de ce fait du groupe, se rangeant paradoxalement à la norme de plaisir qu'elles véhiculent, au lieu d'affirmer ses propres choix. Mais elle ne voit pas qu'il s'agit d'images de jeux vidéo, et quand elle cherche des références, elle évoque *Orange mécanique* montrant ainsi qu'elle peut partager quelques éléments de cette culture sans toutefois avancer dans le commentaire de ces images.

Indifférence

2 adolescents de l'établissement 1 : Elias (avec une dimension d'évitement) et Noémie

2 adolescents de l'établissement 2 : Candice et Boris

Elias est un exemple intéressant d'indifférence. Il souscrit à l'idée que la violence est la norme sociale, « on n'est plus choqué de rien maintenant ». Mais son éducation, le soin que sa mère a pris pour éviter qu'il ne soit choqué trop jeune par des images violentes, l'ont tenu écarté de ces images. Il assume très bien qu'il n'a pas de goût pour les films d'horreur et qu'il a commencé à en voir surtout pour faire partie du groupe de pairs. Pour Elias, il importe d'être inclus dans le groupe, quitte à aller voir des films qui ne l'intéressent pas. Pour s'éviter la confrontation avec des images qui lui causeraient un déplaisir, il a inventé une technique de distanciation en enlevant ses lunettes.

- *La première fois [que vous avez vu un film d'horreur] c'était donc [quand vous étiez] au lycée, ça vous a paru violent ?*

- *Oui, c'était en seconde.*

- *Qu'est-ce que vous avez ressenti ?*

- *Là, j'avais fait une technique pour pas montrer que j'avais trop peur. J'avais enlevé mes lunettes comme ça je voyais un peu flou (il rit). C'était plutôt pas mal.*

- *C'est sympa de nous le dire. Franchement.*

Il rit.

- *Donc vous aviez peur d'avoir peur ?*

- *Ouais, sûrement.*

- *C'est dur Annabelle.*

- *Non, c'est pas si dur que ça. C'est le truc de la poupée, du coup ça fait un peu commercial, c'est vachement vendeur. (Elias, groupe 1, établissement 1.)*

Elias emploie une méthode du même ordre quand il regarde des films X, il les regarde sur son téléphone portable, l'image est donc assez petite et il regarde de loin. Il a une volonté très grande de s'intégrer au groupe majoritaire, et choisit donc de s'adapter au monde qui l'entoure sans développer de point de vue vraiment personnel. Il ne se dira presque jamais choqué. C'est pour cette raison, que même si ses stratégies sont très défensives et de l'ordre de l'évitement, comme le souligne plusieurs fois le rapport du psychologue, nous considérons que la stratégie la plus significative est l'indifférence, c'est-à-dire aussi la renonciation à développer un point de vue subjectif. La conséquence de ce

positionnement, c'est que cela le rend incapable de construire une pensée sur les contenus violents, sexuels ou haineux face auxquels néanmoins il construit des positions défensives de mise à distance.

L'organisation défensive mise en place par Elias est coûteuse mais efficace la plupart du temps. Son usage des contenus pornographiques est soumis à un contrôle pulsionnel important : mise à distance et dissimulation de cette pratique derrière le mur de l'intimité.

Cependant il n'est pas possible pour Elias d'élaborer face à d'éventuels contenus choquants ou aux menaces liées aux dérives éventuelles des médias modernes, dans la mesure ou grosso modo, il en dénie l'existence. (Rapport J.F. Chica)

L'indifférence de Candice s'exprime particulièrement face à Internet et au sentiment d'impuissance qu'elle y ressent. Elle nie la possibilité de faire supprimer des vidéos qui seraient choquantes, et déclare dans l'entretien collectif que face à des vidéos très cruelles, elle a pu les transférer pour se donner l'impression de faire quelque chose, niant les conséquences de ses actes, à savoir qu'en participant à la circulation de ces vidéos elle en accroissait la visibilité, et le degré de nuisance. Son indifférence n'est donc pas totale, mais dans le registre d'une passivité, d'une soumission aux normes des plateformes (l'injonction à publier). Face à des vidéos de propagande djihadiste qu'elle reçoit, elle semble croire, appliquant sans doute le même raisonnement, qu'il s'agit de les dénoncer. Elle ne dit pas les partager pour autant. Mais elle reste dans le flou, dans une certaine confusion vis-à-vis de ces images sans forcément chercher à savoir. Elle se plaint également de recevoir des images de sexe de garçons, de garçons qu'elle connaît, elle dit que « ce n'est pas que ça me dégoûte, c'est la nature humaine, mais je n'ai pas envie d'avoir à faire avec ces gens-là ». Pour autant elle ne les retire pas de ses contacts. Interrogée précisément sur ce point, elle dit « honnêtement ne n'en ai aucune idée. Je me suis dit plusieurs fois, « efface-les », mais fin je ne sais pas, après, soit j'oublie soit... », elle ne pourra donner d'explication. Elle finit par dire que elle plait sans doute à ces garçons, et qu'elle ne veut pas se couper de ces admirateurs. En même temps elle explique qu'elle ne veut pas de relations sexuelles « sans amour » et qu'elle voit ces pratiques comme du forçing. Chez elle, l'indifférence n'est donc pas une absence de valeurs personnelles, mais plutôt **une forme de passivité, d'acceptation et de mise en retrait de soi**. Face à l'image de striptease, elle voit dans la soumission de la stripteaseuse une volonté de profiter de la vie : « cette image me fait penser à ces filles qui ne veulent que le sex (sic) et qui prônent l'expression « on n'a qu'une vie » (phrase que je trouve assez stupide) ». Elle n'est pas rebutée par la dimension machiste de la scène, qu'elle ne perçoit pas.

Groupe 2

Le groupe 2 est composé de 33 adolescents, recrutés dans trois établissements (9,10,11) assez homogènes. L'établissement 9 est un lycée professionnel, la composition de l'échantillon semble plus diversifiée sur le plan des lieux d'habitation, l'atmosphère des entretiens collectifs était plus propice à l'expression de points de vue personnels. La pression du groupe était forte dans les entretiens collectifs des deux autres établissements. Au final, la même proportion de conduites autonomes face aux images a été observée dans les entretiens individuels des établissements 9 et 10.

Autonomie

12 adolescents

Germain, Malika, Jennifer, Katy, Marcia, Caroline, Iris (avec des éléments d'adhésion), Marion, Zohra, Nathalie, Noéllie, Douwi

L'autonomie vis-à-vis des images dépend d'une liberté de pensée

Certains adolescents sont tellement pris par un discours idéologique traçant les limites du bien et du mal une fois pour toutes, qu'ils ont beaucoup de mal à s'en dégager pour penser par eux-mêmes. Cette emprise idéologique est souvent fondée sur une conception intégriste et sclérosée de la religion, marquée par l'invocation d'une tradition figée. Elle a des effets délétères sur le rapport aux images, puisqu'il est impossible de penser ces images, au-delà de l'exposition d'une nudité considérée comme un acte interdit. Sans nous prononcer sur la nature de ce dogme et ni sur sa validité dans une religion donnée (en l'occurrence souvent l'islam), c'est comme tel que cet interdit est invoqué dans les entretiens. Toute image qui n'est pas de nudité semble en revanche tolérée sans limite, par les mêmes adolescents, à quelques exceptions près. Un certain nombre d'adolescents du groupe 2 pris dans cette idéologie ont donc beaucoup de mal à penser la question de la production de l'image, de la responsabilité de l'auteur de l'image, leur raisonnement se limitant à critiquer les comportements montrés dès lors qu'ils relèvent du sexuel.

En revanche les entretiens passés avec plusieurs adolescents montrent que, même s'ils partagent certains dogmes religieux, ils peuvent quand même se construire ou s'autoriser une autonomie de pensée, à côté des normes de la religion ou des parents (la plupart du temps confondues). C'est le cas de Katy qui défend une position tolérante vis-à-vis de l'homosexualité. Elle doit choisir scrupuleusement ses vêtements avec l'assentiment de sa mère, elle veille à la nature des images que l'on prendra d'elle, car il faut « se respecter », mais Katy considère que « toute personne a une place dans la société peu importe sa direction sexuelle, c'est lui qui décide de sa vie personnelle ». Elle sait que toute sa famille ne pense pas comme elle : « **mes parents ils peuvent croire des choses**, ma famille, [que] je vais prendre en considération certes, mais **je vais pas forcément adhérer à tout** ». Elle s'appuie notamment sur son expérience personnelle et celle de son amitié l'an dernier avec un garçon qui se faisait traiter d'homosexuel par ses camarades. Son autonomie de pensée lui permet aussi de rêver un destin qui n'est pas celui dont rêve son père. Elle peut dire que son père est « comme un mur », mais qu'elle, elle imagine avoir une vie sexuelle à partir de 18 ans, et non liée au mariage. Elle laisse entendre que sa mère pourrait aussi penser comme elle. L'autonomie dans la lecture des images bénéficie de la marge de liberté qu'elle accorde à sa pensée. Katy est cependant marquée par les normes du groupe. Elle évite les images violentes et sexuelles, de façon stricte (évitement intégriste). Mais lorsque son indignation est trop grande elle réagit. **Elle a déjà signalé une vidéo** comportant des images sexuelles à Facebook. Elle est aussi choquée par les messages racistes notamment contre une femme en hidjab et contre un couple composé

d'un homme noir et d'une femme blanche, mais ces vidéos, elle a tendance à les partager « pour montrer que franchement ceux qui font ça, ça ne se fait pas ». Face aux deux images qui lui sont proposées, elle trouve plutôt « drôle » l'image violente (1) et choquante l'image du striptease (3), mais elle fait le lien avec les clips musicaux, pour relativiser son émotion. Son autonomie se manifeste dans sa capacité à dire ses émotions, à agir face à des images qui la choquent, et à relativiser les images qui lui semblent choquantes mais banales, en faisant un lien entre des registres d'images différents.

Jennifer, moins inhibée par l'interdit sur la sexualité (aucune mention de religion dans son discours) va plus loin dans l'analyse du striptease (image n°3). Elle peut caractériser la relation de domination-soumission des deux personnes et dire que la femme est « présentée comme un objet face à l'homme ». Elle est par ailleurs très choquée par le racisme que subissent certains jeunes parce qu'ils sont d'origine étrangère (maghrébin, noir ou asiatiques). Zohra, élevée dans le principe de la virginité avant le mariage, évoque le fait que la femme (sur l'image n°3) est une « prostituée », « exploitée » par l'homme « pour ses désirs ». Selon elle, la pornographie rabaisse la femme, « c'est une mauvaise image parce que la femme et l'homme sont pareils ». Germain est un des rares à évoquer, face à l'image n°4 (publicité avec un baiser échangé entre deux femmes), l'homosexualité d'une façon non négative, et à situer l'image dans un contexte de production : il voit dans cette publicité une intention de « parler de l'homophobie ».

Malika est capable d'une grande autonomie par rapport au groupe et cela peut se manifester par le refus de regarder une vidéo. Il s'agit d'une situation dramatique très précise : celle d'une jeune fille tuée par son ex-petit copain suite à la publication par son nouveau copain d'images intimes d'elle. Elle connaît un peu cette jeune fille, et éprouve une grande peine à la suite de sa mort. Elle est indignée par le fait que l'on puisse regarder la vidéo et faire intrusion dans la vie privée de cette jeune fille, malgré elle. Elle assume (en entretien individuel) sa solidarité avec cette jeune fille : « ce n'est pas parce qu'elle a fait des trucs, que c'est une fille pas bien, [...] elle fait ce qu'elle veut ». Elle refuse donc de voir cette vidéo, et surmonte la curiosité que tant d'autres jeunes mettent en avant, en disant « pour moi, je la trahis, si je la regarde ». Dans un contexte intégriste qui est apparu dans l'entretien collectif, prendre de la distance vis-à-vis de l'interdit du sexuel relève d'une forme élevée d'autonomie. Malika fait preuve d'autonomie également en critiquant la dépendance des filles aux normes de beauté des « stars », sans voir que leurs photos sont « retouchées ». Son autonomie est clairement **ancrée dans le respect d'une frontière entre ce qui est de l'ordre du personnel, du privé, et ce qui est de l'ordre du public**. La notion de pudeur est de ce fait centrale pour elle, et elle commente l'image du baiser entre les deux filles (image 4) comme le signe d'un manque de pudeur, « de nos jours, les gens n'ont plus trop de pudeur ».

Nous prendrons un dernier exemple d'autonomie. Douwi est capable de raisonnement fin et d'empathie pour des personnes qu'il considère en danger. Il explique que cette philosophie lui vient de son frère qui lui a transmis le sens de la solidarité. Mais face aux images, il ne sait écrire qu'un mot sous chaque image, « violent : cruel », pour la n°1, « inapproprié » pour la n°3.

L'exercice révèle davantage les difficultés de Douwi vis-à-vis de l'écrit, qui au final, l'empêchent d'exprimer vraiment sa pensée, même si on peut disposer d'un début de positionnement. L'entretien (oral) a permis de percevoir une grande capacité de réflexivité, à la fois sur ses propres actes et sur les contenus médiatiques. Il est un des rares enquêtés à dire qu'il a signalé une vidéo raciste à l'encontre d'une personne noire et que le signalement lui semble une attitude normale. Il manifeste de l'autonomie en évoquant les images pornographiques qui circulent sur internet et qu'il a vues. Il peut évoquer sa recherche de ces images, puis son choix de ne plus en regarder préférant la relation directe avec des filles. Il peut expliquer son choix, par la dimension commerciale de ces images, et leur dimension de mise en scène. Mais cela ne l'empêche pas de penser que ces images puissent aider des couples, qui n'auraient plus « la flamme du début », « pour avoir des idées ». Dans son cas l'autonomie n'est pas liée à l'écrit, mais à une aisance relationnelle, à une confiance dans ses propres valeurs, et son ouverture d'esprit qui le conduit à accepter la sexualité sans tabou. D'origine maghrébine, il n'a fait aucune allusion à la religion au cours de l'entretien.

Adhésion

10 adolescents

Gaiden, Amine, Shenron, Mourad, Kévin, Andrei

Nouria, Sakura, Tiana, Merve entre adhésion et évitement

Adhésion à la violence par un travail de relégitimation

Chez les filles, Tiana, Merve qui sont des joueuses intensives de jeux vidéo violents ont tendance à oblitérer le contenu exact des jeux, et le sens des missions qui y sont jouées, quand elles les racontent. Tiana elle aime jouer à GTA, elle aime bien jouer avec les armes, elle aime bien tuer, mais prétend qu'elle ne connaît pas le sens des missions à exécuter, parce que c'est en anglais. L'adhésion à la loi du plus fort est telle pour Merve qu'elle va retrouver dans le jeu des formes de punition des actes sexuels qu'elle considère interdits par sa religion. Quand elle cherche à restituer le sens des missions de GTA, elle se souvient d'une mission qui consistait à aider un père à punir un garçon qui cherchait à avoir une relation avec sa fille, dans la continuité des obsessions de sa famille et de son frère qui redoutent beaucoup les relations entre filles et garçon et l'en préviennent largement.

Merve trouve toujours des justifications aux actes de violence qui viennent corroborer son intégrisme. Elle cherche d'ailleurs elle aussi à se trouver à côté du plus fort, et dope sa propre force en faisant des sports de combat. Quand elle décrit une vidéo violente qu'elle a vue et qui d'ailleurs a beaucoup circulé en 2013 montrant la décapitation d'une femme par un cartel de la drogue mexicain, elle l'interprète au travers de la question sexuelle : cette femme aurait selon elle trompé son mari, « un homme violent » qui ne l'aurait pas toléré. Elle n'approuve pas cette violence, mais lui trouve une justification apolitique, conjugale, genrée, conforme à ses prescriptions religieuses, sans tenir aucun compte du contexte de l'image. Merve est partagée entre adhésion et évitement car elle évite absolument toute image sexuelle.

Adhésion au dispositif de violence virtuelle comme défouloir

Pour Shenron, les images de jeux ne créent pas de confusion avec la réalité. Son cadre d'analyse est celui de la loi, mais il dissocie complètement, à la différence de Mervé, la loi dans le jeu et celle de la vie. **Dans GTA, la loi est celle du jeu, on peut presque tout faire.** Il imagine cependant quelques limites : on ne pourrait selon lui tuer un vrai président des Etats Unis, ni tuer des enfants dans ce jeu. Mais ce qui est permis (ou interdit) par le jeu n'est pas interrogeable. La dimension d'adhésion au dispositif est liée au rôle de défouloir du jeu : « ça permet d'évacuer » une violence et une hostilité qui ne sont pas dicibles ailleurs. Cela vaut pour la violence mais aussi la sexualité. Lui qui a une vision intégriste de la sexualité physique, trouve les bars à striptease de GTA, « amusants ». L'énonciation de la loi suffit à son commentaire et lui permet d'éviter toute expression d'émotion ou de point de vue personnel sur ces règles du jeu.

Mourad est un joueur intense de jeu vidéo, il peut y passer ses nuits. Il a un profil particulièrement marqué par l'adhésion aux images. Il aime regarder des vidéos violentes, notamment de « bastonnades » qu'il « like ». Il visionne également régulièrement des images pornographiques, mais il est gêné pour en parler. De ce fait, il « surjoue l'évitement » et prend le plus de temps possible pour répondre aux questions dans l'entretien individuel. Il semble « submergé par le stimulus représentatif qu'évoquent les questions au point d'en être sidéré » analyse Angélique Gozlan. Il manifeste tout au long de l'entretien une gêne probablement liée à la situation de l'entretien avec deux femmes à propos de ses activités numériques qui se traduit par des rires irrépessibles dont il ne peut dire la cause. Lorsque l'entretien aborde les images sexuelles, « le débordement pulsionnel est visible [...] dans le corps propre : Mourad se courbe sur sa chaise, se passe les mains sur le visage a plus de rictus ». Sa capacité de réflexion s'en ressent également : « l'ensemble du comportement laisse transparaître une excitation quasi désorganisant pour la pensée ». Il peut néanmoins évoquer une différence entre la sexualité et la pornographie, il évoque l'impact de la caméra sur les positionnements des acteurs, mais n'a pas de point de vue personnel sur ces images. Lui qui invoque pour lui l'interdit religieux sur la sexualité avant le mariage, considère que la fille a « l'air d'accord » et qu'elle est payée. Ces critères suffisent à légitimer sa consommation de ces images, sans toutefois apaiser la gêne qui s'organise autour de l'interdit, le laissant paradoxalement sans protection et sans point de vue vis-à-vis de ces images.

Évitement

22 adolescents

Dounia, Karine, Maëva, Sophie, Kady, Manoa, Farid

Malika, Germain, Jennifer, Caroline, Noëlle, Katy, Scott (entre autonomie et évitement vis-à-vis du sexuel)

Leïla, Ouarda (entre indifférence et évitement),

Sakura, Tiana, Nouria, Merve (entre adhésion et évitement),

La question de la pudeur est très importante dans le groupe 2, elle s'incarne dans des préconisations sur le vêtement des filles et l'interdit sur le dévoilement de leur nudité. L'apparence des filles et les comportements à connotation sexuelle (des filles le plus souvent) font l'objet d'une préoccupation intense, et de forts interdits qui motivent principalement les comportements d'évitement.

Lien entre évitement et adhésion

L'évitement peut être la conséquence d'une fragilité vis-à-vis des images violentes. Amine n'arrive pas à s'empêcher de regarder des images violentes réelles, mais il ne supporte pas les images d'horreur. Bien souvent, le sentiment de nausée, ou d'anxiété causé par le visionnage de certaines images conduit à une attitude d'évitement. L'évitement peut ainsi être l'indice d'une forte sensibilité aux images violentes, sexuelles et haineuses et d'un rapport adhésif aux images.

Evitement et renonciation jusqu'au-boutiste

Manoa renonce à tout ce qui n'est pas « utile », tout ce qui est extérieur à la famille et aux études. « Avoir une relation amoureuse ne sert à rien », elle y a donc renoncé, (elle a 15 ans). Par la même occasion, et sans doute pour les mêmes raisons, elle a renoncé aussi à toute activité numérique ou quasiment. Elle ne publie pas de photo par crainte des conséquences négatives. Pourtant, une partie d'elle ne renonce pas tout à fait à la séduction, puisque les vidéos qui l'intéressent sur YouTube sont des vidéos de beauté et de mode. Manoa a été abandonnée par son père qu'elle ne voit plus et ne se laisse intéresser ni par les films, ni par les séries ni par les RSN. Est-ce une forme de punition qu'elle s'impose pour redoubler celle de l'absence de son père ? Les motivations psychiques secrètes et le contexte culturel se confortent dans son cas pour aboutir à un univers qui semble fait essentiellement de renonciation. Elle pousse à l'extrême l'auto-contrôle sur tout ce qui pourrait être de l'ordre du plaisir, de l'imaginaire. Ce type de conduite apparaît comme un pas de plus par rapport à des conduites construites sur l'évitement et la privation.

Evitement du sexuel par souci de la morale et de la réputation

Sophie adhère à des valeurs traditionnelles, celles de son pays d'origine le Cameroun, et celles de sa famille. Elle évite de ce fait tout contenu sexuel. Elle est d'ailleurs punie régulièrement privée de télévision depuis un an, privée de téléphone suite à des mauvais résultats scolaires. Elle considère que les lois françaises sont trop permissives : « ici, il y a trop de libertés ». Elle évite de publier des photos, suite à des insultes qu'elle a reçues. Elle choisit apparemment pour elle une grande prudence et une stratégie d'évitement pour minimiser les risques de mauvaise réputation. Mais paradoxalement le seul programme qu'elle regarde avec assiduité est *Secret Story*, dont elle nie la dimension sexualisée, disant qu'il n'y a que des petits bisous. L'interdit est pris au pied de la lettre.

D'autres jeunes filles, comme Karine et Sakura, ont adopté une forte censure du sexuel malgré l'absence de référence religieuse, sans doute une façon pour elles de se plier aux normes du groupe. L'évitement conduit Karine à éviter aussi le signalement, par peur des représailles. L'évitement en ce sens peut être une manifestation du poids d'une double

surveillance, celle des groupes de pairs et celle du groupe familial, le jeu des plateformes numériques redoublant et amplifiant le contrôle social primaire. On retrouve chez Sophie une dimension paranoïde qui semble activée par le numérique, peur de se faire pirater, qui vient redoubler la peur de transgresser l'interdit familial.

Eviter d'en voir et d'en parler : une inhibition de la pensée ?

Scott est assez timide. Il recherche sur internet des images drôles et évite à la fois les images violentes et sexuelles. Il a été choqué par la vidéo du meurtre du policier lors des attentats de janvier 2015, qu'il est cependant allé chercher volontairement. Pourtant dans d'autres situations, il évoque une stratégie d'évitement qui semble assez cohérente et guidée par son frère aîné : il a construit un réseau de contact sur Facebook qui lui évite de se trouver confronté aux images qu'il n'aime pas, et il évite les images sexuelles grâce à un logiciel bloqueur de publicité. Son évitement est relativement efficace comme mesure d'auto-protection mais ne s'accompagne pas d'une capacité d'analyse. Confronté à *Tekken* ou *Saw*, il sait juste dire que ce n'est pas la réalité. Il exprime très peu ses émotions, ses ressentis. A propos des images les plus violentes, il dit seulement qu'il les a oubliées.

Indifférence

Cinq adolescents

Entre évitement et indifférence : Ouarda, Abélia, Leïla,

Entre adhésion et indifférence : Gaiden, Andrei

L'indifférence peut venir d'un trop plein de violences, pour quelqu'un qui n'en a pas spécialement le goût. Ouarda n'aime pas les bagarres, sa mère lui a demandé d'ailleurs de ne pas se battre. Mais, « les bagarres, ce n'est plus si violent que ça, à force d'en voir [...] ça me choque plus on va dire. Je vois ça dans mon quotidien depuis que je suis petite ». Elle s'est donc habituée à une violence environnante, à laquelle elle ne prend pas part, mais qui peut dégénérer, tout près d'elle. Elle a déjà entendu des coups de feu près de chez elle, la victime qui s'est fait assassiner était un ami de ses frères, elle a aussi vu en face de chez elle une personne sortir une arme à feu pendant une bagarre et prendre la fuite. L'indifférence n'est bien sûr pas complète, car Ouarda n'est pas sans sentiment vis-à-vis des victimes, elle voudrait d'ailleurs avoir un métier dans le soin, médecin ou infirmière. Elle a été très choquée par le meurtre qui s'est produit dans des rues où elle devait se rendre. « La vie est violente » dit Ouarda, faisant une sorte de synthèse de son environnement et des vidéos que son frère lui montre. Elle s'est insensibilisée aux vidéos d'horreur qu'elle voit en famille au moins depuis l'âge de 6 ans. Si elle se souvient encore du choc de *Chuky* à 6 ans et d'*Insidious* à 12 ans. Maintenant, *Saw* la fait rire, parce que tout est « mal joué » que « ce n'est pas la vraie vie ». Pourtant les horizons de violence sur internet, sur le petit écran ou à sa fenêtre semblent presque à l'unisson et créent un climat violent, une « vie violente ».

Chez elle il semble que la violence visuelle ou réelle soit subie, et qu'elle fasse en quelque sorte le gros dos pour passer à travers, avec le sentiment de ne pas pouvoir agir sauf à s'habituer. A la télévision, elle évoque des histoires de suicide qu'elle a vues dans *Enquêtes*

exclusives, mais dans lesquelles, en général, dit-elle, on ne montre pas « la fin », c'est-à-dire l'acte suicidaire. Son frère l'alimente également en vidéos violentes, parce qu'il est abonné à des pages de vidéos qui proposent indifféremment des vidéos humoristiques et des vidéos d'accident. Elle se construit cependant des points d'appui avec l'écriture, la lecture d'article, qui est sa façon à elle de s'informer par Google actualités.

Abélia, qui mentionne une culture chrétienne est dans des postures proches. La violence lui semble faire partie de son environnement, et les attentats ont encore renforcé ce sentiment, que « tout peut arriver à n'importe quel moment ». Elle a malheureusement côtoyé des situations extrêmes : pendant des vacances passées en colonie, elle a découvert un enfant noyé dans un lac ; elle a assisté avec sa mère à une agression contre une fille dans un train, sans que personne ne réagisse, dans l'indifférence générale. Et c'est cette sorte de passivité qui régit sa conduite. Elle-même a été harcelée et n'a pas réagi, la personne « est partie d'elle-même ».

En ce sens l'indifférence est une privation du droit de réaction, avec une dimension incivique, en ne portant pas secours à des personnes en danger. Mais c'est aussi une prudence extrême qui induit une adaptation au contexte, et au final une confusion des valeurs entre tolérance et acceptation, comme si toute action était vouée à l'échec et comme si la loi sociale imposait de supporter beaucoup de désagréments et de violences.

Cette indifférence nourrit aussi une incompréhension des enjeux de la publication. Abélia reconnaît qu'elle n'aurait pas pensé à signaler une vidéo violente ou choquante, fut-elle un appel au meurtre, parce qu'elle pense qu'« une personne a le droit de publier ce qu'elle veut. [...] ça ne regarde qu'elle ». C'est la dimension même de l'espace public en tant que partagé et porteur des valeurs communes qui est nié. Mais cette incompréhension est enracinée dans une habitude de se sentir en insécurité, dans un climat d'omerta, la jeune fille a reconnu par la suite qu'elle ne signale pas par peur des conséquences, si elle était identifiée.

Concrètement son indifférence la conduit à regarder un peu les images et à « passer à autre chose », face à des images de vidéos de décapitation, elle peut regarder « 3 photos » puis « ça [lui] coupe l'envie ». Abélia ne fuit pas ces images, mais elle essaie de ne pas en être tout à fait envahie. L'expression de « couper l'envie » est intéressante parce qu'elle indique la pulsion scopique qui conduit à vouloir voir, la curiosité que suscitent les vidéos ultra-violentes et la saturation liée au déplaisir qu'elles provoquent.

L'indifférence est une attitude qui est nourrie par une acceptation de la violence, parfois liée à des violences subies personnellement, et un sentiment d'impuissance face à un flux d'images, « qu'est-ce que je peux faire, moi, rien du tout », qui est un refus de toute responsabilité vis-à-vis tant des images que des personnes qui sont concernées.

Groupe 3

Les adolescents du groupe 3 sont partagés entre 25 adolescents dans le groupe 3A (suivis par la PJJ, dans les établissements 3,4,5,6) et 8 adolescents du groupe 3B accompagnés par des associations encadrées par l'ASE (dans les établissements 7 et 8).

Autonomie (ou éléments d'autonomie)

11 adolescents

Martin, Armelle (G3A), Calliopée (G3B).

Entre autonomie et évitement Redda (G3A), Founey et Adelaïde(G3B),

Entre autonomie et adhésion : Chems, Cyriane, Selina, Samuel (G3A), Saïda (G3B)

L'autonomie peut être nourrie d'une expérience de vie et de la singularité de sa propre situation par rapport aux normes majoritaires. Saïda (établissement 8), qui laisse entendre une préférence sexuelle pour les filles, décèle des formes de violence dans les jeux sexuels proposés par GTA, ou dans les formes majoritaires et hétérosexuelles de la pornographie, que peu de filles (ou de garçons) expriment à son âge. Elle est **choquée par un certain nombre d'images et de comportements (racisme ou homophobie**, qui pour elle est du même registre que le racisme). Cette autonomie est cependant loin d'être complète ou véritablement efficiente, en l'occurrence cela ne l'empêche pas de rester abonnée à Mojito qui diffuse régulièrement des vidéos de femmes qu'il fouette. Adelaïde (établissement 8) est très sensible à la place faite aux femmes homosexuelles dans les films et les séries récentes, suite au travail qu'elle a dû faire pour assumer son orientation sexuelle et prendre de la distance vis-à-vis de sa famille.

L'autonomie est souvent favorisée par **la distance aux outils de communication**, aux supports eux-mêmes. On peut voir dans la perception de ce que les médias enlèvent à la vie, une appréhension de la dépendance aux écrans. Calliopée en est un exemple. Elle explique que quand elle ne regarde pas la télé « elle va voir des amis, elle dessine, elle prend un café avec des gens, elle rencontre du monde, elle va à des festivals. Elle a fait du bénévolat (auprès de Rock en scène), une expérience importante pour elle « c'est ça la vraie vie, pas regarder la télé ».

L'autonomie c'est de **pouvoir arrêter de regarder une vidéo** parce qu'elle montre des faits trop éprouvants : Adelaïde a arrêté de visionner une vidéo de suicide quand elle a entendu les cris de la mère de la fille qui se suicidait.

Autonomie c'est la capacité d'analyser l'image de publicité que nous leur montrions, et de ne pas être choqué par le baiser entre deux filles, mais du fait qu'il soit utilisé pour un magasin de vêtements de sport et non pour un parfum ou un site de rencontre. Le fait que le baiser n'ait aucun rapport avec l'objet du commerce a choqué Adelaïde. C'est une capacité qu'elle démontre en même temps d'analyser l'image en tant qu'image, et non seulement à travers la réalité représentée.

Cyriane (établissement 5) était dans cette sensation d'un « monde qui part en sucette », auquel il faudrait donner des repères stables. En l'occurrence pour elle, pas question de renoncer aux libertés des filles, et les discours haineux contre les musulmans, comme ceux à

l'encontre des homosexuels, faisaient pour elle partie du désordre du monde. Mais les solutions militaires l'attirent, elle fait du sport dans sa chambre pour se préparer éventuellement à entrer dans l'armée.

Armelle (établissement 4) est un exemple particulièrement impressionnant d'autonomie. C'est une des enquêtés qui a tenu les discours les plus distancés et analytiques. Elle était pourtant en séjour en EPM pour avoir participé à un crime assez grave, probablement sous emprise. Sa capacité d'autonomie vis-à-vis des médias était comme déconnectée de ses propres actes. Le respect qu'elle inspirait aux autres détenus montrait concrètement la possibilité d'une sortie de la violence, par l'intelligence.

Adhésion

18 adolescents

Adel, Ibrahima, Bunny, Joachim, Samuel, Thomas, Selina (G3A)

Adhésion et évitement : Arthur, Mustapha, Yacine, Apollina (G3A), Fatoumata (G3B)

Adhésion avec des éléments d'autonomie : Ignacio, Crystal, Wesson (G3A), Bingoro, Saïda, Modibo (G3B)

L'adhésion à un imaginaire médiatique d'action violente

L'adhésion vis-à-vis des images violentes, sexuelles et haineuses est associée dans le groupe 3 A (suivis par la PJJ) à une adhésion à un imaginaire, celui de la force, d'une violence salvatrice, censée protéger un sujet souvent faible, souffrant d'un manque de confiance en soi, d'un trop-plein de confiance dans une réussite par la transgression des normes sociales. Le recours aux issues violentes est favorisé par l'impatience voire l'incrédulité vis-à-vis des modalités de reconnaissance proposées par la société globale, notamment par le système scolaire et la formation en général. La consommation très répandue de stupéfiant chez les jeunes délinquants (G3A) accentue la croyance dans des solutions magiques et l'exagération des possibilités offertes par la transgression violente. Pour les jeunes qui ont une expérience de la délinquance sous sa forme dure, braquage, trafics, vols avec violence, la représentation de la violence dans les jeux vidéo ou les films peut servir de support (actif ou rétroactif) à l'engagement dans des actions réellement violentes. Tous les jeunes du groupe 3 y compris ceux rencontrés en EPM n'ont cependant pas tenu des propos nous conduisant à classer leur rapport aux images dans cette catégorie, loin de là (cf. Armelle supra).

Adhésion- porosité, inclinant à la sidération ou au retrait

Certains jeunes vont éviter des images ou les prendre tout à fait au premier degré. Ibrahima ne supporte que les images qui reflètent la réalité « je préfère rester dans la réalité », il n'aime pas trop jouer avec des jeux vidéo qui le plongeraient dans un univers fictif, il préfère les jeux de foot. Il lui semble plus prudent de ne pas se confronter à des jeux dont les normes de représentation seraient décalées (fausses) par rapport à celles qui gouvernent les espaces physiques. Mais si on est dans un monde réaliste, il n'a pas trop de limites, vidéos violentes ou pornographiques s'affichent souvent sur son compte. Des images pornographiques lui sont envoyées par exemple par des copains avec des filles qu'ils auraient « payées ». Cette appréhension spécifique vis à vis des images de fiction, va de pair

avec une volonté de vérifier sur Facebook s'il est face à de « vraies » personnes. Il est capable pour cela de créer des faux comptes Facebook pour les tester (sans que ces personnes ne le sachent). Il est également très inquiet de combler les failles de sécurité qui peuvent apparaître sur son ordinateur et refuse d'être enregistré pendant l'entretien. La fragilité qu'il indique face aux images ludiques, sa hantise de la vérification et de la faille, construisent un profil d'adhésion par porosité, l'évitement des images ou des enregistrements étant censé empêcher la porosité, la circulation des informations, permettre une maîtrise de la réalité. En ce sens, on peut déceler chez lui une forme d'adhésion-porosité qui peut aller jusqu'au retrait.

Adel est habile en informatique. Parmi les jeunes suivis par la PJJ et rencontrés dans cette recherche c'est assez rare. Il semble principalement autodidacte, il a appris à installer Windows, à monter et démonter des ordinateurs, débloquer des iPhones... grâce à des vidéos postées sur YouTube. Il sait qu'il n'est pas facile de désactiver un compte Facebook. Il a ainsi des connaissances assez pointues. En ce sens, il a un degré d'autonomie vis-à-vis du numérique qui est très au-dessus de la moyenne, que nous qualifierons d'autonomie technique. C'est lié chez lui à une véritable curiosité. Alors qu'il semble assez apathique pendant les deux entretiens (collectif et individuel) les questions portant sur les ordinateurs, les usages des plateformes numériques le mettent en éveil et lui permettent de manifester une passion. Mais dans ses visionnages, il est pris dans un niveau d'adhésion aux images qui est également hors norme. Il a pris l'habitude de regarder des sites de pure violence, où l'on peut assister à des meurtres, avec « pas mal de vidéos de Daech », selon lui. Il ouvre alors son téléphone et montre une vidéo d'un assassinat commis par plusieurs hommes plantant des poignards dans le corps d'un homme à terre, qu'il regarde sans ciller des yeux. Il ne saura quoi en dire, ni décrire ce qui s'y passe, ni parler de ses émotions, juste « je ne sais pas » et le fait qu'il en regarde moins à présent. Face à ces images, il est pratiquement absent à lui-même, pris dans la sidération.

Thomas (établissement 5), a vu des images pornographiques, dont il ne sait quoi penser. Choqué par la violence de vidéos sadomasochistes rencontrées sur son fil d'actualité (une femme battue à coup de ceinture) il a demandé à son père ce qu'il en pense et s'il a déjà agi ainsi avec sa mère. L'adhésion de Thomas aux images pornographiques est associée chez lui à une grande immaturité. Il est un peu plus jeune que les autres enquêtés (14 ans et demi), il est aussi très naïf, manque de confiance en lui, se sent en difficulté dans le groupe et cela le rend plus incertain sa perception de la réalité et de la sexualité.

Ces trois formes d'adhésion se caractérisent par une porosité aux images qui se traduit par une incapacité à en dire quelque chose, à exprimer ses émotions, comme si l'image pénétrait l'intimité du sujet. Elles conduisent à des réactions qui vont du rejet des images qui seraient fausses et pourraient le tromper dans son rapport à la réalité pour l'un, ou à la sidération qui fait obstacle à la pensée, et dans tous les cas viennent troubler le rapport à la réalité.

Adhésion- jouissance

Apollina nous a raconté ses actes de violence comme s'il s'agissait d'un film, elle était enivrée du déchainement de sa propre violence, même dans le récit, elle restait mue par « la haine de sa

victime ». En partant, elle nous a demandé si nous avons eu peur. Angélique Gozlan, lui a répondu en lui disant que notre propos n'était ni d'avoir peur ni d'être rassurées mais d'entendre son point de vue. En tant que psychologue elle était sensible à sa demande affective, au-delà de la volonté de nous impressionner voire de nous terrifier, visible dans la manière dont elle s'était emparée des quelques madeleines que nous avons portées, comme une preuve d'affection presque enfantine. On pouvait entendre la détresse de cette jeune fille, élevée dans la violence par sa mère et son frère, violence tellement présente dans son esprit qu'elle avait pris l'initiative de nous en parler abondamment, mais on pouvait aussi ressentir l'empreinte dans son discours empreint de l'excitation des jeux vidéo (GTA) auxquels elle avait l'habitude de jouer. En ce sens, Apollina illustre une forme de continuité entre images violentes et vie violente. Les images qu'elle visionne et qu'elle publie l'aident à construire une posture et une armure guerrière dans une réalité dont elles donnent une interprétation éminemment conflictuelle voire explosive. Grosse consommatrice de télévision, aussi bien de séries enfantines comme *Joséphine ange gardien*, que d'émissions d'enquête policières, elle fait aussi beaucoup de selfies qu'elle poste sur Facebook ou YouTube, Snapchat ou Instagram. Elle aime se battre et visionne des vidéos de bagarre pour améliorer sa technique. Elle évoque notamment une photo d'elle encagoulée postée sur Facebook pour « préparer un braquage ». S'exprime dans son rapport aux images de violence quelque chose d'une jouissance de toute-puissance qui viendrait, avec l'alcool et les drogues nombreuses (cannabis, coke, champignon) qu'elle consomme, cautériser les blessures de sa vie et la « fragilité de son moi » que repère Angélique Gozlan.

« La violence dans laquelle évolue Apollina et la jouissance dans son discours sont inquiétantes et posent la question d'une psychopathie. La violence se constitue pour elle comme construction psychique et une modalité de survie. [...]Le recours aux images violentes pourrait s'entendre comme une tentative de mettre en forme un vécu traumatique, mais la difficulté d'insight présente chez Apollina, met en échec cette tentative, en privilégiant la fascination (évinçant la dynamique de penser), la jouissance et les tentatives de maîtrise de l'environnement insécure par l'acte, et « l'apprentissage » de méthodes violentes. » (Angélique Gozlan)

Elle supporte mal en revanche les images sexuelles et évite la pornographie dont elle dit qu'elle lui rappelle trop un viol qu'elle a subi. Devant l'image du striptease, elle évoque des envies de violence, contre la fille qui n'a « pas honte » et « montre ses fesses ». Son rejet des images sexuelles semble lié à un sentiment de vulnérabilité des filles, qui lui est insupportable. Bien que croyante, elle nous dit faire le ramadan, elle n'invoque aucun interdit religieux à ce sujet.

Wesson est capable de réfléchir au rôle des jeux vidéo dans son parcours de délinquance. Il semble proche d'une délinquance ludique, cherchant dans les actes transgressifs, les vols et braquages à main armée qu'il a réalisés, une montée d' « adrénaline » (selon ses propres termes), sans que cela réponde à des besoins réels : « Perso quand j'y repense, j'ai tout ce qu'il faut. Je sais pas pourquoi j'ai volé, j'ai fait des trucs comme ça ». Il dit jouer beaucoup aux jeux vidéo, mais, pour lui, cela n'a constitué qu'un horizon de désir, l'essentiel de sa trajectoire dans la délinquance est venu de la rencontre avec des personnes plus âgées qui l'ont fait basculer. Il indique cependant qu'il ne veut plus que son petit frère joue à ces jeux, et il interprète l'image 4 (deux femmes s'embrassant) comme un risque d'imitation : « Ça influence les gens ça, les gens sont pas faits pour que les femmes soient ensemble et que les hommes soient ensemble », il fait part de son déplaisir face à cette image. Il regarde beaucoup de

vidéos de violence, égorgement, accidents, apparemment sans en être gêné, il dit cependant qu'il évite certaines images, notamment sexuelles. Son rapport aux images est celui d'une adhésion à l'imaginaire de la violence, même si il a moins besoin qu'Apollina de se mettre en scène par des publications d'images. Le choix de son pseudo était à la fois celui d'un groupe de rap français et celui d'une arme à feu célèbre.

Évitement

Entre évitement et indifférence : Yves, Barthélémy, Camil (G3A)

Entre évitement et adhésion : Arthur, Yacine, Apollina (pour le sexuel) (G3A) Fatoumata, Founey (G3B)

Entre évitement et autonomie : Redda (G3A) et Adelaïde (G3B)

Le cas de Barthelemy est intéressant et se situe entre l'évitement et l'indifférence. Il manifeste une attitude entre le flegme et l'indifférence vis-à-vis des représentations violentes ludiques (à l'opposé d'Ibrahima, supra). Il rejette au final les images qui le dérangent dans une catégorie large d'images fictives. Il dit ne pas avoir vu beaucoup de vidéos violentes mais au cours de l'entretien se souvient d'une image de décapitation de femme qui lui a semblé bizarre. Sa stratégie a d'abord consisté à dire qu'elle ne pouvait pas être vraie. Comme d'autres jeunes il doute des images, et se sent finalement plus à l'aise avec les images de fiction. Sa stratégie d'évitement des images violentes consiste en quelque sorte à les déréaliser. Il ne souhaite pas voir d'images sexuelles et adopte alors une stratégie d'évitement. Il la réfère à sa mère qui lui aurait toujours défendu d'en voir, au nom de la religion. Mais pour lui, ce n'est pas la religion qui l'en préserve, mais la recommandation de sa mère. Quand il est amené à voir des images violentes ou sexuelles, malgré tout, il dit que cela n'a pas d'importance. S'il voit des filles se faire harceler, il dit « je m'en fous ». On voit ici comment l'indifférence peut être une forme d'évitement. Si l'attitude globale de Barthelemy peut être rattachée à l'évitement et non à l'indifférence, c'est que son objectif principal est d'éviter de se trouver face à des images qui suscitent des émotions qu'il ne sait pas vraiment canaliser. A propos de l'image de décapitation, il n'a pu tenir de propos subjectifs mais seulement généraux : « c'est pas bien », « ils sont fous les gens », « c'est choquant un peu ». La déréalisation est également articulée chez lui à un souvenir enfoui dont il dira avoir rarement parlé, celui d'un meurtre auquel il a assisté et qui a constitué pour lui un traumatisme, selon le terme employé par Ivana Belouin. Par rapport au ressenti encore vif de cet événement, toute image lui semble peu violente.

Ainsi, Barthelemy, à travers l'écran, peut se sentir protégé de la violence, à travers des dogmes religieux, il est protégé de la sexualité... Cela lui permet donc de minimiser l'impact de ces images sur sa psyché ; les vécus internes pulsionnels sont étouffés, réprimés.

Pour éviter vraiment la violence, pense-t-il, il faut surtout éviter d'aller traîner dans la rue.

L'expérience de Camil est assez proche. Il semble assez blasé par rapport aux réseaux sociaux, dit maîtriser les technologies, notamment, lui aussi en apprenant à s'en servir grâce à Youtube (cf Adel). Il se tient assez à distance des réseaux sociaux, mais d'une façon ambivalente, il revendique des

nombres très élevés de contacts (2000 sur FB) tout en jouant l'indifférence pendant l'entretien. Il se montre en revanche très choqué par toutes les formes de sexualisation, même dans la publicité ou dans *Titeuf* dont il trouve sérieusement qu'il donne un très mauvais exemple pour les enfants. Il ne peut non plus aller sur des sites pornographiques par respect pour ses parents, ce serait « sale » selon lui de regarder cela sur un ordinateur chez lui, même s'il effaçait l'historique. Il ne peut en dire plus.

Indifférence

7 adolescents

Ashley, Chouib, Dylan (G3A) Sekou (G3B)

entre indifférence et évitement Camil, Yves, Barthelemy (G3A)

Chouib a présenté pendant l'entretien une posture d'indifférence. Il est difficile de dire jusqu'à quel point elle a pu être sincère, dans la mesure où cette indifférence a été assortie d'une posture très défendue. Il prétendait ne voir aucune image violente sur son fil d'actualité, alors qu'il déclarait 1500 contacts. Il a cependant l'idée que voir une « femme morte avec du sang partout » serait violent. Mais en même temps il prétendait qu'aucune image violente ni sexuelle ne l'intéressait, mais que les images sexuelles étaient omniprésentes. L'indifférence aux images était assortie chez lui d'un usage plus relationnel que photographique des TIC et d'une quasi négation des images, seule comptant la violence de la réalité ou, de façon positive, les contacts réels avec des filles.

Sekou suivi par une association partenaire de l'ASE a un profil d'indifférence plus explicite. Il n'évite pas particulièrement les images, il ne nie pas leur présence, il voit même beaucoup de vidéos violentes sur son fil d'actualité. Mais il est accablé par le sentiment d'impuissance devant le phénomène. Il est à la limite de l'adhésion, car il est rare qu'il puisse arrêter une vidéo violente, il l'a fait devant des images d'agression sur lesquelles une victime avait le crane ouvert, il a stoppé la vidéo. Mais il en a vu beaucoup d'autres :

*« J'ai vu une vidéo y'a pas longtemps, j'sais plus c'était dans quel pays, c'était un jeune homme, il était attaché des mains et des pieds, ils lui mettaient plein de coups de couteau dans le dos, plein de coup de couteaux, il saignait c'était dégueulasse »
Quand il est au contact de vidéos de ce type, Jack ne pense pas à celui qui a partagé cette vidéo, et ne se dit pas que ça pollue son fil, car « c'est une réalité quand même, faut être au courant de ce qu'il se passe ». Pourtant, il dit ensuite ne pas avoir envie de savoir « le pourquoi du comment » cet homme se fait poignarder, « ça tombe sur moi comme ça, moi j'regarde. Ça aurait pu tomber sur moi comme ça aurait pu tomber sur un autre, quand ça me tombe dessus je regarde. Des fois ça me fait de la peine, des fois... c'est la vie hein, y'a de tout dans le monde ».*

Il lui est difficile d'arrêter la vidéo car le poids de la réalité l'oblige à faire face, mais dans le même temps, il se sent accablé, incapable de chercher à en savoir davantage sur les violences auxquelles il assiste. Dans le registre sexuel, Sekou a vu toutes sortes de contenus illégaux : pédophilie, sur son fil d'actualité, et même zoophilie. Il considère que ces contenus sont « bizarres », mais n'en est plus excessivement choqué, à force de voir « de tout » sur internet, il n'a pas idée de signaler ces vidéos, et ne pense pas que cela soit utile.

3. Stratégies dominantes dans chaque groupe

Nous avons pu constater que les stratégies des enquêtés dans les différents groupes sont diverses. Il existe néanmoins des stratégies dominantes selon les groupes, que nous allons caractériser ici. Cette comparaison permet de mieux différencier les difficultés que posent les images violentes, sexuelles et haineuses selon les contextes sociaux et scolaires. Nous nous appuyons à la fois sur les entretiens réalisés dans la phase un de l'enquête, et sur les ateliers conduits en phase 2.

Groupe 1 : autonomie par intellectualisation, tolérance et conformisme

Ce qui caractérise le groupe 1 c'est à la fois sa capacité de faire face aux images violentes, sexuelles et haineuses par l'intellectualisation, son niveau relativement élevé de tolérance vis-à-vis du sexuel, mais aussi sa volonté de maîtrise de ses publications et plus largement du numérique.

Autonomie par intellectualisation, Elvina

Je regarde Game of Thrones, c'est très violent, ça va me dégoûter niveau violence, je vais être obligée de fermer les yeux ou de crier tellement c'est gore et bien sûr c'est aussi la banalisation de la violence. Avant je voyais des choses qui m'horrifiaient et maintenant je vais les voir et je vais être moins sensible à ça parce que j'en ai tellement vu dans Game of. Moi ce que j'adore, c'est la psychologie des personnages qui est impressionnante, qui m'émerveille. C'est toujours l'intérêt personnel qui compte. L'inceste finalement ça ne me choque pas vraiment. Le fait qu'on puisse trahir sa propre famille non plus car je sais que c'est des choses qui peuvent arriver dans la vie. L'inceste ça ne me choque pas parce que c'est quelque chose qui existe depuis toujours, depuis l'Antiquité, comme la prostitution. C'est honteux mais on y est habitué, dans la fiction.

GW La violence des images est toujours contrebalancée par ce qui est intellectualisé ?

Disons que ça me permet de l'accepter. (Elvina établissement 1)

Commentaire de Geoffroy Willo :

Pour faire face à la violence des images qu'elles soient pornographiques ou filmiques, Elvina a la nécessité d'intellectualiser celle-ci et d'y trouver un intérêt intellectuel (comprendre l'autre, le monde). L'intellectualisation est ici aussi un mécanisme de défense afin de mettre en forme dans un discours des conflits internes. Ce processus est somme tout « normal » et pointe la nécessité de maîtriser les pulsions agressives ou les affects inconciliables pour la psyché. Contrairement à l'évitement, l'intellectualisation, ici, en formant un discours et en se rattachant à des idées critiques, ou à des idées collectives permet de jouer, d'échanger avec l'autre autour de ces images. Elle apparaît ici constitutive d'un certain travail psychique d'élaboration.

Ce type d'élaboration s'inscrit dans un contexte de compréhension du monde, de curiosité qui est aussi stimulé par les activités scolaires, et les projets d'intégration professionnelle. Il fait partie d'une manière d'envisager les médias comme des supports d'apprentissage que l'on peut mettre en lien avec d'autres types de connaissance. Les références historiques ou géographiques viennent aplanir les tensions que pourraient susciter certains contenus ou conflits de valeurs. Elles favorisent aussi des formes de tolérance vis-à-vis de postures différentes des siennes. L'intellectualisation s'accompagne

généralement d'une propension à la réflexivité, qui va de pair avec l'acceptation de ses propres émotions et une faculté à les décrire, même succinctement.

Le groupe 1 se caractérise également par un haut niveau de tolérance vis-à-vis du sexuel. Cette tolérance a été présentée par les jeunes à plusieurs reprises comme une spécificité dont ils étaient fiers, par rapport à d'autres milieux sociaux ou à des établissements scolaires qu'ils avaient pu fréquenter précédemment. Cette tolérance prenait notamment deux formes : la possibilité de parler de sexualité avec d'autres jeunes voire avec les adultes dans le cadre de l'enquête sans se sentir trop gêné, l'acceptation de l'homosexualité comme une orientation sexuelle respectable. Il n'est pas certain que ces caractéristiques soient réservées aux catégories sociales favorisées auxquelles le groupe 1 appartient, mais elles étaient nettement moins présentes dans les groupes 2 et 3. Pendant les entretiens, aucun propos homophobe n'a été tenu dans le groupe 1. Plusieurs filles ont revendiqué des attitudes « féministes ». Pour autant, une certaine réserve est restée de mise et aucun jeune n'a déclaré son homosexualité non plus (alors que tel a pu être le cas dans le groupe 3B).

La tolérance fait partie des valeurs revendiquées, elle n'est pas opposée à une forme de contrôle social plus ou moins fort, ni à la volonté de maîtriser son image, ses publications sur les plateformes numériques. Le contrôle social de soi s'est avéré très élevé dans l'établissement 1, pouvant conduire les jeunes à des acrobaties numériques mais aussi à des formes de surveillance étendues dans l'établissement 1, plus faibles dans l'établissement 2. La maîtrise de soi va de pair avec la maîtrise du temps et la peur de l'abêtissement par les médias. La tolérance n'est donc pas associée à une absence de limites dans les comportements, mais au contraire, à des formes d'intériorisation plus grande des valeurs d'acceptation de la différence, tout en construisant des réseaux d'activités et de contacts qui éloignent des formes de violence sociale.

Le **capital culturel et technique** dont disposent ces adolescents leur permet de mieux connaître les fonctionnements des TIC, ou même d'avoir plus facilement accès à des moyens d'apprentissage de ces techniques. La nature de la médiation parentale avec des parents qui utilisent l'internet favorise également leur meilleure prise en compte de ces univers (Fluckiger 2008). Mais la volonté de s'intégrer à la norme sociale des milieux favorisés, qui relève d'une forme de **conformisme**, les conduit plus souvent à s'adapter au fonctionnement des plateformes, et rarement à s'engager contre des contenus qui les choqueraient. Aucun des jeunes du groupe 1 n'a signalé un contenu en ligne.

Réactions et Solutions

Nous nous appuyerons plus précisément ici sur les observations faites pendant les ateliers. Ils ont confirmé la différence de culture médiatique entre les deux établissements du groupe 1, de façon plus marquée encore que l'année précédente. Les jeunes de l'établissement 1 sont assez éloignés de la culture médiatique *mainstream*, à la différence de ceux de l'établissement 2. Aussi la présentation des résultats intermédiaires, qui était au cœur des ateliers, évoquait-elle souvent des programmes qu'ils ne connaissaient pas ou très superficiellement, il leur était alors difficile de commenter les verbatim des adolescents enquêtés. Mais on a pu retrouver la tendance à l'intellectualisation déjà soulignée : Aude a

ainsi fait part de sa façon de regarder *The Walking Dead* et d'en apprécier le réalisme psychologique, malgré son caractère « manichéen ». Ils ont constaté que depuis qu'ils avaient quitté le collège ils n'entendaient plus parler de télé-réalité, mais Agathe a déclaré qu'en tant que relevant de « la culture de masse », il était « intéressant, si on se place d'un point de vue critique, [d'observer ces émissions], pour comprendre la société en général ». Elle avait entendu des critiques sévères de l'émission *Mariés au premier regard*, qu'elle n'avait pas vue pour autant. Face aux émissions d'enquête policière, Aude est sensible au caractère factice de la représentation de la police, elle trouve que le style en est « romancé », « ça donne l'impression que [les policiers] sont fiers d'être filmés » et témoigne d'une réception ironique du programme, « pour rigoler ». Ils ont été en revanche très peu sensibles à la dimension éventuellement stigmatisante de ces programmes pour les jeunes de banlieue, ce qui renvoie à la fois à leur fréquentation sociale éloignée de ces publics, et à leurs fréquentations médiatiques.

Dans l'établissement 2, avec des origines sociales plus mixtes socialement, et probablement moins favorisée que l'année précédente, un attachement moins intense à la réussite scolaire que dans l'établissement 1, les jeunes ont spontanément réagi sur le caractère inadapté des émissions de télé-réalité pour des enfants. Certains, comme Kim ou Sarah, en étaient de fervents adeptes, Kim allant jusqu'à enregistrer les programmes qu'elle ne pouvait pas voir. Tous connaissaient suffisamment ces programmes pour être choqués à l'idée qu'un des verbatim évoquait avoir vu *Secret Story* « depuis 9 ans », donc à partir de 6 ans. C'est la sexualité débridée qui y est évoquée qui leur paraissait gênante, la sexualisation des filles « qui font des stripteases », le vocabulaire grossier, les fautes de « syntaxe ». Kevin est allé jusqu'à parler de « poison » à leur propos, tout en s'appuyant sur ses propres visionnages. « C'est débile, y a rien, ça n'apporte rien, et c'est encore moins intéressant qu'une série débile ». Isabelle revendiquait une réception ironique, « ça nous fait rire, et voilà. Ils ont argumenté à partir du caractère influençable des enfants : « 6 ans c'est l'âge où on construit notre pensée, si on regarde ce genre d'émissions on risque de penser pareil » (Kim), « ils vont penser que c'est la réalité » (Isabelle).

Ils ont eu une attitude très critique envers les émissions d'enquête policière. Jakarta a évoqué « une vision faussée de la police », mais aussi « une vision des jeunes des quartiers sensibles » caricaturale, la surreprésentation des jeunes de banlieue, l'absence de la délinquance en col blanc. Plusieurs d'entre eux ont évoqué comme Stéphanie le fait que « ça joue sur les stéréotypes et c'est dangereux de regarder ça. Si on regarde ça depuis la campagne [...] on va se faire des idées dans nos têtes ». « Moi quand je vais dans le 93, j'ai pas peur pour ma vie, je me cache pas, fin voilà... Faut juste faire attention aux idées qu'on véhicule » (Sarah).

Ils ont ensuite tenu une longue discussion sur la diversité des formes de rap, sensibles aux tendances commerciales de certains chanteurs comme Gradur ou Booba qui mettent en avant le côté voyou des garçons, mais aussi d'autres comme Kery James « qui font passer des vrais messages ».

Sur les programmes d'information ils se sont montrés très méfiants. Ils se sont révélés à la fois spectateurs réguliers des chaînes d'information en continu, et très critiques sur leurs « amalgames » comme Sarah qui prétend distinguer les faits qui l'intéressent, et les commentaires, qu'elle ne souhaite pas entendre.

Ils ont proposé dans les deux établissements de nombreuses pistes pour accompagner mieux les préadolescents sur internet que nous regrouperons ici. Le sérieux de leur implication, la diversité des solutions et les nuances apportées sur les différentes solutions font partie des caractéristiques du groupe 1. La plus grande richesse de vocabulaire, l'habitude de l'élaboration critique dans leur scolarité, et probablement dans les relations avec les parents, font que les jeunes se sont emparés volontiers de ces questions et ont pu développer collectivement des pistes d'action.

Contrôle et interdictions pour les plus jeunes

- Remplacer les recommandations sur les jeux vidéo par des interdictions
- Contrôler l'âge d'accès pour les sites
- Mieux sécuriser les sites

Régulation, filtrage et prévention sur les réseaux sociaux et les sites internet

- Renforcer la régulation des plateformes
- Diffuser des vidéos d'information des jeunes sur Facebook, sur les enjeux de la publication (remplacer les CGU par des petites vidéos)
- Filtrage des propos racistes par des algorithmes et par des filtres humains, permettant éventuellement un blocage du compte à l'instar de ce qui est fait sur la play station quand on hacke des jeux
- Filtrage des images choquantes et envoi d'un texte avant l'image expliquant son contenu
- Filtrage des images avec du sang, avec des armes
- Préférence de certains pour le filtrage, pour éviter la sensation de formatage par l'école et tenir compte de la diversité des points de vue parentaux sur les interdits (notamment en matière de racisme).
- Sanctionner des vidéos comme celle de Mojito dégradant l'image de la femme.

Rôle de l'école et prévention

- Education, sensibilisation des enfants aux bonnes pratiques sur internet dès le primaire
- Favoriser l'expression des émotions des enfants
- Analyser les stéréotypes présents dans les médias
- Organiser une consultation collective en face à face avec une figure d'autorité
- Organiser une consultation individuelle avec un psychologue pour éviter les problèmes des suiveurs et des tyrannies de groupe.

Rôle des jeunes

- Système de parrainage, ou d'ambassadeurs, avec des lycéens qui expliqueraient les bonnes pratiques auxquels les enfants pourraient mieux s'identifier.

Parents

- Renforcer l'information des parents

- Renforcer le contrôle des parents sur les publications d'image
- Renforcer la communication parents-enfants

Les jeunes de l'établissement 2 davantage exposés que les jeunes de l'établissement 1 ont été plus inquiets de la nature des messages racistes et violents qui circulent sur internet. Les jeunes de l'établissement 1 plus focalisés sur les problèmes de harcèlement et de publications intempestives. Les solutions proposées dans les deux établissements se rejoignent pour un certain nombre d'orientations, notamment sur le renforcement du filtrage, l'appel aux algorithmes, et le renforcement de la prévention. Les jeunes de l'établissement 2 ont été nombreux à souhaiter un renforcement des interdits pour l'accès des plus jeunes aux sites adultes et aux jeux vidéo de guerre.

Groupe 2 : un choix marqué en faveur de l'évitement intégriste du sexuel

Evitement intégriste

Nous avons créé une sous-catégorie de la catégorie évitement pour nommer le rigorisme moral ou religieux, c'est-à-dire pour désigner le comportement consistant à s'interdire par principe de regarder toute image à connotation sexuelle. Ce qui frappe, c'est que certaines jeunes filles, voire certains garçons comme Farid, ont eu tendance à justifier cet évitement en mettant en avant un interdit religieux, alors que dans le même temps la plupart d'entre eux reconnaissaient que les garçons ne s'en privent pas voire s'en vantent (Ouarda), tout en déclarant que la religion est la même pour les deux sexes.

L'évitement des images sexuelles est partagé par de nombreuses filles, du moins c'est la conduite qui a été déclarée pendant l'entretien. L'engagement religieux n'a pas été interrogé systématiquement, car il ne faisait pas partie des hypothèses de l'enquête. Il a été évoqué spontanément dans quelques entretiens du groupe 1, souvent pour faire part de la relation à la sexualité plus qu'aux images sexuelles elles-mêmes.

Abélia, de culture chrétienne, manifeste une grande timidité sur le sujet. Elle dit qu'elle « sait déjà » ce qu'est la sexualité, sa tante lui ayant montré involontairement un film X quand elle avait 10 ans suite à un problème de téléchargement. Cela n'avait pas entraîné de traumatisme, les enfants ayant crié fort, la tante aurait changé de programme en disant seulement que « ce n'était pas bien ».

L'évitement du sexuel peut aussi être limité par une autonomie personnelle. Marcia qui avait vu dans son enfance des images érotiques d'un téléfilm de M6 s'était alors cachée sous le lit de sa grand-mère pour que personne ne croie qu'elle les avait vues. Mais une fois adolescente, elle est allée voir une vidéo sur la sexualité féminine sur YouTube. Malgré sa religiosité affichée, elle est revêtue d'une grande robe qui la couvre totalement, elle fait preuve de liberté de pensée et manifeste des comportements vis-à-vis des images qui ont des dimensions d'autonomie.

L'évitement du sexuel est souvent présenté comme un principe de vie, qui serait inculqué depuis l'enfance. Mais il peut aussi être étayé par le rigorisme d'un système de pensée très rationnel. Farid en est un exemple frappant. Non seulement il porte des jugements qui sont tous adossés à une conception religieuse rigoriste, mais cette religiosité est elle-même soutenue par un raisonnement rationnel en finalité, au sens de Max Weber: Farid justifie les privations imposées par l'éthique religieuse par un gain moral et même un bénéfice pour soi (« ça évite les problèmes »), au-delà de la religion et des bénéfices qu'elle fait miroiter (« le paradis »).

Interdit du sexuel et adhésion aux images violentes : simultanéité ou corrélation ?

Autant les filles très croyantes arrivent sans peine, d'après leurs déclarations, à fermer les fenêtres de vidéos publicitaires sexuelles, en appuyant sur la « petite croix », autant c'est plus compliqué pour un certain nombre d'entre elles de fermer une vidéo de violence, fut-elle ultra-violente, dussent-elles en ressentir de la souffrance. C'est le cas de Nouria, son adhésion aux images de violence ne l'empêche pas de ressentir de l'empathie, pour un enfant syrien blessé par exemple, dont la vidéo l'« a fait pleurer » mais elle regarde de nombreux contenus de ce type. Son empathie se combine avec une certaine habitude, un émoussement des sensations et du choc généré par ces images. Plutôt que d'éviter ces images, Nouria considère que « de nos jours on peut s'habituer ».

Certains garçons témoignent dans le même sens. Andrei voit des vidéos de violences contre des handicapés. Si on l'interroge, il reconnaît que « ça l'énerve » mais, même si c'est « un peu une souffrance », il ne peut s'arrêter au milieu d'une vidéo, « j'ai envie de voir la suite ». Pour autant, il ne semble pas gros consommateur de médias, mais ne se sent aucune possibilité d'agir sur ces flux, pas même sur sa propre consommation de ces images. Quand ce sont des vidéos de *happy slapping*, il reconnaît que cela le fait souvent rire, même si « ça ne se fait pas ». La perception de la dimension transgressive lui est sensible, mais ne l'empêche pas de profiter du spectacle.

Le contraste est frappant entre le sentiment de pudeur que fait naître la nudité, surtout chez les filles, mais aussi chez certains garçons, et l'acceptation de la violence sous ses formes les plus réalistes. Cette dichotomie des sentiments et des sensations a été souvent observée dans les milieux populaires. La gêne vis-à-vis de la sexualité, qu'on peut interpréter comme une difficulté d'abord langagière ou aussi langagière que morale, n'est pas du tout mise en avant lorsqu'il s'agit de violences. Farid, très rigoriste, aime bien les films d'horreur comme *Saw*, pour lui ce n'est « que du ketchup », il fait cependant la différence avec la violence réelle qu'il ne supporterait pas, « ce serait malsain » de regarder des gens se faire torturer réellement.

Adhésion des garçons aux images sexuelles au-delà de l'interdit

Au-delà du discours de l'interdit de l'exhibition des formes des filles, les garçons construisent souvent un rapport aux images sexuelles qui est de l'ordre de l'adhésion, et de l'interprétation unilatérale des images sexuelles. Cela vaut pour les images pornographiques, mais aussi pour les photos des filles qui circulent sur les RSN. Garçons et filles portent à leur propos des jugements péremptoires, très dévalorisants pour ces filles, prenant les images pour des preuves irréfutables de leur culpabilité.

Réactions et solutions

Dans les ateliers, composés un peu différemment des entretiens de la phase 1, avec globalement des jeunes un peu plus favorisés scolairement, la dimension d'interdiction du sexuel est apparue nettement quoique sous des formes plus adoucies que dans les entretiens. La pression du groupe sur la normalisation de l'expression a pu s'exercer dans le sens de la norme de groupe, mais la parole a été tempérée voire un peu inhibée par la présence d'enseignants dans 3 ateliers sur 4.

La séparation des filles et des garçons

L'évitement intégriste observé dans les entretiens n'a pas pris la même forme dans les ateliers. L'interdit des rapports sexuels avant le mariage dans le contexte religieux n'a jamais été formulé clairement comme cela avait été le cas dans les entretiens. Il s'agit sans doute d'un effet de la présence des enseignants, qui conduit les jeunes à limiter les références à la religion, pour respecter le principe de laïcité ou préserver leur sphère privée. Mais le caractère tabou de la parole sur la sexualité et de la mise en représentation de la sexualité, la pression exercée sur les filles pour qu'elles restent éloignées de toute posture à connotation sexuelle sont apparus dans tous les ateliers.

Dans l'établissement 10, les entretiens individuels avaient fait apparaître un interdit pour les filles de parler, ou de parler trop à des garçons, fut-ce dans l'enceinte du lycée. La configuration de l'atelier a été très différente de celle des entretiens, non seulement du fait des niveaux et des destins scolaires, plus favorisés dans la phase 2, mais parce que les entretiens n'avaient accueilli que des filles, aucun garçon n'étant volontaire pour y participer, alors que dans l'atelier, les garçons étaient en nette majorité (7 sur 9). Les deux filles présentes se sont installées à une extrémité des tables en « U », nettement séparées des garçons par quelques places vides, et ne se sont presque pas exprimées à l'oral, malgré les sollicitations. Elles se sont davantage exprimées par écrit. Dans l'établissement 13, filles et garçons se sont installées séparément chacun d'un côté du « U ». Seul un garçon, Adam, placé au milieu, a fait équipe avec des filles, de façon spontanée.

Tabou sexuel

C'est le commentaire d'une capture d'écran des vidéos de Mojito, snapchatteur devenu célèbre pour avoir mis en ligne des courtes vidéos de femmes qu'il fouettait en les insultant (les traitant de « kehkeh » à Mojito, signifiant « prostituée » en arabe) qui a mobilisé le plus de commentaires misogynes. Didier, qui a fait preuve de plus de nuances par ailleurs, a exprimé le sentiment de beaucoup : « Apparemment, elles sont consentantes donc...[...] c'est de leur faute on va dire. » Les arguments de Didier reposent sur leur consentement et le fait qu'elles seraient « payées ». Dans l'établissement 13, l'un des garçons en situation d'adhésion vis-à-vis des images, s'écrie immédiatement, « c'est un bon » à propos de Mojito, tandis que Zahra réplique « c'est la faute des filles ». Les filles, qui s'expriment, justifient à la fois l'humiliation de ces filles par leur consentement et le fait qu'elles soient assez « bêtes » pour s'afficher ainsi. Il est donc normal de les traiter de « kehkeh » puisque « ce ne sont pas des femmes » et qu'elles « se dandinent » sur les vidéos. Le tabou sur la sexualité se manifeste aussi par les mots employés : les filles méritent d'être appelées des « kehkeh » parce qu'elles acceptent de « faire des trucs bêtes ». La posture de la fille respectable doit la conduire

à éviter tout souci en la maintenant loin de toute déviation : « Mais Madame ! Parce que t'es une jeune fille consciente, t'as pas à te retrouver dans ce genre d'endroit avec ce genre de personnes. En gros tu finis tes cours, tu rentres direct puis fin ». La responsabilité du snapchatteur lui-même n'est jamais posée. Quand Baka rappelle que Mojito a arrêté de publier ses vidéos depuis car il se serait fait frapper, Didier ajoute qu' « il mérite que ça ». Une façon de lier sexualité et violence, par la répression. Les questions plus directes sur le visionnage de pornographie ne déboucheront généralement que sur le silence des différents groupes, Didier, un des leaders de l'atelier de l'établissement 10, reconnaîtra que les garçons en regardent pour « la plupart » depuis le collège, aucune fille ne s'est exprimée sur le sujet, trop sensible pour leur réputation.

Homophobie ou peur de l'homosexualité

A deux reprises s'est exprimée une forme d'homophobie, lors de l'évocation de l'affaire Théo, et de l'émission TPMP. Dans l'atelier de l'établissement 13, Sara évoque ses doutes sur l'affaire Théo. Cette posture nous a surpris, mais nous l'avons entendue dans plusieurs ateliers des groupes 2 et 3 et nous avons fini par faire le lien entre la dimension sexuelle de la blessure infligée à Théo et la désolidarisation de certains jeunes. Sara évoque indirectement cette dimension sexuelle, tout en l'articulant à sa méfiance vis-à-vis des médias : « Ils l'ont fait passer pour la victime alors que si ça se trouve il l'a cherché », Nouria ajoute enfin : « Mais il a avoué qu'il s'était pas fait violer. ». En appliquant la grille de lecture qui avait émergé sur la représentation stigmatisante des banlieues dans certaines émissions d'enquête policière, on aurait pu s'attendre à une empathie généralisée pour la victime, mais le fait qu'elle soit victime d'une blessure à connotation sexuelle, qui peut être qualifiée de viol, a pu empêcher cette empathie, ce qu'on observe auprès de certains jeunes du groupe 3, et conduire à une dénégation et à une mise en doute de sa blessure.

Dans les établissements 13 et 14, l'évocation de l'émission TPMP (Touche pas à mon poste) a eu lieu au moment où éclatait dans le débat public une forte critique d'une séquence pendant laquelle l'animateur Cyril Hanouna avait piégé au téléphone de jeunes homosexuels, sans leur dire que leurs témoignages étaient diffusés à la télévision. Plusieurs jeunes garçons ont manifesté une absence totale d'empathie pour ces jeunes homosexuels, dans des discours imprégnés d'une homophobie sous-jacente : « Robby prend la parole pour défendre TPMP, toujours dans une grande banalisation : « Les gens ils aiment trop critiquer TPMP pour pas grand-chose en vrai. » » commente Marion Minari. Dans l'établissement 14 ils sont plusieurs à dire qu'on devrait tolérer les blagues sur les homosexuels. Le groupe relativise les agressions contre les homosexuels, retournant la culpabilité sur eux qui manqueraient de « courage ». Neymar, qui intervient à plusieurs reprises sur le sujet, met sur le même plan le respect dû aux homosexuels et le droit de dire qu'on n'aime pas l'homosexualité. A court d'argument, il oppose la défense des homosexuels et celle des musulmans.

Victor déclare : « Mais l'homophobie c'est... c'est chiant parce que les gens ils se plaignent...

SJ : Vous en avez marre de voir qui se plaindre ?

Victor : Les gens de la communauté homosexuelle.

SJ : Vous trouvez que les homosexuels devraient accepter l'homophobie ?

Victor : Bah nan mais c'est pas une question... Oui ils se plaignent, c'est bon arrêtez.

Portez votre courage et faites avec, c'est juste qu'il y en a, ils sont...

SJ : Est-ce que vous avez conscience que les jeunes homosexuels font partie des jeunes qui se suicident le plus ? Vous avez conscience de ça ?

Victor : Ouais. Mais y'en a ils sont soumis à des challenges encore plus compliqués, ils baissent la tête, ils courbent le dos, ils font avec. Et puis eux ils sont [inintelligible], mais OK, les gens s'en prennent à eux, mais on dirait que c'est eux qui ont le pire poids du monde alors que pas du tout. C'est ça que je leur reproche, après moi, j'ai rien contre eux.

SJ : Vous n'avez rien contre eux, mais vous voulez qu'ils tolèrent des plaisanteries homophobes ? C'est ça ?

Victor : Non c'est pas des plaisanteries mais juste qu'ils se mettent moins en avant. Parce qu'il y en a qui vivent pire qu'eux et...

SJ : Organiser la concurrence des victimes c'est pas forcément comme ça qu'on va avancer. Oui, Neymar ?

Neymar : C'est pas une question de concurrence des victimes, c'est juste qu'il a raison. Puisque, si quelqu'un est pas d'accord avec ce qu'ils font, il a le droit de penser ce qu'il veut. Mais d'un côté j'suis pas d'accord... ils font ce qu'ils veulent, et nous on fait ce qu'on veut. Si nous on est pas d'accord et qu'on aime pas ce qu'ils font, et qu'on le dit. Je vois pas pourquoi...

SJ : Est-ce que vous pensez vraiment qu'on a quelque chose à dire sur la sexualité des autres ?

Neymar : Non, mais aujourd'hui t'façon tout le monde donne son avis sur tout. Donc si on a plus le droit de parler de l'homosexualité, on a plus le droit de parler de beaucoup de choses après.

SJ : Se taire, et respecter c'est deux choses différentes.

Neymar : On devrait respecter aussi les musulmans alors. Parce que là comment on parle de nous aujourd'hui, c'est grave. »

Neymar expliquera peu après qu'il préférerait que son fils vote pour le front national que de le voir devenir homosexuel, sans que l'on sache s'il cherche à provoquer, ou s'il le pense vraiment. L'atelier se termine sur cette interaction. Son hostilité à l'égard de l'homosexualité ne le conduit pas cependant à douter de l'agression subie par Théo.

Capacité critique limitée aux émissions de télé-réalité et d'enquêtes policières

La pression du groupe fait obstacle, comme l'a remarqué Marion Minari, psychologue, à l'expression des affects. Cela vaut dans les quatre ateliers. Dans l'établissement 13 où filles et garçons sont en face à face, deux groupes de leaders s'opposent un groupe de garçon, un groupe de fille. Dans l'établissement 10 où les filles sont en minorité, deux garçons monopolisent la parole. Les filles qui visionnent des séries différentes de la culture du groupe (séries coréennes et séries ivoiriennes) n'oseront pas même donner le nom de ces séries. Par écrit, l'une d'elle prendra de la distance avec la norme du groupe, en manifestant de la compréhension pour les filles fouettées par Mojito.

Deux types de programme ont suscité des réactions critiques. Les émissions de télé-réalité et les émissions d'enquêtes policières. Pour la télé-réalité, dans les établissements 13 et 14, un certain nombre de critiques ont été formulées malgré une forte « addiction » à ces programmes comme certains la désignent eux-mêmes. Leurs critiques sur le caractère non éducatif des émissions de télé-réalité visent généralement le langage employé, la violence des échanges verbaux mais aussi la sexualisation des comportements. L'établissement 10 a été le moins critique, mais c'est aussi le groupe qui regardait le moins ce type d'émission. Les joueurs intenses de jeux vidéo n'ont fait aucun commentaire des images extraites des jeux, se contentant d'un « non choquant ». Alors qu'ils participaient régulièrement à des activités d'éducation aux médias, l'analyse de ces contenus très familiers leur était difficile. Les émissions d'enquête policière ont suscité la critique, mais, paradoxalement, elle a souvent été

relativisée par le fait que l'image négative des banlieues serait finalement moins négative que la réalité elle-même. Dans les établissements 10 et 13 une forte intériorisation de l'identification de la banlieue avec la délinquance a émergé, renforcée probablement par l'attachement à des textes de rap écrits par des jeunes du quartier qui développent cette identification (*Trois zones*) et que tous semblent connaître. C'est dans l'établissement 14 que les critiques ont pu être plus vives, pour des raisons qui étaient peut-être dues à l'âge, il s'agissait de jeunes inscrits en première technologique, en fin d'année, ayant 17 ans en général, alors que les ateliers 10 et 13 réunissaient des élèves de seconde. Mais ce discours s'accompagnait d'une forte méfiance vis-à-vis des médias, associés pour certains d'entre eux à des pratiques de secret. Pedro a mis en cause les « clichés sur les jeunes » présents dans ces émissions, Neymar et lui ont souligné le caractère répétitif de ces émissions qui dénoncent toujours des vols dans les quartiers et finissent « par tourner en rond ».

Hans, partant d'une analyse critique de ces émissions, l'a élargie de façon générale en doute systématique contre les journalistes : « en fait les journalistes nous font croire une vision du monde – celle qu'ils veulent hein – mais il se passe un truc génial dans le Pas-de-Calais, ils vont nous parler de la Syrie. » Hans a collectionné plusieurs exemples qui le font douter des médias. Sur l'affaire Théo, il préférerait ne pas se prononcer. Il doutait aussi de l'implication de la Russie dans les élections américaines :

Hans : [...] A ce qu'il paraît son gendre a eu des relations avec la Russie, donc les élections sont truquées, mais ça c'est les médias qui le disent mais ça on sait pas.

Le fait que les médias s'appuient sur des investigations des services secrets américains était pour lui une raison supplémentaire de douter. Dans son cas, la critique des médias semble plus structurelle et systématique qu'appuyée sur une analyse de contenu et reposant sur une vision monolithique des « médias ».

Solutions pour mieux accompagner les jeunes sur internet

Les propositions sont apparues globalement plus centrées sur le contrôle que sur la prévention, plus détaillées quant au contrôle des activités médiatiques des jeunes, et avec une vision plus stricte que dans le groupe 1. Les positions des jeunes ne sont pas homogènes à l'intérieur d'un même atelier, il a pu y avoir des désaccords à l'intérieur même des équipes entre partisans d'un contrôle strict, et partisans d'un accès plus précoce aux médias. Les propositions ont mis l'accent sur le contenu des conseils à donner aux jeunes et ont eu du mal à imaginer des médiations humaines et institutionnelles pour les transmettre, en dehors des parents ou des grands frères. La médiation de l'école a été abordée parfois négativement, ainsi des jeunes ont-ils manifesté leur doute des capacités des enseignants à les aider sachant qu'un de leur ancien professeur faisait lui-même des « vidéos très très étranges » sur son compte YouTube. Certains ont aussi remis en question la médiation parentale, argumentant qu'il est parfois difficile de parler aux parents, ils proposaient alors l'alternative des frères, des sœurs, des cousins, des cousines...

L'idée d'un parrainage par des jeunes qui avait été proposée dans le groupe 1 leur a été soumise. Dans l'établissement 10, un des garçons qui s'était peu exprimé a considéré que cela pouvait être « pervers », faisant ressurgir l'interdit des relations filles – garçons, toujours susceptible de conduire à des comportements sexuels transgressifs. D'autres ont complété dans le même atelier, en disant qu'en seconde ils ne se sentaient pas assez mûrs pour le faire. Dans un autre établissement (13), ils se sont demandés en revanche pourquoi ce n'était pas déjà en place.

Contrôles et interdictions

- Contrôle strict des contenus et des publications, par les parents
- Ne pas s'abonner à trop de pages sur Facebook
- Choisir ses amis et limiter le nombre de contacts possibles sur Facebook, pour certains ce serait à 2000 au lieu de 5000, pour d'autres ce serait 30.
- Supprimer le téléphone et le journal télévisé jusqu'à « maturité »
- Eviter Facebook, interdire Facebook avant 13-14 ans
- Sanctionner les enfants qui harcèlent par une privation « d'audiovisuel ».

Filtrage des contenus

- Par des logiciels et des humains
- L'Etat devrait quadriller internet

Les parents

- Surveillance précise.
- Confiance (même si on interdit l'accès aux RSN assez tard) pour que les enfants puissent parler en cas de problème.

L'école

- Prévention, explication
- Répression des propos violents ou vulgaires à l'école
- Intervention d'une Assistante sociale, d'un-e psychologue (un garçon le propose, certaines filles disent qu'elles n'écouteront rien).

Groupe 3 : une prépondérance de l'adhésion aux images violentes et sexuelles

Une majorité des jeunes du groupe 3 rencontrés développe des attitudes de réception des images violentes et sexuelles de l'ordre de l'adhésion. C'est encore plus marqué pour les jeunes délinquants (G3A), pour qui les images violentes et sexuelles viennent renforcer des identités délinquantes auxquelles elles donnent une sorte de prestance imaginaire, voire peuvent participer de la construction d'une parade protectrice, en même temps qu'enfermante.

L'enchevêtrement des violences agies, des violences subies, des violences qui se réalisent dans l'environnement proche, fait du rapport aux images violentes un support de banalisation qui vient

donner aux violences vécues un statut et construire des identités qui peuvent leur sembler protectrices vis-à-vis des risques que les violences peuvent représenter pour leur subjectivité.

Les jeunes suivis par l'ASE sont souvent pris dans des formes d'adhésion par difficulté à penser ou verbaliser la différence avec la réalité, pour des raisons aussi de fragilité psychique plus grande, la défaillance parentale en tant qu'instance protectrice est sans doute une explication. L'accompagnement des adolescents du groupe 3 par des éducateurs a clairement aidé certains à développer des conduites d'autonomie qui valent aussi sur les interfaces numériques.

Les ateliers qui ont pu être réalisés dans la seconde phase dans les établissements du groupe 3 ont permis de mettre en évidence les différentes logiques de réception qui conduisent à des modalités de relation aux images violentes ou haineuses qui sont plus souvent de l'ordre de l'adhésion. Nous allons les détailler ici, mettant de côté les capacités de distanciation dont certains ont fait preuve (voir supra).

Ce qui caractérise le groupe 3 A (jeunes suivis par la PJJ) c'est une **attirance assez partagée pour l'imaginaire de la violence**. Ils ont tendance à jouer à des jeux vidéo de guerre, ou de mafia depuis leur enfance. Cette pratique médiatique n'est pas discriminante par rapport aux autres jeunes, en particulier aux garçons, mais elle a nourri, comme certains ont pu le dire, un horizon de violence, avec les valeurs qui l'accompagnent, l'argent, les belles voitures, les femmes à disposition. La plupart expliquent que cela ne conduit pas à confondre la réalité et le jeu. Pourtant certains redoutent cette confusion possible. Ils ont souvent **une forte porosité aux images**, en particulier de violence ou de sexualité, celles qui sont les plus excitantes, ce qui va avec leur recherche d'adrénaline dans la vie courante, et pas seulement dans les images. Cette porosité vient d'une façon non métaphorique de percevoir la relation avec les médias et les images, que l'on entend dans la formule forte de Dédé, pour la télé réalité qui valorise des univers de luxe et de plaisir :

Dédé : « ouais la télé réalité c'est notre vie frère, c'est le sang qui coule dans notre veine, tu vois, là, c'est marqué ». En parlant, il simule avec son doigt une aiguille qui rentrerait dans sa peau. (Etablissement 4, n°2)

Pour les plus fragiles cette porosité et le sentiment d'envahissement qui l'accompagne ne se limite pas aux images, elle peut s'étendre aux livres. C'est ce que confiait Geai Moqueur à propos de livres d'ésotérisme :

Geai Moqueur « Quand on tombe dans un livre, il faut faire attention, on est plongé dans le livre, on est collé dedans. Les livres sont dangereux je pense. » (Etablissement 4, n°3)

Face aux images de jeu vidéo, ils sont **pris dans la logique du jeu**, et peuvent difficilement la critiquer, même à distance du jeu. Deux séquences de GTA 5 étaient proposées, une montrant l'écrasement d'une piétonne qui se retrouvait les pieds en l'air, l'autre une mission de la milice qui s'en prend à des migrants mexicains en leur tirant dans le dos. Les deux diapositives étaient accompagnées d'un résumé de la mission dans leur titre.

*Castro : « Dans un jeu, on peut tout faire » (établissement 4,1)
Pistache : « Y a des jeux de tout, y a des jeux tu peux danser, y a des jeux tu peux écraser...ça dépend les goûts des gens.
SJ : Y a des gens qui aiment écraser ?*

Pistache : Y a des gens ils aiment écraser, y en a ils aiment tuer...y en a qui aiment voler. Donc dans le jeu c'est comme ça » (établissement 4, 2)

Jean Christophe : C'est la milice, tu dois les aider !

Tous les garçons participants à l'atelier ont fait cette mission.

Les migrants sont des latinos.

SJ : alors, on a le droit de leur tirer dans le dos ?

Mowgli : Quand t'es à fond dans le jeu, tu t'en fous de tuer des gens. (Établissement 12)

La violence est souvent corrélée à un sentiment de plaisir. C'est avant tout une donnée des représentations médiatiques les plus fréquentes, c'est une constante de l'industrie du divertissement. Dans le jeu vidéo, les séquences prises dans GTA en sont illustratives. La piétonne est littéralement envoyée en l'air sous le choc de la voiture.

Tom en témoigne assez directement à propos de visionnage de séries, comme *the Walking Dead* : « c'est assez marrant avec les zombies, ils cartonnent tout, après ça reste une série ». Marion Minari y voyait une tendance à la banalisation et une grande difficulté à prendre du recul sur le choc que ces images pourraient leur occasionner :

« Au contraire, ils engagent des processus de banalisation (« c'est marrant »), laissant affleurer la question pulsionnelle qui est intriquée dans la mort et la violence (« les zombies cartonnent tout »).

Une banalisation qui joue aussi pour des vidéos sexuelles qui viennent surprendre un de leur copain, malgré lui, sur son fil d'actualité. Une autre réaction de Tom montre comment le couplage violence/plaisir se joue aussi sur les réseaux sociaux, ou dans la vie, à propos des processus de harcèlement, il commence par dire « C'est pour rigoler, je trouve pas c'est du harcèlement » puis finit par reconnaître, « c'est rigolo, mais ça fait de la peine ».

Cette ambivalence, le Geai moqueur l'a exprimé avec précision :

Il évoque la « vidéo d'une fille qui a fait le tour de Facebook une fille assise à côté d'un arbre qui se fait tabasser par 5 autres filles. »

« Des fois on peut exprimer un sourire même si ce n'est pas drôle, y a un côté... malgré soi... on exprime des émotions qui ne sont pas vraiment exprimées. »

Incitation et excitation par les images

Certains sont en recherche d'excitation par les images et par les transgressions diverses. Les images leur transmettent avant tout des sensations, des désirs :

Barthelemy compare Call of Duty et GTA : « y'a un côté plus réaliste », « ça donne envie de gagner le jeu, faire la guerre à la maison c'est surtout ça ». (établissement 6, atelier)

L'image de la piétonne écrasée génère chez Pistache une montée de pensées violentes :

« Tu te tapes des cabres, et tu lui mets la roue dans la tête. C'est le but, tu casses même la vitre, tu fais des doigts après » (établissement 4, atelier).

Les images donnent des idées, et notamment des idées de transgression. Les émissions d'enquête policière sont souvent perçues par des jeunes qui ont été eux même plongés dans les actes de délinquance comme des réservoirs d'idées de transgression à commettre et de façons d'échapper à la police. Ces émissions les intéressent à cause de ce qu'elles évoquent, elles étayent l'imaginaire de

la violence : « Les trafics de drogue et stupéfiants, les go fast, Les braquages... Y a plein de trucs, Des gars ils vont à 350 km/h... ». (Établissement 12)

Difficulté à verbaliser les émotions

Mais l'excitation n'est pas réservée aux images ludiques, Dédé nous raconte en boucle un meurtre qu'il aurait vu sur BFM TV :

Dédé : En Palestine, des pélos [des mecs] dans la foule, dans un magasin, ils pètent des câbles, ils sautent sur une famille, bambam, ils plantent le gamin, il plantent la daronne. C'est des fous ! Avec la daronne, ils sont cinq parce que les vigiles qui sont allumés, contrôle de police, appelés devant les keufs et tout, caméra de surveillance tu vois quoi, trois coups de couteau à la gorge du mec, dans un supermarché devant tout le monde.

Tu vois une flaque de sang par terre, un pélo flouté, tu vois un pélo, tu sais pas d'où il sort, tu vois plein de gens autour, il sort de la foule, il arrive normal, il court, il court, poum, grand chassé dans la tête, tu vois le corps, il bouge, plein de sang, grosse trace de sang, tout d'un coup tu vois quoi, un pélo il arrive avec un tableau en fer, pam, pam, devant tout le monde, des daronnes avec leur gamin, le corps il bougeait de partout,

AG : Où as-tu vu ça ?

Dédé : Sur BFM ils montraient des images en Palestine, sang, visage flouté, le pire c'était dans le supermarché, tu voyais des gamins, le corps il bougeait, du sang partout...gros coup de tabouret » (établissement 4, 2)

Comme l'analyse Angélique Gozlan, « Même la construction des phrase est touchée par le choc de l'image. Dédé, ici, se déverse. Il a du mal à s'arrêter, reste fixé sur l'image du sang, comme les enfants à l'image (identification). » L'excitation suscitée par le souvenir des images empêche une pensée sur ces images, sur les faits qu'elles représentent. L'expression se limite à celle d'un choc émotionnel.

Focalisation sur un détail qui évince l'interprétation d'un sens

Face aux images, certains ont de la difficulté à en rechercher le sens, le message principal, à l'interpréter. Alors que les autres groupes ont été souvent sensibles à la dimension stigmatisante des émissions d'enquête policières pour les jeunes des quartiers sensibles, cela n'a pratiquement jamais été le cas dans le groupe 3A. Pierre y voit au contraire une incitation, « ça donne des idées », qu'il déduit d'un détail, les liasses de billet qui sont saisis.

Pierre : « on dirait ils font exprès des scènes comme ça pour que les gens fassent pareil, c'est sûr que y'a des gens qui vont vouloir faire pareil (comme les gros billets sur la table) » (établissement 6, atelier)

Le sens est saisi, ou évité, en se focalisant sur un détail. Geai Moqueur s'est ainsi plongé dans le décor de GTA, sans percevoir le sens de la mission (chasse aux migrants) dont elle était issue.

*GM : C'est le Mont Chiliad ! Le jeu est très bien fait. Si on a un PC de plus de 1000 € on a des cartes graphiques avec une résolution de 1080 pixels. On dirait que c'est la réalité. En se tournant vers N. :
C'est joli comme image, on voit les feuilles sur les branches, on peut même voir des poils sur les buissons. »*

La structure psychique de Geai Moqueur, très clivée, produit sans doute un effet de loupe dans le phénomène de porosité à l'image, et dans l'intensité du plaisir scopique qui vient faire barrage à la formulation d'un sens. Geai Moqueur qui est un joueur intense de GTA et Call of (« Call of, c'est moi »)

a mis plusieurs minutes avant de comprendre que nous attendions qu'il réfléchisse au sens de la mission proposée. Il a commencé par l'approuver, en disant, « s'il s'agit d'aider, c'est bien », et ce n'est qu'après des questions insistantes qu'il a fini par comprendre qu'elle posait problème par rapport à ses propres valeurs morales.

Empathie pour les puissants, dyspathie pour les faibles

L'adhésion à un imaginaire de violence est aussi synonyme d'une adhésion à la logique des rapports de force. L'interprétation sous-jacente consiste souvent à donner raison aux plus forts, et tort aux faibles. L'empathie pour les hommes forts, ceux qui ont le pouvoir, est ce qui fait que Pierre aime bien *Narcos*, film et série consacrés au trafiquants de drogue en Colombie. Albert (établissement 3, atelier) qui n'a pas beaucoup de repères autour de lui⁴³ et s'implique rarement dans un programme de fiction, mais il a une grande passion pour Mesrine, un homme qui sait où il va, il a vu les trois films qui lui sont consacrés.

« Albert : moi j'aime le film de Mesrine, je connais par cœur ce film. Je sais pas, c'est lui c'est sa personne, comment il est, il est pas comme tout le monde. C'est pas que c'est un héros. Vous vous avez vu lequel ? [...] y'en a trois : l'ennemi public numéro 1, un ou y'à sa tête avec le sang, et un autre où il a une barbe, y'en a trois en tout. Les trois, c'est pas les mêmes, c'est trois époques différentes de sa vie. [...] L'ennemi public numéro 3, c'est le meilleur. Tout est intéressant chez lui, il sait ce qu'il fait et il ne se laisse pas faire, il sait pourquoi il y va. »

Tony a été un pseudo choisi par plusieurs jeunes lors de ces ateliers, en référence à *Scarface*, le film de Scorsese. L'empathie pour les hommes puissants, souvent gangsters, va de pair avec une « dyspathie » pour les faibles. Par ce néologisme, nous voudrions désigner une attitude faite de suspicion, d'indifférence et de mépris, à des degrés divers. L'adhésion à la loi du plus fort, au sens littéral du terme, fait que la victime a toujours tort. C'est sur elle que se reporte la faute. Nous avons vu que cette attitude était très partagée dans les cas de harcèlement, dans le groupe 2. Elle est généralisée dans le groupe 3 A. Les garçons qui se font embêter, voire harceler sur Facebook sont faibles, les jeunes qui sont affectés par des images violentes sur leur compte Facebook sont faibles. Certains vont minimiser le fait de se moquer d'une fille handicapée qui se fait violenter sur Facebook, même si, devant des adultes dont des éducateurs, ils vont avoir tendance à le nier (établissement 4,1). Ne pas être faible peut conduire Albert à renoncer à toute publication de photo, attitude qui lui semble donner trop de prise aux autres. La réaction de plusieurs jeunes vis-à-vis de l'affaire Théo nous a surpris. Dans plusieurs établissements différents (établissement 6, 3 et 12). Théo n'a pas attiré l'empathie de Pierre ni de Tom, qui vont jusqu'à croire qu'il a été payé par les policiers pour faire croire au viol.

Pierre « moi j'ai vu que ce n'était pas vrai, ils disaient que tout était faux, moi je suis sûr qu'il a tout inventé »

Tom « en gros il a eu tous ces problèmes à ce qui paraît il a touché plus d'argent que prévu, après je sais pas si c'est vrai » (établissement 6)

Cette version était assez difficile à comprendre et c'est Albert qui a su nous expliquer les réticences que l'affaire pouvait susciter en lui.

⁴³ Son père est en prison, son grand frère en sort.

Albert : je sais pas comment il en est arrivé là lui, même soi-disant il s'est pris des coups, après c'est pas de sa faute, mais il ne se laisse pas faire, mais eux ils sont chelou aussi... oui déjà lui pourquoi il a pas réagi, à la télé, tu dois être content, c'est bizarre. Je sais pas après c'est chaud, il se fait violer et y'a rien, c'est pas vrai. Dans ma tête, il me viole, ce n'est pas ça la vie, en plus un policier... s'il peut faire déjà, et alors les policiers, c'est pas des monstres. C'est comme si vous vous faites violer, vous allez mettre des coups, je sais pas normalement tu peux faire un truc, au moins il aurait cogné un ou deux, je sais pas. Je sais que c'est vrai qu'ils l'ont fait, mais lui pourquoi il leur n'a pas fait un truc, même il est à côté de sa cité, c'est à Aulnay, c'est tout petit, il a qu'à crier, je connais en plus moi. Je ne sais pas, il est couillon lui aussi. Non c'est vrai, c'est pas bien, mais il est couillon quand même. (Établissement 3)

Albert est pris dans l'ambivalence, il ne sait plus ce qui est vrai ou faux. Certains médias ont d'ailleurs diffusé plusieurs informations contradictoires qui venaient ternir la réputation de la victime et semaient le doute, indirectement, sur sa culpabilité⁴⁴. Alizée dans l'établissement 8 (G3B) a été mise au courant par des éducateurs, ce qui a renforcé chez elle la méfiance vis-à-vis des médias, et le sentiment que des choses sont « cachées ». Des réseaux d'extrême droite ont nié la version officielle et cela s'est répandu sur les RSN. Mais c'est Albert qui nous a expliqué au mieux ce qui lui était insupportable dans l'affaire : le fait que le jeune soit resté passif, se soit « laissé faire ». La dimension sexuelle de l'agression et de la blessure renforce le rejet de la victime.

Une conception manichéenne du genre

Un garçon qui se fait violer vient aussi ébranler la représentation très manichéenne du genre, qui est souvent partagée par les jeunes suivis par la PJJ. Le cas d'Albert était paradoxal, puisque parlant à trois femmes dans la situation de l'entretien, il leur décrivait une partition des genres très précise, tout aussi ferme qu'éloignée de la réalité : les garçons avaient selon lui de nombreux droits (et devoirs), les filles, « plus précieuses », ne pouvaient sortir de chez elles en attendant le mariage, ni avoir de compte Facebook. Pour Tom et Pierre, cela ne faisait pas de doute non plus, les garçons sont « plus intelligents », les filles « faibles ». Rien d'étonnant à ce qu'elles puissent se faire « défoncer » sur les RSN (établissement 4). Le plus choquant étant pour eux quand des filles agressent d'autres filles. Certains trouvent alors assez banal que les filles qui se sont fait « afficher » sur Facebook se suicident.

Naps « moi j'avais vu une fois y'avais une fille qui avait mis une photo d'elle sur Facebook dans un groupe et y'avait v'la des insultes, la meuf elle s'est suicidée le soir même.

SJ : le soir même ? vous la connaissiez ? »

Naps : Non, sur Facebook c'était mis comme un petit journal.

Sofiane : Nous, on ne peut rien faire.

Naps : Même si elle habite au coin de la rue et je l'ai pas connue. On ne la connaît pas, la fille elle peut habiter n'importe où.

Henry : à force on en voit plein des trucs comme ça, des gens qui essayent de se suicider à cause du harcèlement.

SJ : ça vous semble très, très courant ?

Henry : Bah, ouais. »

⁴⁴ Il s'agit d'informations non liées à l'altercation entre Théo et des policiers, mais selon laquelle la famille de Théo aurait détourné des subventions. A titre d'exemple parmi d'autres, un article sur LCI : <http://www.lci.fr/faits-divers/affaire-theo-sa-famille-soupcenne-de-detournements-de-fonds-publiques-2027258.html>, sans compter son exploitation sur des sites d'extrême droite.

Le recours aux représentations simplistes, souvent paranoïdes

Le manichéisme des rôles sociaux de genre est à comprendre aussi comme une tentative de se rattacher à des certitudes, dans un monde trop complexe. C'est ce qui conduit un certain nombre dans le groupe 3, mais aussi dans le groupe 2, à voir le monde comme une vaste manipulation. Albert dont la scolarité s'est arrêtée très tôt, a pu nous faire part de sa croyance aux Illuminati, ces « 12 personnes qui gouvernent le monde » et par rapport auxquels les élections démocratiques seraient un faux-semblant. Sofiane et Naps sont persuadés que le terrorisme a été déclenché par les caricatures de Charlie Hebdo, qu'elles en sont responsables.

Sofiane : « bah après de mon point de vue à moi je pense que bah on fait que parler de ça, de terrorisme, c'est la routine des journaux, on entend que ça. Ok ouais, certes, c'est grave ça choquait le monde, ça a choqué un pays mais on a un Président à mon avis il doit savoir quoi faire et du coup voilà. Le peuple ne peut rien y faire c'est, on est ...des pions enfin on est des simples personnes, on va pas... même si on va aller se battre, y'aura quand même des morts et ça referait une guerre et voilà. Mais, pour moi, aujourd'hui y'aurait pas eu tout ceci, si janvier dernier y'aurait pas eu cette caricature qui a tourné sur le prophète. Je pense qu'à mon avis c'est de là que ça part [...]

Naps « Parce que à l'heure d'aujourd'hui, y'a un attentat, y'a des nouvelles caricatures derrière, ça pète tous les jours pratiquement, fin pas tous les jours mais...

Sofiane : moi j'ai l'impression que c'est le déclic de tout ce qui se passe dans le monde jusqu'à maintenant ». (Etablissement 5)

Sofiane a pourtant suivi un stage de prévention de la radicalisation, et il a intériorisé que Daech étaient des « faux musulmans ». Mais il a en tête plusieurs caricatures de Charlie Hebdo, dont une avec « le prophète sur la croix de Jésus » qui le convainquent que c'est la cause du terrorisme djihadiste. Il est d'ailleurs persuadé qu'il y a « des milliers de djihadistes en France » et que « ça va péter pendant longtemps encore ». La complexité du terrorisme produit en lui un sentiment de dépassement, quand on lui rappelle que les attentats djihadistes notamment ceux de Toulouse en 2012 (Mohammed Merah) n'étaient pas dirigés contre les caricatures. Charlie lui semble une cause à la fois plus simple et plus compréhensible, tant ces caricatures le choquent. Lorsque nous lui demandons en entretien si on a le droit de tuer quelqu'un pour une caricature qui déplaît, ce n'est pas lui ni Naps qui ont répondu, mais le troisième garçon présent, Henry, qui ne partageait pas leur point de vue et a répondu « bah, non ! ».

D'autres ont plus banalement exprimé le sentiment que la vérité est cachée. Pour des jeunes qui valorisent la maîtrise et la puissance, ces théories permettent de garder la face, de se donner l'impression que l'on ne se fait pas gruger. L'obsession de la vérité, de ce qui est caché, des manipulations est particulièrement vive dans les usages médiatiques, et ceux des RSN. Il faut vérifier que l'on n'est pas face à de faux comptes. Une obsession qui peut relever d'une forme de prudence, surtout quand on pratique soi-même les faux comptes....

Solutions proposées

La palette des solutions proposées pour améliorer l'accompagnement des plus jeunes du groupe 3 a été moins diversifiée que dans les deux autres groupes. De façon générale, pour des jeunes

démunis, peu encadrés eux-mêmes par leur parents, il était plus compliqué de se projeter en adulte responsable d'enfants jeunes. Pendant les ateliers certains avaient renvoyé la responsabilité des difficultés des jeunes sur leurs parents. S'ils jouent à des jeux qui sont interdits aux moins de 18, et plusieurs ateliers ont mentionné la norme PEGI (18) pour GTA et Call of Duty, c'est la faute de leurs parents. D'autres ont considéré que c'était la faute des enfants eux-mêmes.

Face à l'image de la mission d'arrestation des sans-papiers, dans GTA, la plupart ont répondu que ce n'était pas grave car les enfants ne comprennent pas. Aucune mansuétude de cet ordre pour les images sexuelles, mis à part la télé réalité qui les choque rarement. Albert (établissement 4) critique les normes PEGI pour leur incohérence avec celles de la télévision, il trouve les premières trop strictes sur la violence, tandis que les secondes lui semblent insuffisantes sur la sexualité. L'établissement 12 est sans doute celui qui a pu le plus se projeter dans cette réflexion et a proposé des interdictions strictes, des punitions en cas de transgression des interdits parentaux, un contrôle direct des comptes, des publications, le tri des amis sur Facebook. L'école a rarement été envisagée comme un lieu de médiation et de prévention, ce qui est cohérent avec le parcours scolaire de ces jeunes souvent compliqué et abrégé. Le rôle des grands frères leur semblait souvent crucial.

Dans l'établissement 8 (G3B) l'accompagnement des parents est mis en avant, mais aussi celui d'un (e) psychologue pour les cas de harcèlement. Le rôle apaisant voire de repère que peuvent jouer des petits dessins animés (comme *Les mini justiciers*) est évoqué.

Conclusion

Nous avons construit dans ce chapitre une typologie des stratégies développées par les adolescents face aux images VSH, en distinguant quatre attitudes : l'adhésion aux images, l'indifférence, l'évitement, l'autonomie. L'adhésion aux images VSH consiste à regarder sans pouvoir s'en empêcher, voire rechercher ces images en s'abonnant à des groupes ou en allant sur des sites, prendre plaisir à ces visionnages sans pouvoir commenter leur contenu. La dimension de curiosité et de fascination de la violence l'emporte sur les émotions contradictoires que procurent ces images. Il n'est pas certain qu'on puisse vraiment la qualifier de stratégie. La plupart des adolescents donc nous avons qualifié ainsi leur attitude se décrivent comme emportés par une pulsion de voir. D'autres argumentent, ils regardent pour s'endurcir, pour ne plus avoir peur de se battre, pour apprendre la réalité cachée par les autres médias. Cette attitude a été observée dans tous les groupes, elle est particulièrement répandue dans le groupe 3 des jeunes délinquants et des jeunes en difficulté.

La seconde stratégie est celle de l'indifférence. A force de voir des vidéos VSH, ils peuvent aussi déclarer y être devenus complètement indifférents. Face à un flux d'images violentes ou sexuelles qu'ils ne peuvent pas vraiment stopper, la seule solution qu'ils ont trouvée est de glisser rapidement le long du fil d'actualité, sans les commenter. Cette indifférence n'est pas non plus à proprement parler une stratégie réfléchie, elle est nourrie par un sentiment d'impuissance et par une peur diffuse d'intervenir et de subir des rétorsions au cas où ils s'opposeraient aux messages VSH, fut-ce en les signalant. Cette attitude manifeste aussi une forme de perte des repères dans la mesure où elle peut

être liée au sentiment que tout est permis sur les plateformes numériques et à une forme d'insécurité généralisée. C'est néanmoins une attitude moins fréquente que les autres, dans les trois groupes.

La troisième attitude identifiée est celle de l'évitement. Elle est bien plus stratégique et volontariste que les deux autres. L'adhésion aux images ou l'indifférence relèvent en effet de comportements plus ou moins subis. Nous avons souhaité différencier deux formes d'évitement, selon leur motivation : un évitement basé sur l'expérience ou sur un discours dogmatique. L'évitement peut être sélectif, certains adolescents ont expliqué éviter les images trop sanguinolentes, les images d'attentats parce qu'ils ne veulent pas être confrontés à l'horreur, cette attitude peut être associée à une forme d'autonomie. Éviter de voir peut aussi conduire à des formes de contrôle du regard complexes : certains adolescents ont expliqué pouvoir regarder un film entouré d'images sexuelles sur les sites de téléchargement, mais en contrôlant leur regard, ils disaient réussir à ne plus les voir parce que leurs yeux les évitent. L'évitement peut prendre des formes plus systématiques : éviter toute image d'information parce que c'est démoralisant ; éviter toute image sexuelle, parce que c'est interdit. Il s'agit d'une stratégie, qui s'est avérée prégnante dans le groupe 2, qui était aussi présente dans le groupe 3, mais totalement absente du groupe 1. Le dégoût ou la peur peuvent aussi contaminer toute proximité avec les RSN et conduire certains adolescents à se déconnecter de tout compte social, voire de tout l'internet. Il s'agissait alors plus souvent de décisions prises par des adolescents du groupe 3 suite à des mésaventures avec la justice.

La quatrième attitude est celle de l'autonomie. C'est celle qui manifeste la plus grande réflexivité dans le rapport aux images. Nous l'avons définie comme la capacité de penser, de choisir ses contenus, de voir ou de ne pas voir de contenus VSH, de discriminer selon leur nature (information ou jeu), et de pouvoir l'évaluer en tant que représentation. L'autonomie n'est jamais complète, nous avons pu en détecter des éléments dans le discours des adolescents. Elle manifeste une capacité d'émancipation, elle peut avoir trois dimensions : technologique, interprétative et cognitive, mais c'est principalement l'idée de recul critique, de capacité de réflexivité et de cohérence qui a été scrutée. De façon contre-intuitive, des adolescents en ont fait preuve dans chaque groupe, et elle n'est pas l'apanage du groupe le mieux doté en capital culturel et scolaire (groupe 1).

Nous avons cependant observé une prédominance de certaines stratégies selon les groupes. Dans le groupe 1 c'est une stratégie d'autonomie par intellectualisation qui prévaut. Les émotions subjectives restent généralement tues, mais dominées par une argumentation plus ou moins développée et leur relativisation par l'analyse du contexte des images. La mise en retrait de la subjectivité les conduit néanmoins à ne pas s'engager dans des processus de régulation ou de signalement. C'est dans le groupe 2 et dans le groupe 3B que nous avons rencontré des adolescents ayant signalé des vidéos contraires aux normes légales, manifestant une forme d'autonomie plus active et solidaire. Dans le groupe 2, c'est une stratégie d'évitement intégriste qui prédomine, c'est-à-dire un évitement (déclaré) de toute image à référence sexuelle, au nom d'un principe religieux. Cela a été très majoritairement le fait de jeunes se réclamant de l'islam. Dans le groupe 3 c'est l'adhésion aux images VSH qui est l'attitude la plus répandue. Les images VSH sont recherchées pour leur potentiel excitant, autant qu'elles peuvent entraîner les adolescents dans des phénomènes de sidération. Pour des raisons

qui tiennent aussi aux carences affectives, à la faiblesse de la médiation parentale, les adolescents qui ont développé cette attitude face aux images VSH ont les plus grandes difficultés à les analyser et à verbaliser les émotions qu'elles suscitent. Des formes d'adhésion ont été observées dans les trois groupes néanmoins. Des combinaisons entre les 4 attitudes ont également été constatées, selon les contenus concernés.

Nous avons été amenés à observer une simultanéité entre l'interdit du sexuel dans l'évitement intégriste et une propension à l'adhésion aux images violentes. Nous faisons l'hypothèse d'une corrélation entre les deux. Nous avons observé un paradoxe entre le discours intégriste vis-à-vis des images sexuelles (pour les filles, et vis-à-vis de l'homosexualité) se prévalant d'un interdit religieux, et la présence que les mêmes adolescents n'ont pas niée d'un environnement hypersexualisé. Nous sommes de ce fait amenés à formuler une hypothèse nouvelle sur un choc culturel vécu par les jeunes qui se revendiquent de la religion musulmane et qui s'appuient souvent sur des normes éloignées de la société globale. Ce choc existe pour tous les adolescents, au sens d'un écartèlement entre les normes de parité et de pacification des mœurs (interdiction des violences sexuelles, et des violences intrafamiliales) de la société globale et un univers numérique dérégulé, qui facilite l'accès à des représentations sexuelles qui mettent en scène des relations sexuelles empreintes bien souvent d'une forme de domination masculine violente et qui favorise sur les plateformes la montée en agressivité des échanges. Pour les jeunes musulmans, qui revendiquent une posture stricte d'interdit du sexuel avant le mariage, cet écartèlement est encore plus grand et constitue un terreau pour l'adhésion à des formes de répression très violentes contre les filles et les comportements homosexuels⁴⁵.

Les ateliers nous ont permis de confronter des adolescents des trois groupes aux premiers résultats de l'enquête et à des images à analyser. Nous leur avons également demandé de travailler en équipe pour définir des pistes d'actions à mener pour améliorer l'accompagnement des plus jeunes. Ces séances de travail se sont révélées riches d'enseignement, nous permettant parfois de compléter nos appréciations sur les modalités de réception des images, et de dresser une liste des propositions émanant des adolescents.

Dans les groupes 1 et 2, les adolescents ont pu développer une analyse critique des émissions de télé-réalité ainsi que des émissions d'enquête policière qui donnent souvent (pour ceux qui les regardent) une vision faussée de la police, mais aussi des jeunes des quartiers sensibles. Les adolescents étaient conscients de l'impact de ces émissions dans le renforcement des stéréotypes négatifs sur ces quartiers mais aussi de l'anxiété qu'elles entretenaient auprès des publics qui sont les plus éloignés de ces réalités. Par rapport aux émissions de télé-réalité, le dispositif de discussion collective rendait ceux qui les avaient fréquentées capables de recul sur leurs propres expériences et de critiques quant à leur impact sur les plus jeunes. Dans le groupe 2, la critique pouvait prendre néanmoins dans certains ateliers des formes très généralisantes visant les médias ou les journalistes dans leur ensemble, sans distinction.

⁴⁵ Voir en annexe, notre intervention au séminaire Radicalisations du CNRS, le 14 septembre 2016.

Les solutions proposées dans le groupe 1 ont été très nombreuses et diversifiées. Elles ont visé :

- le renforcement des contrôles sur les systèmes de classification des jeux et l'extension des classifications aux sites internet ;
- le renforcement de la régulation des plateformes, avec des espoirs placés dans de nouvelles techniques de filtrage, mais aussi des demandes de sanction quant aux propos les plus dégradants ;
- le rôle de l'école dans la prévention des conduites risquées et sur le fonctionnement des plateformes dès le primaire, mais aussi des analyses des contenus stéréotypés, et l'organisation de consultations collectives ou individuelles régulières pour s'informer ;
- la participation des jeunes eux-mêmes à la prévention, par la désignation d'ambassadeurs lycéens qui pourraient expliquer aux collégiens les bonnes pratiques en évitant les propos trop dramatisants ;
- l'information et la sensibilisation des parents.

Dans le groupe 2, les adolescents ont été particulièrement prolixes sur la nécessité de renforcer les interdictions, de retarder l'âge des équipements et de l'ouverture des comptes sur les RSN. Le rôle des pouvoirs publics, de l'école, et surtout des parents ont été largement convoqués.

La palette des solutions proposées dans le groupe 3 a été plus réduite. Ces adolescents connaissant généralement de grandes difficultés pour structurer leurs propres conduites, ont été moins à l'aise pour proposer des solutions pour les plus jeunes. Parmi les solutions nouvelles, des mineurs suivis par l'ASE ont conseillé de proposer davantage de petits dessins animés pour aider les enfants et diffuser des messages de prévention.

Chapitre 6 Médiations parentales

face aux images numériques

Lors de la première phase de l'enquête, nous avons pu rencontrer 30 parents de milieux sociaux différents. Lors de la seconde phase de l'enquête nous avons pu organiser deux ateliers dans des milieux sociaux populaires (voir chapitre 2). Nous avons donc pu recueillir des éléments essentiels sur les modalités des différences sociales en matière de médiation parentale vis-à-vis des médias numériques. Notre souci était également de comprendre comment était envisagée, du côté des parents, la question de la surveillance sur les réseaux sociaux, en lien avec la diffusion et la publication d'images violentes et sexuelles. Nous avons perçu dans les entretiens avec les adolescents que le rapport à ces images était très différent selon les milieux sociaux, les contextes culturels et religieux. Nous avons pu recueillir des éléments de réponse importants sur ces points. Nous présenterons ici les modalités de médiations parentales et leurs différences selon les milieux sociaux, abordées sous l'angle de leurs expériences professionnelles. Nous chercherons à comprendre comment, selon les environnements dans lesquels ils vivent, les inquiétudes des parents diffèrent. Enfin, quels que soient les milieux sociaux, les parents rencontrent des difficultés dans la gestion de l'accès de leurs adolescents aux TIC, mais celles-ci peuvent aussi différer. Les solutions collectives qu'ils peuvent imaginer sont en revanche assez proches.

1. Des médiations parentales différentes selon les contextes sociaux et professionnels

Les modalités de médiations parentales vis-à-vis des médias diffèrent sensiblement selon les milieux socio-professionnels. Cela s'explique assez bien par la différence de formation initiale des parents, mais aussi de celle qu'ils acquièrent dans leurs activités professionnelles. Lorsqu'ils sont cadres ou exercent des professions intellectuelles supérieures, ils sont en effet amenés à utiliser régulièrement, et depuis plusieurs années, ordinateur, smartphone et internet. Certes, en 2016 l'ensemble des actifs utilise internet, le pourcentage des ouvriers ou des employés internautes s'est rapproché de celui des cadres (100% des cadres, 93% des ouvriers, 97% des employés, Credoc 2016). Mais ils ne l'utilisent pas avec la même régularité : 97% des cadres se connectent tous les jours, contre 75% des ouvriers et 85% des employés (Credoc 2016). Les catégories sociales restent inégales dans leurs usages professionnels. Les ouvriers étaient, en 2013, 6 fois moins nombreux que les cadres à utiliser un ordinateur tous les jours sur leur lieu de travail (14% vs 81% des cadres, Credoc 2013). Une autre enquête montre un rattrapage en 2014, mais les ouvriers sont encore seulement 29% à pouvoir utiliser une connexion sur leur lieu de travail (INSEE Enquête TIC, 2014).

Les cadres utilisent régulièrement internet sur leur lieu de travail, et cet univers leur est donc familier. Nous savons aussi par des données statistiques générales qu'ils utilisent autant les réseaux sociaux que les catégories plus modestes, mais que les hauts revenus sont bien moins présents sur les réseaux sociaux que les bas revenus (65 % des bas revenus, vs seulement 45 % des hauts revenus, Régis Bigot, Patricia Crouette, et al. 2015). Les employés sont aujourd'hui les plus présents sur les RSN : 62 %, un taux supérieur à celui de toutes les autres catégories et professions (ibid.). Les catégories modestes sont même devenues plus souvent productrices de contenu que les plus aisées. L'étude Algotol, montre que ces publications sont cependant différentes : les ouvriers et les employés publient davantage de photos, reçoivent plus de commentaires, modifient plus souvent leurs statuts, les cadres publient davantage de liens, par exemple (Bastard et al. 2017, annexe 5). Les catégories plus modestes ont vu dans les réseaux sociaux une opportunité de développer une sociabilité plus importante que dans les espaces physiques. L'enquête du CREDOC citée précédemment suggère que ce serait lié à leur moindre défiance à l'égard de l'exposition de la vie privée sur Internet. Ce n'est pas l'hypothèse vers laquelle nous inclinent les entretiens réalisés. L'inquiétude d'une intrusion dans la vie privée semble grande, nous l'avons observée à un niveau très élevé chez les adolescents issus des milieux populaires et fortement stimulée par la médiation parentale. Mais probablement est-ce la représentation de l'ouverture des données privées à l'espace public sur les réseaux sociaux et la double nature des réseaux sociaux (publique et privée) qui semble moins bien maîtrisée par les catégories modestes. Nous en avons perçu la difficulté auprès de professionnels, qui relèvent pourtant des professions intermédiaires, qui ne souhaitaient pas aller regarder les comptes Facebook des adolescents qu'ils encadraient pour ne pas faire effraction dans leur vie privée, alors que les murs de ces comptes sont souvent publics et accessibles à tous, y compris à des personnes malveillantes, sauf si les adolescents ont modifié les paramètres de confidentialité et réservé l'accès aux « amis ». Eux-mêmes ne maîtrisaient pas tous leur propre exposition publique sur leurs comptes personnels (voir chapitre 7). Nous savons cependant que la séparation des publications entre vie privée et vie professionnelle, qui se pose aussi avec acuité lorsque les pratiques professionnelles sont soumises à des règles de confidentialité, peut être défaillante dans les milieux favorisés exerçant des responsabilités⁴⁶. Mais la différence entre les deux situations reste forte du fait de la formation et de l'environnement professionnel, les cadres étant ceux qui bénéficient le plus de formation continue.

Les agilités sur internet sont favorisées par les pratiques professionnelles, mais aussi par les habitus de sociabilité, construits dans l'enfance, mais renforcés et coproduits par les pairs dans le contexte professionnel. Disposant d'un tissu de relations plus large, exerçant des fonctions de représentation, les cadres sont eux-mêmes plus habitués à contrôler leur identité, leurs relations, leurs réseaux de contact. La sociabilité des classes populaires, est, elle, davantage centrée sur les liens forts et la famille (Hoggart 1957, Schwartz 1990, Granjon et al. 2007). Certes les TIC facilitent, pour les non-diplômés, l'ouverture de leurs réseaux de contacts et son élargissement à des personnes qu'ils ne connaissent pas, ce qui est moins le cas pour les cadres (CREDOC 2015 : 2). Cela pourrait modifier

⁴⁶ Entretien avec des responsables de la formation des magistrats à l'École nationale de la magistrature indiquant que certains procureurs ou magistrats pouvaient publier sous pseudonyme des informations confidentielles.

leurs habitudes de sociabilité, à terme, au moins pour une partie d'entre eux, mais cela ne s'accompagne pas d'une maîtrise innée de ce type de contacts. Il s'agit là d'une véritable fracture numérique générationnelle, spécifique aux enfants de milieux populaires, que ne connaissent pas les enfants de cadre.

Les parents rencontrés exerçant des fonctions de cadre se sont rarement montrés inquiets pour les activités numériques de leurs enfants, à la différence des parents de catégories plus modestes. A titre d'exemple, la mère d'Olga (établissement 1) dit qu'elle n'a « jamais eu peur » pour sa fille. Il faut sans doute y voir une forme d'assurance liée à une aisance personnelle sur internet, et à des compétences professionnelles. La mère d'Olga est documentaliste dans un grand média audiovisuel. Son père est informaticien, après des études en sciences politiques. Même si la mère d'Olga ne se considère pas comme relevant d'une classe très favorisée, puisqu'elle pense que les parents des camarades de sa fille sont bien plus aisés qu'elle, ses compétences professionnelles dans la recherche de l'information, son goût pour la lecture ont accompagné la réussite scolaire de sa fille. Le père, connecté aux réseaux sociaux, proposait à leur fille un modèle qui permettait au final d'assurer une médiation assez complète et un sentiment de sécurité. Ils avaient équipé Olga d'un ordinateur dès l'âge de 6 ans. Il s'agit là d'une différence sociale dans les stratégies médiatiques assez significative. Les parents cadres ont tendance à équiper plus précocement leurs enfants en ordinateurs car ces terminaux permettent de développer des activités aussi bien ludiques qu'éducatives, alors que les parents ouvriers ou employés privilégient les terminaux qui permettent de développer des activités ludiques ou fonctionnelles (téléphones, télévision, consoles de jeu, voire tablettes).

Sur Internet les compétences des parents de milieux populaires rencontrés sont variables. Certains se reconnaissent complètement incompetents, tel ce père de famille (n°18), qui travaille dans la restauration. Il est séparé de sa femme mais tient à assurer son rôle dans l'éducation de ses enfants. En témoigne le fait qu'il ait accepté de se déplacer pour l'entretien, alors que seuls 6 pères figurent dans notre échantillon de parents. En revanche il n'a jamais l'occasion d'aller sur internet dans le cadre de son activité professionnelle et n'en voit pas l'intérêt. Ses enfants, notamment son fils de 14 ans, l'initient un peu. Le contrôle des activités médiatiques des trois enfants passe donc uniquement par la mère, en qui il a confiance. Il pense aussi que c'est plus simple pour les enfants de se confier à leur mère sur des questions qui sont parfois intimes. En ce sens, internet est associé pour lui à l'intimité, et notamment à la question de la sexualité. En termes de répartition des rôles dans le couple parental, nous avons également rencontré la situation inverse, avec des rapports à internet, très différents également. Une mère (n°20) nous a expliqué que le contrôle des activités numériques des cinq enfants était entièrement assuré par son mari. Elle est agent de service dans une cantine et garde aussi un enfant à la maison, sans avoir l'habilitation pour être assistante maternelle. Non diplômée, elle n'a pas l'occasion par ses activités professionnelles de se familiariser avec internet. Le père, agent de sécurité, exerce un contrôle strict sur l'ordinateur, sur lequel il a mis un code. Les enfants doivent donc lui demander l'autorisation pour y faire des recherches. Ils disposent de téléphones sans internet. La mère est partie d'un grand éclat de rire lorsque l'enquêtrice lui a dit, qu'en toute vraisemblance, sa fille (de 18 ans) pouvait aller sur un ordinateur pour y faire ses recherches depuis qu'elle est au collège, à l'insu de son père. Elle-même semble soumise au contrôle de son mari, et n'aller sur internet que pour y chercher, avec lui, des offres

d'emploi ou des recettes de gâteaux. Ce modèle de médiation n'est pas le plus répandu dans les classes populaires ni dans d'autres milieux sociaux. Cet exemple est néanmoins intéressant pour apprécier le fait que certains parents se retrouvant totalement démunis face à internet s'en remettent à l'autre parent ou aux enfants eux-mêmes.

Le lien entre activités professionnelles et utilisation d'internet n'est cependant pas aussi simple. Certaines femmes, n'ayant pas d'activités professionnelles les amenant à utiliser internet peuvent néanmoins avoir décidé de se former. Nous avons rencontré ainsi deux femmes (atelier parent n°2), Dounia et Laurène qui ont manifesté une forte capacité à se former volontairement. Dounia, 4 enfants, 4 petits-enfants, agent d'entretien, a suivi des formations au centre social, pour comprendre comment fonctionnait un ordinateur. Elle a découvert le traitement de texte, et a « adoré ». Elle a appris, par la suite, à monter et démonter un ordinateur, et comment « pirater Windows ». Elle a un rapport très fort aux TIC : elle est émerveillée par tout ce qu'elle peut faire grâce à cet outil, mais effrayée par leur impact sur ses petits-enfants, et par moment souhaiterait qu'il n'y ait « plus d'écran du tout ». Laurène, qui est dans une situation proche, ajoutait alors qu'il « faudrait repasser à l'ancienne ». Laurène, 6 enfants dont 3 majeurs, est en instance de divorce, mère au foyer. Elle n'hésite pas à dire dès le début de l'atelier, qu'elle est « illettrée », suite à un accident survenu dans son enfance. Elle explique que son rapport aux TIC était de ce fait d'emblée négatif, qu'elle ne voulait pas d'ordinateur, dans la mesure où elle ne savait ni lire ni écrire. Elle s'était jusqu'à son divorce reposée sur son mari. Mais depuis que Google « parle », elle réussit à faire des recherches et considère qu'elle peut circuler sur internet et que l'ordinateur l'a aidée pour lire, même si elle suit également des cours d'alphabétisation. Ces deux femmes dans des situations et avec des niveaux d'agilité un peu différents se sont à leur manière appropriées internet. Leur moindre aisance les conduit néanmoins à des niveaux d'inquiétude majeurs, et sans doute à des médiations parentales plus fragiles que d'autres. Laurène a ainsi une de ses filles (17 ans) qui reste pendant des heures sur internet. Elle la considère comme « accro » depuis 4 ou 5 ans. L'adolescente ne vient plus manger avec ses parents, ni n'accepte de sortir avec eux. Laurène y voit un impact d'internet et pense que sa fille a développé une forme d'agoraphobie. D'autres soucis apparaissent cependant, notamment le fait qu'elle ait été victime de harcèlement du fait de problèmes de peau. Dounia, elle, est en grande difficulté avec son petit fils de 12 ans, qu'elle élève et qui commence à décrocher du collège, alors qu'il était très bon élève à l'école primaire.

Si Dounia et Laurène illustrent la possibilité de combler une absence de formation professionnelle et même d'insertion professionnelle par une forte détermination personnelle, deux femmes rencontrées en entretien individuel et résidant elles aussi dans un quartier populaire (n°22 et 23) montrent une incidence possible de l'environnement professionnel sur les conduites parentales. Ces deux femmes exercent une fonction qualifiée mais modeste dans un environnement éducatif. La première assure une formation de maîtresse de maison et donne notamment des cours de cuisine avec des jeunes décrocheurs scolaires, la seconde intervient dans une cantine scolaire. Toutes deux rapportent dans leur médiation parentale des éléments de sensibilisation aux difficultés des adolescents qu'elles observent dans leur contexte professionnel. L'une (n°23) est particulièrement choquée par la violence et la crudité des propos des jeunes adolescents décrocheurs scolaires, lorsqu'ils arrivent dans l'unité de formation, elle y voit l'influence des usages dérégulés des plateformes (*Youporn* et autres).

Cette prise de conscience fait que, devant élever seule ses 6 enfants, dont 3 grands garçons (15,19, 20) elle a décidé de couper totalement l'internet pendant un an. N'arrivant pas à réguler leurs usages d'internet, ne voulant pas qu'ils finissent par ressembler à ceux qu'elle voit dans son contexte professionnel, elle les a privés et s'est elle-même privée de tout accès en supprimant ses abonnements. Au moment de l'entretien, elle venait tout juste de les avoir repris. Elle s'était également remise en ménage avec le père des enfants, ce qui peut-être, même si elle ne formulait pas de lien, lui permettait d'envisager une aide dans le contrôle des usages numériques. La seconde femme (n°22) avait un regard plus apaisé sur les pratiques de ses filles, mais était tout aussi inquiète de l'influence d'internet sur les comportements des adolescentes en général et de celles qu'elle voit dans le contexte scolaire, qu'elle trouve « trop éveillées ». La différence entre elles deux résidait cependant dans le fait que la seconde n'avait pas réagi par des mesures drastiques concernant l'usage de l'internet et qu'elle développait plutôt une relation confiante et dialoguée avec ses filles.

Médiation parentale en milieux populaires

Comme nous avons pu le voir, les parents de milieux populaires ont des modalités de médiation assez différentes de celles des parents cadres. Elles dépendent aussi du nombre d'enfants. Les parents que nous avons rencontrés en entretien avaient entre 3 et 8 enfants. Lorsque les écarts d'âge entre les enfants sont suffisamment grands, les parents réussissent mieux à gérer les médias. Les principes de médiation varient entre une certaine normalisation des consommations médiatiques, télévisuelles et vidéo ludiques dans l'enfance, de l'internet à partir de la sixième, et une médiation qui se rigidifie dans les moments de crise. La médiation normale consiste à donner accès à la télévision le matin et au retour d'école pendant l'enfance, avec accès aux consoles de jeu. Il est plus rare que les parents évitent la télévision dans la chambre, mais cela peut arriver, tel est le cas d'une mère (n°22), ouvrière, vivant dans un quartier populaire peu favorisé qui souhaite que ses enfants réussissent. Elle ne leur accorde la télévision dans le salon que le matin, s'ils sont à l'heure pour l'école. Rare aussi, et manifestant un souci du travail scolaire particulier, le fait de repousser les jeux vidéo aux week-ends, comme c'est le cas de parents employés peu qualifiés (n°16) qui ont 5 enfants, qui interdisent aussi certains films et la télévision avant l'école. Cela suppose que les enfants aient d'autres activités, souvent sportives. Les activités ont parfois lieu en dehors du quartier, et justifient l'équipement d'un téléphone. Une mère de 8 enfants, suivie par l'ASE, (n°15) reprend les téléphones de ses enfants le soir à 21 heures.

C'est dans les ateliers que nous avons pu prendre la mesure de la spécificité des milieux populaires dans le type de médiation organisé. Nous devons tenir compte avant de procéder à toute généralisation, que les parents qui ont accepté les entretiens ou les ateliers étaient des parents qui partagent un intérêt fort pour la réussite de leur enfant et qui sont inquiets de l'impact des TIC, soit d'une façon très personnelle, parce qu'ils rencontrent des difficultés avec leurs propres enfants, soit parce que la façon dont les pratiques numériques des adolescents sont médiatisées en fait à leurs yeux un sujet de préoccupation. Le simple fait d'être en relation avec des structures sociales (associations, centres sociaux) et d'avoir, à leur demande, accepté de participer à un entretien d'une heure ou à un atelier, représente un engagement important particulièrement pour des parents qui ont de nombreux enfants.

Les ateliers ont amené les parents à s'expliquer devant d'autres parents, en confiance, pour échanger sur leurs pratiques et évoquer leurs propres difficultés, tout en y trouvant une forme de soutien.

La médiation utilisée est différente pour chaque parent et inspire des équipements différents : choix de l'ordinateur familial, ou de la tablette personnelle, choix du téléphone avec ou sans internet (de plus en plus rare). Les parents sont partagés entre la volonté de poser des principes fixes, ce qu'ils réussissent plus ou moins avec les aînés, et la pression des enfants, alimentée par le conformisme au groupe de pair. La volonté des parents de leur faire plaisir les conduisent à équiper souvent précocement leurs enfants, en contradiction avec leurs propres souhaits. Nous observons ainsi des médiations qui manquent parfois de cohérence.

Médiation par contrôle direct privilégiée dans les milieux populaires

La médiation parentale la plus fréquente dans les milieux populaires est celle qui repose sur le contrôle direct des activités numériques. Dans les deux ateliers, les parents ont très majoritairement défendu une conception de la médiation passant par un hypercontrôle. C'est le constat de Florence, responsable dans le centre où se déroule l'atelier, qui confirme que « les parents ont tous les codes [des comptes Facebook] de leurs enfants et [qu'ils] veulent voir les conversations. » Pendant les discussions, Isabelle et Virginie assument le fait d'avoir les codes de leurs enfants. Virginie, secrétaire médicale en arrêt maladie, reconnaît avoir une vigilance excessive vis à vis de sa fille de 22 ans, qu'elle décrit par ailleurs comme extrêmement brillante. Elle maîtriserait plusieurs langues orientales, dont le japonais et le coréen. Si cela est vrai, cela suppose une capacité de concentration, de travail, de maîtrise de soi qui pourrait au contraire rassurer sa mère. Mais Virginie s'explique de cette extrême vigilance par le fait qu'elle a perdu son frère qui a disparu et qu'elle en est restée traumatisée. Elle utilise même le GPS pour savoir où se trouve sa plus jeune fille. Elle avait pris l'habitude également de conserver toutes les archives des conversations de ses filles. Elle n'a cessé de surveiller ainsi sa fille aînée que lorsque cette dernière a décidé de faire la même chose à sa mère, à l'âge de 18 ans. Virginie vit modestement, mais le père de ses filles est cadre à la SNCF, ce qui explique peut-être que sa fille ait, pour le quartier, un destin scolaire très favorable, et envisage maintenant de poursuivre sa formation à l'étranger. La relation de Virginie avec ses filles est fusionnelle, « quand ma grande est partie [une première fois] en Chine on parlait au moins 7 fois par jour, c'est un lien ou un cordon ombilical ». Le contrôle direct relève aussi de relations fusionnelles entre parents et enfants, qui peuvent être lourdes à supporter pour les enfants. Lorsque la relation s'aigrit ou connaît une crise, cela peut conduire les adolescents à multiplier les provocations et les prises de risque.

Isabelle connaît elle aussi les mots de passe de sa fille (14 ans) sur tous les réseaux sociaux : Facebook, Snapchat, Instagram, YouTube. Isabelle a 6 enfants, les deux derniers ont 14 et 16 ans. Isabelle laisse son fils de 16 ans jouer à des jeux depuis l'âge de 8 ans, il joue aussi à *Call of Duty*, dont la plupart des épisodes sont classés 16 ou 18 ans par PEGI, et elle le sait. Elle trouve qu'il est « trop dessus ». Mais sa stratégie est de le laisser faire à peu près ce qu'il veut, tout en le surveillant. Elle laisse ainsi la porte du salon et de la chambre ouverte pour voir ce que son fils de 16 ans regarde sur son écran de télévision. Elle se dit « je suis plus rassurée car je vois la télé ». Elle surveille aussi sa fille

sur YouTube mais la laisse faire. Sa fille chante sur YouTube et s'y est fait des amis qu'elle aimerait rencontrer réellement. La mère semble surveiller ses publications, qu'elle approuve « ce n'est pas méchant ». Elle semble adhérer à l'idée que sa fille puisse aussi aller à Paris dans un salon pour rencontrer ces amis Youtubeurs. La fille de Laurène voudrait également rencontrer des Youtubeurs. Les deux mères n'y sont pas opposées, les modalités de la rencontre ne semblent pas encore définies, mais la force de conviction de leurs enfants semble forte. La médiation par le contrôle direct peut ainsi s'accompagner d'une très grande bonne volonté des parents, dans leur désir d'être proches de leurs enfants. Cette médiation peut ainsi jouer un rôle de caisse de résonance des univers médiatiques, alors que, dans les milieux favorisés, les adolescents (ou ici pré-adolescents) sont davantage poussés à l'exploration d'univers culturels moins commerciaux et plus matures.

Mais cette volonté de proximité n'est pas non plus généralisée, ni à tous les parents, ni à tous les contenus médiatiques. Les mères sont moins souvent portées à s'approcher des activités vidéos ludiques, même si nous avons vu qu'elles ne s'y opposent que rarement. Selma, mère de 4 enfants, mère au foyer, détenant un CAP de petite enfance, rapporte que son fils (14 ans) joue à des jeux en ligne comme *Clash Royal* mais qu'elle trouve cela si peu intéressant, qu'elle ne cherche pas à connaître le jeu : « je ne cherche pas à savoir, manque de temps, je n'ai pas envie, ça ne m'intéresse pas, ça ne m'apportera rien ». Elle n'approuve pas ces jeux mais ne les interdit pas non plus. Elle pense que « ça ne les aide pas », au contraire des lectures de livres qui pourraient développer des capacités d'expression, « lire, c'est le vocabulaire et l'imagination ». Elle se contente de les critiquer : « je leur dis tout le temps, ça vous rend plus débile que débile, mais ils ne comprennent pas je crois ». Consciente de l'importance de la lecture, elle réussit à la transmettre : « ils lisent quand même, celui de 3 ans ne me demande même pas d'écran ». Elle est en revanche plus indulgente avec YouTube, même si elle « n'aime pas ça ». Le modèle audiovisuel de la plateforme rend peut-être l'acceptation de ce type de contenu plus aisée pour les parents. En revanche, à la différence de Laurène et d'Isabelle, elle « préfère qu'ils aient des amis dans la rue ou à l'école que sur YouTube ».

La surveillance directe conduit parfois à des décisions privatives. Dounia, a décidé d'enlever la tablette de son petit-fils parce que ses résultats scolaires avaient fléchi. En « représailles », le petit-fils n'a plus travaillé du tout, et sa moyenne a chuté. Il tient des propos que la grand-mère trouve tout à fait « mythomanes » se vantant de ses nombreuses conquêtes féminines, de pouvoir voler des vélos, sans doute pour prouver que les contrôles physiques sont sans effet. Dounia est au courant notamment parce qu'elle ne cesse de rechercher ses comptes sur Facebook, chaque fois qu'il en crée un nouveau.

Selma est inquiète parce que son fils (14 ans) ne lui parle pas beaucoup. Elle cherche alors à le protéger par des décisions de contrôle très strict : elle exige de connaître son mot de passe pour Facebook et limite l'usage du téléphone portable. Dans son esprit, c'est pour éviter qu'il ne se fasse harceler : « moi j'avais peur qu'il se fasse agresser, l'année dernière je le croyais victime. Il ne se confie pas, il n'a pas de téléphone portable ». Lors de son séjour en colonie de vacances, elle lui avait donné un téléphone l'an passé « pour le séjour, sauf le dimanche [... Mais] au séjour, cette année, il a pas de téléphone, je voulais pas moi. Lui, il voulait, ça lui fera du bien, idée de se déconnecter ». Le fait qu'elle ne lui donne pas de téléphone, semble indiquer surtout qu'elle avait besoin de se déconnecter

de lui, mais aussi de sa difficulté à trouver une modalité de médiation qui soit vraiment cohérente avec ses appréhensions relatives au harcèlement, par exemple.

2. Tranquillité/ intranquillité des parents selon le contexte scolaire et résidentiel

Tranquillité des parents cadres vis-à-vis d'internet, intranquillité vis-à-vis du développement intellectuel des enfants

Dans le groupe 1, les parents sont rarement inquiets des circulations de leurs adolescents sur internet. Ils savent que de nombreux dangers existent, mais semblent assez proches de leurs adolescents pour penser que les choses se passent bien. Il est probable qu'ils ne se rendent pas compte des difficultés que rencontrent réellement leurs enfants sur les plateformes numériques. Les parents cadres, qui ont des usages personnels des plateformes numériques, y compris de Facebook, ne peuvent pas imaginer à quel point la situation d'un adolescent et son fil d'actualité peuvent différer du leur. L'algorithme de Facebook par exemple, enferme chacun dans des « bulles de filtres », qui construisent des visions du monde, un accès à l'information, et une nature des échanges tout à fait différents pour chacun, tout en donnant l'illusion d'une plateforme unique.

Ils pensent que la confiance établie avec leurs enfants fait qu'ils se confieraient à eux en cas de danger. La réalité montre que dans les climats les plus élitistes, la pression scolaire, qui est aussi un contrôle social aigu, peut entraîner une mésestime de soi et conduire à des actes tragiques. Pendant l'enquête nous avons été mis au courant de plusieurs suicides survenus dans l'établissement 1 et dans un autre établissement très sélectif que nous avons choisi auparavant pour y mener l'enquête.

La relative tranquillité d'esprit de la mère d'Olga est étayée par le contexte de ses compétences parentales, de celles du père d'Olga, mais aussi par celles de son enfant. Elle s'appuie en effet par le fait que sa fille, comme les enfants qui sont inscrits dans l'établissement 1, établissement à recrutement sélectif, sont engagés dans un investissement scolaire, et ont développé une curiosité « scolaire », mais aussi des passions pour le théâtre, le sport, les sciences, qui les éloigne d'un certain nombre de risques liés à l'errance sur les plateformes. Mais cette absence d'inquiétude déclarée est nourrie d'une vigilance permanente pour des faits qui seraient considérés comme bénins pour des parents de milieux populaires. C'est ainsi que la mère d'Olga se souvient de son désagrément quand elle avait montré à sa fille, dans son enfance, le film de *Pinocchio*. Elle l'avait au final trouvé violent, « culpabilisateur » et peu en accord avec ses principes éducatifs. Ce qui caractérise en effet les cadres et professions intellectuelles supérieures c'est leur volonté de donner un cadre éducatif cohérent. Les divergences de point de vue entre les parents viennent assouplir cette cohérence, comme dans le cas d'Olga qui avait droit à un smartphone chez son père mais pas chez sa mère, mais chaque parent, et en particulier la mère, travaillait à une cohérence interne. N'aimant pas la télévision, elle se félicitait de ne pas avoir vu en direct les images du 11 septembre et l'effondrement des tours jumelles. Existe ainsi autour de l'enfant pendant son enfance et son adolescence un soin qui veille à éviter de heurter sa sensibilité que nous

avons moins retrouvé chez les parents des classes populaires, surtout par rapport aux images de violence. Le plus faible nombre d'enfants dans les fratries, plus répandu dans le groupe 1, facilite la mise en œuvre d'un modèle de transmission qui repose plus souvent sur un dialogue régulier avec l'enfant (Octobre et Jauneau, 2008). Les parents cadres transmettent par imprégnation, sans même avoir besoin de le présenter comme une règle de vie, le fait de regarder peu la télévision, d'exposer peu sa vie privée sur les RSN. Les pratiques des parents se transmettent en effet particulièrement bien lorsqu'il s'agit de retrait.

La stimulation intellectuelle précoce des enfants est aussi un principe des parents cadres. L'inquiétude qui les guide est celle de l'excellence, qu'on pourrait rattacher à un désir de distinction sociale (Bourdieu) mais aussi de transmission de ce qui semble le plus précieux aux cadres les plus diplômés (professions libérales, professions intellectuelles, inspecteurs de l'administration). Nous disposons dans notre échantillon de eu d'entretiens avec des cadres exerçant dans le milieu des affaires dont les objectifs et les stratégies éducatives seraient sans doute différents. Le père de Jacques, cadre informaticien, explique qu'ils n'ont pas empêché leur enfant de regarder la télévision dès le CM1, car, vivant aux Pays Bas, cela lui permettait d'apprendre le néerlandais. Les parents avaient seulement veillé à ne pas recevoir de chaînes françaises. Le père d'Adrien est ingénieur en informatique, sa mère économiste. Le père explique qu'ils ont veillé avec sa mère à ce que leur fils ne puisse, dès l'âge de 3 ans, regarder de dessin animé qu'en anglais. Il reconnaît qu'au début, « ça l'énervait », mais l'enfant a fini par s'habituer. Sa mère lui a également appris à lire vers 3-4 ans. La mère de Louis a donné à son fils un ordinateur PC vers 3-4 ans aussi, mais il a dû attendre la classe de Première pour ouvrir un compte Facebook, et encore la pression est-elle venue du lycée, car le compte devenait indispensable pour recevoir certains devoirs, échanger avec la classe. Les choix d'équipement peuvent ainsi être tout à fait spécifiques et différents des autres milieux sociaux, des classes moyennes qui ont une orientation plus souple et moins exigeantes sur le plan du développement des capacités intellectuelles, ou des classes populaires.

Appréhension des parents des milieux populaires vis-à-vis de l'extérieur

Pour les parents des milieux populaires, l'inquiétude vient d'abord de l'environnement extérieur qui compose leur quotidien : trafics de drogue qui se développent dans le quartier qui sont à l'affût de jeunes à recruter, discours islamistes radicaux qui circulent. Nous en avons pris conscience lors des entretiens menés avec les adolescents, certains expliquant notamment leurs longues heures passées sur leur console de jeu comme un moyen d'éviter de « traîner » dans la rue, ou au pied de l'immeuble. Les garçons de l'établissement 10 rappelaient qu'il s'agissait d'un choix conscient de leurs parents. Un père (n°18) qui n'est pas inquiet pour sa fille de 17 ans, parce que ses résultats scolaires sont très bons, l'est pour son fils de 14 ans, parce qu'il pense que les fréquentations de son fils vont être plus difficiles à contrôler, et qu'il y a un risque qu'il s'oriente mal. Ce père d'origine tunisienne est très déçu de l'ambiance du quartier dans lequel il vit et de la faible mixité sociale qui y règne, il a l'impression de ne pas vivre en France et d'y retrouver des problématiques qui lui avaient fait quitter la Tunisie (chômage, délinquance, intégrisme religieux). Cette crainte participe de son appréhension vis-à-vis d'internet. Une

mère (n°20) de 5 enfants dont les plus jeunes ont 18 ans pour la fille, et 14 ans pour le garçon explique aussi que rester en bas aux pieds de l'immeuble dans son quartier, « c'est beaucoup trop dangereux » aussi bien pour les enfants que pour les adolescents. Ils rentrent donc rapidement à la maison. Mais pour cette mère, et son mari, Internet aussi est « dangereux ».

La crainte de la radicalisation islamiste et des départs en Syrie est une peur évoquée par plusieurs parents vivant dans des quartiers populaires, voire « ZUS ». Elle a été développée par une mère rencontrée dans le cadre de la PJJ, en Normandie, du fait que son fils, dont les parents n'étaient pas musulmans, s'était converti sans le lui dire et lui semblait engagé dans des démarches de provocation vis-à-vis d'elle. Elle développait des stratégies fines pour le suivre quand même à distance, notamment en discutant avec des personnes allant dans la même mosquée que lui, des « connaissances de connaissances ». Mais elle savait qu'il regardait des vidéos de décapitation sur son smartphone. Il tenait devant elle une posture de méfiance à leur propos, disant que la religion ne pouvait pas inspirer de tels actes, mais en même temps, elle savait aussi qu'il ne croyait pas aux thèses officielles sur les actes terroristes et défendait des points de vue à connotation complotiste. Cette femme vivait dans un très haut niveau d'inquiétude. De façon plus floue et plus diffuse, des parents d'origine africaine ou maghrébine rencontrés en Ile de France ont évoqué ce type d'appréhension, alimentée par la médiatisation des parcours d'auteurs d'actes terroristes. Une mère était cependant plutôt rassurée et même impressionnée positivement par le discours de son jeune fils (12 ans) qui mettait en évidence la contradiction des actes terroristes avec l'islam, et s'en remettait à « la grâce de Dieu », lui demandant de ne pas modifier ses habitudes, de continuer à sortir et à avoir ses activités normales, pour ne pas céder à la peur.

L'appréhension des risques que peuvent représenter les sorties à l'extérieur de la maison pour les filles est le sous-texte de la plupart des témoignages des parents de milieux populaires, particulièrement ceux rencontrés en Ile-de-France. Pour la plupart des parents, les filles ne doivent pas rester longtemps seules ou avec des garçons dans l'espace public : « Ma fille, c'est école-maison » déclarait de façon très synthétique une mère d'origine tunisienne. La jeune fille en question avait 14 ans, la mère avait 4 autres enfants plus jeunes, il fallait qu'elle leur donne l'exemple. L'inquiétude chez cette femme ne s'exprimait pas négativement, mais quand on le lui demandait, elle pensait que la fille doit préserver sa réputation, ne pas trop parler à des garçons, parce que cela pourrait nuire à son mariage futur. Elle n'avait aucun souci relationnel avec sa fille, qui préservait fortement son intimité, quand la mère s'enquerrait des garçons figurant sur certaines photos. Celle-ci avait ouvert un compte sur Facebook depuis ses 13 ans, ce qui n'inquiétait pas sa mère, car une grande partie de sa famille se trouvait également sur la plateforme.

Appréhension particulière vis-à-vis d'internet

Dans les familles où les enfants réussissent leur parcours scolaire, les parents ne semblent pas excessivement inquiets de leurs circulations sur internet, sauf exception. La présence de la famille élargie sur Facebook joue aussi un rôle important dans une forme de réassurance pour les parents, même si nous avons pu voir que cela constituait aussi une tension plus forte pour les adolescents eux-mêmes. Internet charrie cependant une foule d'inquiétudes diffuses, d'autant plus grandes que tous ont

entendu circuler par des conversations ou des faits divers médiatiques des problèmes liés à des photos impudiques ou des vidéos violentes. C'est le cas d'une mère qui vit dans un quartier populaire mais qui occupe une activité de graphiste (n°28) : elle évoque que son fils a cessé de consulter son compte Facebook parce qu'il y recevait trop de photos d'abattoirs. Dans son cas, cela ne la conduit aucunement à restreindre l'accès d'internet à ses enfants. Son activité professionnelle l'amène elle-même à utiliser quotidiennement ce média, son fils (18 ans, en terminale pro, option photo) considère qu'il apprend davantage dans la consultation de sites internet sur le cinéma et la photo plutôt que dans ses cours.

Mais les discours généraux des parents sur internet sont souvent empreints d'une forme d'intranquillité sur l'avenir de la société, comme en témoigne ce père de famille (n°24), ouvrier, très impliqué dans le lycée où sa fille de 18 ans handicapée est inscrite. Loin d'être passif face aux problèmes sociétaux, il est représentant des parents d'élèves du lycée et engagé syndicalement. Il est d'ailleurs le seul parent que nous ayons pu rencontrer dans l'établissement 9. Il tient des propos très inquiets sur l'impact d'internet sur la société en général : « on est en train de détruire l'humain et la planète », « on devient illettré, on ne sait plus distinguer le vrai du faux ». A propos du harcèlement il reconnaît qu'« on peut faire du mal avec internet ». Mais comme d'autres parents de milieu populaire, il est focalisé sur le danger des images sexuelles sur internet. Devançant les questions de l'enquête, il évoque les images pornographiques : « avant, il y avait -18 c'était clair, maintenant c'est partout, pour tout le monde » et il évoque les tablettes pour bébé, laissant penser qu'un bébé pourrait y être confronté. Il est ainsi pris d'une certaine panique : « est-ce que Internet est en train de remplacer les parents ? Je le crois ». Mais dans le même temps, il a équipé sa fille handicapée d'un ordinateur, ce qui lui permet d'avoir une vie sociale et de parler avec des amis, malgré sa faible mobilité physique (elle se déplace en fauteuil roulant). Il assure cependant une veille très rapprochée de ses activités médiatiques. Il sait ainsi qu'elle n'a que 15 amis sur Facebook dont il presque nous dire les noms. Sa grande sœur est aussi chargée d'assurer une sorte de « bouclier » de protection. On peut voir chez lui une volonté d'agir au mieux, dans une situation qu'il trouve néanmoins inquiétante, mais aussi prometteuse. Il regrette en fin d'entretien qu'il n'y ait pas assez de travail sur internet à l'école française, à la différence de la Suède, car dit-il « internet, c'est le savoir normalement ».

Dans l'atelier 1, situé en Rhône-Alpes, plusieurs animatrices qui composaient l'atelier ont évoqué l'impact de l'accès des enfants à internet. Elles avaient observé une montée des violences dès la maternelle, avec l'emploi d'un vocabulaire cru et violent, s'inquiétaient aussi de l'utilisation des plateformes numériques par des enfants d'école primaire. Aurore se dit « interpellée par la violence des mots des plus jeunes ». Maeva témoigne de ce que dès sept, huit ans beaucoup de mots sexuels circulent dans les cours de récréation. Pour elle, sophrologue de profession et intervenant dans plusieurs structures éducatives, l'impact d'internet ressemble à un « tsunami sur les plus jeunes ». Elle entend des jugements très crus qui viennent résonner avec ce qui se passe sur les réseaux sociaux.

Plusieurs mères ont également évoqué la volonté de toutes jeunes filles (8-10 ans) de publier des vidéos sur YouTube sur le maquillage ce qui leur semblait un peu tôt, même si elles regardaient avec leurs filles ce type de vidéos qu'elles découvriraient grâce à leurs enfants. La dérégulation des plateformes et l'auto-publication permettent en effet à des enfants de publier des vidéos sur différents

sujets et certaines toutes jeunes YouTubeuses peuvent y devenir des « célébrités » et atteindre plusieurs centaines de milliers de vues⁴⁷. Les jeunes filles peuvent avoir entre 6 et 9 ans et les vidéos sont, à l'évidence, publiées par les parents. Les animatrices faisaient part dans l'atelier de leur inquiétude de voir des fillettes entrer si tôt dans le monde de la séduction mais surtout dans celui de la consommation. Il s'agit en effet d'une première forme de monétisation de son image, puisque les vidéos peuvent avoir été publiées dans l'objectif d'y trouver une source de revenu, ce qui est très présent à l'esprit dans les milieux populaires. Elles peuvent attirer l'attention précisément à cause de leur jeune âge et de la précocité de ce type de comportement. Elles peuvent aussi faire la promotion de marques.

L'inquiétude vis-à-vis du sexuel

L'inquiétude vis-à-vis du sexuel a été bien plus souvent formulée par les parents de milieu populaires, avec une sensibilité particulière chez les parents d'origine maghrébine. Certains, certaines, luttent néanmoins pour se détacher des représentations traditionnelles qui leur viennent de leur famille, ou d'une conception rigoriste de la religion. La mise en présence de consommations par leurs enfants d'images sexuelles provoque parfois des réactions assez fortes, qui montrent une difficulté à surmonter un tabou, mais témoignent aussi de la volonté de s'acculturer à d'autres repères. Lorsque ces femmes sont néanmoins volontaires, elles dépassent le tabou, et peuvent proposer des livres, voire laisser des préservatifs dans la chambre de leurs adolescents. L'évocation de la sexualité ne se fait dans ce cas pas directement avec l'adolescent, pour préserver sa pudeur, mais un message de prévention peut passer indirectement. Pour transmettre l'information sans susciter de malaise, plusieurs femmes nous ont dit avoir eu recours à des livres, ainsi Virginie (atelier 2) a confié : « Je suis un peu brute de décoffrage, alors j'ai acheté une encyclopédie ». Comme ses filles aiment lire, cette solution a dû porter ses fruits. Elle défend en tout cas la nécessité d'une information des adolescents : « j'ai toujours expliqué au lieu de mentir, je leur ai toujours parlé comme à des adultes ». Certaines mères trouvent ainsi des médias qui leur semblent appropriés pour transmettre une information qu'elles trouvent indispensable, et chaque fois il s'est agi d'un livre.

Chez les parents cadres ou professions intermédiaires, la question des images sexuelles a pu être évoquée sans provoquer trop d'embarras. On ne peut pas dire que les parents soient pour autant à l'aise, des enquêtes montrent d'ailleurs que cette question est délicate pour beaucoup de parents français. Les difficultés des parents à aborder le sujet avec leurs adolescents sont d'autant plus fortes que leur préoccupation principale est la préservation de la virginité des filles, et de leur mariage, selon des règles traditionnelles. Le rapport des parents à la religion, ou à une culture traditionnelle, apparaît souvent déterminant. Dans des milieux très modestes, une mère, sans attache religieuse, pouvait au contraire nous dire qu'elle refusait que ses filles lui racontent leurs aventures sexuelles. Selon elles, la pornographie avait modifié les valeurs des adolescents, qui considéraient comme banales des pratiques sexuelles avec des partenaires multiples. Elle voulait bien savoir que ses filles avaient des relations

⁴⁷ A titre d'exemple, <https://www.youtube.com/watch?v=o0aDrLHHZdg>, ou <https://www.youtube.com/watch?v=5vaU3sLY3qY>, consultées le 9 octobre 2017.

sexuelles, et même les en féliciter, car elle s'en disait « fière », mais souhaitait que chacune préserve son intimité.

Les entretiens avec les adolescents nous ont montré le rôle déterminant des conversations avec les mères sur ces sujets pour pouvoir eux-mêmes tenir des discours autonomes sur des images qui évoquent la sexualité, et sur les travers des représentations commerciales de la sexualité. Ce qui manque souvent aux parents des classes populaires ce sont des mots pour en parler, qui ne soient pas perçus comme transgressifs. Nous avons observé à quel point les adolescents de ces milieux comme certains parents pouvaient avoir du mal à utiliser le terme de « sexuel ». L'impudeur des images pornographiques, l'effraction qu'elles réalisent dans ce qui relève de l'intimité, viennent encore renforcer la puissance du tabou qui l'entoure et minimiser les chances pour les parents d'en parler, alors même qu'il s'agit d'une inquiétude omniprésente dans leur esprit.

De nombreux parents savent que leurs enfants ont eu accès à des images sexuelles via internet. Nous pouvons notamment prendre trois exemples cités lors des ateliers. Ils montrent l'embarras que cela peut susciter chez les parents, et les différences de leurs réactions. Dounia (atelier n°2) s'est rendu compte de l'accès très précoce des enfants à la pornographie à travers les téléphones ou les tablettes électroniques. L'un de ses petits-fils, qui a maintenant 7 ans, lui avait demandé il y a quelque temps pourquoi un homme avait de la bave autour de sa bouche : « qu'est-ce que c'est ? Il a du sperme dans la bouche ? ». Dounia s'était sentie accablée. C'est à ce moment, qu'elle avait déclaré, qu'il ne « faudrait plus d'écran du tout ». Elle est elle-même de culture maghrébine, résolument ouverte sur la culture et la modernité. Elle parle un français précis et riche. Elle considère qu'il faut éduquer les enfants à la sexualité, qu'il « faut dépasser le tabou, dans l'intérêt de l'enfant ». Elle est ainsi capable de désigner le « tabou », et d'indiquer une issue collective autour d'actions éducatives. Elle est cependant intriguée et troublée par les propos fantasmatiques de Farida Belghoul sur l'éducation sexuelle à l'école maternelle, qu'elle prend pour véridiques⁴⁸. Cette dernière a en effet mené une campagne active visant les musulmans français. Dounia ne s'était pas rendu compte du caractère diffamatoire de ces propos et de la dérive politique de cette militante « anti-genre ». L'attitude résolue de Dounia en faveur de l'éducation à la sexualité tranche avec celle plus hésitante de Nathalie plus mal à l'aise avec ces questions.

Lors de l'atelier 1 une affaire avait concerné plusieurs parents. Maeva, qui intervient en premier dans le tour de table évoque l'affaire, d'une façon indirecte. Son fils de 12 ans préfère ne pas ouvrir de compte sur Facebook parce qu'il y a « eu des histoires au collège ». Elle intervient dans plusieurs établissements et peut confirmer : « chaque année il y en a ». Aurore, animatrice au centre social, de condition modeste, peut raconter plus en détail l'affaire, elle s'est passée dans la classe de son fils : « Une jeune fille s'est prise en photo sur Snapchat a envoyé une photo [d'elle] à moitié dénudée, et elle l'a envoyée à sa copine. La copine l'a enregistrée et l'a postée sur Facebook. Il y a eu des commentaires

⁴⁸ Farida Belghoul a mené en 2014 une campagne active contre les « ABCD de l'égalité », un programme de l'éducation nationale pour sensibiliser dès le plus jeune âge les enfants à la parité entre les genres. Elle a attaqué également une professeure de maternelle l'accusant d'initier des enfants à la sexualité en leur demandant de procéder à des atouchements sexuels. Elle a été condamnée pour diffamation (Libération 25 mars 2016).

violents et outrageants ». Le principal du collège a alors convoqué 5 ou 6 élèves de la classe qui ont été exclus pour quelques jours.

Le commentaire d'Aurore s'attache alors à la conduite de la jeune fille. Elle ne comprend pas son comportement: « La petite qui s'est prise seule dans sa salle de bain il y a un souci déjà, ce n'est pas normal. J'en ai parlé à mes enfants et eux aussi ne comprennent pas ». Elle semble alors plus choquée par la photo, et sans doute son partage avec une copine, que par l'action de la publier. Elle ne sépare pas les deux actes. Elle revient par la suite sur cette dimension. Pour elle, prendre cette photo porte atteinte à son intimité : « moi je suis très pudique et mes enfants aussi ; quand mon fils prend sa douche, jamais je vais rentrer dans la douche [...] eux aussi, cette histoire, ça les a choqués ». L'échange de photos intimes entre filles déclenche chez elle un malaise profond qui la renvoie à un interdit, celui de l'inceste. Que cette photo puisse circuler la met en danger comme si elle faisait effraction dans la salle de bain de son fils, situation pourtant fort différente. D'autres mères réagissent immédiatement en disant que si la fille a envoyé cette photo, d'autres que sa copine ont pu la voir, ce qui n'est pas certain et aggraverait la responsabilité de la jeune fille. Les adolescents expliquent en effet que l'on peut choisir ses destinataires avec Snapchat, qui fonctionne alors comme un message privé. Ce n'est qu'après que l'enquêtrice l'a interrogée sur le traitement administratif de l'affaire, au-delà de la sanction, qu'Aurore a répondu que le professeur principal en avait parlé un peu, et qu'il n'y avait à son avis rien à faire de particulier. Son propre fils a d'ailleurs lui-même été harcelé, et visiblement aucune initiative spécifique n'a été entreprise. Maeva suggère alors qu'une réflexion collective aurait pu être mise en place à propos des enjeux de la publication, des limites de l'acte de publication. Elle craint que sans discussion avec les élèves, aucune prise de conscience n'ait vraiment lieu. Catherine est tout à fait au courant de ce genre de pratique par ses enfants, elle évoque la constitution de « dossiers », qui sont « à la limite du chantage », et se demande « qu'est-ce que ça peut donner ? ». Nous pouvons voir ici une des formes de l'inertie du social, face à des violences banalisées, traumatisantes à la fois pour la victime, dont il n'a pas été question dans l'atelier, et pour les autres jeunes, dans sa classe et plus largement dans l'établissement. Maeva a pu ouvrir une réflexion sur les motivations de ces publications. Elle y voyait à la fois un manque de confiance en soi et la volonté de se créer des amis. Catherine y voyait la volonté de se créer une identité. Ces pistes montrent que des affaires qui ont une dimension sexuelle peuvent aussi renvoyer à des dimensions plus générales qui de ce fait sont plus aisées à saisir pour les parents. On peut penser aussi que cette ouverture plus large vers une intellectualisation des pratiques de publication élude les questions d'inégalités entre les sexes. Aucune mère ne mentionnera la difficulté particulière des filles sur les RSN. L'une d'elles nous confiera même à la fin de l'atelier, qu'elle n'en avait pas conscience. Seule Karine a demandé quels ont été les impacts émotionnels sur les autres enfants.

Gwendoline, directrice du centre et mère de deux petites filles, a ouvert la discussion sur un autre enjeu, celui de l'influence des modèles médiatiques eux-mêmes et leur signification symbolique. La publication de la photo sur Facebook, est, souligne-t-elle, quelque chose de « très malsain, car on a pris quelque chose d'elle qu'elle ne voulait pas donner. » L'intimité de l'autre a été traitée comme un objet banal, circulant indifféremment entre toutes les mains. Gwendoline fait alors le parallèle entre cette photo dévoilée et la télé réalité, dans laquelle le consentement des participants est souvent court-

circuité. Catherine approuve aussitôt à cette piste interprétative : « ils font leur propre télé réalité avec Snapchat ».

Les parents des milieux populaires sont donc parfaitement conscients et très inquiets de la circulation des images sexuelles, qu'elles soient rencontrées sur des sites, ou produites par les jeunes eux-mêmes. Ils disent souvent leur impuissance à les filtrer, ne sont pas toujours au courant de l'intérêt des logiciels bloqueurs de publicité, et semblent avoir des expériences peu efficaces de logiciels de filtrage. Face aux difficultés techniques, ne sachant pas toujours ce qui peut ou non être filtré par des logiciels et notamment le fait que les connexions en wifi ne peuvent pas l'être, ils se sentent impuissants. Laurene reconnaît qu'elle trouve souvent « des pages chaudes » sur l'ordinateur familial, mais ne sait pas trop quoi faire.

3. Les difficultés des parents

Difficultés liées à l'intensité des connexions

Cette difficulté se rencontre dans tous les milieux sociaux. Il arrive en effet que le modèle d'accompagnement parental des parents cadres ne fonctionne pas, ou du moins que des failles apparaissent. Le moment adolescent y est favorable. Nous avons rencontré des parents qui pouvaient émettre des inquiétudes face aux activités numériques un peu secrètes de leurs garçons. Il s'agissait notamment d'un adolescent inscrit dans l'établissement 1, ayant donc un bon niveau scolaire. Le père (n°7) était inquiet de ses explorations sur le *darknet*, via Tor. Il pouvait imaginer que son fils organise un trafic de drogues de synthèse à partir de là. « Mais là on est un peu impuissant, si pendant qu'on n'est pas là, il veut aller sur le *darknet*, qu'est-ce qu'on peut faire ? C'est un truc, on ne peut rien faire ». Le père était d'autant plus inquiet que la posture provocatrice de l'adolescence était peut-être redoublée par le statut de magistrat de sa mère. Il se retrouvait entre les deux, sans vraiment arriver à prendre position.

Dans un contexte social relativement proche, une mère (n°26) rencontrée grâce à une « maison des adolescents », documentaliste dans une société audiovisuelle a beaucoup de mal avec les consommations médiatiques de ses enfants. Elle a mis en place un modèle de médiation plus rare dans les milieux socioprofessionnels favorisés, un contrôle très strict sur l'accès aux équipements. Depuis qu'elle regrette que sa fille regarde trop la télévision, elle a acheté un « sac antiviol », dans lequel elle enferme la télévision, elle a placé également un code sur l'ordinateur, ce qui lui permet d'être certaine que ses deux enfants ne regardent pas la télévision ou ne sont pas sur l'ordinateur pendant toute l'après-midi, avant qu'elle ne rentre de son travail. Elle a pris l'habitude de changer les codes tous les jours, de les appeler pour vérifier où ils en sont avant de leur donner les codes du jour. Les conduites des enfants ne semblent pas modérées pour autant.

« Il joue beaucoup, l'année dernière, quand il rentrait de l'école, il faisait ses devoirs et il jouait. Maintenant, c'est plus possible, il est vraiment très, très... ». Il joue avant de faire les devoirs et « c'est difficile de le décrocher de l'ordinateur, on est passé à une étape différente ». Elle pense que comme il ne joue jamais chez son père,

« quand il arrive chez moi il est en manque quoi, il faut qu'il rattrape. C'est une addiction hein ». « Il joue beaucoup, pour le faire arrêter c'est très difficile, c'est souvent une lutte quoi. Moi je refuse d'éteindre l'ordi brutalement parce que je veux qu'il s'arrête lui, parce que j'ai dit 'on va manger, c'est fini, ou c'est l'heure d'aller dormir quoi' mais je vois que c'est très, très difficile ».

Les parents sont séparés, ce qui fait reposer le contrôle des médias quand ils sont chez leur mère, sur elle seule. Elle a une activité professionnelle qui ne lui permet pas d'être présente quand ses enfants adolescents rentrent à domicile. Le père lui n'a pas d'équipement audiovisuel, ce qui lui évite ces acrobaties et n'est pas intéressé par les jeux vidéo. La mère semble prise dans un engrenage délicat, car tout en cherchant à modérer physiquement les consommations de ses enfants, en son absence, ou en sa présence, elle est en même temps très soucieuse de valoriser ses activités de jeu vidéo. Elle a des conversations avec son fils sur la stratégie à adopter dans un jeu de gestion de joueurs de foot. Elle souligne le fait que les jeux vidéo sont aussi des œuvres de création.

Par les entretiens menés avec les adolescents eux-mêmes nous avons pu avoir accès à d'autres situations, notamment dans l'établissement 2, mettant en évidence d'autres formes de médiations parentales dans des milieux sociaux intermédiaires. Lorsque les relations parentales avec les enfants sont structurées autour d'activités médiatiques intenses, comme cela a semblé le cas pour Joseph, dont le père regardait en sa présence des films d'action ou d'horreur depuis sa petite enfance, ou pour Ameline, qui jouait intensément aux jeux vidéo avec son père, les enfants, devenus adolescents, ont souvent des consommations médiatiques qui restent intenses, avec ce même type de contenu, et ont beaucoup de difficulté à construire sur ces images un discours autonome. Lorsque les adolescents sont pris dans des conflits entre les parents, voire avec eux, comme c'est le cas de Dugarry les consommations médiatiques, en particulier jeux vidéo peuvent être une « consolation » et un oubli, et la situation va limiter leur esprit critique vis-à-vis de ces contenus.

Les difficultés des parents sont souvent reliées à la difficulté pour les parents de modérer les activités de leurs adolescents sur les jeux vidéo. Nous avons rencontré plusieurs parents confrontés à cette difficulté, qui étaient de ce fait tournés vers une « maison des adolescents » pour y trouver de l'aide. Florence responsable dans le centre social où s'est passé l'atelier 2 confirme que c'est un problème récurrent dans le centre. Pendant l'atelier, Dounia avait notamment évoqué sa difficulté, face à son petit fils qui après avoir été lecteur jusqu'à 10-11 ans, était devenu accaparé par des jeux vidéo violents comme *GTA* et *Call of duty*.

Les interdits stricts qui peuvent être posés par un parent, dans ce type de contexte, ne semblent alors pas aider à une remise en cause de la relation à ces contenus, mais plutôt conduire à un sentiment d'incompréhension. Les activités médiatiques immersives vont alors de pair avec une forme de décrochage ou de désengagement vis-à-vis de la scolarité.

Difficultés à construire une médiation cohérente

Les environnements numériques rendent assez difficile pour les parents le maintien d'une cohérence dans les activités médiatiques. La volonté de respecter l'autonomie de l'enfant peut empêcher les parents de s'opposer à certaines décisions comme la création de compte sur les RSN, décision que les parents de milieux favorisés retardent plus volontiers. La sensibilité forte aux images

sexuelles, ne s'accompagne pas toujours d'une sensibilité aux images de violence, malgré les chocs émotionnels qu'elles peuvent engager. Les parents de milieu populaire peuvent être plus démunis par rapport aux images violentes car elles n'enfreignent pas le tabou de la sexualité, et qu'elles leur semblent faire partie de la réalité du monde que tous ont à accepter d'une certaine façon.

Maeva, mère de deux adolescents, sophrologue cherche à assurer une médiation cohérente reposant notamment sur l'autonomie de l'enfant, la confiance, elle est d'ailleurs persuadée que les enfants ont une « intelligence » précoce vis-à-vis d'internet. Mais elle maintient une vigilance vis-à-vis de leurs activités numériques. Son inquiétude principale vient particulièrement de la plateforme YouTube, sur laquelle son fils regarde des Youtubeurs comme Cyprien ou Norman, ce qui est assez répandu dans sa classe d'âge. Mais elle trouve que certaines de leurs publications évoquent d'une façon trop crue la sexualité. Elle a fait l'effort de les regarder « Si on ne va pas écouter de nous-même, on ne sait pas ce qui est dit. » Ces contenus ne la dérangent pas trop pour son grand fils de 12 ans, mais davantage pour le plus jeune de 8 ans qui écoute avec lui, et elle ne sait pas ce qu'il en comprend. Elle accepte cependant sans difficulté que son fils joue à 12 ans à des jeux de guerre en réseau, ce sont pour elle « juste des jeux de guerre en réseau », alors que certains peuvent être interdits aux moins de 16 ou 18 ans, et que les forums des jeux de guerre sont aussi des lieux d'échange où les propos ne sont pas très policés. Elle ne semble pas au courant de leur fonctionnement.

Catherine, mère de 4 enfants (dont une de 15 ans) donne un accès libre à internet à l'aînée, qui ne suit pas les cours au lycée, mais à distance en restant à domicile. A son enfant de 8 ans, elle donne un téléphone sans internet mais équipe le petit de 3 ans d'un téléphone avec le wifi, « pour les applis », sans abonnement. Or le petit pourrait réaliser d'autres activités grâce au téléphone que jouer sur les applis. Elle-même l'a remarqué et dit « ça se dérègle souvent, il va sur d'autres choses... ». Parmi ces applications, elle lui permet de jouer au jeu « Candy Crush » qui est un jeu vidéo sur le web mais également sur Android, Apple, Windows phone. Le but de ce jeu est de faire écraser des bonbons colorés en associant des combinaisons d'au moins trois bonbons, afin de remplir un objectif de « niveau » et de gagner des points. Catherine considère ce jeu comme « éducatif grâce aux couleurs ». Or un jeu comme *Candy Crush*, jeu freemium, qui vise à se transformer en jeu payant, peut être considéré comme un jeu quasiment addictif, du moins visant une forme de consommation intensive, ce qui expliquerait son succès mondial⁴⁹. Il ne s'agit pas d'un jeu à vocation éducative, mais d'un pur divertissement commercial. On peut voir dans le choix de ce jeu pour Catherine, la marque d'un manque de formation. L'incohérence du discours de Catherine apparaît également quand elle ajoute « il faut faire attention aux addictions ». Catherine organise avec ses enfants une médiation axée sur la confiance et une forme de bricolage. Le fait de prendre *Candy crash* comme un jeu éducatif pour son plus jeune enfant manifeste à la fois une incompréhension du fonctionnement commercial des

⁴⁹ C'est un des jeux qui a eu le plus de succès au cours des années 2014-2016 et qui générait le troisième résultat journalier sur Iphone aux Etats-Unis en janvier 2016 (742 000 €) juste après Clash of Clans et Game of War. La réussite commerciale de ce jeu produit par King, une société anglo-suédoise, rachetée par Activision en 2015 grâce à ce succès, repose notamment sur la possibilité de générer des paiements. Seuls 2.6% des joueurs acceptaient en 2016 d'améliorer leurs scores grâce au paiement (Le Monde, 12/2/2016). Le processus qui peut métaphoriquement se révéler « addictif » vient de ce que les scores sont bloqués artificiellement et empêchent de passer à un niveau supérieur, tant que le joueur n'a pas payé. Mais il suffit d'attendre un certain temps sans jouer pour que les niveaux supérieurs soient accessibles. Le jeu teste donc bien une forme de dépendance au jeu.

applications numériques gratuites et une aptitude au bricolage, qui repose sur une forme de confiance en elle, puisqu'elle s'autorise elle-même à trouver, dans ce jeu tous publics, une ressemblance avec certains jeux éducatifs qui demandent aux enfants de réunir des couleurs ou des formes identiques. Ce type de bricolage témoigne aussi d'une certaine souplesse des milieux populaires vis-à-vis des contenus médiatiques. On a pu aussi retrouver des parents qui n'étaient pas très favorables au fait que leurs enfants jouent à des jeux de guerre, mais qui finissaient par leur accorder GTA pour les récompenser de résultats scolaires satisfaisants en sixième (n°21).

Les comportements des parents eux-mêmes ne sont pas forcément cohérents avec leurs propres principes. Il est évidemment rare de pouvoir le relever dans les entretiens avec les parents ou dans les ateliers. Nous en avons cependant eu un exemple avec Virginie qui suit sa fille avec le GPS et veut tout savoir de ses conversations, mais raconte qu'elle peut invectiver son ex-mari sur son propre compte Facebook au point que celui-ci en soit prévenu par des tiers. L'incohérence se situe parfois dans une compréhension partielle de la situation de ses enfants. Laurène évoque le cas de sa fille comme étant agoraphobe, « elle a peur du monde, elle se fait taper dessus ». Sa fille a une maladie de la peau et a éprouvé du rejet dans le cadre scolaire pendant son enfance. Cette jeune fille est cependant décrite par sa mère comme « accro depuis qu'internet existe, depuis 4,5ans ». Si la mère insiste sur sa « peur du monde », elle explique cependant que sa fille est inscrite sur les principaux RSN, Facebook, Messenger, Snapchat et qu'« elle se prend en photo, elle est sur YouTube ». Concrètement, sa fille semble plus en difficulté avec sa famille, en refusant de manger avec ses parents, ou de sortir avec eux. Il est cependant possible que sa fille ne ressente pas de la même façon l'exposition à travers les RSN et le face-à-face.

4. Les solutions proposées

Le rôle primordial des parents

Les parents revendiquent généralement le droit et le devoir de contrôler les médias utilisés par les enfants. Préparer les enfants à aller sur internet, « c'est l'objet même de l'éducation » a pu dire une mère d'origine malienne. Pour elle il était clair qu'il n'y avait pas de séparation entre internet et le reste de la vie et que les principes acquis et inculqués par ailleurs devaient s'y retrouver. C'est ce que d'autres mères ont pu dire à propos de la nature des photos que l'on peut poster sur les RSN. Pour les parents, les enfants « savent bien » ce qu'on peut ou non poster. Certaines néanmoins incitent leurs enfants à les leur montrer et discutent de la frontière de ce qui est montrable ou non. Ils ont d'ailleurs l'occasion d'en parler à partir des faits divers qui viennent émailler les conversations du quartier ou les journaux télévisés. Une fille avait ainsi de grandes difficultés dans son quartier parce qu'elle avait accepté de donner une photo de ses seins à un garçon. La mère (n° 22) était au courant, comme sans doute une grande partie des parents de ce quartier. Elle savait que la mère de cette jeune fille avait de plus en plus de mal à tempérer les activités de sa fille. Sa propre fille avait des soucis sur les RSN et venait de renoncer à utiliser Facebook, à cause de la jalousie que ses cheveux, elle avait une chevelure à la Angela Davis, suscitaient. Tant que c'était possible, sans contrainte, elle discutait avec ses filles des

photos qu'elles postaient sur Facebook ou Instagram. Elle avait réussi à le faire davantage avec sa fille ainée qu'avec la cadette et préparait le terrain avec son benjamin (11 ans).

La mère de Redda (n°11) résume bien la solution retenue par beaucoup de parents, qui est d'être le plus possible au courant des activités de ses enfants pour pouvoir les y autoriser, mais aussi ponctuellement de les inciter à modifier leur conduite. L'important pour elle, c'est qu'il n'y ait pas de « cachotteries ». C'est ainsi qu'elle veut savoir si sa fille a un « copain » et ce que ses enfants publient sur Facebook. Non seulement elle est « amie » avec ses enfants mais elle a les codes des comptes Facebook de ses enfants mineurs. Elle a pu intervenir quand son fils Redda (16 ans, suivi par la PJJ) a publié une photo avec des copains, faisant un doigt d'honneur. Elle a réussi à le persuader d'enlever cette image qui pouvait lui nuire.

Si la plupart des parents ont une familiarité avec Facebook où s'inscrivent encore la grande majorité des adolescents, ils se sentent en revanche en grande difficulté vis-à-vis de plateformes comme Snapchat qui fonctionnent dans l'instantanéité, et ne sont accessibles que sur le smartphone. Dans le cas de Redda, cité ci-dessus, sa mère ne sait pas qu'il utilise aussi Snapchat. Dans l'entretien avec Redda, celui-ci dit même qu'il utilise davantage Snapchat que Facebook, qu'il n'a pas sur son téléphone. Ses conduites sont cependant motivées principalement par le souci de « rigoler » avec quelques copains, et nous avons été plutôt impressionnés par le caractère raisonnable et autonome de son discours sur les images numériques. Aucun parent n'a évoqué des plateformes comme Périscope, que les adolescents commencent pourtant à explorer, avec des difficultés qui ressemblent à celles de Facebook pour l'agressivité des échanges, et à celles de Snapchat pour le dévoilement de l'intimité.

Le rôle de l'école, de l'éducation populaire, des acteurs de la culture

Dans les entretiens avec les parents, le rôle de l'école a souvent été mis en avant, la plupart du temps pour regretter l'insuffisance des actions de sensibilisation ou d'activités de réflexion sur les activités numériques des adolescents. Il faudrait commencer en CM1 pour Selma. Plusieurs cours ont pu être cités (dans l'atelier 1) notamment le cours d'Éducation morale et civique qui permet selon les parents de travailler à la fois la question de l'image de soi, et celle du droit. La très grande majorité des parents souhaitent que des actions d'éducation aux médias et d'apprentissage du fonctionnement d'internet soient conduites régulièrement par l'éducation nationale.

Les solutions les plus précises proposées par les parents sont souvent tirées d'affaires qu'ils ont eu à connaître personnellement. Karine (atelier 2) a pu lors de l'évocation d'une affaire de dévoilement sur Snapchat, présenter sa propre réaction quand elle s'est rendue compte que son fils regardait en 6^{ème} des vidéos pornographiques sur YouPorn avec ses amis. Elle a bien décrit le risque que comportait *a priori* le fait d'en parler dans l'établissement, qui explique la réserve voire l'inertie que nous avons déjà relevée. Il s'agissait en effet d'en parler de façon suffisamment confidentielle pour que le fils ne subisse pas de rétorsion du fait qu'il en avait parlé à ses parents. Ces activités de visionnage, pour banales qu'elles soient, restent en effet marquées d'une forme d'interdit : interdit pénal et interdit social. Elle a réussi à obtenir du proviseur que l'infirmière scolaire vienne dans la classe évoquer cette

thématique. Cela avait permis aux adolescents de disposer d'une réponse qui ne relève pas de la sanction, qui ne mette pas en difficulté le fils dont le témoignage était resté confidentiel, et qui soit basée sur des principes de santé, de bien-être et de droit que les infirmières scolaires sont en mesure de promouvoir.

Sur cette base, Karine, qui est elle-même chargée de mission sur le numérique auprès une association familiale proposait de réfléchir à d'autres actions en direction des parents. Lors de l'atelier où elle avait pu faire cette proposition, d'autres avaient remarqué que cette solution était imparfaite, car « beaucoup de parents ne viennent jamais aux réunions », et voulaient même envisager des mesures de contrainte. S'est alors posé la question du lieu. Les établissements scolaires ne sont probablement pas toujours les bons lieux pour le faire. Les parents dont les enfants sont en difficulté avec l'école, sont souvent ceux qui relèvent des milieux les plus modestes, qui eux-mêmes ont fait peu d'étude et ne se sentent pas en confiance à l'école. Gwendoline proposait alors de mener des actions coordonnées entre centre social et établissement scolaire : proposant d'« associer des gens pour organiser des choses au collège » et de « retravailler sur l'ouverture aux partenaires ». Ce sont là des actions qui peuvent être conduites au niveau local, et dépendent du degré de connaissance et de confiance que se font les acteurs locaux, les acteurs de l'éducation nationale et ceux de l'éducation populaire, les acteurs du social et ceux de l'éducation nationale. Elle organisait dans son centre des « goûters philo » qui pouvaient aborder ces questions, par exemple sur la liberté. Pour atteindre davantage les parents des quartiers populaires, elle préconisait des actions coordonnées entre structures de l'éducation populaire, éducation nationale, action sociale, ce qui effectivement existe dans de nombreuses régions mais nécessite toujours des initiatives locales.

Plusieurs actions ont été évoquées en partenariat avec des théâtres (des théâtre-débats), pour faire travailler les jeunes directement sur ces questions, dans un contexte à la fois extra-scolaire, tout en étant amenés par le collège. Karine proposait cependant que dans le cadre des établissements scolaires se constituent « une cellule de crise une fois par mois » pour faire circuler l'information auprès des jeunes, dont ils seraient en demande selon elle.

Le rôle des pouvoirs publics

La mise en cause de la dérégulation des plateformes numériques elle-même a été peu souvent abordée par les parents. Soit parce qu'ils restent dans le flou sur le degré de désengagement de l'Etat dans ce domaine, soit parce qu'ils s'y sont habitués. Il leur semble donc normal que la seule action publique possible soit celle de l'école et des acteurs sociaux.

La plus virulente sur le sujet a été une mère, dont le fils était incarcéré. Pour elle, les débordements des jeunes sur les plateformes de jeu ou de RSN étaient dus à une action insuffisante de l'Etat. Elle en avait certes une vision très simpliste, imaginant que l'on puisse interdire « tout ce qui n'est pas bien ». Mais elle avait le mérite d'évoquer une coresponsabilité, des parents et des pouvoirs publics. Face au comportement déréglé de son fils, elle se sentait impuissante. Même si les difficultés

de son fils étaient particulières, et dataient selon elle de sa petite enfance, elle n'imagine pas qu'il soit juste que seuls les parents en soient seuls responsables.

Cette coresponsabilité fait écho aux travaux de Sonia Livingstone à propos de l'importance du droit dans les débats théoriques centrés sur les enfants et le développement d'internet. C'est à dire à la nécessité de s'imposer comme grille un cadre juridique posé par des institutions, à l'instar de la convention des Nations Unies relative aux droits de l'enfant, afin de limiter les dérives liées à la dérégulation ou à des conflits de gouvernance. Dans un article (Livingstone, 2016, p. 4-12), elle pose la question visant à savoir si les recherches portant sur les risques et opportunités liés aux médias ne pourraient pas être recadrées en termes de droits des enfants. Ou si au contraire des raisons politiques ou scientifiques iraient dans le sens contraire. Selon Samuel Moyn qu'elle cite dans son travail, le juridique obscurcit la partie critique qu'un chercheur doit préserver dans son travail. Au contraire, la chercheuse prend le parti du droit pour plusieurs raisons. D'abord, selon elle, une recherche est chargée en valeur, alors qu'un cadre normatif facilite un débat critique. Ensuite, un cadre de réflexion basé sur le droit, cohérent et compréhensif, situé à un niveau supérieur d'abstraction est possible, tout en reconnaissant la diversité des contextes. Enfin, et comme le montre le cas de la mère précédemment cité, inclure le droit dans une recherche lui fait gagner en utilité. On peut ainsi interpréter le point de vue de cette mère et le réarticuler aux droits de l'enfant (définis dans la Convention de l'ONU) et au devoir de protection de l'enfant vis-à-vis des contenus médiatiques susceptibles de lui nuire.

Conclusion

Les entretiens conduits avec les parents, ainsi que les ateliers que nous avons pu organiser en fin de recherche, nous ont confirmé la grande différence d'appréciation portée par les parents sur les pratiques numériques des adolescents et les difficultés qu'elles leur posent, selon leurs milieux sociaux. Les parents des milieux populaires ne situent certes pas internet comme le premier de leur souci. Ils sont bien plus inquiets généralement de la réussite scolaire de leurs enfants. Mais lorsqu'on évoque la question des pratiques numériques et des médiations qu'ils mettent en place vis-à-vis d'internet, des inquiétudes majeures se font voir. Leur moindre aisance professionnelle dans la pratique des TIC a de lourdes conséquences sur leurs aptitudes à accompagner leurs enfants sur internet. Ils ont du mal à trouver des logiciels efficaces pour éviter les images inappropriées. Ils constatent que les adolescents voire les préadolescents peuvent avoir accès à des images sexuelles très crues et ont le sentiment d'être débordés. Les parents de milieux favorisés, en particulier les cadres, se sentent beaucoup plus confiants dans les capacités de leurs enfants de gérer correctement leurs usages numériques, même si parfois des inquiétudes se font jour quant à des consommations excessives de jeu vidéo.

Selon leurs milieux sociaux, les parents ne mettent pas en place les mêmes médiations. Les parents de milieux populaires ont tendance à privilégier une médiation directe, en étant « amis » avec leurs enfants sur Facebook, voire en leur demandant les codes de leurs comptes pour pouvoir exercer un contrôle direct sur leurs publications. Ce type de médiation connaît des limites dans la mesure où les adolescents pour échapper à cette intrusion parentale, alors que leurs démarches numériques relèvent de processus d'autonomisation vis-à-vis de la sphère familiale, créent d'autres comptes, ou se

réfugient sur des plateformes accessibles seulement sur le smartphone où les prises de risque peuvent être plus grandes. Les parents de milieux favorisés privilégient au contraire une médiation fondée sur la distanciation vis-à-vis des médias, retardant l'accès au smartphone comme à la télévision, en limitant la durée des consommations, délivrant des informations générales sur les plateformes numériques, valorisant des activités non médiatiques, artistiques ou sportives, et favorisant dès la petite enfance une forte stimulation intellectuelle. Ce faisant ils peuvent rester davantage ignorants des confrontations réelles de leurs adolescents à des images violentes, sexuelles ou haineuses, mais ceux-ci, comme nous l'avons vu aux chapitres 4 et 5, y sont également moins exposés. Quels que soient les milieux sociaux, les parents semblent peu conscients de la situation des filles sur les plateformes numériques et des attaques spécifiques qu'elles y subissent. Dans les milieux populaires, la réaction des parents va dans le même sens que celle que nous avons pu observer chez les adolescents des mêmes milieux, en ayant tendance à rendre les filles responsables des agressions dont elles peuvent être l'objet, sans prise de conscience de la responsabilité spécifique de ceux qui publient des images intimes qui ont pu leur être confiées.

Sur les pistes éducatives envisagées les parents se rejoignent. Ils sont tous d'accord pour dire que le rôle des parents est décisif dans l'éducation des jeunes dans toutes leurs activités, numériques ou non. Dans les milieux populaires les parents sont demandeurs de davantage d'information et de sensibilisation. Ils sentent bouleversés par les transformations de la circulation de l'information par les RSN et par les sites internet. L'accès des plus jeunes à la pornographie leur paraît particulièrement difficile à endiguer. Ils en appellent tous au développement d'une éducation au numérique, au fonctionnement des plateformes et aux usages responsables. Ils ont l'impression que cette éducation devrait commencer tôt, dès l'école primaire, et qu'elle est encore très insuffisante. Certains parents, responsables associatifs, souhaiteraient que soit mises en place des cellules de crise dans les établissements de l'éducation nationale, pour favoriser la circulation de l'information entre les parents et l'administration afin de réagir plus efficacement en cas de mises en danger de jeunes sur les RSN.

L'expérience qu'ils font de la dérégulation sur internet, par rapport au régime qui prévaut sur les médias audiovisuels les rend souvent pessimistes sur la possibilité d'une régulation publique, comme s'ils s'étaient résignés à ce qu'ils perçoivent comme une démission des pouvoirs publics. Ils sont la plupart du temps peu informés du droit et des initiatives publiques visant à une plus grande régulation des plateformes. La médiatisation des faits divers par les médias grand public explique sans doute leur meilleure connaissance des dérapages et des risques que des règles et des débats sur la protection des données personnelles par exemple. Ils semblent sous-informés des dispositifs existants d'éducation aux pratiques numériques et à la recherche d'information.

Chapitre 7 Educateurs, enseignants, quelles médiations professionnelles face aux images numériques ?

Durant la première phase de l'enquête, nous avons conduit des entretiens individuels avec des enseignants, des éducateurs, des personnels administratifs, dans tous les établissements dans lesquels nous avons pu mener des entretiens avec des adolescents. Nous avons pu rencontrer 30 professionnels pour des entretiens d'une heure.

Durant la seconde phase, nous avons pu en réaliser un grand nombre dans l'environnement de la protection judiciaire de la jeunesse (6), dans quatre régions différentes (Hauts de France, Rhône Alpes, Ile de France, Normandie), deux ateliers dans le cadre d'une association agréée par l'ASE agissant en Ile- de-France, et un seul atelier dans le contexte d'un lycée (groupe 1). Tous les ateliers ont eu lieu entre novembre 2016 et mai 2017.

Au total nous avons donc rencontré 50 professionnels exerçant des fonctions diverses (surveillants en EPM, infirmiers dans le cadre scolaire, CPE, enseignants, éducateurs spécialisés, psychologues) ayant tous des responsabilités éducatives vis-à-vis des adolescents avec lesquels nous avons mené des entretiens ou organisé des ateliers.

Au-delà des pratiques numériques des adolescents, les professionnels ont été amenés à donner des éléments d'information et d'analyse sur le contexte relationnel des adolescents fréquentant leurs structures. La compréhension des enjeux des images numériques est en effet très dépendante de celle de leur environnement global. Nous souhaitons également disposer d'un point de vue tiers sur la nature des relations filles-garçons qui avaient été décrites par les adolescents. Nous l'avons demandé aux parents comme aux professionnels.

Les ateliers ont rencontré un succès important dans le cadre des établissements de la PJJ, permettant aux professionnels de construire une réflexion collective sur ces sujets, de compléter leur information sur des questions sur lesquelles ils ne se sentent pas très à l'aise, mais vis-à-vis desquelles ils ont un sentiment d'urgence. Ils les aidaient également à faire un point sur ce qui était déjà fait dans

leurs structures, ce qui devrait pouvoir se faire. De ce fait, leur point de vue sera très prégnant dans ce chapitre, ce qui est cohérent avec les difficultés spécifiques des adolescents suivis par la PJJ, dont certains présentent des vulnérabilités familiales, sociales et psychiques qui les rendent aussi plus vulnérables au régime d'image dominant sur les plateformes numériques.

Nous présenterons synthétiquement la façon dont ils analysent les problèmes rencontrés par les jeunes sur les plateformes numériques, notamment avec les images, puis les difficultés qu'ils rencontrent eux-mêmes pour y répondre, et enfin les solutions qu'ils envisagent pour y faire face. Nous précisons chaque fois, si les constats ont été faits dans le cadre d'entretiens individuels ou d'atelier, avec une prise de parole devant le groupe des collègues. Pour autant la nature des propos tenus dans les deux cadres n'a pas présenté de grandes différences dans le cadre de la PJJ, les professionnels partageant déjà nombre d'informations et de constats. Dans les associations de l'ASE les propos ont pu être plus alarmistes dans les entretiens et plus édulcorés dans les ateliers. Dans le cadre de l'éducation nationale (groupes 1 et 2) nous pouvons essentiellement nous appuyer sur des entretiens. Nous avons cependant regroupé les constats faits en entretien et ceux faits en atelier, pour une meilleure lisibilité de l'ensemble.

Nous avons également eu l'occasion d'assister à deux modules conduits par des éducateurs (PJJ) dans le cadre de mesures de réparation. Ces modules nous ont permis de prendre connaissance d'une des modalités d'intervention et de travail éducatif sur les violences et les violences sexuelles, et la place que le travail sur les images pouvait y prendre. C'est à ce titre que nous y faisons à deux reprises référence.

1. Les difficultés des adolescents identifiées par les professionnels

Selon les contextes dans lesquels interviennent les professionnels, selon leurs domaines de compétence, la nature de leurs activités, dans le cadre de l'éducation nationale, ou dans les structures de la PJJ ou de l'ASE, ils ont plus ou moins de facilité à identifier les difficultés des adolescents. Celles-ci sont également différentes selon la nature des établissements et des contextes sociaux et de la situation particulière des jeunes qu'ils encadrent.

Dans l'établissement pénitentiaire pour mineurs (EPM), nous avons pu faire de nombreux entretiens avec des personnels relevant de trois administrations (PJJ, Administration pénitentiaire, éducation nationale). Chaque corps en a donné une vision un peu différente. La durée de détention moyenne des jeunes y est de 3 mois, ce qui permet à la fois une connaissance de leurs difficultés, mais représente parfois une durée relativement brève pour mener à bien leurs formations.

Violences des échanges et violences subies par les filles (groupes 2 et 3)

La question des violences contre les filles, ou des tensions entre filles et garçons a été peu, voire pas du tout abordée avec les professionnels du groupe 1. Certains enseignants ont évoqué leur inquiétude quant à l'impact de la diffusion de la pornographie, mais sans en voir de conséquences. Tout

au plus une enseignante a-t-elle mentionné une distance plus grande entre filles et garçons qui ne paraît pas observée par les autres.

C'est en revanche un sujet récurrent des entretiens avec les enseignants et éducateurs des groupes 2 et 3. Une enseignante est frappée de la violence réelle et symbolique exercée contre les filles, de leur surveillance par le groupe, en particulier lorsqu'elles sont issues de familles d'origine maghrébine. Elle a même l'impression que c'est pire au lycée qu'au collège, que la violence verbale y est plus « cruelle ». Elle-même est issue de cette culture. Elle est très ouverte aux discussions avec ses élèves avec lesquelles elle développe des relations empathiques. Il arrive de ce fait que des jeunes filles viennent lui faire part de relations intimes, sans doute pour trouver un soutien chez un adulte, confiance qui l'étonne elle-même. Son témoignage semble donc bien informé.

Dans des établissements du Groupe 2, une infirmière s'alarme du niveau d'acceptation de la violence des garçons par les filles, qui serait « catastrophique ». Les filles seraient « prêtes à tout pour garder le garçon qu'elles aiment ». Selon elle, cette soumission explique les dérapages numériques, notamment lorsque les filles peuvent donner des photos intimes aux garçons mais aussi l'absence de solidarité vis-à-vis des filles victimes. « Les filles accepte[raie]nt des choses folles », notamment des violences des garçons avec lesquelles elles ont des relations, « baffes, coups de pieds, arrachage de cheveu » et elles auraient tendance à leur trouver des justifications, « c'est parce qu'il veut pas que je fume, ou pas que je sorte.... ». La réponse par la violence semblerait normale aux filles qui la vivent. Il ne s'agit bien sûr pas de généraliser ce constat à toutes les filles de ces établissements.

Les violences se diffusent sur les RSN. Dans un centre ouvert (G3) un garçon avait récupéré la photo d'une fille en maillot de bain sur son compte Facebook et l'avait publiée sur son propre compte la diffusant auprès des autres. La jeune fille « se sentant traquée, n'osait plus venir ». Elle en a parlé heureusement à son éducatrice qui a pu régler le problème avec l'éducateur du garçon.

Une responsable de centre ouvert de la PJJ, conscient de la violence que subissent les filles et de son ancrage familial dans les quartiers sensibles, estime que c'est la violence subie par les frères qui serait reportée sur les filles, comme dans le film *Bandes de filles*. Les frères peuvent en effet s'avérer plus sévères et plus stricts que les mères, souvent du fait de l'absence ou du retrait des pères. Une éducatrice connaît bien la violence du contrôle qui peut être exercé par les garçons et les familles sur les filles dans certaines familles d'origine africaine. Ces violences sont liées à l'impératif de la virginité et de la réputation des filles. Mais pour elle, ces interdits sur la sexualité des filles ne sont pas forcément d'origine religieuse, mais plutôt une sorte de loi du quartier. Elle croit aussi que les images pornographiques constituent une source de pression sur la virginité des sœurs, en dégradant l'image des femmes. Dans un lycée, une infirmière pense aussi que la difficulté relationnelle entre filles et garçons est entretenue par les fantasmes des garçons et leur fréquentation de la pornographie, de ce fait, ils rêvent de filles « naïves » : « celle que j'épouserai, elle n'aura rien vu ».

Les garçons qui vivent dans une plus grande liberté sexuelle, développeraient une conception clivée des filles, particulièrement parmi ceux qui sont de familles d'origine maghrébine. En EPM, des éducateurs décrivent un clivage très fort dans les représentations masculines des filles, entre la jeune fille pure, avec qui on va se marier, et la fille avec qui on a des relations sexuelles, dépourvues de

sentiment, qui sont des prostituées ou traitées comme telles. Certains éducateurs ont rappelé à cet égard qu'il s'agissait de catégories bien présentes dans la France des années 1950. Dans des contextes moins violents, les éducateurs (PJJ, ASE) observent que les garçons ont parfois des aventures avec des filles d'autres quartiers et d'autres cultures et que les filles préfèrent aussi ne pas sortir avec un jeune du même quartier pour échapper à la surveillance, manifestant leur appartenance à deux types de normes.

Les violences subies par les filles émanent aussi de filles. Dans un lycée (groupe2) une bagarre entre filles est née d'une photo de fesses prise dans les vestiaires. La fille qui l'avait publiée ne voulait pas l'effacer. Pour se protéger de ce climat violent, les éducateurs sont conscients de la stratégie de masculinisation des filles dans les quartiers sensibles. Certains lycées y échapperaient, moins enclavés dans la cité et dans ses normes puritaines. Dans un lycée professionnel, pendant certains cours spécifiques à une filière « esthétique - cosmétique » les filles doivent apprendre à se maquiller, à porter des talons hauts et à faire des massages, et cela se passe sans difficulté.

En EPM et chez les filles délinquantes le niveau de violence subi par les filles est très haut, elles y répondent aussi par un niveau élevé d'agressivité. La situation des filles en prison est particulièrement difficile : si le passage en détention est relativement banalisé pour les garçons des quartiers sensibles, il est perçu comme une anomalie pour les filles. Elles reçoivent peu de visites, elles perdent souvent la relation avec leur famille. Dans l'établissement, elles sont l'objet d'insultes récurrentes et d'insultes sexuelles. Pour échapper aux insultes auxquelles elle avait droit du fait de sa corpulence, une jeune fille avait ainsi refusé tous les temps sociaux, collectifs. Dans l'EPM la plupart des filles ont subi des violences sexuelles dans leur entourage familial, dans leur enfance ou leur adolescence mais peu entament des procédures judiciaires. Ce type de démarche peut pourtant les aider parfois à surmonter leur propre agressivité et à la canaliser.

Ces témoignages permettent de penser à la fois une continuité culturelle entre les groupes 2 et 3, et notamment le poids de la rigueur des exigences vis-à-vis de la conduite sexuelle ou sexualisée des filles, en lien avec une culture de la cité, mais aussi une aggravation des violences et des clivages dans la représentation des filles pour certains jeunes suivis par la PJJ, voire chez les jeunes détenus. Les plus à l'aise pour en parler dans les groupes 2 et 3 ont souvent été des professionnels issus de familles d'origine maghrébine ou africaine, sans doute mieux informés que les autres des difficultés vécues par les filles partageant ces cultures, du fait de leur expérience personnelle et des confidences des jeunes plus en confiance avec eux.

Difficultés à parler de sexualité et confrontation aux images sexuelles (dans tous les groupes)

Les difficultés observées par les professionnels sont d'abord liées à la verbalisation et aux interdits posés autour de la sexualité. Dans le groupe 1, certains enseignants ont remarqué qu'il était compliqué, avec certaines classes, d'aborder des questions relatives à l'homosexualité. Il s'agit notamment d'une enseignante de langue, qui fait travailler ses élèves sur les discriminations. Dans une classe de Seconde, elle n'avait rencontré aucune difficulté pour parler de religion, de culture, ni

d'homosexualité, mais c'est une séquence sur l'obésité qui avait déclenché des rires et des propos déplaisants. Dans une classe de terminale, elle avait fait travailler des élèves sur des articles de journaux relatifs aux droits des homosexuels. Mais il était difficile d'en parler pour certains garçons, au nom d'un interdit religieux. Elle considérait en tant qu'enseignante qu'il valait mieux affronter ces tabous, à partir de la loi française, de façon claire, plutôt que de prendre des « pincettes » avec les élèves les plus religieux et de reculer. Etant elle-même de culture maghrébine, elle connaissait les réticences de la culture populaire maghrébine à parler de sexualité, surtout pour des garçons. Mais elle pensait que l'enseignant-e peut s'appuyer sur la neutralité de sa fonction pour « aborder le sujet sans crainte », et qu'il était important d'en parler « pour éviter les frustrations ». D'autant qu'elle avait remarqué la difficulté de ses élèves à prendre du recul vis-à-vis des stéréotypes sexistes. C'est parce qu'elle abordait ces sujets sensibles qu'elle pouvait se rendre compte des difficultés des adolescents.

Lors des séances de réparation liées à des agressions sexuelles, les éducateurs (PJJ) sont amenés à faire travailler les adolescents, parfois très jeunes, sur les mots de la sexualité. Un jeune garçon (12 ans) ne savait pas ce que voulait dire le mot « pudeur ». Il suggérait que le mot signifiait « homo », ou « pour se branler ». Un plus âgé avait su faire le lien entre la pudeur et la gêne d'être nu. Le premier (12 ans) connaissait pourtant des termes assez techniques qui ont impressionné et questionné les éducateurs. A propos de la sexualité des filles, il pouvait citer le terme de « cyprine ». C'est en effet « avec son PC » qu'il disait parler le plus de sexualité. Il était allé sur des sites pornographiques, il y avait appris ce terme, il y avait aussi vu des femmes se faire fouetter.

L'impact de la pornographie sur les mentalités des adolescents est très clair pour les éducateurs et les infirmiers, qui sont sollicités par les adolescents sur des questions de sexualité. En lycée (G2), il n'est pas rare que des garçons de Seconde consultent l'infirmier pour savoir si la taille de leur sexe est normale, ils sont inquiets qu'il ne grandisse pas assez vite, et s'inquiètent aussi de problèmes de pannes sexuelles. Un infirmier scolaire a évoqué la réception au premier degré de ces images par certains garçons. Son poste d'observation est privilégié car les jeunes sont en confiance et viennent lui demander de l'aide sur des questions intimes. Pour lui, les adolescents « ont un rapport pervers aux images », ils prennent les images pour « des sources de vérité ». Il pense qu'ils se sont forgé cette conviction à force de regarder des films pornographiques. Il prend l'exemple d'un adolescent venu chercher des préservatifs. L'infirmier hésite à lui en donner car il le considère comme impubère. Le jeune lui montre alors une vidéo sur son téléphone portable pour lui prouver qu'il est déjà passé à l'acte. Le professionnel ne comprend pas le besoin qu'a eu cet adolescent de se filmer pour prouver (à lui et à ses copains) qu'il « est un homme ». L'infirmier l'a alors dissuadé de réaliser ce type d'image, en lui rappelant les problèmes que cela peut poser pour les filles. Il avait également été mis au courant du drame vécu par une jeune fille qui avait participé à une vidéo pour le site « Jackie et Michel », bien connu des adolescents. Elle avait besoin de payer des factures de téléphone. L'affaire a malheureusement très mal tourné. Suite à la diffusion de la vidéo, les parents de la jeune fille ont dû quitter le quartier et ont renié leur fille. Son frère s'est battu avec un des garçons qui diffusait la vidéo de sa sœur, l'a roué de coup à mort. Il serait actuellement en prison. La fille a également dû quitter le quartier. Pour l'infirmier, ce drame était la résultante d'un conflit culturel entre une culture maghrébine

(celle de la jeune fille et de sa famille), et une culture de l'immédiateté et de l'argent diffusées par internet, dans un contexte de désespérance liée au chômage des jeunes dans le quartier.

Loin de croire à une permanence des tabous sexuels chez les jeunes musulmans, cet infirmier, qui nous dit être issu de la même culture que ces adolescents, croit à un effondrement complet des repères traditionnels. Il n'est pas le seul professionnel d'origine maghrébine à nous avoir dit son incompréhension vis-à-vis des attitudes des adolescents, leur utilisation ostentatoire de la religion, leur imprégnation pornographique. Du fait de la propagation des images pornographiques, les garçons auraient « une image délétère des filles » et les filles seraient devenues très « accessibles ». Pour lui, il y a un « fossé énorme » entre le discours puritain que les filles ont tenu notamment dans nos entretiens, et la réalité de leurs comportements. Les adolescents seraient pris dans une contradiction forte entre un discours religieux où il voit surtout un effet de « mode », sans articulation avec une pratique religieuse sincère, et des comportements sexuels dérégulés, qui débouchent sur des grossesses précoces.

En EPM, l'impact de la pornographie est relevé par des éducateurs et des surveillants, dans la vulgarité des propos, des insultes, des gestes obscènes vis à vis des filles. Les repas seraient l'occasion de nombreux échanges insultants et marqués par une forte sexualisation, même entre garçons. La présence d'adulte n'arrêterait pas spontanément leurs insultes, ils seraient de ce point de vue désinhibés. Une surveillante d'une cinquantaine d'années nous a raconté qu'elle avait dû leur répondre un jour sur le même registre que les jeunes détenus pour qu'ils prennent peur et s'arrêtent. Les enseignants qui abordent la sexualité avec eux sont frappés de la représentation que les garçons se font du corps des filles comme d'une machine peu reliée à la personne. Ils accepteraient de réfléchir au plaisir, notamment au plaisir féminin, mais dans une conception très mécanique de la sexualité, imprégnée de l'idée de performance. A côté de la pornographie, leur représentation de la sexualité serait aussi marquée par le modèle de la prostitution. La sexualité leur apparaîtrait comme un produit de consommation. La sexualité est alors associée à une forme de violence vis-à-vis des filles, qui leur semblerait normale.

Confrontation aux discours haineux et aux manipulations de l'information (dans tous les groupes)

Les années 2015 à 2017 ont été le théâtre d'événements tragiques en France et dans le monde qui ont alimenté un certain nombre de discours de haine. Les plateformes numériques sont apparues comme étant le relai de manipulations de l'information ou de propagande pour des idéologies diverses, notamment extrémistes. Les professionnels ont vu émerger ces discours dans les échanges avec les jeunes principalement au moment des attentats.

De nombreux enseignants des établissements du groupe 1 et 2 ont été inquiets de la réception des images violentes diffusés par les chaînes d'information en continu, au moment des attentats. La violence du monde, et des relations internationales crée une angoisse permanente chez les adolescents, à laquelle il est difficile de répondre. Les attentats et en particulier ceux de janvier 2015

ont déclenché des réactions complexes chez les adolescents. Les témoignages des enseignants et des éducateurs ont mis l'accent, selon l'établissement dans lequel ils exerçaient, sur les réactions collectives en phase avec les normes officielles, ou des réactions induites par des postures plus réactionnelles voire provocatrices. La gêne de jeunes musulmans suite à des attentats commis au nom de leur religion en réponse à la transgression d'un tabou religieux, celui de la représentation caricaturale du prophète, a cependant été observée dans tous les établissements, mais avec des modalités différentes. Dans les établissements du groupe 1, les enseignants qui l'ont mentionnée ont parlé de gêne. Dans les établissements du groupe 2, une enseignante a expliqué que des jeunes qui avaient reçu des vidéos d'Anonymous contre Daech craignaient qu'on supprime les comptes des musulmans sur les grandes plateformes. Ils avaient peur pour eux, des effets en retour de la lutte contre le terrorisme, et ne trouvaient pas d'adultes pour en parler. Elle avait aussi remarqué que ses collègues n'abordaient pas entre eux ces questions sensibles. Elle s'était rendu compte également de la viralité des vidéos des Illuminati lors d'un voyage de classe pendant lequel les adolescents lui avaient montré combien les « yeux des Illuminati » étaient présents dans divers logos, preuve, qu'ils prenaient ou non au second degré, de leur « influence ».

Ce sont les professionnels de la PJJ qui sont les plus inquiets de la diffusion des messages haineux sur les plateformes numériques. Des éducateurs de rue ont remarqué la présence d'images et de messages antisémites et homophobes sur les comptes des adolescents en difficulté et l'espèce d'excitation qu'ils suscitent, en particulier chez des garçons. Les attentats ont pu engendrer des discours complotistes antisémites, certains y voyant la trace d'un « complot juif ». Certains ont observé l'impact d'une vidéo montrant le meurtre du policier par les terroristes en janvier 2015, tué froidement et regardée en boucle par certains jeunes. Cette vidéo a été ressentie comme traumatisante par les éducateurs, mais suscitait des réactions variées chez les jeunes, les uns trouvant qu'on n'a pas le droit de traiter ainsi un être humain, les autres disant qu'il « l'avait cherché ». Les caricatures ont suscité des discours souvent hostiles de la part des jeunes suivis à la PJJ. Un des enseignants explique qu'en effet, pour comprendre le message des caricatures, « il leur manque des référents », la notion de laïcité est perçue avant tout comme un message hostile vis-à-vis de leur religion. En EPM, la situation de détention, le goût de la transgression a poussé certains jeunes, aux dires des surveillants, à des postures de soutien aux actes terroristes. Certains jeunes en avaient profité pour jouer de la menace à l'égard des surveillants. Pour ces professionnels, il s'agissait plutôt de provocation que d'un engagement sérieux. Mais eux-mêmes estimaient qu'il aurait fallu faire davantage de prévention, et qu'ils n'étaient pas suffisamment armés intellectuellement pour faire face à ces discours.

Dans des structures ouvertes de la PJJ des éducateurs ont perçu l'influence de propos radicaux, notamment d'extrême droite sur les adolescents qu'ils suivent. Il leur était cependant difficile de connaître la source de ces postures et notamment de faire la part des choses entre les discours politiques circulant sur les grands médias, ceux plus ciblés, présents sur les plateformes numériques. Certains éducateurs ont mentionné leur soulagement de revoir des filles qui avaient pu leur tenir des propos en adhésion avec des idéologies du complot, se positionner tout à fait autrement après les attentats, et venir leur dire qu'elles avaient changé. Les éducateurs savent que l'adhésion à ces thèses

peut aussi faire partie d'un processus de provocation, de mise à distance des discours officiels qui fait partie de l'adolescence et qui peut être exacerbé chez les jeunes délinquants.

Les usages dérégulés de l'internet, plus marqués pour les jeunes suivis par la PJJ

Les usages extensifs ou excessifs d'internet ont été pointés par quelques enseignants dans les entretiens. Dans les établissements du groupe 1, les enseignants ont tendance à penser que les adolescents sont très connectés mais qu'ils maîtrisent la situation. Une enseignante en EPS (G2) est sensible au fait que les jeunes ne dorment pas assez, parce qu'ils restent connectés tard dans la nuit. « Ils ont l'air toujours fatigués », dit-elle. Les enseignants supputent ponctuellement des difficultés d'apprentissage liées à des utilisations excessives de jeux vidéo, mais ils n'ont pas de prise sur ces pratiques et semblent en parler peu avec les adolescents ou leurs parents, considérant probablement que cela fait partie de leur vie privée.

En entretien, une éducatrice (G3) observe autour d'elle, et non dans le contexte de son activité professionnelle, des mères en grande difficulté pour poser des interdits à leurs garçons, qui se retrouvent sans limites dans leurs consommations médiatiques. Elle connaît un garçon qui est depuis l'adolescence dans une escalade de provocations et de violences. Sensibilisée à ces questions de par son activité professionnelle en EPM, elle est étonnée de voir ce type de difficulté dans des familles non précaires. Elle a en effet observé l'équipement précoce des jeunes détenus et l'ancrage de leurs pratiques médiatiques dans un contexte de très faible médiation parentale depuis la petite enfance. Elle est consciente de ce qu'ils sont souvent équipés très tôt d'outils leur permettant d'aller sur internet, sans accompagnement parental, sans contrôle de l'historique ou la pose d'un logiciel de filtrage. Elle l'explique du fait de défaillances globales des parents (alcool, drogue, violences, illettrisme, ou simplement faible maîtrise de l'internet...). Certains parents seraient très loin des écrans, (notamment dans les cultures roms). De façon générale, les parents de ces jeunes ne mesurent pas, selon elle, les dangers d'internet, et les grands frères les emmènent précocement sur des contenus inadaptés. Elle se souvient d'un exemple d'un jeune qui avait vu *Scarface* à 6-7 ans.

Plusieurs responsables des structures PJJ sont informés des dérèglements de comportements, usages trop intensifs des jeux, surexposition sur Facebook, publications de photos non consenties, utilisation de sites internet illégaux. Les activités illégales de l'internet ne concernent pas seulement les jeunes suivis par la PJJ, comme le disent les éducateurs, à la PJJ se retrouvent ceux qui se sont fait prendre, souvent à cause de la gravité de leurs actes au demeurant fort variable. Cependant ces activités ont été évoquées plus souvent par les professionnels du groupe 3 A. Ces activités (en particulier le vol de photos, les publications non consenties) sont relativement rares au niveau du lycée, et plus courantes au niveau des collèges, or se retrouvent dans les structures de la PJJ le plus souvent des jeunes qui ont quitté le cursus scolaire avant le lycée. Dans les ateliers conduits en groupe 3B (mineurs isolés, protection de l'enfance), les questions qui ont été évoquées étaient rarement de l'ordre de la légalité et plus souvent du côté de la faible distance aux contenus, voire à l'hyperconnexion aux téléphones portables.

Cependant, dans un entretien avec une éducatrice de rue (ASE) travaillant dans un quartier sensible d'Ile de France, des pratiques plus violentes apparaissent. Selon elle, « toutes les bagarres dans le quartier ont démarré par des publications d'images », image d'une fille dans un bar, profération d'insultes sur Facebook. Les conflits naissent de ces échanges numériques que les adolescents dans les quartiers sensibles vont régler par l'affrontement : on descend « venger un copain » ou « l'honneur » de la sœur. Et les affrontements peuvent aller très loin, coups de couteau, usage de fusil à grenaille et faire des blessés. Les éducateurs se sentent démunis, les échanges numériques et même les insultes leur semblent des prétextes à ces affrontements, ils peinent à en voir la dynamique spécifique.

Les éducateurs se rendent compte qu'au-delà de l'utilisation des TIC, les jeunes délinquants maîtrisent rarement internet. Ainsi, dans certaines procédures, les adolescents se croyaient invulnérables sur Facebook et n'avaient pas conscience de ce que la police ou les magistrats pourraient avoir accès à leurs conversations. Le contenu de ces conversations peut même aggraver leur cas, car il permet de prouver une préméditation des crimes ou délits.

En atelier a été évoqué un groupe de jeunes détenus qui agressait des victimes pour publier leurs actes sur Facebook (*happy slapping*) et qui avait également filmé et publié un viol en réunion. Ils avaient fait de leurs actes une sorte de rite d'initiation, mettant à l'épreuve les nouveaux avant leur entrée dans le groupe en les obligeant à commettre ces violences. Le suivi de ces jeunes était très difficile du fait de la dénégation et de l'agressivité qu'ils conservaient vis-à-vis de la victime du viol. Une éducatrice expliquait qu'ils ne comprenaient pas en quoi la captation puis la publication de l'image aggravaient la violence ou la souffrance des victimes. La banalisation de la publication d'images sur les plateformes et la pression du groupe leur rendaient plus compliquée la prise de conscience de la gravité de leurs actes.

Les personnels travaillant dans les structures de la PJJ ont à connaître du fait des procédures dans lesquelles ils sont engagés, de nombreuses activités illégales réalisées par les jeunes sur internet : créer de faux comptes pour réaliser des escroqueries en promettant des gains financiers jamais octroyés, utiliser des sites pour se procurer de la drogue, organiser des petits réseaux de prostitution. Une éducatrice a suggéré en entretien que la prostitution passerait souvent par Snapchat : « les filles donnent leurs identifiants Snapchat et retrouvent leurs clients dans des hôtels ». La facilité offerte par internet banaliserait le trafic de drogue. Certains adolescents, plus experts, notamment en EPM, sauraient utiliser Tor pour accéder au *darknet*, où ils rencontreraient des images pédophiles, sans toujours se rendre compte de leur degré d'interdit.

Identifications et repères issus de la télé réalité et des autres contenus audiovisuels ou cinématographiques (groupe 3)

Les processus d'identification aux personnages présents dans des contenus médiatiques ne sont pas spécifiques aux adolescents suivis par la PJJ. Mais ce sont ces professionnels qui en ont le plus parlé. Les jeunes suivis par la PJJ présentent diverses formes de fragilité, notamment des fragilités du moi, la recherche de figures d'identification est de ce fait plus visible chez eux. La faiblesse des identifications parentales (des « imagos parentaux » comme le disent les psychologues) renforce le

poinds des figures médiatiques. Les contenus audiovisuels sont perçus par les professionnels comme des « bulles » de réconfort. Le visionnage de séries (séries familiales, voire dessins animés, comme nous l'avons recueilli dans les entretiens avec les adolescents) « crée des petits pansements », des espaces d'apaisement. En EPM, la télévision joue un rôle essentiel selon les professionnels pour éviter la confrontation à soi-même dans des cellules individuelles, elle les aiderait à lutter contre la dépression : c'est comme « un colocataire », une présence, « ça les occupe au niveau de l'esprit, ça évite que le choc carcéral soit trop prononcé ». Ils se mettent sur le lit pour la regarder « ça les pose ». Sinon ils ont tendance à crier par la fenêtre. La télévision maintient un lien avec l'extérieur, tant pour les programmes de fiction que pour les informations et canalise leur agressivité. Ils disposent en effet d'un accès gratuit mais, en principe, à certaines heures de la journée, en dehors des plages d'activités éducatives proposées et seulement jusqu'à 23 heures. La fermeture du flux télévisuel est placée sous la responsabilité des surveillants de chaque unité. Nous n'avons pas rencontré de réflexion sur le choix des chaînes proposées, en fonction de leur programmation. Un éducateur s'est cependant posé la question de l'accès des films ou programmes déconseillés aux moins de 16 ans, et de l'impossibilité de les éviter pour les mineurs de moins de 16 ans, quand il y en a dans leur unité d'hébergement.

Plus largement les adolescents suivis par la PJJ viennent puiser ou renforcer leurs identités dans des répertoires constitués de références cinématographiques ou audiovisuelles. Pour une jeune fille dépressive, qu'une enseignante décrit comme ne pouvant se détacher de son téléphone, les mangas et le *cosplay* seraient une façon de faire bonne figure. Mais les programmes qui ont été le plus souvent évoqués dans les échanges avec les professionnels du groupe 3, sont les émissions de télé-réalité. Dans quatre ateliers sur six, les professionnels ont souligné à quel point les jeunes qu'ils suivent s'identifient aux participants de télé-réalité. Ces programmes les font rêver pour de nombreuses raisons. Leur réussite, avec un faible bagage scolaire ou culturel, leurs clashes qui les amusent, l'hypersexualisation des filles qui met à leur disposition des images érotisées alors qu'ils vivent dans une frustration sexuelle intense (cf étude INJEP 2017). Comme le remarque un éducateur, la situation des participants aux émissions leur rappelle leur propre situation d'enfermement. Ils en partagent aussi les valeurs et d'abord le désir de célébrité, l'importance du regard extérieur pour donner consistance à l'existence. Ces programmes offrent une réponse enchantée, du fait du luxe des décors, de la mise à disposition des corps féminins, au vide intérieur qu'ils remplissent ainsi.

Un surveillant (EPM) a observé que certains jeunes préfèrent parfois regarder *Les Anges* dans leurs cellules, plutôt que de venir déjeuner avec les autres. C'est le rêve de la vie facile, sans travail, dans laquelle la production organise chaque jour une fête. Ces programmes renforcent aussi l'attrait de l'argent facile et abondant, ainsi que leur tendance à l'agressivité et à l'exhibition de la brutalité. Les émissions de télé-réalité renforcent une image très négative des filles. Une enseignante (en EPM) a relevé la typologie des femmes présentes dans la télé-réalité dressée par un garçon pendant son cours : ce sont « soit des salopes, soit celles qui viennent pleurer devant la caméra et qui vont gagner à la fin ».

En EPM, les adolescents sont amenés à regarder beaucoup la télévision. Selon les surveillants qui passent régulièrement dans leurs cellules, ils regardent aussi des enquêtes d'investigation, des films

d'action et écoutent de la musique. Ils prennent dans les informations et les émissions d'investigation ce qui peut les intéresser directement, cela peut concerner de nouvelles réglementations sur la fouille, le fonctionnement des *go fast* comme celui des services de police.

Les enseignants et des surveillants ont le sentiment que la plupart des jeunes détenus ont une relation de « fans » à l'égard des héros des films d'action ou de voiture, comme *Fast and Furious*. Les adolescents seraient peu sensibles au fait qu'il y a un travail de montage, que les scènes les plus impressionnantes nécessitent des cascadeurs : « plus c'est violent et improbable, plus ça leur plaît ». La violence des protagonistes leur semblerait toujours justifiée, les situations les plus invraisemblables relever du possible, « ils sont fascinés ». Pour un surveillant, ils « idolâtrèrent des personnages qu'ils aimeraient retranscrire dans leur vie », « ils aiment les bandits s'identifient à eux, et certains prennent vraiment [ces films] au 1^e degré comme si il s'agissait d'un documentaire ». L'adrénaline que suscite le montage rapide de ces films entretient le désir d'argent, le refus des frustrations. Les adolescents ont parfois participé à des clips, avant leur détention, et en sont fiers, surtout s'ils mettent en scènes armes, joints, billets, voitures. L'impact de leur adhésion à ces représentations fait aussi qu'ils ont du mal à relativiser leurs propres expériences de vie et à penser qu'il existe d'autres vies « normales ».

Le goût du risque, ou la faible prise de conscience des risques de la voiture par les adolescents suivis par la PJJ est observée par un professeur de conduite. Il l'attribue en partie à l'intensité de leurs pratiques des jeux vidéo. Mais il reconnaît que celle-ci s'ajoute à des consommations régulières de drogue qui brouillent aussi la perception de la réalité. Il est inquiet de voir que certains jeunes se mettent dans des situations risquées, sans en mesurer les conséquences, sans percevoir les dangers, pour eux et pour les autres. Il fait de son mieux pour leur faire obtenir leur permis, tout en s'inquiétant de ce qu'il advient par la suite. Il a le sentiment que leur perception de la réalité est émoussée, comme s'ils vivaient dans un monde virtuel. Apprendre le code de la route est une manière de leur apprendre des règles, mais ce n'est sans doute pas suffisant. Un autre éducateur qui encadre d'autres activités est également inquiet de ce sentiment de flottement vis-à-vis du réel. Il se demande pour sa part si le court-circuit de la réalité dans le jeu vidéo n'est pas lié à la faible présence de paroles dans ces plateformes, avec une incitation à des actions réflexes (tirer, shooter).

L'imaginaire qu'ils confortent par leurs contenus culturels préférés les rend parfois incapables d'accepter les codes de la vie quotidienne et de l'univers du travail. Attachés à leurs postures de rebelles, « ils ne veulent pas ressembler à de bons élèves », ne veulent pas faire un effort de tenue pour leur stage, et, au fond, ne veulent parfois pas vraiment travailler, si c'est une tâche modeste de cariste, déménageur ou éboueur. Ils rêvent d'argent, de luxe. Selon cet enseignant, leur imaginaire médiatique et ces postures les rendent en quelque sorte « handicapés de la vie ».

Les programmes les plus caricaturaux, films d'action, jeux vidéo d'actions, et certains clips de rap viennent leur donner une panoplie identitaire qui leur permet de combler un sentiment de « déshérence ». Leurs difficultés d'expression y contribuent. La figure du dealer leur donne en quelque sorte une consistance. Un éducateur de rue a remarqué qu'ils exagèrent souvent les sommes gagnées pour légitimer leurs trafics, et semblent parfois moins intéressés par l'argent gagné que par la reconnaissance qui y est associée, la place que le trafic leur donne vis-à-vis de leurs « collègues » de

deal, la place qu'ils occupent dans la hiérarchie dans l'organisation. Une éducatrice peut citer le cas d'un jeune qui a réussi son bac mais ne peut se projeter en dehors de sa bande. Les démarches d'insertion sont bloquées lorsqu'ils sont attachés au deal et qu'ils le considèrent déjà comme un métier, avec des relations-clients. La bande faisant fonction d'entreprise. Leur dépendance réelle à la drogue aussi. Car ils sont eux-mêmes souvent engagés depuis des années dans la consommation de la drogue qu'ils commercialisent, même si ce point ne fait pas forcément l'unanimité entre éducateurs. L'insertion dans le trafic peut se faire en effet en facilitant leur consommation : les dealers leur offrent leurs premières consommations avant de leur faire rembourser leur « dette » pendant des années. La facilité d'accès à la drogue (cannabis, cocaïne) serait pour beaucoup dans leurs difficultés à quitter leurs postures, remarque une éducatrice de rue. L'imaginaire médiatique assurerait une sorte de collage aux identités de la délinquance, et la consommation de drogue, mais aussi les transgressions diverses, viendraient en quelque sorte les actualiser.

Difficultés d'expression des jeunes détenus

Les jeunes suivis par les structures de la PJJ ont des difficultés langagières qui ont été évoquées fréquemment dans les entretiens avec les enseignants et les éducateurs. Un des adolescents (PJJ) s'exprimerait par « bout de phrase ». Des enseignantes constatent que certains ont du vocabulaire mais ne maîtrisent pas la conjugaison, d'autres ont peu de vocabulaire. Ils attribuent leur pauvreté langagière aux faibles échanges verbaux avec les parents, à la fois du fait de leur milieu social voire de la non maîtrise de la langue pour certains, car de nombreux jeunes suivis par la PJJ ont des parents d'origine étrangère, mais c'est surtout pour des raisons de carence affective.

Ces difficultés d'expression facilitent les passages à l'acte violent, mais compliquent aussi leurs apprentissages. Ils sont aussi le reflet d'études arrêtées précocement, voire à des formes d' « allergie » à l'école. Mais encadrés dans les cours en petit effectif de l'EPM, ils progressent, lisent ... D'autres conservent de grandes difficultés à lire. Certains arrivent sans savoir lire. Ils peuvent progresser, selon leurs dispositions personnelles, la confiance qu'ils vont faire aux enseignants. Le plus compliqué est de réussir à engager une démarche d'apprentissage chez certains qui ne veulent pas apprendre. Ils ne sont cependant pas très tolérants vis-à-vis de ceux qui maîtrisent mal la langue française. Les difficultés d'expression d'un jeune créole anglophone génèrent des moqueries de la part des autres jeunes détenus, et pouvaient dégénérer en violences.

Ces difficultés d'expression viennent rendre les activités de décryptage du fonctionnement des médias, ou des significations véhiculées dans les contenus médiatiques particulièrement difficiles pour les adolescents les plus carencés du groupe 3.

2. Difficultés rencontrées par les professionnels dans l'exercice de leur enseignement ou de leur accompagnement des jeunes

Avant d'évoquer, dans les ateliers, les problèmes que les adolescents qu'ils suivent rencontrent avec les TIC, les professionnels, et en particulier les éducateurs de la PJJ, ont souvent évoqué leurs

propres enfants. La référence à ses propres pratiques numériques ou à celles de ses enfants n'est cependant pas forcément aidante pour comprendre celles des jeunes délinquants. Cette réaction s'explique sans doute par le contexte de faible formation sur le sujet et de faible attention institutionnelle, du moins jusqu'à aujourd'hui, à l'égard des activités numériques des adolescents. Dès lors qu'elles ne sont pas impliquées dans l'acte sanctionné par le suivi judiciaire, les pratiques numériques sont traitées comme une externalité, une sorte de vie virtuelle alors que les recherches montrent à quel point elles s'inscrivent dans le prolongement de leurs vies et de leurs recherches identitaires⁵⁰. On peut comprendre la volonté de laisser des espaces de libre expression aux adolescents, dont la vie est scrutée par ailleurs dans ses moindres détails. On peut aussi s'étonner de la mise entre parenthèse d'activités qui peuvent être le lieu de constitution ou de préparation de délits et qui sont marquées par une faible connaissance juridique des enjeux de la publication par les adolescents.

La question de l'équipement et de la place des RSN et d'internet dans le travail des éducateurs (PJJ)

Plusieurs difficultés les empêchant de faire face à ces questions ont été évoquées par les éducateurs de la PJJ. La première concerne leurs équipements professionnels. Ils ont expliqué avoir été équipés relativement récemment de postes connectés à internet dans leurs bureaux. Plusieurs questions ont semblé alors entremêlées : celle liées à l'opportunité de consulter les comptes des adolescents sur les RSN, et celles de l'équipement adéquat pour travailler sur leurs pratiques numériques. Les éducateurs ont indiqué ne pas avoir accès aux grandes plateformes dans leurs bureaux, ni à YouTube, ni à Facebook, ni à Twitter, pour des raisons de sécurité, sans parler de l'accès à d'autres plateformes comme Snapchat, Instagram et PériScope qui nécessiteraient des smartphones. Pour aller sur ces plateformes, avec ou sans les adolescents, il leur faudrait alors, dans le cadre de leur activité professionnelle, utiliser leurs propres smartphones, ce qui ne leur semble pas souhaitable. Il est vrai que ce type de décision aurait des conséquences sur la constitution de leurs propres fils d'actualité. L'algorithme de Facebook tient compte en effet des circulations de l'internaute sur les autres comptes. Même sans être « amis » avec les adolescents, le simple fait de cliquer sur certaines publications pourrait modifier leur fil d'actualité. Au-delà du terminal utilisé (ordinateur ou smartphone), la question du compte utilisé pour consulter les comptes des adolescents pourrait donc se poser. Dans d'autres contextes institutionnels, des acteurs sociaux, comme dans le cadre du programme les Promeneurs du net⁵¹, ont des comptes professionnels officiels pour effectuer une telle veille. Le fait de consulter les comptes Facebook des adolescents a suscité cependant de nombreuses réticences. Des psychologues ont considéré qu'ils risqueraient d'accéder « trop vite » à l'intimité des jeunes et qu'ils préféreraient gagner patiemment leur confiance avant d'y accéder éventuellement. D'autres ont craint que le fait d'accéder aux comptes des adolescents, les incite, réciproquement, à venir voir leurs propres publications. Ce genre de crainte nous a donné l'impression que ces professionnels maîtrisaient peu leurs paramètres

⁵⁰ Voir notamment Loicq 2011 ; Lachance 2013 ; Allard 2003, Corroy 2016.

⁵¹ Voir la présentation sur le site de la Caisse des allocations familiales, www.caf.fr/partenaires/temps-libre-et-loisirs/les-promeneurs-du-net. Pour la définition des précautions à prendre, voir l'exemple de la charte des Promeneurs de l'Ardèche https://promeneursdunet07.fr/?page_id=49. Le projet a été développé dans la Manche, le Cher et l'Ardèche.

de confidentialité et oubliaient que le « *stalking* », c'est à dire la consultation des comptes des autres pour s'en moquer, fait partie des activités les plus répandues sur les plateformes (voir Bastard 2017). Certains éducateurs ont évoqué la possibilité que les adolescents se connectent eux-mêmes sur leurs comptes, et acceptent de leur montrer ce qu'ils y publient. Il arrive que cela soit déjà le cas, même si c'est rare, pour les éducateurs de la PJJ. Cela semble plus fréquent avec les éducateurs d'associations travaillant dans le cadre de la protection de l'enfance. D'autres ont évoqué des problèmes administratifs qui pourraient se poser s'ils constataient des publications illégales. Ils devraient alors les signaler au magistrat dès lors que cela pourrait constituer une mise en danger pour soi ou pour autrui. Ce point nous semble important à soulever. Dans l'état actuel des choses, les éducateurs ne considèrent donc pas les publications sur internet comme faisant partie des activités pour lesquelles un accompagnement serait nécessaire, au même titre que d'autres activités physiques, or la médiatisation d'activités illégales peut constituer un danger pour ces jeunes ou pour d'autres.

Pour les personnels travaillant à la PJJ ou dans des associations agréées par l'ASE, la question des utilisations du numérique semble secondaire, leur attention étant portée d'abord et avant tout à la situation familiale, aux nombreuses difficultés dont elle est souvent émaillée, entre abandons et carences, décès, alcoolisme des parents. La fragilisation vient parfois plus simplement d'une séparation des parents. D'autres ont des problèmes psychopathologiques graves. Nombreux sont ceux qui ont une dépendance au cannabis, sans suivre de soin.

L'angle mort de l'observation (dans tous les groupes)

Nous avons été frappés de la différence entre les difficultés dont les jeunes pouvaient faire état dans les entretiens et dans les ateliers, et celles mentionnées par les enseignants et les éducateurs. Il nous est alors apparu qu'il était en effet compliqué pour les enseignants d'en prendre conscience, dès lors qu'ils n'évoquaient pas ces questions dans leurs cours, ne serait-ce qu'à travers des articles de presse. Les publications et la violence des échanges sur les plateformes nous sont apparues comme le prolongement et la caisse de résonance de tensions entre les filles et les garçons vécues hors ligne, y compris dans la cours de récréation, et particulièrement fortes dans les groupes 2 et 3. Mais, si les éducateurs et les enseignants du groupe 3 (suivis des jeunes délinquants, ou des mineurs isolés) sont informés de ces tensions et de ces violences parce qu'elles éclatent souvent sous leurs yeux, ou qu'ils ont à connaître de leurs conséquences judiciaires, elles restent invisibles pour l'essentiel aux enseignants. Une grande partie des activités numériques des adolescents reste également éloignées des éducateurs, lorsqu'il s'agit d'activités liées à des trafics. Les éducateurs privilégient de façon générale une attention portée aux activités hors ligne. Nous avons pu nous en rendre compte à propos d'un exemple bénin : une mère était très agacée des pratiques intensives de jeu vidéo de son fils, les pratiques intensives de son mari étaient même une des raisons, d'après elle essentielle, de leur séparation. Mais l'éducateur, dans l'entretien qu'il nous avait accordé, ne les avaient pas même mentionnées, alors qu'il avait souligné que fils et père se retrouvaient à l'occasion des activités sportives du fils. Une façon pour lui de positiver la relation père-fils et de l'ancrer, mais peut-être aussi une façon de ne pas prendre la mesure de la place des jeux vidéo dans la vie de l'adolescent et dans la relation avec son père.

Dans un établissement du groupe 2, nous avons pu faire deux observations très différentes : l'une dans le cadre d'un atelier avec les jeunes, l'autre dans les entretiens collectifs et individuels avec d'autres jeunes. Cette expérience nous a éclairés sur la difficulté objective des enseignants à être informés des difficultés des adolescents sur les plateformes numériques. Lors de l'atelier, auquel assistaient plusieurs enseignants, les deux filles présentes sont restées silencieuses, la majorité des garçons présents ont déclaré n'aller presque jamais sur les RSN. Pendant les entretiens en revanche, 14 filles avaient accepté de nous parler mais aucun garçon, et le bruit a couru que c'était de peur que nous ne leur demandions de parler de façon trop précise de leurs activités sur leurs téléphones portables. La majorité des filles nous faisait part d'un niveau très élevé d'inquiétudes sur les RSN et dans la cour de récréation (voir chapitres 4 et 5). Si les enseignants se basaient sur ce que les adolescents avaient dit pendant l'atelier, ils pouvaient donc retirer des conclusions tout à fait différentes de celles que nous avons pu faire à la suite des entretiens. Dans les entretiens menés avec des enseignants, dans cet établissement comme dans les autres du groupe 2, l'utilisation des réseaux sociaux, les problèmes qui peuvent naître dans les échanges numériques ont été fort peu évoqués. Cela est cohérent avec le fait que les adolescents ne leur en parlent presque pas. Lors de l'atelier, les jeunes eux-mêmes ne désignaient pas les enseignants comme des personnes qui pouvaient vraiment les aider, et ils disaient se tourner davantage vers leurs parents et leurs grands frères.

La situation d'enseignement peut donc constituer un angle mort pour l'observation des pratiques numériques. S'ajoute à cela le fait que, si les psychologues sont habitués et formés à travailler à partir des émotions, tel est rarement le cas des enseignants ou des éducateurs. Il se crée donc un fort décalage entre des industries médiatiques qui construisent des dispositifs recherchant la maximisation de l'implication de leur public, leur immersion et l'exacerbation des émotions, et un système éducatif qui considère que les émotions relèvent avant tout de l'intime, de la vie privée, de la singularité et qui offre peu d'occasion de construire une réflexivité à leur propos.

Des questions éthiques se jouent aussi dans le rapport que les enseignants entretiennent avec leurs propres émotions. Si une grande majorité de professionnels de la PJJ a fait part dans les ateliers de leur préoccupation devant l'importance des programmes de télé-réalité dans la construction identitaire des jeunes, d'autres ont pu considérer que certaines de ces émissions les amusaient ou les émouvaient eux-mêmes (citant notamment *L'amour est dans le pré*). Le travail éducatif sur les émotions générées par les images suppose un travail de réflexivité mais aussi d'analyse critique des images et des messages qu'elles supportent, qui permette aux éducateurs ou aux enseignants de construire un rapport distancié à ces contenus.

Les éducateurs qui sont au plus près des jeunes, notamment les éducateurs de rue, étaient pour leur part informés de la circulation des images violentes, sexuelles sur leurs comptes, mais ils se sentaient parfois « manipulés », voire agressés par la monstration d'images cruelles par les jeunes. Ils sont conscients de l'impact destructeur que cela peut avoir sur les plus jeunes et de la grande difficulté des mères pour contrôler le temps passé sur les consoles. Ils se trouvent néanmoins en difficulté pour réagir à chaud.

L'obstacle de l'entre soi et des bulles algorithmiques (dans tous les groupes)

La référence des enseignants ou des éducateurs à leurs pratiques médiatiques personnelles (ou à celles de leurs enfants) qui est apparue principalement dans les ateliers est un des obstacles dans la prise de conscience des difficultés des adolescents sur les plateformes numériques. Leurs pratiques diffèrent en effet très fortement de celles des adolescents. Ce problème n'est pas spécifique à internet, mais il y prend une dimension nouvelle. Les enseignants regardent peu la télévision, surtout dans les lycées à recrutement favorisé. Ils écoutent davantage la radio (France culture ou France inter). Ce faisant, certains nous ont confié ne pas avoir vu les images que diffusaient les chaînes pendant les attentats de 2015. Ils imaginent de ce fait que les adolescents non plus ne les ont pas vues, alors que la plupart ont regardé les chaînes d'information continue dans cette période. En entretien certains enseignants (groupe 1) ont reconnu utiliser peu leur ordinateur, même si cela est sans doute de plus en plus rare. Ils sont de ce fait assez loin de savoir ce qu'en font leurs élèves. Pour certains cela relève simplement d'un travail d'imagination. Certains personnels administratifs que nous avons rencontrés (groupe 1), évitent d'aller sur les RSN pour des raisons personnelles mais également professionnelles pour protéger leur vie privée, de ce fait ils sont très éloignés des problématiques liées aux RSN et n'accordent pas d'attention aux conduites des adolescents sur ces espaces.

De nombreux enseignants des groupes 1 ou 2 utilisent au contraire les mêmes plateformes que leurs élèves. Ils se forgent une idée, à partir de leurs pratiques ou de celles de leurs enfants, de ce que les adolescents peuvent voir. Ils pensent que les faits divers de harcèlement relatés dans les médias sont des épiphénomènes, ils sont de ce fait très loin d'imaginer le bombardement émotionnel que les adolescents doivent affronter sur les mêmes plateformes (mis à part le moment très spécifique des attentats). Les algorithmes de Facebook, Snapchat ou Instagram, et aujourd'hui de Google, proposent des fils d'actualité individualisés, construits à partir de nombreux facteurs liés à la circulation des internautes sur les plateformes et n'offrent donc pas du tout les mêmes contenus à des adultes, ou à des adolescents, en fonction de leur réseau de contact, des publications de leurs contacts, des vidéos sur lesquelles ils vont cliquer. Des éducateurs qui utilisent Facebook ont au contraire été très gênés eux-mêmes que des images du Bataclan se soient imposés à leur vue, ils pouvaient de ce fait imaginer ce que cela représentait pour des adolescents.

Ces considérations sont vraies aussi pour des enseignants proches par leurs origines des jeunes des quartiers populaires qu'ils accompagnent à la PJJ. Ils se considèrent proches de ces jeunes, veillent à les emmener en sortie ou à déjeuner avec eux, ce qui crée aussi les conditions de plus grande proximité, mais n'ayant pas les mêmes références culturelles, ils peuvent rester dans des mondes parallèles. Un enseignant (PJJ) nous confiait après la présentation faite en atelier qu'il ne connaissait ni GTA, ni la télé-réalité, qu'il faisait tout chez lui pour que ses enfants n'en regardent pas non plus. Il leur interdisait même Facebook jusqu'au lycée. Il concluait lui-même : « on est loin de ce monde ». Toute sa carrière était en effet construite sur une volonté de détachement des conditions de vie et des modes de penser des quartiers populaires sans pour autant renier sa culture d'origine.

Lorsque les références culturelles sont trop éloignées, il peut être difficile pour les enseignants d'interagir sur ces contenus avec les adolescents, car cela peut être perçu comme une forme de mépris social. L'angle mort de l'observation des enseignants sert alors à protéger les égos des jeunes, comme ceux des enseignants, en évitant la confrontation, mais fait obstacle à une éducation aux médias ciblée sur les médias réellement consommés par les adolescents.

Faiblesses de la formation aux TIC et aux images numériques (dans tous les groupes)

La faiblesse de la formation des enseignants ou des éducateurs quant à la culture médiatique des adolescents peut les conduire à relativiser la nouveauté des modalités de socialisation par le numérique. Lors de l'atelier du groupe 1, certains professionnels ont eu tendance à relativiser la nouveauté historique que représente la diffusion de la pornographie sur internet, et son accessibilité par smartphone. L'un d'eux a comparé cette diffusion aux fresques érotiques de Pompéi. Des références prises dans des contextes historiques aussi éloignés sont pourtant très décalées par rapport à l'innovation que représente le smartphone dans la poche des adolescents, en termes de modalités de la médiation sociale comme en termes de type d'image. On perçoit à travers ce type de réflexion une volonté de résister à l'emballage relatif à la « révolution » numérique comme aux discours de « panique morale »⁵². Mais on peut y voir aussi un indice de la faible information dont disposent certains professionnels sur les pratiques médiatiques actuelles des adolescents.

La faiblesse de la formation a pu se révéler chez certains éducateurs (PJJ) choqués de nous entendre parler de différences sociales dans les pratiques médiatiques lors de la présentation des premiers résultats de la recherche dans un atelier. Ils considéraient que le terme d'adolescents « des milieux populaires » était empreint de mépris social, et niaient les différences sociales dans le rapport aux livres. D'autres ont eu tendance à relativiser la nouveauté des phénomènes de harcèlement des filles sur les RSN, ou de violences « éducatives » publiées par des parents sur YouTube parce que « ça a toujours existé ». Les interactions violentes qui se réalisent ou se rendent visibles sur internet ne peuvent certainement pas être prises pour des phénomènes entièrement nouveaux, et il est compréhensible que, pour les aborder, les professionnels commencent par y voir le prolongement de comportements antérieurs. Mais cela ne doit pas occulter que l'extension de la mise en visibilité des humiliations, leur pérennité sur des espaces médiatiques qui stockent ces images et les rendent accessibles à tout moment et leur décalage avec les valeurs actuelles de la société globale, constituent des caractéristiques nouvelles. La dimension régressive de ces phénomènes d'humiliation, alors que les sociétés contemporaines cherchent à travers leur législation à bannir les violences contre les mineurs en application de la Convention des droits de l'enfant et les comportements discriminatoires, conduit même certains éducateurs à dire très sincèrement, qu'il est difficile de lutter contre une culture et des modèles éducatifs qu'on a reçus, car « il faut être au clair sur nous-mêmes ». Le brouillage des

⁵² Frau-Meigs D. 2011.

valeurs occasionné par les mouvements régressifs que favorisent les plateformes numériques bouleverse les valeurs de l'ensemble de la société. La résistance à ces mouvements nécessite un véritable travail de réflexivité et de formation de l'ensemble des enseignants et des éducateurs.

Difficultés de l'éducation à la sexualité (dans tous les groupes)

La question de l'impact des images sexuelles sur l'appréhension de la sexualité par les adolescents, a souvent renvoyé les professionnels à une réflexion sur des expériences vécues dans le cadre de cours relatifs à la sexualité. Faire travailler les jeunes sur leur confrontation aux images sexuelles qui relèvent de l'intimité suscite un malaise chez certains enseignants rencontrés, même ceux qui y sont favorables. Une enseignante en sciences de la vie (groupe 1) nous a expliqué qu'elle aimait donner à ses élèves au moment de son cours sur la sexualité humaine une brochure consacrée à l'orientation sexuelle, pour éviter de les confronter directement à ces images, et leur éviter un sentiment de gêne. Elle leur passait aussi la vidéo d'une campagne contre les discriminations sexuelles en anglais, la langue étrangère permettant « une petite distance » qui faisait moins intrusion dans leurs représentations, pensait-elle. Ce témoignage est intéressant car il montre la nature des difficultés que peut représenter pour un enseignant le fait d'aborder les questions de sexualité dans un contexte social favorisé. Dans les entretiens que nous avons pu avoir avec des adolescents de cet établissement, l'acceptation de la diversité des orientations sexuelles et notamment l'homosexualité semblait pourtant une valeur partagée.

Les professionnels qui sont chargés d'une éducation à la sexualité (enseignants, éducateurs, infirmiers) ont souvent constaté que la diffusion voire la profusion d'images sexuelles à disposition des adolescents ne les rendait pas plus experts sur la sexualité ni ne rendait plus aisé leur travail de sensibilisation. Ce constat semble en phase avec le rapport du Haut conseil sur l'éducation à la sexualité (Bousquet, Laurant et al. 2016). Certaines filles en Terminale (groupe 2) ne sauraient pas comment fonctionne la pilule contraceptive. En Seconde, certaines filles refusent ostensiblement de s'informer pendant les séances consacrées à l'éducation sexuelle. Une infirmière nous a expliqué que le problème qui lui semblait le plus important en Seconde était la difficulté des filles à résister à la pression des garçons, voire à certaines formes de chantage sexuel, du fait d'une faible estime de soi. L'éducation à la sexualité la conduisait au-delà de la diffusion de connaissances de base sur la fécondation, la contraception, et les maladies sexuellement transmissibles, à sensibiliser les adolescents sur le plaisir, le plaisir féminin, à déculpabiliser les filles sur la perte de l'hymen, qui peut survenir sans acte sexuel, à les mettre en garde contre la naïveté du sentiment amoureux. Ces orientations étaient partagées par d'autres professionnels de l'éducation à la sexualité, quels que soient leurs contextes d'exercice (éducation nationale, PJJ, EPM).

Sentiment d'impuissance (particulièrement dans le groupe 3)

Dans les ateliers, les professionnels de la PJJ ont souvent évoqué leur sentiment d'impuissance devant la force des processus numériques. « On est un peu démunis » est un constat qui est revenu plusieurs fois. La viralité des messages, la faible régulation des plateformes leur donnent l'impression

qu'il est difficile d'agir pour responsabiliser les usages. La difficulté des pouvoirs publics à agir sur des activités particulièrement illégales comme les sites de revente de drogue participaient d'un constat de l'impuissance publique, au-delà de leurs propres difficultés. La prolifération de ces sites est en effet de notoriété publique et les interventions pour les fermer nécessitent parfois l'action des autorités de police nord-américaines ⁵³.

Certains professionnels ont partagé des moments d'abattement, voyant dans les outils numériques et en particulier le smartphone un « engin de destruction » de l'éducation donnée par les parents, du fait de l'individualisation et de l'autonomisation qu'il permet. Nous avons parfois eu le sentiment nous-même que peu d'espace était donné jusqu'à présent pour la réflexion collective sur ces questions et que cela expliquait le succès des ateliers.

D'autres ont évoqué la contradiction de notre société qui excite les enfants et les adolescents notamment au travers des médias, de la publicité, de l'hypersexualisation des corps dans la télé-réalité, ou de l'accès aux sites pornographiques, mais qui renforce régulièrement la législation pour réprimer les actes sexuels, judiciarisant parfois des gestes qui auraient donné lieu dans le passé à des formes de régulation plus douce.

Face aux jeunes détenus, le sentiment de certains professionnels varie entre une tendance à l'édulcoration des violences notamment des violences verbales et un certain découragement devant leur imprégnation par des images violentes et sexuelles, par la médiatisation des crimes, qui peut susciter des formes de fierté chez certains auteurs. Les phénomènes de groupe, renforcés par la médiatisation des attentats, rendent parfois très difficile pour les professionnels en PJJ voire en EPM d'aborder la question des violences et des intégrismes religieux. Les éducateurs de confession musulmane se sentent parfois pris au piège, entre un sentiment d'injustice dans le traitement médiatique des musulmans, les montées abusives en généralité, et leur désir de ne pas cautionner des attitudes provocatrices ou haineuses et de les stopper.

Dans des contextes plus apaisés, en lycée, certains enseignants ont néanmoins dit qu'aborder ces questions pour sortir de l'impuissance, supposait d'accepter « de se mettre en danger en tant que professeur », c'est-à-dire d'ouvrir la discussion et d'être capable de répondre aux interrogations des adolescents, voire à leurs positionnements provocateurs.

Malgré l'ensemble des difficultés éprouvées par les professionnels, ils ont évoqué un grand nombre de pistes de travail, notamment dans les ateliers.

⁵³ Drogues, armes : les sites de vente illégaux se professionnalisent Le Monde, 23 septembre 2014. Des millions de bitcoins, des drogues et des armes... la fin des sites de vente AlphaBay et Hansa, Le Monde 20 juillet 2017.

3. Pistes éducatives imaginées ou expérimentées dans tous les groupes

Formation : des parents, des jeunes et des professionnels (tous les groupes)

La première réponse demandée par les professionnels est celle de la formation : formation des parents, formation des adolescents, formation des professionnels. Les enseignants, quels que soient les contextes d'activité, souhaiteraient que les parents soient davantage sensibilisés au choix des contenus médiatiques et aux dangers des pratiques de leurs enfants sur les plateformes. Plutôt que d'attendre que des éducateurs ou des enseignants soient formés, certains centres de la PJJ comme certains lycées recourent aux services de la brigade des mineurs pour sensibiliser les adolescents. Cela permet d'intervenir rapidement puisque ces professionnels sont déjà opérationnels. On pourrait cependant objecter que le prisme policier peut aussi avoir ses angles morts, créer de l'anxiété, et que toute intervention dans un domaine qui concerne la vie quotidienne des adolescents nécessite des interactions dans la durée.

Des dispositifs existent déjà que nous ne passerons pas en revue⁵⁴. Nous avons pu assister en août 2015 à une formation spécifique dans une unité de la PJJ à destination de mineurs de 12 à 14 ans, consacrée aux violences et une formation consacrée aux violences sexuelles. Dans le premier atelier, les éducateurs construisaient une réflexion collective et progressive avec des jeunes adressés par un juge suite à des bagarres ou des actes de violence, dans lesquelles ils étaient impliqués. La formation était axée sur une réflexion sur la violence, la souffrance des victimes, la procédure judiciaire, l'utilité des plaintes devant la police. Les actes des jeunes ne passant pas par l'utilisation d'internet ni du téléphone portable, la question des images, de l'imaginaire médiatique, des réseaux sociaux n'avait pas été évoquée. Dans le module consacré aux agressions sexuelles, le même principe de réflexion collective était mis en œuvre. Il apparaissait, comme les éducateurs l'ont eux-mêmes souligné en après coup, que les adolescents, même très jeunes, pouvaient être assez à l'aise pour parler de sexualité avec des adultes. Le contexte judiciaire les y incitait, la bienveillance des éducateurs également, mais cela indiquait aussi un faible niveau de refoulement. Le module partait de la lecture d'un article relatif à un viol publié dans un quotidien régional. Le média privilégié par les éducateurs était l'écrit. Ils cherchaient progressivement à faire prendre conscience de l'acte dont il était question dans l'article, puis à revenir sur la sexualité des adolescents, filles et garçons, la question du sentiment amoureux et du consentement et finir par la législation sur le viol. Dans le cadre de l'échange qui a suivi le module, les éducateurs imaginaient qu'ils pourraient utiliser lors de prochaines séances d'autres supports, notamment vidéo. Il en existe en effet de nombreux supports qui pourraient proposer de travailler sur des situations plus proches des adolescents, et seraient susceptibles de favoriser une réflexion sur leurs émotions dans un contexte numérique⁵⁵.

⁵⁴ Parmi les nombreux sites qui les recensent : le site du Clemi, celui d'eduscol.education.fr, educavox.fr, educnum.fr, internetsanscrainte.fr, mediaeducation.fr., <http://enfants-medias.cemea.asso.fr/>.

⁵⁵ Voir notamment les ressources produites par le centre Hubertine Auclert.

Capacité des jeunes à proposer des pistes d'action (groupe 1)

Dans le groupe 1, deux exemples ont été donnés d'initiatives prises par les élèves pour construire une réponse collective aux attentats de janvier 2015. Dans un établissement, des enseignants ont été émus que les élèves décident, sans que cela ait été préparé par la direction, de se mobiliser dans la cour (et non dans les classes) pour la minute de silence. Dans le même établissement, d'autres ont néanmoins fait part d'une diversité de sensibilité chez les élèves, qui avait du mal à s'exprimer. Même dans un milieu privilégié, les différences culturelles et religieuses avaient du mal à coexister, du moins dans les jours qui ont suivi les attentats de janvier 2015. Ils observaient que l'impératif de laïcité pouvait avoir été vécu comme un obstacle au dialogue. Dans l'autre établissement, ce sont les élèves qui ont organisé un débat sur le traitement médiatique des attentats de novembre 2015. L'accompagnement par les enseignants, la préparation des questions par les élèves, l'invitation d'experts par leurs soins, avait permis aux élèves de le construire et de le réaliser avec enthousiasme et de mobiliser une centaine d'entre eux dans le public.

Dans le cadre d'une classe (groupe 1), certains enseignants ont aussi témoigné de l'utilité d'accepter des propos plus libres, permettant à ceux qui le voulaient de dire qu'ils étaient choqués par certaines caricatures, dès lors que toute violence verbale était évitée. L'enseignant-e avait pu rappeler à cette occasion la différence entre une caricature visant des discours religieux intégristes, et la critique des personnes qui adhèrent à cette religion. On peut penser que le travail du CLEMI (Centre de liaison de l'enseignement et des métiers d'information) et de Canopé sur le sujet avait pu nourrir des réflexions et des activités des enseignants, même si il n'a pas été cité⁵⁶.

Travailler sur les images (tous les groupes)

Travailler sur les images est une activité installée de longue date dans certains lycées autour du cinéclub (groupe 1). Les équipes enseignantes peinent néanmoins à trouver des thématiques qui intéressent vraiment les élèves et réussissent à les déplacer, malgré l'accessibilité des films aujourd'hui. Dans leur pratique quotidienne, les enseignants s'appuient régulièrement sur la projection de films. Une enseignante en histoire-géographie nous dit qu'elle en a restreint l'usage, parce qu'elle trouve ses élèves, pourtant de très bon niveau scolaire, trop « passifs » devant les écrans. Elle préfère les faire travailler sur des images fixes du manuel. Elle se fait cependant « une obligation » de leur montrer *Nuit et brouillard*, à titre de preuve des camps d'extermination, pour en partager d'une façon sensible la dimension de système totalitaire, au-delà de la sécheresse des chiffres. Mais, quand elle le fait, elle veille à respecter des modalités temporelles qui permettent de créer de la distance autour des images. Elle prend la précaution par exemple qu'il y ait quelques minutes avant la sonnerie de fin du cours, pour qu'ils puissent, avant de sortir de la classe, laisser reposer leurs émotions. Elle ne lance pas pour autant un débat juste après la diffusion de ces images, car elle pense qu'elles sont suffisamment démonstratives et préfère laisser du temps pour y revenir le cours d'après. Elle utilise aussi des films

⁵⁶ <https://www.reseau-canope.fr/prevenir-la-radicalisation/ressorts-et-etapes.html>. ; voir aussi le site du Clemi, www.cleml.org.

comme *We Feed The World* un documentaire d'Erwin Wagenhofer sur l'agriculture industrielle, pour leur force argumentative. Elle pense néanmoins que la sensibilité des adolescents a changé, et qu'elle se pose moins de questions sur le risque de les choquer. Elle développe donc des activités d'éducation avec les médias, plus que des activités d'éducation aux médias (Corroy 2016).

Une autre enseignante de langue mentionne s'appuyer sur des extraits de films pour incarner des réalités historiques propres à l'Amérique latine. Les images violentes, les représentations des violences subies dans le cadre de la colonisation par exemple ou de l'esclavage lui semblent acceptables voire nécessaires, à condition que cela fasse sens, « parce qu'on va le travailler ensemble et parce que ça fait partie de la marche du monde ». Les images véhiculant des discours misogynes peuvent selon elle permettre aussi une réflexivité, lorsqu'elles sont interrogées sur leurs stéréotypes. Mais selon les classes, selon les contextes socio-culturels, l'impact pédagogique diffère. La même enseignante rapporte que ce type de séquence, dans un lycée privé à recrutement bourgeois, avait pu déboucher sur la tenue de propos homophobes et sexistes difficiles à recadrer (Jehel, Magis 2016).

L'utilisation de films est une activité très répandue également dans les structures de la PJJ. Une éducatrice en EPM propose aux jeunes détenus de voir le film de Lola Doillon *Et toi, t'es sur qui ?* (2007) pour travailler les rapports filles-garçons, par exemple. Mais il semble difficile à des éducateurs en milieu PJJ de projeter des images trop anciennes, par exemple un film en noir et blanc, un film qui aurait plus de 7-8 ans, ou un film avec des sous-titres. Un éducateur a l'impression que cela « les angoisse ». Les faibles capacités en lecture aggravent la situation de ces adolescents mais c'est aussi leur culture cinématographique qui les en éloigne.

Plusieurs éducateurs (PJJ et EPM) ont évoqué le fait que le récit filmique était compliqué à comprendre pour certains adolescents, qu'ils ne pouvaient pas ou ne souhaitaient pas suivre jusqu'au bout un scénario. L'exemple d'un film avec Omar Sy a été donné (*Nos jours heureux*, réalisé par Éric Toledano et Olivier Nakache, une comédie sur les colonies de vacances). Les adolescents (PJJ) étaient partis avant la fin. Cet éducateur utilisait également des courts métrages, qui permettent de revenir en arrière, de faire des arrêts sur image. Il observait qu'il était souvent difficile de les faire parler des films vus ensemble (comme *Indigènes*, *Hors la loi*, de Rachid Bouchareb) alors qu'il les avait choisis à cause de l'ancrage historique qu'ils proposent dans la colonisation et la seconde guerre mondiale. L'exiguïté du vocabulaire limite cependant l'impact cathartique de l'exercice, ou le rend plus délicat. Même si les éducateurs prennent soin de contextualiser les films qu'ils diffusent, l'élaboration sur les images semble dans certains cas réduite et limitée au visionnage.

Les enseignants et les éducateurs développent souvent des techniques d'éducation aux médias à partir d'outils d'analyse liés à des considérations techniques, cadrage, lumière, voix off, qui visent certaines émotions du spectateur, parfois sans interroger les valeurs qui accompagnent les émotions ainsi suscitées. C'est une forme d'intellectualisation du travail de l'image, qui construit des compétences objectivées et permet d'éviter des questions plus subjectives. Mais elle laisse les émotions faire un travail souterrain, sans donner aux adolescents de prise sur elles, par leur verbalisation ou leur interrogation. Certains enseignants que nous avons rencontrés, conscients de l'imprégnation des adolescents par des images violentes et sexuelles, souhaiteraient au contraire organiser un travail

interprétatif sur de telles images, abordant la question des émotions, et se heurtent parfois à une appréhension de leur hiérarchie. Ils font valoir que les contenus littéraires privilégiés par le programme, très éloignés des univers mentaux des jeunes détenus, peuvent faire blocage à la réflexion et à l'ouverture à la culture. Certes, reconnaît cette enseignante, « il n'est pas plus facile pour eux de comprendre les images d'un film, mais cela les implique davantage, ils sont plus investis ». On peut ensuite travailler sur la représentation du monde, les valeurs, les implicites que véhicule le film. C'est important car pour les jeunes qui vivent les situations les plus précaires, leurs principales références culturelles sont filmiques et musicales.

Plusieurs éducateurs (PJJ) ont évoqué une piste de réflexion sur les programmes télévisuels eux-mêmes, se rendant compte qu'ils continuent à jouer un rôle identificatoire important pour les adolescents : reprendre un projet de magazine pour raconter ce qu'on regarde à la télévision, chercher à leur faire formuler des avis au-delà des quelques mots rapides, les faire réfléchir plus régulièrement à ce qu'ils regardent, à ce qu'ils font avec les médias, ce qui serait d'autant plus nécessaire que rarement fait dans leur entourage.

Un enseignant (PJJ) a fait part de l'intérêt de mettre les jeunes au travail pour leur faire produire des images. Il avait suivi une formation à partir de laquelle il avait pu construire un atelier pour les jeunes qu'il suivait. Il a pour ce faire obtenu de les équiper de tablettes. Il leur avait fait réaliser plusieurs exercices, l'un sur les identités de genre, en leur demandant de combiner dans leurs films l'image d'une fille avec la voix d'un garçon ou réciproquement. Il les a également, dans le cadre d'une action de prévention à la radicalisation, emmenés assister à un journal télévisé, rencontrer des journalistes pour découvrir leur métier, leurs méthodes, leur déontologie. Il leur a également fait réaliser un petit film pour présenter la vie d'un personnage célèbre dont ils avaient vu le nom sur une rue, un lycée, un parc, s'appropriant ainsi un pan de l'histoire commune et de la géographie de la ville. Produire des images nécessite de se familiariser avec les enjeux de la liberté d'expression, de connaître les règles à respecter, en termes de droit à l'image, d'interdit de diffamation, de justesse de l'illustration. Il s'agit en cela d'activités très formatrices. Ces exercices ont rencontré un accueil enthousiaste des adolescents et un écho favorable de sa hiérarchie.

Ce genre d'activité s'inscrit dans l'histoire de l'éducation aux médias en France, qui depuis plus de 30 ans favorise l'accès des adolescents à la création de contenus, notamment des journaux scolaires (Gonnet 2001, Corroy 2016, Jehel, Saemmer 2017). A titre d'exemple parmi d'autres, les Cemea organisent chaque année notamment en lien avec certaines structures de la PJJ des ateliers autour du festival du film d'éducation (à Evreux). Les nouveaux supports, tablettes et logiciels, offrent des avantages ergonomiques dont il est certainement bienvenu de s'emparer, au même titre que d'autres, appareils photo, caméras. Mais ces activités nécessitent toujours un fort niveau d'engagement des enseignants et des professionnels des médias.

Atelier jeu vidéo (groupe 3)

Une des professionnelles de la PJJ a longuement évoqué en entretien un atelier « jeu vidéo » qu'elle avait organisé quelques années auparavant en EPM. La mise en cause de pratiques de jeux

vidéo intensives, visant principalement le défoulement, est souvent rejetée par les professionnels (comme par les parents) lorsqu'ils pratiquent eux-mêmes ce type de divertissement. Il existe en effet une grande variété de jeux vidéo, certains plus réflexifs que d'autres. Cet atelier avait cependant reçu un accueil mitigé de la part des jeunes détenus, du fait qu'il leur proposait de jouer à des jeux qu'ils ne connaissaient pas (jeux de réflexion, enquêtes policières...). Ce type d'initiative, qui permet de transformer la pratique vidéo ludique souvent pulsionnelle en pratique réflexive, semble pourtant très intéressant. Il est tout à fait normal qu'elle nécessite un fort travail de médiation, et qu'elle suscite des réticences de la part des jeunes souvent adeptes de jeux très commerciaux.

Ce type d'activité ne devrait pas non plus empêcher d'en imaginer d'autres, qui stimuleraient une réflexion sur les scénarios des jeux vidéo joués, qui, comme nous nous en sommes rendu compte dans les entretiens avec les jeunes détenus, représentait une grande difficulté à cause de leur adhésion aux images et aux scénarios. Les éducateurs et enseignants rencontrés ne l'ont pas évoqué, probablement du fait de leur propre distance à ces univers.

Les éducateurs et les enseignants ont mentionné d'autres types d'atelier permettant de familiariser les adolescents avec d'autres modes d'expression que l'image animée : le théâtre, le rap, le livre, la bande dessinée. Ces activités leur semblent essentielles pour libérer la parole, travailler sur l'expression verbale, « assouplir leurs catégories », parfois très stéréotypées surtout en EPM, les aider à transformer leur expression corporelle. Le lien entre ces activités et les univers médiatiques a été fait à plusieurs reprises notamment autour du harcèlement sur les RSN.

Un projet : travailler sur le fonctionnement des plateformes (groupe 3)

Dans les établissements de l'éducation nationale, le programme du B2i est censé permettre aux adolescents de se former aux plateformes numériques. De nombreuses ressources sur la plateforme eduscol, ainsi que dans les activités du CLEMI et les différents partenariats avec les associations d'éducation populaire veillent à aider les enseignants à s'en emparer. Les professeurs documentalistes ont pour mission d'y contribuer et jouent un rôle clé dans les activités de formation à la recherche d'information⁵⁷.

Dans les structures de la PJJ, l'éducation au numérique semble bien plus en difficulté. Dans plusieurs ateliers, les éducateurs ont pris conscience de ce décalage et de la faiblesse de leur offre éducative sur ces questions. Ils ont envisagé de faire intervenir un spécialiste de la création de site web ou des paramétrages de Facebook. D'autres ont regretté d'aborder internet surtout par les risques et les dangers et de ne pas développer avec eux d'activités positives sur les réseaux sociaux.

⁵⁷ Chapron Françoise, Delamotte Eric (dir.), *L'éducation à la culture informationnelle*, Villeurbanne, Presses de l'ENSSIB, 2010, Dimier (Gildas), éditorial, Mediadoc, 11 novembre 2013, consulté sur le site <http://www.fadben.asso.fr/Edito-Mediadoc-11.html>.

En EPM⁵⁸ le nonaccès des jeunes détenus à internet, pour des raisons de sécurité, empêche les enseignants comme les éducateurs de construire des usages responsables des RSN ou des méthodes de recherche d'information. Un accès à des ordinateurs est rendu possible en médiathèque mais sans accès à Internet. Aucune formation ne semblait envisagée pour les jeunes sur le fonctionnement de l'internet, comme si ces jeunes pouvaient échapper à l'injonction de tous les citoyens à réaliser en ligne un certain nombre de déclarations administratives, et plus largement à se former à des usages responsables du numérique. Certains professionnels ont mentionné des sessions de formation au droit et à la citoyenneté organisées par le barreau, consacrées aux questions de citoyenneté, de religion, de respect. Elles pourraient avoir posé quelques jalons du droit de l'internet, dans la mesure où de nombreux jeunes qui se présentent devant la justice sont concernés par des activités liées aux réseaux sociaux ou à l'internet, mais ce n'est pas certain, vu l'ampleur des questions de droit qui doivent par ailleurs y être évoquées.

Education à la sexualité et à la parité (tous les groupes)

Les éducateurs, enseignants et infirmiers ont dans la plupart des établissements de l'éducation nationale ou de la PJJ indiqué que les modules consacrés à l'éducation à la sexualité étaient également une occasion de lutter contre la représentation mécaniste de la pornographie, de faire passer un discours sur la parité. L'importance de l'éducation sexuelle pour lutter contre la dimension mécaniste, des représentations pornographiques, incitant les filles à la soumission à la domination masculine, et à une représentation principalement hétéronormée, fait partie des recommandations des recherches internationales que cite Claire Balleys dans une revue des travaux sur la socialisation des adolescents (Balleys 2017 :42). S'appuyant sur la chercheuse Louise Allen, elle écrit : « L'introduction de la pornographie dans les cours d'éducation sexuelle permettrait selon elle de minimiser son pouvoir normatif comme son attrait, alors que taire cette réalité contribue à en faire un objet de domination, notamment de domination masculine. »

Une éducatrice de rue indique que l'information est plus difficile à faire accepter dans le cadre des jeunes qu'elle accompagne. Pour les adolescents issus de cultures traditionnelles, le fait de parler des questions sexuelles suscite une grande réticence, au premier abord. C'est elle qui prend l'initiative de leur parler de contraception, du planning familial, leurs questions viennent progressivement. Les jeunes filles sont prises dans des références culturelles très opposées, faisant parfois elles-mêmes l'objet de mariages arrangés qu'elles peuvent qualifier de « viol conjugal » sans pour autant s'y soustraire, tant la menace de perdre tout lien avec leur famille les effraie.

En EPM, il existe un enseignement en PSE, Prévention, santé, environnement, qui permet de délivrer des connaissances de base sur la sexualité, la contraception, l'anatomie des hommes et des femmes, dont les enseignants considèrent qu'il joue un rôle clé pour construire une réflexivité des pratiques sexuelles, et travailler le poids des représentations pornographiques. Une étude récente indiquait que les jeunes détenus avaient en effet une demande de disposer davantage d'information sur

⁵⁸ Nous nous appuyons pour faire ces constats sur le fonctionnement d'un EPM qui faisait partie des terrains de l'enquête, et des informations qui y ont été recueillies entre juin 2015 et novembre 2016.

le sujet mais souhaitaient qu'elle soit délivrée selon des modalités informelles (Amsellem- Mainguy, Coquard et al. 2017). Ces cours sont mixtes comme l'ensemble des enseignements, et les filles ont la liberté d'y aller ou non. La situation des filles en détention est en effet particulièrement difficile du fait de la dureté des échanges entre détenus, et du caractère perçu comme anormal de leur présence en prison. Les enseignants sont conscients des attaques sexuelles que les filles peuvent recevoir en permanence. La participation des filles à ces modules reste néanmoins très souhaitable.

Régulations publiques (groupes 2 et 3)

Les éducateurs et les enseignants dans des structures de la PJJ considèrent que leur travail éducatif a été rendu bien plus difficile depuis l'arrivée d'internet et la diffusion des smartphones. Tel est le constat qui a émergé dans tous les ateliers de ces structures, effectivement le cumul des vulnérabilités que vivent certains jeunes font de leur fréquentation d'internet une source supplémentaire de difficulté et ils peinent à en développer des usages valorisants. Les professionnels mettent en cause la faible régulation de l'internet, mais ils semblent fatalistes quant à la possibilité de parvenir à réguler ces plateformes. Plusieurs voix se sont élevées pour demander plus de régulation à l'Etat et aux pouvoirs publics, et les aider à lutter contre le sentiment d'impuissance et contre l'inertie des plateformes, notamment Facebook, pour modérer les publications d'images et de vidéos.

D'autres, dans des contextes hors PJJ (groupe 2), conscients des nombreux abus de publication d'images sans le consentement des personnes, et conscients de la gravité des conséquences que cela peut entraîner considèrent que les sanctions du droit à l'image sont aujourd'hui beaucoup trop théoriques, les adolescents ne peuvent pas croire à leur réalité, et ne sont donc pas arrêtés par ces principes. Ils en souhaiteraient le renforcement.

Conclusion

Les enseignants et éducateurs des groupes 2 et 3 ont observé un certain niveau de tension entre filles et garçons. Ils en attribuent partiellement la cause à la fréquentation d'images pornographiques qui viennent exacerber une image très négative des filles et imposent une séparation entre les filles qui ont des conduites sexualisées, de ce fait méprisées, et celles qui se tiendraient éloignées de la sexualité. Ce clivage nous semble tout à fait en phase avec les propos tenus par un certain nombre de jeunes, lors des entretiens dans les établissements de ces groupes. Les enseignants dont la famille est d'origine maghrébine ou africaine considèrent qu'une partie des difficultés de certains jeunes vient d'un écartèlement des normes de références entre les normes du pays d'origine qui peuvent être valorisées (ou non) dans la famille des adolescents voire rigidifiées par les adolescents dans des postures de contestation, et les normes véhiculées par les médias, qu'ils parviennent difficilement à articuler aux normes de la société globale dans laquelle ils vivent.

Dans les trois groupes, les enseignants reconnaissent que le traitement des questions relatives à la sexualité et à l'homosexualité peut leur poser problème, ce qui les incite à chercher des discours qui préservent la pudeur des adolescents, mais qui puisse aussi répondre aux difficultés qu'ils ont

identifiées (notamment en termes de vulnérabilité des filles et des homosexuels). La nature de ces difficultés varie entre un sentiment de gêne, la peur d'une intrusion dans leur intimité (groupe 1), et une difficulté à capter l'attention des jeunes, du fait du recours à un interdit sur le sexuel (groupe 2) dans les séances de travail collectives. Dans tous les groupes, des enseignants, même si c'est loin d'être le cas de tous, se sont rendu compte de la diffusion de discours violents, haineux, ou à connotation complotiste. Dans tous les groupes, un sentiment de malaise a pu être observé par des enseignants du côté de jeunes musulmans après les attentats de janvier 2015. Mais la nature des réactions décrites a été très différente selon le contexte. Des enseignants des groupes 1 et 2 ont évoqué le sentiment de mise en danger de jeunes du fait d'un discours médiatique qu'ils percevaient comme hostile. Dans le groupe 3, les professionnels ont pu entendre des discours très provocateurs, se réjouissant des attentats, sans toujours savoir comment y faire face.

Les éducateurs et enseignants qui interviennent dans le cadre de la PJJ constatent des difficultés particulières pour ces publics adolescents sur internet. L'imprégnation de violences et d'images pornographiques leur semble dérégler les modalités même du refoulement, surtout dans le contexte de la détention. Le rapport qu'ils entretiennent avec les émissions de télé-réalité leur semble de nature à les conforter dans des idéaux de luxe, de relations de domination sur les filles, de farniente, et de normalisation de cet idéal. Ils sont frappés de l'absence de distance vis-à-vis des contenus médiatiques les plus excitants (action, violence) et de leur réception le plus souvent au premier degré. Certains ont mis également en cause la pratique intensive et pulsionnelle des jeux vidéo et leur absence de verbalisation. Ces difficultés sont particulièrement aggravées pour les jeunes détenus du fait de leurs capacités d'expression, à l'écrit voire à l'oral, plus limitées et d'une concentration moindre en lien avec des consommations de psychotropes.

C'est également dans le groupe 3 que les professionnels sont le mieux informés des usages dérégulés voire illégaux des plateformes numériques des adolescents. Mais ils ont mentionné très peu d'activités éducatives orientées sur des apprentissages responsables du numérique. Cela a entraîné des questionnements portant à la fois sur les équipements informatiques dont ils disposent, sur la difficulté d'accès aux plateformes sur lesquelles circulent les adolescents (dont certaines accessibles seulement par le smartphone) dans leurs bureaux, et sur l'opportunité de consulter ces publications. Le respect de la vie privée semble une préoccupation conforme aux droits de l'enfant, mais le principe n'est pas applicable aux publications accessibles à tous, dont les débordements peuvent s'avérer risqués pour leurs auteurs voire leurs éventuelles victimes.

Dans les groupes 1 et 2, les enseignants ont semblé la plupart du temps peu informés de l'ampleur des confrontations des adolescents à des images violentes, sexuelles ou haineuses sur les RSN. La situation d'enseignement peut en effet constituer un angle mort. En général, les adolescents ne leur en parlent pas, si les cours n'abordent pas ce type de question. Les enseignants se forgent une idée du fonctionnement de ces plateformes principalement à travers leurs propres circulations, leurs fils d'actualité, quand ils ont ouvert un compte, ou les expériences de leurs enfants. Mais ils y sont protégés par des phénomènes sociaux d'entre-soi et des processus technologiques de bulles algorithmiques qui les maintiennent éloignés des pratiques des adolescents dont ils ont la charge.

Les pistes éducatives imaginées, à partir des expériences déjà conduites et des manques que les professionnels ont reconnus, sont assez proches quels que soient les contextes institutionnels. Il s'agit de développer une éducation aux plateformes numériques qui semble très absente des structures éducatives de la PJJ, et plus encore en détention. Les professionnels ont proposé de développer plus encore que dans le passé des formes d'éducation aux médias, en favorisant l'expression des adolescents sur les images, la verbalisation de leurs émotions, la construction de points de vue argumentés sur les programmes régulièrement regardés et l'expérience de la publication (par exemple de courtes vidéos) qui permet une meilleure appropriation des logiques médiatiques et du droit afférent. Pour l'ensemble des jeunes, le développement de pratiques qui permettent appropriation des techniques de publication et intériorisation des normes juridiques est conforme aux impulsions de l'Education nationale et semble absolument nécessaire au vu des différents constats. Mais il nécessite, et les professionnels s'en rendent bien compte, un investissement supplémentaire au-delà de leurs activités régulières. Dans les structures de la PJJ les professionnels semblent parfois peu au courant de l'abondance de ressources, officielles ou associatives, disponibles sur ces sujets.

Conclusion générale

L'hypothèse globale de ce projet était que certains jeunes sont particulièrement fragiles face au contenu des images violentes, sexuelles et haineuses (VSH), qu'ils ont des difficultés à s'en distancier, alors que ces images peuvent nourrir une représentation du monde très éloignée des valeurs de la société globale. Ces difficultés peuvent, aux côtés d'autres sources de vulnérabilité, immaturité par l'âge ou du fait de fragilités psychiques, déficience de l'insight et de la représentation de soi, carences de la régulation familiale des conduites du jeune, les violences subies par le jeune (sexuelles notamment), consommation de psychotropes, engendrer des consommations intensives, perturber les repères des adolescents, voire favoriser des formes de dépersonnalisation, qui font obstacle à la sensibilité et facilitent des comportements inspirés des images, et peuvent favoriser le passage à l'acte délinquant.

La clinique indique que ces difficultés sont aggravées par des défauts de symbolisation, qui se manifestent notamment dans les difficultés rencontrées face à l'écrit (dyslexie, illettrisme) et aux autres formes de symbolisation. Notre seconde hypothèse est donc celle d'une vulnérabilité de certains adolescents dans le rapport aux images, en particulier aux images violentes, sexuelles et haineuses, et dans la capacité à s'en distancier, induite par les défauts de symbolisation (notamment la maîtrise de l'écrit). Pour tester ces deux hypothèses, nous avons étudié les modalités de consommation des images violentes, sexuelles et haineuses, leur intensité, voire les formes de dépendance à leur égard, la place de ces images dans leur culture médiatique, les stratégies de distanciation ou les attitudes d'évitement.

Notre troisième hypothèse était celle du potentiel éducatif que représente le travail d'élaboration avec les adolescents autour des images, des émotions qu'elles suscitent, et des contradictions entre les discours qui soutiennent certaines images et les normes de la société globale. Cette dernière hypothèse a été testée dans le cadre d'ateliers organisés avec des enseignants, des parents et adolescents.

Pour tester l'ensemble de ces hypothèses, nous souhaitions disposer d'un échantillon socialement et scolairement diversifié, d'adolescents entre 15 et 18 ans, intégrant des jeunes délinquants pour étudier une éventuelle spécificité dans leur rapport à ces images et des jeunes fragiles suivis par l'aide sociale à l'enfance. Nous avons donc construit un échantillon de 91 jeunes (46 filles et 45 garçons), structuré en trois groupes. Un tiers (25) recrutés dans des milieux favorisés, fréquentant deux établissements de niveau scolaire moyen et excellent en Ile de France, constituant le groupe 1; un tiers (33) recrutés dans des milieux populaires, fréquentant des filières générales, technologiques ou professionnelles en Ile de France dans deux lycées généraux et un lycée professionnel constituant le groupe 2; un tiers (33) parmi les jeunes délinquants suivis par différentes structures de la PJJ ou des jeunes en grande difficulté suivis par l'aide sociale à l'enfance, recrutés dans différentes régions, constituant le groupe 3. Nous avons pu organiser, entre 2015 et 2016, dans chaque établissement (à l'exception des établissements de la PJJ pour lesquels l'organisation était plus délicate) des entretiens collectifs (11 au total) et des entretiens individuels avec chacun des participants. Durant la seconde

phase de l'enquête (2016-2017), nous avons pu mettre en place 15 ateliers avec des adolescents (100 au total). Ces entretiens et ces ateliers ont été conduits en présence d'un-e psychologue clinicien-ne et d'un-e étudiant-e. Nous avons pu également obtenir des entretiens avec 30 professionnels de ces différents établissements et 30 entretiens avec des parents de milieux sociaux diversifiés correspondant au profil socio-culturel des adolescents. Nous avons ensuite monté 2 ateliers avec des parents et 7 avec des professionnels, principalement dans des structures de la PJJ.

Avant d'analyser le rapport que les adolescents construisent avec des images VSH, nous avons cherché à contextualiser celui-ci dans leur culture médiatique globale. Des différences sont apparues entre les trois groupes, mais la plupart des adolescents de notre échantillon partageaient des pans de leur culture médiatique dominée par les blockbusters états-uniens : films d'action, films de science-fiction, voire certaines dystopies. A la télévision, leurs pratiques sont contrastées mais certaines séries, les dessins animés humoristiques traversent les barrières sociales. Les jeux vidéo les plus vendus (comme *GTA V*, *Call of Duty*, *Clash of Clans*) ont été pratiqués par la plupart des garçons et une partie des filles. Les adolescents des trois groupes circulent sur les mêmes plateformes, YouTube, Facebook, Snapchat, Instagram. Leurs pratiques sont différenciées sur YouTube même si la plupart connaissent les « chaînes » d'humoristes, comme Norman, Cyprien, Natoo, et que les filles déclarent regarder des tutoriels de mode ou de maquillage. Loin d'une homogénéité des références, les entretiens ont montré une polarisation des pratiques médiatiques dans chaque groupe et ces caractéristiques construisent des conditions différenciées de rencontre avec les images VSH.

La culture médiatique du groupe 1 est marquée par un goût pour l'écrit et la médiatisation des savoirs, un certain éloignement des médias audiovisuels, même si ce n'est pas le cas de tous (notamment dans l'établissement 2). Les choix s'expriment aussi bien positivement parce qu'on va consulter volontairement, les séries essentiellement d'origine nord-américaine, jugées classantes, qui les rapprochent des goûts des cadres, une culture cinématographique éclectique, qui n'est pas entièrement centrée sur les *blockbusters*, à l'incitation des parents, et par les contenus qui sont évités, émissions de télé-réalité, films d'horreur notamment. La perspective des études supérieures et la stimulation intellectuelle des parents construisent un rapport aux médias d'information fait de curiosité et d'ouverture à l'information internationale. Le rapport à internet et les publications qu'on peut faire sur les RSN sont l'objet d'une attention particulière. Ils peuvent exprimer leur recherche d'une identité numérique valorisante, dans un contexte de fort contrôle social et de fort contrôle de soi. Les deux établissements présentaient cependant des différences sur ce point : dans le 1^{er} établissement les jeunes étaient capables de discuter longuement de leurs stratégies, faites de présence et de « nonchalance », travaillant le champ et le hors-champ, pourrait-on dire, travaillant à maximiser la conscience de l'image que les publications peuvent projeter de soi ; dans le second établissement les jeunes développaient une relation plus confiante et décontractée à leur public et faisaient primer le partage d'une représentation de soi sociable, « cool ».

La culture médiatique du groupe 2 se caractérise par des pratiques communes aux milieux populaires, la télévision reste très présente même si les pratiques plus individuées sur les téléphones portables, le téléchargement de séries, le visionnage de vidéos sur YouTube viennent s'ajouter à elle et

tendent à la supplanter. Le rapport des jeunes à l'information est ambivalent, marqué par une méfiance à l'égard des médias, en même temps qu'une curiosité sur le monde auquel les médias donnent accès, tournée sur des sphères culturelles variées peu rencontrées dans le groupe 1, Corée, Turquie, Maroc. Cette curiosité se double parfois d'une certaine naïveté dans la confiance faite à des programmes de divertissement, qui peut coexister avec des discours péremptores sur la mauvaise qualité de l'information. Sur les RSN, l'ambivalence est à son comble. Les pratiques semblent principalement de consultation, surtout sur Facebook, le niveau d'anxiété sur les risques liés à une mauvaise réputation est très élevé, du moins pour les filles. Pourtant la plupart cumulent les comptes sur les différents RSN, se réfugiant depuis peu sur Snapchat qui leur semble assurer une plus grande discrétion.

Le groupe 3 a des pratiques proches de celles du groupe 2, tournées vers la télévision, les programmes de télé-réalité, les séries grand public, la musique hip hop et le rap. Mais ils semblent avoir un rapport plus intense avec les programmes audiovisuels et les chansons de rap, comme si la recherche de ressources identificatoires était pour eux plus vitale, du fait de repères familiaux plus déficients. Les jeunes délinquants cultivent davantage les contenus qui peuvent étayer des identités de toute puissance et de marginalité, à travers des films de gangsters, ou des chansons de rap orientées vers les univers de la drogue, des trafics, des gangs. Sur les RSN les comportements sont plus clivés encore que dans le groupe 2, particulièrement pour les jeunes délinquants. Ils alternent entre des moments d'activités très intenses, avec des réseaux d'une ampleur impressionnante, destinés avant tout à faire des rencontres et à diffuser une image dans le quartier, et des moments de retrait absolu, comme si on pouvait dénier à ces réseaux tout rôle social.

Dans tous les groupes, les jeunes abordent internet à partir de leurs propres sujets d'intérêt, et en profitent pour creuser des pistes qui correspondent à des formes de recherche de soi (dans le graphisme, la présentation de soi, la connaissance scientifique, la découverte de cultures différentes de la leur...). Ils manifestent tous des niveaux d'inquiétude élevés vis-à-vis des conséquences de leurs publications sur les réseaux sociaux. Mais ils l'abordent chacun avec les ressources qui leur sont propres. Le groupe 1 développe les principes d'une stratégie nourrie d'une forte réflexivité pour maîtriser la « carte d'identité » que les RSN donnent de soi et rationaliser les peurs, mais qui peut aussi dériver vers des pratiques de « stalking ». Le groupe 2 développe une attitude plus souvent méfiante vis-à-vis des RSN tout en restant très attirés par le modèle de communication visuelle et intensive, notamment à travers Snapchat. Le groupe 3 semble plus démuni et adopte des attitudes particulièrement clivées.

L'analyse précise faite avec les jeunes, en particulier dans les entretiens individuels, de leur ressenti face à des images VSH auxquelles ils avaient été confrontés pendant leur enfance ou leur adolescence, a fait émerger un nuancier très varié d'émotions. Les adolescents ne sont pas insensibles aux images, et quand ils le sont au moment de l'entretien, c'est souvent parce qu'ils le sont devenus, à force d'être confrontés à un environnement réel ou médiatique qui les a surexposés. Selon les milieux sociaux, selon le caractère plus ou moins sécure de leur environnement, selon l'attention parentale à la violence des images ou à leur degré de sexualisation, les adolescents ont le souvenir d'images qui les ont choquées ou qui leur ont fait honte et qui émanent de contenus plus ou moins anodins ou au contraire considérés comme particulièrement inadaptés aux plus jeunes, selon les classifications

officielles. L'analyse de ces émotions a permis de montrer que les angoisses liées aux images médiatiques sont des alertes liées à des processus endogènes et exogènes, ou à des angoisses liées à des événements parallèles qui leur ont été associés. Les adolescents du groupe 1 ont été la plupart du temps préservés des images violentes, et sont restés de ce fait sensibles à des images moins violentes que ceux du groupe 2. Les adolescents du groupe 3 en particulier les jeunes suivis par la PJJ ont généralement peu de souvenirs d'expérience médiatique choquante ou n'ont pas souhaité en parler.

Les adolescents ont tous été confrontés récemment à des images VSH. Il peut s'agir d'images qu'ils vont chercher sur des sites spécialisés, auxquels ils peuvent être plus ou moins préparés, mais ce sont aussi des images qui apparaissent sur leurs fils d'actualité, ou sur les comptes qu'ils consultent sur les différents RSN. Facebook, Instagram ont été particulièrement cités. L'ampleur de l'envahissement par les vidéos VSH est corrélée aux réseaux de contact, à l'absence de tri des « amis ». Les adolescents suivis par la PJJ semblent les plus exposés à ces images qu'ils recherchent particulièrement. Les adolescents du groupe 2 cliquent plus volontiers sur des vidéos violentes, alors que certains se sont déclarés être plus éloignés des images sexuelles, en invoquant un interdit religieux pesant sur le sexuel.

Le choc culturel entre des normes opposées écartèle particulièrement les jeunes qui se revendiquent de la religion musulmane, entre un environnement hypersexualisé et un interdit majeur sur le sexuel en particulier pour les filles (et les homosexuels), nous l'avons observé particulièrement dans le groupe 2, et de façon moins systématique dans le groupe 3. Nous avons été amenés à développer la question du choc culturel en ce qu'il peut constituer un terreau pour l'adhésion à des formes de répression très violentes contre les filles, et à des formes paradoxales d'intégrisme, du fait même de la proximité des images sexualisées et qui semblent défier toute normativité (voir en annexe, intervention au séminaire « Radicalisations » du CNRS, le 14 septembre 2016).

Les images des attentats, en France ou dans le monde, ont pu créer un effet de sidération pendant plusieurs jours pour ceux qui les ont regardées. Les images VSH peuvent faire effraction pour certains jeunes, qu'il s'agisse de films d'horreur, d'images sexuelles ou de vidéos de crime ou de propagande, nous avons pu l'observer dans tous les groupes. Même s'ils ont été davantage protégés dans leur enfance vis-à-vis de ces images, certains adolescents du groupe 1 présentent également des signes de vulnérabilité aux images.

Les adolescents qui sont le plus exposés aux images VSH développent une forme d'habitude, et ne les trouvent plus si choquantes. Tel est le cas particulièrement de ceux qui y ont été exposés depuis l'enfance, ou qui ont pris l'habitude de voir des films d'horreur ou de cliquer sur toutes les vidéos qui leur sont proposées sur le fil d'actualité. Les plus exposés sont souvent en grande difficulté pour élaborer une analyse de ces images. Certains, particulièrement parmi les jeunes suivis par la PJJ, vont rechercher sur internet des images qui font écho à des violences vues ou subies dans leur environnement proche. Les images médiatiques sont alors perçues comme moins violentes ou moins choquantes que la réalité, mais le caractère répétitif de leur visionnage semble marqué d'une certaine compulsivité qui signifierait des formes de traumatismes. Dans d'autres cas, des adolescents s'exposent

volontairement à ces images pour s'endurcir, se familiariser au spectacle de la mort ou accéder à une « face cachée du monde ».

Les RSN apparaissent pour l'ensemble des adolescents comme un environnement doublement menaçant : pour les images qui y circulent qui peuvent exposer à des situations de violences, de haine, ou de crudité sexuelle qui ne sont pas recherchées par celui qui les reçoit, mais aussi pour les publications qui peuvent les concerner et les mettre en danger. Des publications qui leur semblaient favorables peuvent déclencher des commentaires haineux et « détruire » une réputation. Des publications republiées en les détachant de leur contexte d'origine peuvent transformer des preuves d'amitié en source d'humiliations plus ou moins cuisantes. La surveillance panoptique que permettent les réseaux, favorisent les petites trahisons et la « peur de soi ».

Nous avons construit une typologie des stratégies développées par les adolescents face aux images VSH, en distinguant quatre attitudes : l'adhésion aux images, l'indifférence, l'évitement, l'autonomie. L'adhésion aux images consiste à regarder sans pouvoir s'en empêcher, voire rechercher ces images en s'abonnant à des groupes ou en allant sur des sites, voire prendre plaisir à ces visionnages. La dimension de curiosité et de fascination de la violence l'emporte sur les émotions contradictoires que procurent ces images. Il n'est pas certains qu'on puisse vraiment la qualifier de stratégie. Cela dépend, la plupart se décrivent comme emportés par une pulsion de voir, mais d'autres argumentent, ils regardent pour s'endurcir, pour ne plus avoir peur de se battre, pour apprendre la réalité cachée par les autres médias. L'adhésion aux images est sans doute un risque majeur, dont de nombreux adolescents ont pu témoigner. Le fait d'être capté par une image, d'entrer dedans ou de risquer d'être obsédé ensuite par des images envahissantes. L'adhésion aux images pornographiques par les garçons est courante, l'expérience venant le cas échéant leur apprendre à faire la différence entre les normes pornographiques et la sexualité telle qu'elle peut être vécue avec des partenaires du même âge. L'attitude d'adhésion aux images a été observée dans tous les groupes, elle est particulièrement répandue dans le groupe 3 des jeunes délinquants et des jeunes en difficulté. Pour ces jeunes, la valorisation de l'action violente est renforcée par sa banalisation dans l'environnement quotidien, et par l'imaginaire médiatique violent qu'ils se constituent à travers des contenus liés à l'imaginaire des gangs et de la mafia, et des publications sur les RSN. L'accessibilité des images ultra-violentes facilite la constitution d'expériences visuelles qui viennent renforcer l'insensibilité aux violences et aux victimes, et l'ivresse de la violence. Les psychologues de l'équipe ont pu noter l'importance des psychopathies sous-jacentes dans les comportements d'adhésion : Il apparaît que dans un certain nombre de cas, qui n'ont pu être approfondis du fait du format des entretiens, l'adhésion aux images et l'enivrement des images violentes voire ultra-violentes est corrélée à des états de grande fragilité psychique.

La seconde stratégie est celle de l'indifférence. A force de voir des vidéos VSH, ils peuvent aussi déclarer y être devenus complètement indifférents. Face à un flux d'images violentes ou sexuelles qu'ils ne peuvent pas vraiment stopper, la seule solution qu'ils ont trouvée est de glisser rapidement le long du fil d'actualité, sans les commenter. Cette indifférence n'est pas non plus à proprement parler une stratégie réfléchie, elle est nourrie par un sentiment d'impuissance et par une peur diffuse

d'intervenir et de subir des rétorsions au cas où ils s'opposeraient aux messages VSH, fut-ce en les signalant. Cette attitude manifeste aussi une forme de perte des repères dans la mesure où elle peut être liée au sentiment que tout est permis sur les plateformes numériques et à une forme d'insécurité généralisée. C'est néanmoins une attitude moins fréquente que les autres, dans les trois groupes.

La troisième attitude identifiée est celle de l'évitement. Elle est bien plus stratégique et volontariste que les deux autres. L'adhésion aux images ou l'indifférence relèvent en effet de comportements plus ou moins subis. Nous avons souhaité différencier deux formes d'évitement, selon leur motivation : un constat issu de l'expérience ou un discours dogmatique. L'évitement peut être sélectif, certains adolescents ont expliqué éviter les images trop sanguinolentes, les images d'attentats parce qu'ils ne veulent pas être confrontés à l'horreur. Éviter de voir peut conduire à des formes de contrôle du regard complexes : certains adolescents ont expliqué pouvoir regarder un film entouré d'images sexuelles sur les sites de téléchargement, mais en contrôlant leur regard, ils disaient réussir à ne plus les voir parce que leurs yeux les évitent. L'évitement peut prendre des formes plus systématiques : éviter toute image d'info parce que c'est démoralisant ; éviter toute image sexuelle, parce que c'est interdit. Il s'agit d'une stratégie, qui s'est avérée prégnante dans le groupe 2, qui était aussi présente dans le groupe 3, mais totalement absente du groupe 1. Le dégoût ou la peur peuvent aussi contaminer toute proximité avec les RSN et conduire à se déconnecter de tout compte social, voire de tout l'internet. Il s'agissait alors plus souvent de décisions prises par des adolescents du groupe 3 suite à des mésaventures avec la justice.

La quatrième attitude est celle de l'autonomie. C'est celle qui manifeste la plus grande maîtrise dans le rapport aux images. Nous l'avons définie comme la capacité de penser, de choisir ses contenus, de voir ou de ne pas voir de contenus VSH, de discriminer selon leur nature (information ou jeu), et de pouvoir l'évaluer en tant que représentation. L'autonomie n'est jamais complète, nous avons pu en détecter des éléments dans le discours des adolescents. Elle manifeste une capacité d'émancipation, elle peut avoir trois dimensions : technologique, interprétative et cognitive, mais c'est principalement l'idée de recul critique, de capacité de réflexivité et de cohérence qui a été scrutée. De façon contre-intuitive, des adolescents en ont fait preuve dans chaque groupe, et elle n'est pas l'apanage du groupe le mieux doté en capital culturel et scolaire (groupe 1). L'écrit est apparu comme une protection dans tous les groupes et comme un appui des démarches autonomes : soit par la lecture des commentaires voire des articles liés à des images, qui permettent de les contextualiser, ou de compléter leur niveau d'information, soit par la recherche d'explications écrites sur les images. Les adolescents qui sont capables d'intervenir face aux images en signalant une vidéo, en refusant de voir des vidéos exhibant des crimes sont capables d'une forme d'autonomie essentielle pour circuler sur les RSN. Ils sont très minoritaires. Les adolescents qui ont été protégés pendant leur enfance vis-à-vis des images violentes, sexuelles et haineuses, ou dont les parents de façon plus large ont limité les consommations médiatiques sont souvent plus capables de démarches que nous avons qualifiées d'autonomes. Les relations avec l'entourage, et la possibilité de développer des conversations sur les contenus médiatiques avec les parents ou les frères et sœurs s'est révélé un facteur d'autonomie important. La distinction entre le régime d'image informationnel et le régime fictionnel est apparue en revanche insuffisante pour construire des démarches autonomes. Elle représente certes une première étape qui

construit une forme de distanciation et de verbalisation vis-à-vis des représentations médiatiques. Mais elle constitue une forme de distance très fragile quand il s'agit de jeux ou de films dont le graphisme est très réaliste et a souvent pour corollaire la mise entre parenthèses des significations véhiculées par les images.

Nous avons cependant observé une prédominance de certaines stratégies selon les groupes. Dans le groupe 1 c'est une stratégie d'autonomie par intellectualisation qui prévaut. Les émotions subjectives restent généralement tues, mais dominées par une argumentation plus ou moins développée et leur relativisation par l'analyse du contexte des images. La mise en retrait de la subjectivité les conduit néanmoins à ne pas s'engager dans des processus de régulation ou de signalement. C'est dans le groupe 2 et dans le groupe 3B que nous avons rencontré des adolescents ayant signalé des vidéos contraires aux normes légales, manifestant une forme d'autonomie plus active et solidaire. Dans le groupe 2, c'est une stratégie d'évitement intégriste qui prédomine, c'est-à-dire un évitement (déclaré) de toute image à référence sexuelle, au nom d'un principe religieux. Cela a été très majoritairement le fait de jeunes se réclamant de l'islam. Dans le groupe 3 c'est l'adhésion aux images VSH qui est l'attitude la plus répandue. Les images VSH sont recherchées pour leur potentiel excitant, autant qu'elles peuvent entraîner les adolescents dans des phénomènes de sidération. Pour des raisons qui tiennent aussi aux carences affectives, à la faiblesse de la médiation parentale, les adolescents qui ont développé cette attitude face aux images VSH ont les plus grandes difficultés à les analyser et à verbaliser les émotions qu'elles suscitent.

Nous avons été amenés à observer une simultanéité entre l'interdit du sexuel dans l'évitement intégriste et une propension à l'adhésion aux images violentes. Nous faisons l'hypothèse d'une corrélation entre les deux. Nous avons observé un paradoxe entre le discours intégriste vis-à-vis des images sexuelles (pour les filles, et vis-à-vis de l'homosexualité) se prévalant d'un interdit religieux, et la présence que les mêmes adolescents n'ont pas niée d'un environnement hypersexualisé. Nous sommes de ce fait amenés à formuler une hypothèse nouvelle sur un choc culturel vécu par les jeunes qui se revendiquent de la religion musulmane et qui s'appuient souvent sur des normes éloignées de la société globale. Ce choc existe pour tous les adolescents, au sens d'un écartèlement entre les normes de parité et de pacification des mœurs (interdiction des violences sexuelles, et des violences intrafamiliales) et un univers numérique dérégulé, facilitant l'accès à des représentations sexuelles qui s'y opposent et facilitant la montée en agressivité des échanges. Pour les jeunes musulmans, qui revendiquent une posture stricte d'interdit du sexuel avant le mariage, cet écartèlement est encore plus grand et constitue un terreau pour l'adhésion à des formes de répression très violentes contre les filles, et les comportements non hétéronormés⁵⁹.

Les ateliers nous ont permis de confronter des adolescents des trois groupes aux premiers résultats de l'enquête, et à des images à analyser. Nous leur avons également demandé de travailler en équipe pour définir des pistes d'actions à mener pour améliorer les conditions d'accompagnement des jeunes. Ces séances de travail se sont révélées riches d'enseignement pour nous, nous permettant

⁵⁹ Voir en annexe, notre intervention au séminaire Radicalisations du CNRS, le 14 septembre 2016.

parfois de compléter nos appréciations sur les modalités de réception des images, elles permettent aussi de dresser une liste des propositions émanant des adolescents.

Dans les groupes 1 et 2, les adolescents ont pu développer une analyse critique des émissions de télé-réalité ainsi que des émissions d'enquête policière qui donnent souvent (pour ceux qui les regardent) une vision faussée de la police, mais aussi des jeunes des quartiers sensibles. Les adolescents étaient conscients de l'impact de ces émissions dans le renforcement des stéréotypes négatifs sur ces quartiers mais aussi de l'anxiété qu'elles entretenaient auprès des publics qui sont les plus éloignés de ces réalités. Par rapport aux émissions de télé-réalité, le dispositif de discussion collective rendait ceux qui les avaient fréquentées capables de recul sur leurs propres expériences et de critiques quant à leur impact sur les plus jeunes. Dans le groupe 2, la critique pouvait prendre des formes très généralisantes visant les médias ou les journalistes dans leur ensemble, sans distinction.

Les solutions proposées dans le groupe 1 ont été très nombreuses et diversifiées. Elles ont visé :

- le renforcement des contrôles sur les systèmes de classification des jeux et l'extension des classifications aux sites internet
- le renforcement de la régulation des plateformes, avec des espoirs placés dans de nouvelles techniques de filtrage, mais aussi des demandes de sanction quant aux propos les plus dégradants ;
- le rôle de l'école dans la prévention des conduites risquées et sur le fonctionnement des plateformes dès le primaire, mais aussi des analyses des contenus stéréotypés, et l'organisation de consultations collectives ou individuelles régulières pour s'informer ;
- la participation des jeunes eux-mêmes à la prévention, par la désignation d'ambassadeurs issus de lycées qui pourraient expliquer aux collégiens les bonnes pratiques en évitant les propos trop dramatisants ;
- l'information et la sensibilisation des parents.

Dans le groupe 2, les adolescents ont été particulièrement prolixes sur la nécessité de renforcer les interdictions, de retarder l'âge des équipements et de l'ouverture des comptes sur les RSN. Le rôle des pouvoirs publics, de l'école, et surtout des parents ont été largement convoqués.

La palette des solutions proposées dans le groupe 3 a été plus réduite. Ces adolescents connaissant généralement de grandes difficultés pour structurer leurs propres conduites, ont été moins à l'aise pour proposer des solutions pour les plus jeunes. Parmi les solutions nouvelles, des mineurs suivis par l'ASE ont conseillé de proposer davantage de petits dessins animés pour aider les enfants et diffuser des messages de prévention.

Les entretiens conduits avec les parents, ainsi que les ateliers que nous avons pu organiser en fin de recherche, nous ont aidé à comprendre les difficultés des adolescents selon leur groupe social

d'appartenance, car elles sont différentes. Ils nous ont en effet confirmé la grande différence d'appréciation portée par les parents sur les pratiques numériques des adolescents et les difficultés qu'elles leur posent, selon leurs milieux sociaux. Les parents des milieux populaires ne situent certes pas internet comme le premier de leur souci. Ils sont bien plus inquiets généralement de la réussite scolaire de leurs enfants. Mais lorsqu'on évoque la question des pratiques numériques et des médiations qu'ils mettent en place vis-à-vis d'internet, des inquiétudes majeures se font voir. Leur moindre aisance professionnelle dans la pratique des TIC a de lourdes conséquences sur leurs aptitudes à accompagner leurs enfants sur internet. Ils ont du mal à trouver des logiciels efficaces pour éviter les images inappropriées. Ils constatent que les adolescents voire les préadolescents peuvent avoir accès à des images sexuelles très crues et ont le sentiment d'être débordés. Les parents de milieux favorisés, en particulier les cadres, se sentent beaucoup plus confiants dans les capacités de leurs enfants de gérer correctement leurs usages numériques, même si parfois des inquiétudes se font jour quant à des consommations excessives de jeu vidéo.

Selon leurs milieux sociaux, les parents ne mettent pas en place les mêmes médiations. Les parents de milieux populaires ont tendance à privilégier une médiation directe, en étant « amis » avec leurs enfants sur Facebook, voire en leur demandant les codes de leurs comptes pour pouvoir exercer un contrôle direct sur leurs publications. Ce type de médiation connaît des limites dans la mesure où les adolescents pour échapper à cette intrusion parentale, alors que leurs démarches numériques relèvent de processus d'autonomisation vis-à-vis de la sphère familiale, créent d'autres comptes, ou se réfugient sur des plateformes accessibles seulement sur le smartphone où les prises de risque peuvent être plus grandes. Les parents de milieux favorisés privilégient au contraire une médiation fondée sur la distanciation vis-à-vis des médias, retardant l'accès au smartphone comme à la télévision, en limitant la durée des consommations, délivrant des informations générales sur les plateformes numériques, valorisant des activités non médiatiques, artistiques ou sportives, et favorisant dès la petite enfance une forte stimulation intellectuelle. Ce faisant ils peuvent rester davantage ignorants des confrontations réelles de leurs adolescents à des images violentes, sexuelles ou haineuses, mais ceux-ci, comme nous l'avons vu aux chapitres 4 et 5, y sont également moins exposés. Quels que soient les milieux sociaux, les parents semblent peu conscients de la situation des filles sur les plateformes numériques et des attaques spécifiques qu'elles y subissent. Dans les milieux populaires, la réaction des parents va dans le même sens que celle que nous avons pu observer chez les adolescents des mêmes milieux, en ayant tendance à rendre les filles responsables des agressions dont elles peuvent être l'objet, sans prise de conscience de la responsabilité spécifique de ceux qui publient des images intimes qui ont pu leur être confiées.

Sur les pistes éducatives envisagées les parents se rejoignent. Ils sont tous d'accord pour dire que le rôle des parents est décisif dans l'éducation des jeunes dans toutes leurs activités, numériques ou non. Dans les milieux populaires les parents sont demandeurs de davantage d'information et de sensibilisation. Ils se sentent bouleversés par les transformations de la circulation de l'information par les RSN et par les sites internet. L'accès des plus jeunes à la pornographie leur paraît particulièrement difficile à endiguer. Ils en appellent tous au développement d'une éducation au numérique, au fonctionnement des plateformes et aux usages responsables. Ils ont l'impression que cette éducation

devrait commencer tôt, dès l'école primaire, et qu'elle est encore très insuffisante. Certains parents, responsables associatifs, souhaiteraient que soit mises en place des cellules de crise dans les établissements de l'éducation nationale, pour favoriser la circulation de l'information entre les parents et l'administration afin de réagir plus efficacement en cas de mises en danger de jeunes sur les RSN.

L'expérience qu'ils font de la dérégulation sur internet, par rapport au régime qui prévaut sur les médias audiovisuels les rend souvent pessimistes sur la possibilité d'une régulation publique, comme s'ils s'étaient résignés à ce qu'ils perçoivent comme une démission des pouvoirs publics. Ils sont la plupart du temps peu informés du droit et des initiatives publiques visant à une plus grande régulation des plateformes. La médiatisation des faits divers par les médias grand public explique sans doute leur meilleure connaissance des dérapages et des risques que des règles et des débats sur la protection des données personnelles par exemple. Ils semblent sous-informés des dispositifs existants d'éducation aux pratiques numériques et à la recherche d'information.

Les enseignants et éducateurs des groupes 2 et 3 ont observé un certain niveau de tension entre filles et garçons. Ils en attribuent partiellement la cause à la fréquentation d'images pornographiques qui viennent exacerber une image très négative des filles et imposent une séparation entre les filles qui ont des conduites sexualisées, de ce fait méprisées, et celles qui se tiendraient éloignées de la sexualité. Ce clivage nous semble tout à fait en phase avec les propos tenus par un certain nombre de jeunes, lors des entretiens dans les établissements de ces groupes. Les enseignants dont la famille est d'origine maghrébine ou africaine considèrent qu'une partie des difficultés de certains jeunes vient d'un écartèlement des normes de références entre les normes du pays d'origine qui peuvent être valorisées (ou non) dans la famille des adolescents voire rigidifiées par les adolescents dans des postures de contestation, et les normes véhiculées par les médias, qu'ils parviennent difficilement à articuler aux normes de la société globale dans laquelle ils vivent.

Dans les trois groupes, les enseignants reconnaissent que le traitement des questions relatives à la sexualité et à l'homosexualité peut leur poser problème, ce qui les incite à chercher des discours qui préservent la pudeur des adolescents, mais qui puisse aussi répondre aux difficultés qu'ils ont identifiées (notamment en termes de vulnérabilité des filles et des homosexuels). La nature de ces difficultés varie entre un sentiment de gêne, la peur d'une intrusion dans leur intimité (groupe 1), et une difficulté à capter l'attention des jeunes, du fait du recours à un interdit sur le sexuel (groupe 2) dans les séances de travail collectives. Dans tous les groupes, des enseignants, même si c'est loin d'être le cas de tous, se sont rendu compte de la diffusion de discours violents, haineux, ou à connotation complotiste. Dans tous les groupes, un sentiment de malaise a pu être observé par des enseignants du côté de jeunes musulmans après les attentats de janvier 2015. Mais la nature des réactions décrites a été très différente selon le contexte. Des enseignants des groupes 1 et 2 ont évoqué le sentiment de mise en danger de jeunes du fait d'un discours médiatique qu'ils percevaient comme hostile. Dans le groupe 3, les professionnels ont pu entendre des discours très provocateurs, se réjouissant des attentats, sans toujours savoir comment y faire face.

Les éducateurs et enseignants qui interviennent dans le cadre de la PJJ constatent des difficultés particulières pour ces publics adolescents sur internet. L'imprégnation de violences et

d'images pornographiques leur semble dérégler les modalités même du refoulement, surtout dans le contexte de la détention. Le rapport qu'ils entretiennent avec les émissions de télé-réalité leur semble de nature à les conforter dans des idéaux de luxe, de relations de domination sur les filles, de farniente, et de normalisation de cet idéal. Ils sont frappés de l'absence de distance vis-à-vis des contenus médiatiques les plus excitants (action, violence) et de leur réception le plus souvent au premier degré. Certains ont mis également en cause la pratique intensive et pulsionnelle des jeux vidéo et leur absence de verbalisation. Ces difficultés sont particulièrement aggravées pour les jeunes détenus du fait de leurs capacités d'expression, à l'écrit voire à l'oral, plus limitées et d'une concentration moindre en lien avec des consommations de psychotropes.

C'est également dans le groupe 3 que les professionnels sont le mieux informés des usages dérégulés voire illégaux des plateformes numériques des adolescents. Mais ils ont mentionné très peu d'activités éducatives orientées sur des apprentissages responsables du numérique. Cela a entraîné des questionnements portant à la fois sur les équipements informatiques dont ils disposent, sur la difficulté d'accès aux plateformes sur lesquelles circulent les adolescents (dont certaines accessibles seulement par le smartphone) dans leurs bureaux, et sur l'opportunité de consulter ces publications. Le respect de la vie privée semble une préoccupation conforme aux droits de l'enfant, mais le principe n'est pas applicable aux publications accessibles à tous, dont les débordements peuvent s'avérer risqués pour leurs auteurs voire leurs éventuelles victimes.

Dans les groupes 1 et 2, les enseignants ont semblé la plupart du temps peu informés de l'ampleur des confrontations des adolescents à des images violentes, sexuelles ou haineuses sur les RSN. La situation d'enseignement peut en effet constituer un angle mort. En général, les adolescents ne leur en parlent pas, si les cours n'abordent pas ce type de question. Les enseignants se forgent une idée du fonctionnement de ces plateformes principalement à travers leurs propres circulations, leurs fils d'actualité, quand ils ont ouvert un compte, ou les expériences de leurs enfants. Mais ils y sont protégés par des phénomènes sociaux d'entre-soi et des processus technologiques de bulles algorithmiques qui les maintiennent éloignés des pratiques des adolescents dont ils ont la charge.

Les pistes éducatives imaginées, à partir des expériences déjà conduites et des manques que les professionnels ont reconnus, sont assez proches quels que soient les contextes institutionnels. Il s'agit de développer une éducation aux plateformes numériques qui semble très absente des structures éducatives de la PJJ, et plus encore en détention. Les professionnels ont proposé de développer plus encore que dans le passé des formes d'éducation aux médias, en favorisant l'expression des adolescents sur les images, la verbalisation de leurs émotions, la construction de points de vue argumentés sur les programmes régulièrement regardés et l'expérience de la publication (par exemple de courtes vidéos) qui permet une meilleure appropriation des logiques médiatiques et du droit afférent. Pour l'ensemble des jeunes, le développement de pratiques qui permettent appropriation des techniques de publication et intériorisation des normes juridiques est conforme aux impulsions de l'Education nationale et semble absolument nécessaire au vu des différents constats. Mais il nécessite, et les professionnels s'en rendent bien compte, un investissement supplémentaire au-delà de leurs

activités régulières. Dans les structures de la PJJ les professionnels semblent parfois peu au courant de l'abondance de ressources, officielles ou associatives, disponibles sur ces sujets.

Les différentes facettes de cette enquête nous ont permis de constater que la circulation dérégulée des images VSH sur les plateformes numériques met à mal les repères des adolescents, des parents et des professionnels. Les adolescents répondent à ce bouleversement par des stratégies diverses et l'on ne peut donc observer une vulnérabilité de même ampleur pour l'ensemble des adolescents. Les capacités de symbolisation, le recours à l'écrit peuvent être des aides précieuses pour les adolescents face au bombardement émotionnel que représente la rencontre volontaire ou involontaire avec ces images. Mais elles ne sont pas suffisantes, car certains jeunes dont le profil scolaire est très bon sont apparus également en difficulté, et elles ne sont pas non plus les seules ressources, la qualité de la médiation parentale, la limitation de l'accès aux écrans durant l'enfance, la transmission de valeurs de solidarité et d'entraide sont apparues comme des facteurs très favorables à la construction de démarches autonomes. Les professionnels, les parents que nous avons eu la chance de rencontrer au cours de cette enquête ont souvent éprouvé un sentiment d'impuissance voire de désarroi face à une situation sur laquelle il leur semble à la fois nécessaire, urgent et difficile d'intervenir. Les activités éducatives mises en place face aux circulations des images semblent souvent insuffisantes pour aider les adolescents à s'y retrouver dans le labyrinthe de leurs émotions. Les adolescents eux-mêmes qui nous ont accueillis avec beaucoup de sympathie semblent très désireux de parler de ces sujets et de développer des activités autour des problèmes que leur posent ces images. Il s'agit donc d'un chantier à poursuivre, à côté des nombreux autres chantiers que pose l'intégration du numérique dans l'ensemble de nos vies sociales et intimes.

TABLE DES MATIERES

LES ADOLESCENTS FACE AUX IMAGES VIOLENTES, SEXUELLES ET HAINEUSES : STRATEGIES, VULNERABILITES, REMEDIATIONS.	1
Comprendre le rôle des images dans la construction identitaire et les vulnérabilités de certains jeunes	1
<i>Introduction</i>	3
<i>Chapitre 1. L'objet de la recherche : l'impact psycho-social de la diffusion d'images violentes, sexuelles et haineuses dans l'environnement numérique sur les adolescents</i>	7
1. Prégnance des images sexuelles et des violences sexuelles dans l'environnement des adolescents	7
2. Origines de l'étude et hypothèses de travail	10
3. Contexte global : dérégulation des espaces numériques, lutte contre le terrorisme et la « radicalisation »	13
<i>Chapitre 2. La méthodologie et la construction du terrain</i>	18
1. La construction des terrains de l'enquête permettant la réalisation d'entretiens auprès des jeunes, des parents, des personnels enseignants ou encadrant	18
2. Méthode d'enquête	25
3. Interdisciplinarité de l'enquête	29
4. L'anonymisation des témoignages	31
<i>Chapitre 3 Cultures et pratiques médiatiques des adolescents : fortes polarisations selon les contextes socio-culturels</i>	33
1. Cultures partagées par les trois groupes	33
2. Groupe 1 : des pratiques stratégiques orientées vers la réussite scolaire et la maîtrise d'une identité sociale valorisante	34

3. Groupe 2 : des pratiques médiatiques principalement distractives et audiovisuelles, un rapport très méfiant aux RSN _____	42
4. Groupe 3 : des pratiques médiatiques audiovisuelles marquées par un désir d'évasion voire de régression et la recherche de ressources identificatoires ; un rapport aux RSN très clivé _____	47
Chapitre 4. La rencontre des adolescents avec les images violentes, sexuelles et haineuses _____	55
1. Images violentes, sexuelles, haineuses, images « trash » _____	55
2. L'effraction des images _____	67
Chapitre 5 Les stratégies observées dans les trois groupes _____	87
1. Construction d'une typologie des stratégies et postures mises en œuvre face aux images violentes, sexuelles et haineuses _____	87
2. Illustration des catégories de stratégies à travers les trois groupes _____	90
3. Stratégies dominantes dans chaque groupe _____	111
Chapitre 6 Médiations parentales face aux images numériques _____	133
1. Des médiations parentales différentes selon les contextes sociaux et professionnels _____	133
2. Tranquillité/ intranquillité des parents selon le contexte scolaire et résidentiel _____	140
3. Les difficultés des parents _____	147
4. Les solutions proposées _____	150
Chapitre 7 Educateurs, enseignants, quelles médiations professionnelles face aux images numériques ? _____	155
1. Les difficultés des adolescents identifiées par les professionnels _____	156
2. Difficultés rencontrées par les professionnels dans l'exercice de leur enseignement ou de leur accompagnement des jeunes _____	166
3. Pistes éducatives imaginées ou expérimentées dans tous les groupes _____	174
Conclusion générale _____	183
TABLE DES MATIERES _____	195